هكذا من الاصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12871 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 17 JUIN 1986

L'Europe encore à faire

Le discours qu'a prononcé le dimanche 15 juin à Verdun M. Mitterrand, venu y célébrer le soixante-dixième anniversaire du déclenchement de la bataille la plus meurtrière de la Grande Guerre, n'aura surpris ni par sa tonalité ni par le lieu choisi pour exhorter les citoyens du Vieux Continent à l'union. L'engagement personnel du chef de l'Etat en faveur de la construction européenne est déjà ancien. Quant au souvenir des affrontements franco-allemands, il est par excellence de ceux qui, « a contrario », peuvent inciter à bâtir une Europe nouvelle, délivrée de tels antagonismes.

Mais le président français paraît aussi éprouver — il n'est pas le seul — une certaine inquiétude devant les risques qui pèsent sur la suite du processus. Non pas tant d'un point de vue théorique — après tout, les Douze ont finalement conclu, à la fin de l'an dernier, un accord de principe en faveur de l'union européenne — qu'à l'examen des modifications politiques que l'on peut percevoir ici ou là. En particulier chez nos voisins d'outre-Rhin, où l'attitude très « europhile » d'un Hans Dietrich Genscher ne peut faire oublier une certaine tentation de repliement.

En France, bien que les positions de ceux qui composent la nouvelle majorité parlementaire aient manifestement évolué depuis quelques années, M. Mitterrand peut estimer que la « sensibilité européenne » du gouvernement est aujourd'hui moindre qu'avant le 16 mars. On doit d'ailleurs s'étonner qu'aucun secrétaire d'Etat aux affaires européennes n'ait encore été nommé, ne serait-ce que pour des raisons pratiques. Le sommet de La Haye, où le président français et « son » premier ministre doivent se rendre de conserve les 25 et 26 juin, permettra de mesurer si un véritable décalage se manifeste à cet égard. Ou du moins, comme le redoutait dimanche, au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Dumas, ancien ministre, une « différence d'approche » et un « piétinement de l'attitude de la France ».

En fait, malgré quelques difficultés techniques, s'agissant notamment de la politique agricole commune, *tout* se passe comme si l'Europe était victime, paradoxalement, de son succès. Pour beaucoup, sa construction est chose acquise ; elle fait partie du paysage et ne peut plus guère, aujourd'hui, servir à mobiliser les énergies. Vision qui relève sans doute d'un optimisme assez dangereux : qu'il s'agisse de la sécurité, de la technologie, de la monnaie, de l'affirmation d'une personnalité forte sur la scène mondiale, la situation de l'Europe est rien moins qu'établie.

Il est cependant des signes qui ne peuvent que rassurer les « européistes » convaincus, au-delà des préférences partisanes des uns et des autres. A plusieurs reprises depuis le début de l'année, des électeurs de la Communauté *ont* eu à se prononcer sur des sujets divers et qui ne relevaient généralement pas directement de la construction européenne (exception faite du référendum danois sur l'acte signé à Luxembourg) mais qui avaient *tout* de même en commun de toucher, par un biais ou par un autre, aux engagements européens des gouvernants. Dans les quatre cas les plus notables — outre le vote des Danois, le référendum espagnol sur l'OTAN, les élections aux Pays-Bas et, dimanche, le scrutin de Basse-Saxe, où l'« effet Tchernobyl » a été nettement plus modeste que prévu, — ces gouvernants n'ont finalement pas eu à pâtir de tels engagements. Et le succès attendu de M. Gonzalez aux élections législatives espagnoles de dimanche prochain pourrait bien avoir lui aussi, six mois après l'adhésion de son pays à la CEE, un effet réconfortant pour l'Europe.

(Lire nos informations page 7.)

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE SOWETO

Les villes d'Afrique du Sud sont soumises à un quadrillage policier sans précédent

Un quadrillage policier sans précédent a été mis en place, lundi 16 juin, en Afrique du Sud pour empêcher toute manifestation à l'occasion du dixième anniversaire des émeutes de Soweto. Des mouvements de grève étaient observés durant la matinée dans plusieurs villes.

A Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Douze se réunissent pour tenter de dégager un compromis sur les sanctions contre Pretoria.



De notre correspondant

Johannesburg. — Le gouvernement a mis toutes les chances de son côté pour remporter ce qu'il a appelé une *« épreuve de force »*, à l'occasion du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto. *« Les forces de sécurité auront le contrôle complet de la situation le 16 juin et les jours suivants »*, a assuré M. Dave Steward, chef du bureau gouvernemental d'information. *« Ce que vous avez vu jusqu'à présent*, a-t-il déclaré aux journalistes, *n'est qu'une petite partie, un petit pourcentage de ce que nous sommes capables de déployer. »*

Une présence policière et militaire a été mise en place dans les townships pour, comme l'a annoncé le pouvoir, permettre aux Noirs qui le désirent de se rendre à leur travail. Mais également pour prévenir toute tentative de rassemblements, ceux-ci étant interdits, à l'exception des offices religieux de *« bonne foi »*. M. Leon Mellet, du bureau d'information, n'a pu fournir aucune explication sur la signification de cette expression. Il est entendu qu'aucun propos jugé *« subversif »* ne pourra être tenu lors des cérémonies.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 32.)

LA MORT DE JORGE LUIS BORGES

Le bibliothécaire de Babel

L'écrivain d'origine argentine Jorge Luis Borges est mort, le samedi 14 juin à Genève. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

par HECTOR BIANCIOTTI

Avec Kafka, Proust et Joyce, il aura été l'un des plus grands écrivains du siècle.

Il aimait dire qu'il n'était jamais sorti de la bibliothèque de son père. Ce grand voyageur qui, depuis que la cécité totale l'avait atteint et qu'il avait dépassé largement les soixante-dix ans conseillés par la Bible, ne restait pas sur place.

Tout homme de génie semble avoir un destin particulièrement curieux, peut-être parce que les événements qui ont tissé sa vie dévoilent, rétrospectivement, un caractère prémonitoire. Dans le cas de Borges, tout a l'air calmement inéluctable. Il avait senti depuis toujours, dès la prime enfance, que son destin serait littéraire, exclusivement littéraire ; puis, l'adolescence venue, qu'il lui arriverait quelques bonnes choses et beaucoup de mauvaises, mais que tout, surtout les humiliations, les échecs, les malheurs, lui serait donné comme un matériau, comme une argile dont il aurait à tirer profit : *« J'ai toujours su que tout, à la longue, se convertirait en mots, surtout les mauvaises choses, car le bonheur n'a pas besoin d'être transmué : le bonheur est une fin en soi. »*

Il aimait répéter le passage d'Homère où il est dit, avec l'innocence des Anciens, que les dieux inventent des douleurs afin que les poètes ne manquent pas de sujets pour leurs chants. Et, sans pour autant partager, avec Mallarmé, l'idée que le monde a été créé pour aboutir à un livre, il ne douta jamais qu'il était sur terre pour capter en une page, en une phrase, quelque émotion, quelque beauté qui ne devait pas se perdre et qui était son devoir et sa chance de cueillir. Au demeurant, il croyait que la beauté est chose courante et qu'aucune journée ne s'écoule sans que nous ayons été, ne fût-ce qu'un instant, au Paradis.

Il était né à Buenos-Aires. L'histoire familiale de sa mère se confond avec celle de l'Argentine, et son père était le fils d'un héros de guerres d'indépendance et d'une Anglaise originaire du Northumberland, quoique née dans le Staffordshire ; cette Fanny Haslam, dont maints poèmes de Borges célèbrent la fin exemplaire : à quatre vingt-dix ans, ne voyant pas la moindre raison pour que toute la maisonnée soit bouleversée, et confuse de mettre si longtemps à mourir, elle avait appelé la famille à son chevet et leur avait dit d'une voix fluette et cependant ferme : *« Je suis une vieille femme qui meurt, très très lentement. Il n'y a rien là d'extraordinaire ni d'intéressant »*.

Avocat, le père de Borges était avant tout un amoureux de la littérature ; un philosophe anarchiste — disciple de Spencer — adepte par ailleurs de Williams James, dont il enseignait les théories psychologiques.

(Lire la suite page 16.)

Les syndicats prêts à négocier avec le CNPF

Mais les divergences restent entières sur les procédures de licenciement.

PAGE 48

Reprise à la Bourse de Paris

Les cours se sont assez fortement redressés lundi matin. A partir d'aujourd'hui, le Monde *publie des commentaires plus développés sur l'activité des places financières.*

PAGES 46, 47 et 48

Le test des élections en Basse-Saxe

Un succès sans gloire pour la coalition au pouvoir en RFA.

PAGE 6

La rencontre d'Agen

A mi-chemin de leurs « capitales » respectives, MM. Chaban-Delmas et Baudis organisent la coopération entre Bordeaux et Toulouse.

PAGES 14 et 15

Le Monde

ÉCONOMIE

Le chômage des jeunes

La chronique de Paul Fabra

PAGES 37 à 40

SPORTS

Corrida belge au Mundial

Nuit d'ivresse à Mexico après la qualification, dimanche 15 juin, de l'équipe nationale pour les quarts de finale de la Coupe du monde de football aux dépens de la Bulgarie (2-0). Petit match mais grands effets : des dizaines d'arrestations, des centaines de blessés. Grand match, en revanche, de la petite Belgique : le taureau ukrainien a été estoqué dans l'arène de Leon au terme des prolongations (4-3).

(Lire page 42 les reportages de nos envoyés spéciaux PIERRE GEORGES et GÉRARD ALBOUY.)

TENSION ENTRE « LAICS » ET « ORTHODOXES » EN ISRAËL

Les ultras de la Thora

La tension entre laïcs et religieux en Israël est montée d'un cran au cours des derniers jours, malgré les efforts du gouvernement pour désamorcer la crise et favoriser la « réconciliation nationale ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Des croix gammées ornant la façade d'une « banque sioniste », un début d'incendie criminel dans une synagogue, des rouleaux sacrés de la Loi (Torah) et des livres saints d'une école talmudique déchirés, des échanges d'amabilités à la Knesset entre « nazis » et « khomeinistes » : Israël s'offre un nouveau psychodrame politico-mystique, dans une débauche de gestes symboliques et d'insultes péremptoires. Sans cesse rallumée depuis qu'existe l'Etat hébreu, la grande querelle entre laïcs et religieux est à vif, une fois de plus. On s'y affronte à coup de pierres et d'anathèmes.

Comme toujours — ou presque — le conflit a mûri au cœur de la Jérusalem juive, dans le quartier de Mea-Shearim, bastion et vivier de l'intégrisme orthodoxe. Avocats pointilleux des préceptes bibliques, ces *« extrémistes de la Thora »* s'empressent de crier au sacrilège sitôt qu'ils croient déceler dans la vie de la cité une entorse aux textes sacrés. Ils se veulent les dépositaires exclusifs d'un judaïsme intransigeant. Voilà des mois que ces zélotes, autant rompus aux voies de fait nocturnes qu'aux débats talmudiques, ont déclenché la *« guerre des abribus »* en jetant l'opprobre sur la publicité qui les orne.

Leur croisade contre les *« photos lascives »* prit pour cibles favorites des paires de *« jeans »* moulant d'agréables formes féminines, dénoncées comme autant *« d'appels au stupre »*. Anéantir *« l'œuvre du démon »* devint pour eux un commandement divin. Armés d'allumettes ou de vaporisateurs à peinture, opérant en commandos de quatre hommes, les censeurs à papillotes jouèrent les Savonarole, d'abord sur les trottoirs de leur ghetto, puis dans les autres quartiers. Ils ont à ce jour saccagé ou noirci une centaine d'abribus et détruit au passage quelques mannequins de cire. Montant des dégâts : plus de 100000 dollars. Dans les écoles talmudiques, deux mille jeunes, dit-on, se sont portés volontaires pour cette guerre salvatrice.

Certaines nuits « chaudes », les intégristes attaquent, pavé à la main, les commissariats et les voitures de police. Tous se disent prêts, en sacrifice, à *« surpeupler »* les prisons. Criant à la *« rébellion civile »*, le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, a châtié les fauteurs de troubles en privant Mea-Shearim de transport public et en y laissant pourrir pendant plusieurs semaines les ordures ménagères. Jugeant la mesure comble, le premier ministre, M. Shimon Pérès, a promis de recourir, si besoin, à la force pour faire cesser les violences et a confié jeudi 12 juin à une commission *ad hoc* le soin d'apaiser le conflit.

J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

étranger

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DES ÉMEUTES DE SOWETO

RÉUNIS A LUXEMBOURG

Les ministres des affaires étrangères des Douze tentent de dégager un compromis sur les sanctions

Ce lundi 16 juin, dixième anniversaire des émeutes de Soweto, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne se réunissent à Luxembourg pour tenter d'adopter des sanctions économiques communes contre Pretoria.

Les Pays-Bas, soutenus par la France, ont proposé que soit mis un terme aux importations de fruits, légumes et vins en provenance d'Afrique du Sud. Le compromis devrait être laborieux, bien que, selon la presse britannique, Mme Margaret Thatcher soit prête à « faire un geste ». Pour l'*Observer*, le premier ministre envisagerait une interdiction des liaisons aériennes avec Pretoria. Ce changement d'attitude serait destiné à désamorcer les pressions des autres Etats membres du Commonwealth, favorables à des sanctions plus sévères.

Le Danemark et l'Irlande, pour leur part, sont allés plus loin que leurs partenaires : Copenhague en décidant l'application progressive, à partir du 15 juin, d'un embargo total sur les produits alimentaires et Dublin en interdisant les importations de fruits et légumes. A Bonn, le gouvernement a réaffirmé son opposition à des sanctions économiques.

Aux Etats-Unis, la Bank of America, deuxième établissement bancaire du pays, a décidé de ne plus accorder aucun prêt au secteur privé sud-africain. Elle avait fait de même naguère pour les prêts consentis à l'Etat sud-africaian et au secteur parapublic, et justifie sa nouvelle décision « *non seulement par les risques financiers* », *mais aussi* du fait du « *caractère repoussant de l'apartheid* ».

Alors que, pour le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Ide Oumarou, les sanctions, pour être efficaces, doivent être un « *coup de matraque sur la tête des Sud-Africains* », le ministre des affaires étrangères de Pretoria, M. « Pik » Botha, a affirmé, samedi 14 juin, que les sanctions internationales allaient entraîner davantage de *pauvreté* et une baisse du niveau de vie pour les habitants de son pays. Au cours d'une réunion du Parti national au pouvoir, M. Botha s'est écrié : « *Nous avons affaire à un Occident malade, qui ne s'intéresse qu'à son propre bien-être. Nous résisterons aux forces diaboliques du marxisme,* a-t-il ajouté, *peu importe ce que cela nous coûtera.* »

Commentant, d'autre part, le vote unanime du Conseil de sécurité des Nations unies pour demander la levée immédiate de l'état d'urgence, M. « Pik » Botha a estimé que de telles initiatives « *sont menées de façon à attiser la haine, la violence et la révolution* ».

La conférence de Paris

A Paris, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, *ouvre, ce lundi matin, la conférence* sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, après avoir assisté, la veille, à Notre-Dame de Paris à une messe présidée par Mgr Lustiger et à l'intention des victimes de l'apartheid. Cette conférence, qui doit durer cinq jours, réunit de nombreux pays africains, asiatiques, latino-américains et d'Europe de l'Est. La France, les Pays-Bas et le Portugal y assistent en tant qu'observateurs.

Sur le continent africain, les réactions sont rares. Le président zambien, M. Kenneth Kaunda, a annoncé, samedi 14 juin, une « *mobilisation militaire partielle de la nation* », et a indiqué que neuf Blancs, originaires d'Afrique du Sud, avaient été arrêtés à la suite du raid, lancé en mai dernier par Pretoria contre une base présumée de l'ANC à Lusaka. Quatre d'entre eux auraient avoué appartenir aux services de sécurité sud-africains. A Harare, le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, *a lancé* un appel à l'OUA, afin que l'organisation crée une « *force armée africaine* » pour protéger les pays voisins de l'Afrique du Sud. Enfin, à Gaborone, capitale du Botswana, une fusillade a eu lieu samedi, faisant un mort et deux blessés. La radio du Botswana a accusé Pretoria d'être *à l'origine de cette action*, ce qu'a démenti un porte-parole de l'armée sud-africaine. — *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

LA CONFÉRENCE DES VILLES JUMELÉES CONTRE L'APARTHEID

L'enfant de Gorée et les écrivains sud-africains

De notre envoyée spéciale

Dakar. — *Ils* sont arrivés *tenant* par la main un enfant de Gorée traînant une encombrante kora (instrument à cordes), et l'ont tendrement installé devant le micro. Ils ont attendu que sa voix douce et claire prenne possession de la nuit avant d'y mêler, chacun à leur tour, leur voix rauque dans une émouvante complainte. Eux, Pitika N'Tuli et Matemela Manaka, deux écrivains sud-africains vivant l'un à Soweto, l'autre en exil à Londres.

Image de cet enfant de l'île d'où partaient les esclaves et des fils du pays de l'apartheid chantant ensemble... Cinq mille spectateurs l'ont contemplée, samedi 14 juin, dans la petite île qui fait face à Dakar, pour la veillée clôturant les trois jours de la conférence contre le racisme et l'apartheid, organisée par la Fédération mondiale des villes jumelées. *Moment totalement improvisé et* spontané au cours d'une soirée malheureusement un peu figée.

L'île, ses ruelles, ses maisons suintant du lourd passé de l'esclavage, représentaient pourtant un cadre idéal pour une telle rencontre. Mais la sécurité et les impératifs de la télévision (le spectacle sera *retransmis par TF 1) ont imposé un* concert sur une place mutilée par de longues barrières.

Les meilleurs artistes du Nord et du Sud avaient été rassemblés avec, entre autres, Touré Kunda, Manu Dibango, Miriam Makeba, le pianiste argentin Miguel Angel Estrella, Diane Dufresne et Jacques Higelin... Il y eut tout de même quelques coups de cœur avec l'irrésistible Francis Bebey, l'ensemble multiraciale sud-africain Johnny Clegg et Savuka ou le griot Mory Kante, mais cela n'avait rien à voir avec l'explosion chaleureuse dont l'Afrique a le secret. Seuls les hôtes munis d'une invitation avaient pu monter dans les « chaloupes » pour Gorée. Depuis l'avant-veille, la *police montait la garde pour empê*cher les Sénégalais d'y accoster avec leurs pirogues. Mécontants, les Dakarois ont fait savoir qu'ils auraient souhaité être de la fête. Satisfaction leur a été partiellement donnée. Et un spectacle exclusivement africain, placé sous la présidence d'honneur de M. Abdou Diouf, leur a été offert au stade de Dakar, dimanche 15 juin, dans l'après-midi.

Ce même jour, M. Pierre Mauroy, président de la Fédération mondiale des villes jumelées, et bon nombre de représentants des collectivités locales ayant assisté aux journées de la *fédération* ont gagné la Côte-*d'Ivoire pour une réception organi*sée en leur honneur par le président Houphouët-Boigny.

Réunis samedi pour une table ronde, les écrivains sud-africains ont expliqué tour à tour pourquoi ils *refusaient de se joindre au voyage*. L'écrivain-poète afrikaaner Breyten Breytenbach a rappelé que le président de la Côte-d'Ivoire, partisan du dialogue avec Pretoria, avait « *envoyé des représentants en Afrique du Sud, lorsque les enfants de Soweto se battaient dans la rue* ». Mais la demande de l'écrivain Sipho Sepamla aux élus locaux de ne pas se rendre à Yamoussoukro, en solidarité avec les Noirs d'Afrique du Sud, n'a n'a guère été entendu. L'affront fait à la Côte-d'Ivoire *aurait frappé un pays* que beaucoup ne jugent pas plus condamnable que d'autres Etats africains commerçant aussi avec l'Afrique du Sud. En tout cas, l'incident a laissé un goût amer au terme de journées au thème non équivoque.

Un « cancer »

Le ton donné dès l'ouverture avait été tout autre. Apprenant l'élargissement de l'état d'urgence à l'ensemble du territoire sud-africain, le président Abdou Diouf avait appelé avec véhémence l'Occident à la fermeté face à un « cancer » *(le Monde* du 15-16 juin). M. Pierre Mauroy *avait pour sa part déclaré qu'il était* temps de « *passer des discours aux actes* ».

Le lendemain, M. Bernard Stasi, député, maire d'Épernay, président du comité national de jumelage, qualifiait l'apartheid « *d'agression à la dignité humaine* », tout en invitant chacun à balayer devant sa propre porte. Il a demandé aux Français de veiller à ce que leur pays soit exemplaire pour que « *la xénophobie et le racisme, qui sommeillent dans tout être humain, ne se réveille pas* ».

Enfin, une vive polémique par la voie des ondes, a opposé M. Laurent Fabius à M. Claude Malhuret (voir ci-contre).

L'association des écrivains sénégalais a demandé aux États africains de faire du 16 juin un jour férié commémorant Soweto. Mme Danièle *Mitterrand, venue au nom de sa fon*dation France-Libertés, a présenté son projet « IPADAS », de création d'un institut de recherche au Cap, où des Sud-Africains de toutes races pourront se réunir pour réfléchir sur « *une Afrique du Sud démocratique* ». Enfin, Médecins du monde a suggéré de ne pas tolérer de visite de M. Botha en France et de participer avec SOS-Racisme à un échange entre écolier d'Afrique du Sud et du monde entier... Un parfait jumelage en somme.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Un quadrillage policier sans précédent

(Suite de la première page.)

Dimanche, un office célébré à Evaton, cité noire au sud de Johannesburg, par l'évêque anglican Desmond Tutu, a été *perturbé par* l'arrivée d'une cinquantaine de militaires en armes. Le prix Nobel de la paix a demandé aux fidèles de commémorer le 16 juin « *dans le calme et la dignité* ». Il n'y a pas eu d'incident ni d'arrestation. Dans le courant de la journée de lundi, aucun chiffre n'avait encore été publié sur la façon dont était suivi le mot d'ordre de grève générale lancé par les organisations anti-*apartheid et certains syndicats.* De nombreuses entreprises et sociétés avaient accepté de donner congé à leurs employés noirs. Comme pour le 1er mai, les chambres de commerce et d'industrie avaient adopté le principe : « *Pas de travail, pas de pâye, pas de sanction.* » La plupart des ambassades avaient fermé leurs portes pour des raisons de sécurité.

Attentat à Durban

Les écoles noires étaient désertes, d'autant que le ministère de l'éducation a décidé, dimanche, de fermer celles situées dans les zones troublées, juqu'au 1er juillet. Les élèves devront désormais être munis d'une permission spéciale pour pénétrer dans les locaux. Le *Black Sash* (écharpe noire), organisation féminine blanche *d'entraide aux Noirs, avait* demandé que le 16 juin soit commémoré dans les établissements scolaires blancs par « *une réunion d'information, un débat, une prière* ». Des fleurs ont été déposées dans les églises de Johannesbourg à la mémoire des *victimes* de Soweto.

A la fin de la semaine dernière, une véritable psychose s'était développée dans la communauté blanche. Les armureries de la région de Johannesburg et de Pretoria ont été dévalisées par une population inquiète. A Randburg, le propriétaire d'une boutique reconnaissait que les ventes de munitions avaient quadruplé et celles d'armes doublé, en prévision du 16 juin. Ses rayons étaient vides, et les stocks des fournisseurs épuisés.

Dimanche, la une de l'hebdomadaire en langue afrikaans *Rapport* était barrée d'un énorme titre : « L'Afrique du Sud doit brûler ». Ce journal faisait état d'un plan de l'ANC (Congrès national africain) selon lequel les bâtiments publics et les quartiers blancs devaient être attaqués par « *les émeutiers noirs* ». Un plan auquel le chef de l'Etat avait fait référence jeudi dans son discours à la nation. Selon cette publication, dix mille Noirs de Kwathema — township située près de la capitale — devaient, notamment, se lancer à l'assaut de l'Union Building, le siège du gouvernement, à Pretoria, et le brûler.

D'importantes mesures de sécurité avaient été mises en place dans tout le pays pour parer à toute éventualité. Les bâtiments administratifs et les écoles étaient particulièrement surveillés. A Johannesburg, un *établissement scolaire a été* entouré de fil de fer barbelé. La peur est telle que de nombreux Blancs ont avoué qu'ils porteraient une arme lundi.

Une crainte qu'est venu conforter l'attentat de Durban, samedi soir, au cours duquel trois femmes ont trouvé la mort. Une voiture piégée a explosé peu avant 10 heures du soir à proximité de deux hôtels, sur le front de mer. Soixante- neuf personnes ont été blessées, trente-neuf véhicules endommagés ou détruits, ainsi que plusieurs immeubles. La charge explosive a été estimée entre 25 et 50 kilos. Les autorités ont accusé l'ANC, mais l'attentat n'a pas été revendiqué. « *C'est un acte de désespoir commis par des lâches*, a expliqué M. Louis Nel, ministre-adjoint de l'information. *Si la terreur n'est pas combattue partout*, a-t-il ajouté, *elle ne peut être effectivement vaincue où que ce soit* ».

Un jour qui « a duré dix ans... »

Lundi, au cinquième jour de l'état d'urgence, on ignorait toujours le nombre des personnes interpellées. Le gouvernement se refuse à fournir le moindre chiffre. L'évêque Tutu avance celui de *deux mille. Trois ressortis*sants allemands auraient été arrêtés et Bonn aurait réclamé leur libération.

La *police a rendu visite* à deux journaux, le *Sunday Tribune*, de Durban, et *City Press*, pour s'assurer que ceux-ci n'avaient pas enfreint les lois sur l'état d'urgence. Le *Sunday Times*, pour sa part, a reconnu qu'il s'était autocensuré, afin de ne pas commettre le délit mal défini de « *subversion* ».

En dépit du nouveau régime, les violences n'ont pas cessé. Selon les derniers chiffres publiés dimanche par le ministère de l'information, dix-neuf Noirs ont été tués à travers le pays en trois jours et demi. Un représentant de ce département a estimé que le nombre des incidents avait considérablement diminué. Il n'a cependant pu fournir aucun détail ni aucune estimation.

Le 16 juin est commémoré sous haute surveillance. Cela ne suffira pas à faire oublier ce jour qui, comme l'écrit *City Press*, « *a duré dix ans* ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

MORT D'UN JOURNALISTE

Un cameraman indépendant travaillant pour la chaîne de télévision britannique ITN, George De'Ath, est mort samedi matin, 14 juin, à l'hôpital du Cap. George De'Ath, âgé de trente-quatre ans, de nationalité sud-africaine, avait été grièvement *blessé à la tête, mardi dernier*, alors qu'il se trouvait au camp des squatters de Crossroads.

Avec son assistant, Andile Fozi, il avait été attaqué à coups de machette par des vigiles en lutte contre « *les camarades* », pour le contrôle du bidonville. M. Fozi, malgré plusieurs blessures et un pouce tranché, a eu la vie sauve. George De Ath est mort après quatre jours de coma. Il avait travaillé en Rodhésie, à *Beyrouth*, en Irlande du Nord, avant de revenir dans son pays. George De'Ath est le premier journaliste tué depuis le début des événements d'Afrique du Sud.

INSTAURATION DE LA CENSURE

Johannesburg *(AFP)*. — Les journalistes présents en Afrique du Sud ont été avertis, lundi 16 juin, qu'ils allaient devoir soumettre leurs articles relatifs au « *maintien de l'ordre public* » pour le dixième anniversaire du soulèvement du Soweto au chef de la police sud-africaine avant d'être autorisés à les transmettre. Les organes d'information, dont l'agence France-Presse, ont en effet reçu un télex en ce sens du chef de la police sud-africaine, le général Johan Coetzee.

Le télex ajoute que les journalistes ne peuvent se rendre dans les « *zones troublées* » sans le consentement d'un responsable de la police, et que ces consignes sont valables pour la durée de l'état d'urgence illimité imposé jeudi dernier.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

1984

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

EN AFRIQUE DU SUD

LES RELATIONS ENTRE PARIS ET PRETORIA

Polémique entre M. Fabius et M. Malhuret

M. Laurent Fabius a jugé « *injurieuses* » et « *sans fondement* » les déclarations du secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Christian Malhuret, sur ses propos critiquant la politique du gouvernement actuel à l'égard de l'Afrique du Sud. Dans une interview à France-Inter, réalisée samedi 14 juin depuis Gorée (Sénégal), M. Malhuret avait traité de « *menteur, amnésique et hypocrite* » l'ancien premier ministre, qui, la veille, à Grenoble, avait attaqué la politique gouvernementale à l'égard de l'Afrique du Sud.

M. Fabius avait notamment déclaré : « *L'une des premières mesures du gouvernement a été de renvoyer l'ambassadeur* (en Afrique du Sud) *que j'avais rappelé.* (...) « *Il s'apprête à recevoir le premier ministre africain.* (...) « *Je dis que l'honneur de la France doit être de renforcer les sanctions.* » Pour M. Malhuret, M. Fabius est « *un menteur, parce qu'il a annoncé que la France allait revenir sur les sanctions décidées contre l'Afrique du Sud* ». Or, a rappelé M. Malhuret, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, doit proposer à ses partenaires de la CEE, ce lundi à Luxembourg, de nouvelles sanctions, notamment sur les produits alimentaires.

« *Deuxième mensonge, M. Fabius a dit que nous allions recevoir en grande pompe M. Pieter Botha* (président sud-africain), *alors que M. Botha, qui avait fait la demande de venir à Paris aujourd'hui même, s'est fait répondre par le gouvernement que sa visite était inopportune,* a ajouté M. Malhuret. *M. Fabius est, en outre, amnésique car il a oublié que le ministre sud-africain des affaires étrangères* (M. Pik Botha) *est venu il y a un an en France pour inaugurer un monument et qu'il était diplomatiquement impossible de faire autrement. Si les Sud-Africains souhaitaient revenir pour la même raison, nous accepterions car il est diplomatiquement impossible de faire autrement, et M. Fabius le sait.* »

Enfin, M. Malhuret a qualifié M. Fabius d'« *hypocrite* » car « *il a annoncé un certain nombre de sanctions il y a un an, qui devaient prendre effet dans dix-huit mois, et il savait très bien qu'il ne serait plus au gouvernement* ».

Il a conclu : « *On peut faire vibrer les estrades sur l'Afrique du Sud, mais si j'étais à la place de M. Fabius, j'aurais peur qu'on me crie : Jaruzelski !* »

Dimanche 15 juin, M. Fabius a indiqué, dans un communiqué, que « *M. Malhuret a beau être depuis peu de temps au gouvernement, il devrait connaître au moins trois faits qui rendent sans fondement ses attaques.*

» *1) Alors que mon gouvernement a décidé des sanctions économiques effectives contre l'Afrique du Sud, les partis de droite, eux, s'y sont jusqu'à présent toujours opposés.*

» *2) Plusieurs sanctions économiques et diplomatiques prises l'an dernier par mon gouvernement ont été d'effet immédiat et non pas comme le prétend M. Malhuret, d'effet différé.*

» *3) Là où nous avons, nous, rappelé notre ambassadeur à Pretoria et refusé de recevoir des représentants du gouvernement sud-africain à Paris, le gouvernement actuel a au contraire fait repartir notre ambassadeur à Pretoria et développé récemment les contacts à Paris avec les officiels sud-africains.* »

« *Ces faits incontestables ôtent tout crédit aux attaques de M. Malhuret. La cause de la lutte contre l'apartheid appelle autre chose qu'une polémique médiocre dans laquelle on ne m'entraînera pas* », conclut l'ancien premier ministre.

Enfin, Jean Poperen, « numéro deux » du Parti socialiste, a critiqué, dimanche, à Nantes M. Claude Malhuret, en déclarant que « *ce sous-ministricule, qui veut donner des leçons en matière de lutte contre le racisme, est malvenu* ».

Le gouvernement de droite a le « *pompon sur l'utilisation des réflexes racistes dans la politique* », a ajouté le secrétaire national du PS.

[NDLR : Il est exact que le gouvernement de M. Chirac n'a pas annoncé son intention de revenir sur les sanctions décidées par son prédécesseur, et que, au contraire, Paris s'est déclaré favorable à l'interdiction de l'importation de produits alimentaires sud-africains. Il est également vrai que la France a fait savoir que la visite du président sud-africain était – pour l'instant – inopportune.]

Le procès du chef de file de l'opposition tunisienne

LA PEINE DE PRISON FRAPPANT M. MESTIRI EST CONFIRMÉE EN APPEL

(De notre correspondant.)

Tunis. – Le tribunal de première instance de Tunis a confirmé en appel, samedi 14 juin, la condamnation de M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), à quatre mois de prison pour rassemblement sur la voie publique, à la suite de la manifestation de protestation contre le raid américain sur Tripoli, le 16 avril dernier (*le Monde* du 6 juin).

M. Mestiri, qui se trouvait en liberté provisoire pour raison de santé, a la possibilité de se pourvoir en cassation dans les dix jours, sans empêcher pour autant l'exécution du jugement, qui n'était toutefois pas intervenue dimanche soir. C'est la première fois qu'un des chefs de file de l'opposition, officiellement reconnue, est condamné à une peine de prison ferme. Les militants du MDS n'en paraissent pas outre mesure contrits, bien au contraire, estimant que leur parti est ainsi mis en valeur aux yeux de l'opinion. La condamnation de M. Mestiri a cependant pour effet de l'empêcher de présenter sa candidature aux élections législatives prévues pour le mois de novembre prochain.

Trois autres membres de l'opposition, l'un appartenant au MDS, les deux autres au bureau politique du Rassemblement socialiste progressiste, mouvement toléré mais qui n'a pas obtenu son visa, ont également vu confirmer leur condamnation à quatre mois de prison pour avoir, eux aussi, participé à la manifestation du 16 avril.

Protestations de la Ligue des droits de l'homme

D'autre part, le tribunal de première instance a condamné, samedi, à un an de prison, M. Moncef Ben Slimane, secrétaire général du syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui se réclame de l'ancienne direction de l'UGTT, pour diffamation des autorités. Il était reproché à M. Ben Slimane d'avoir signé ès qualité une motion condamnant la politique du gouvernement, notamment à l'université.

Enfin, dans la troisième affaire à caractère politique appelée ce même jour, M. Mouldi Fahem, syndicaliste et dirigeant du Rassemblementsocialiste progressiste, s'est vu infliger huit mois de prison pour distribution de tracts et appartenance à une organisation non reconnue.

Ces jugements, ainsi que celui prononcé contre M[e] Bida (*le Monde* du 14 juin), ont suscité une vive réaction de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Estimant que « *la Tunisie connaît depuis quelques mois une évolution préoccupante et grave, caractérisée par les atteintes répétées aux libertés publiques et une inquiétante offensive contre les organisations populaires* », la Ligue a adressé « *un appel solennel et pressant à l'opinion publique et à tous les patriotes sincères qui ont à cœur la sauvegarde du pays, afin de contribuer à sortir ce dernier de l'impasse dans laquelle il se trouve fourvoyé* ».

MICHEL DEURÉ.

● *Cinq condamnés à mort exécutés.* – Cinq Tunisiens, condamnés à mort pour homicide volontaire avec préméditation, ont été pendus, samedi matin 14 juin, à la prison civile de Tunis. Le président Habib Bourguiba, estimant « *odieux* » les crimes des cinq hommes, avait rejeté leur recours en grâce. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

LA TOURNÉE EUROPÉENNE DE M. HU YAOBANG

Le secrétaire général du PC chinois est accueilli à Paris par M. Mitterrand

Le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, devait être accueilli ce lundi après-midi 16 juin à Orly par le président Mitterrand, avec qui un premier entretien était prévu le même jour et qui offre dans la soirée un dîner à l'Elysée en l'honneur de son hôte. Mardi, M. Hu Yaobang sera, notamment, l'hôte de M. Chirac et de M. Chaban-Delmas, avant d'assister à un dîner au Quai d'Orsay offert par le premier ministre.

De notre correspondant

Pékin. – La politique-spectacle ferait-elle son entrée en Chine ? On pourrait le penser en voyant la place que les médias chinois accordent à la visite qu'effectue actuellement en Europe le secrétaire général du PC, M. Hu Yaobang. Sur le plan intérieur, cette visite devrait avoir pour effet de rehausser le prestige d'homme d'Etat de stature internationale de celui qui est officiellement le numéro deux du régime, même s'il annonce lui-même son intention de se retirer progressivement des affaires d'ici un ou deux ans.

Agé de soixante et onze ans, ce petit homme originaire, comme Mao, du Hunan, vétéran de la Longue Marche, a commencé sa carrière dans les jeunesses communistes. Entré au comité central du parti en 1956, il fut traîné dans la boue pendant la révolution culturelle. Revenu au pouvoir aux côtés de M. Deng Xiaoping après la chute de la « bande des quatre », il est secrétaire général du PC depuis 1981.

La tournée, qui aura mené M. Hu de Londres à Bonn, puis à Paris et à Rome, est la quatrième qu'il effectue à l'étranger, après la Roumanie et la Yougoslavie (1983), le Japon (1983) et le Pacifique sud (1985). Son manque d'expérience l'avait conduit, au cours de ces deux derniers déplacements, à des déclarations qui dépassaient quelque peu les positions officielles et qui avaient été suivies de rectificatifs publiés à Pékin. Sa visite en Europe semble s'inscrire dans le cadre d'efforts particuliers de la Chine en direction du Vieux Continent, qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest.

La première étape choisie par M. Hu n'a pas été Paris – contrairement à une tradition qui remontait au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1964, – mais Londres. Ce choix s'explique par l'importance de la question de Hongkong. La « déclaration commune » sino-britannique de 1984 a décidé le retour en 1997 de la colonie de la Couronne à la Chine, et les deux gouvernements s'emploient à ce que la transition se fasse sans trop de heurts et sans que la situation économique du territoire en pâtisse trop. A l'automne, pour la première fois, la reine d'Angleterre se rendra en Chine en visite officielle. Londres compte sur cette conjoncture pour développer ses échanges avec la Chine, qui ont augmenté de 20 % l'an dernier (1,426 milliard de dollars).

A Bonn, les conversations devraient porter essentiellement sur les échanges commerciaux. La RFA est, en effet, devenue le quatrième partenaire de la Chine après le Japon, les Etats-Unis et Hongkong. Le commerce sino-ouest-allemand dépasse 3 milliards de dollars et est en augmentation constante : plus 66% au cours des trois premiers mois de cette année.

Eurêka

A Paris, M. Hu va faire l'expérience de cette cohabitation qui intrigue les Chinois. Invité par le président de la République, il sera également reçu par le premier ministre. On lui prête l'intention de faire l'éloge du programme Eurêka, qui fascine une Chine plus que réticente face à l'Initiative de défense stratégique américaine. « *C'est un très bon plan* », a déclaré, avant son départ, M. Li Peng, vice-premier ministre, qui accompagne le secrétaire général. Les entretiens avec les dirigeants français devraient aussi porter sur les échanges commerciaux, qui n'ont représenté que 790 millions de dollars en 1985 (1). Une rencontre est également prévue avec M. Marchais.

On s'attendait que, à Paris comme dans les autres capitales, les conversations portent plus généralement sur le rôle de l'Europe dans le monde, la paix mondiale et le désarmement. Les pays d'Europe occidentale jouent un rôle important dans la préservation de la paix mondiale et le désarmement, avait rappelé M. Li Peng. Par leur poids économique qui rééquilibre partiellement celui – trop pesant – du Japon, par leur position politique dans le camp occidental – moins en flèche dans leur antisoviétisme que l'administration Reagan, – les grand pays européens ont une place de choix dans la diplomatie mondiale de la Chine. Mais on ne saurait oublier que, pour cette dernière, ce qui compte encore avant tout, c'est le développement économique, ses relations avec les Super-Grands, d'une part, ses voisins asiatiques d'autre part.

PATRICE DE BEER.

(1) Au cours du premier trimestre de 1986, les importations françaises ont stagné (1,214 milliard de francs contre 1,210 pour la même période l'an passé), tandis que les exportations baissaient (1,243 contre 1,485) ; cette baisse est essentiellement due à la chute des ventes de produits métallurgiques et de chimie organique, et elle n'est que partiellement compensée par la hausse des ventes de biens d'équipement.

Dans une lettre à M. Gorbatchev

M. REAGAN DEMANDE A NOUVEAU LA TENUE D'UN SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN

Washington *(AFP)*. – Un fonctionnaire de la Maison Blanche a confirmé, samedi 14 juin, que le président Ronald Reagan avait adressé une « *lettre chaleureuse* » au dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour l'inviter à entamer la préparation d'une réunion au sommet entre les deux superpuissances. Selon l'hebdomadaire britannique l'*Observer* – qui a le premier fait état de cette lettre dans son édition de dimanche, – la lettre suggérait que M. Shultz, secrétaire d'État, rencontre en Europe son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, afin de mettre au point avec lui l'ordre du jour.

MM. Shultz et Chevardnadze devaient se rencontrer à Washington les 14 et 15 mai dernier pour discuter d'un possible sommet, mais ce projet avait été suspendu par Moscou le 15 avril dernier, quelques heures après le raid américain contre la Libye. Selon l'*Observer*, la lettre de M. Reagan aurait été remise à M. Gorbatchev à la fin du mois de mai par l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, M. Arthur Hartman. Le numéro un soviétique n'y aurait pas répondu « *apparemment parce qu'il n'est pas sûr des intentions américaines* » et parce que les Soviétiques étaient « *décontenancés par le contraste entre le ton de la lettre et l'annonce de l'abandon des limitations du traité Salt II, faite à peu près au moment où la lettre est arrivée à son destinataire* », indique l'hebdomadaire.



هكذا من الأصل

EUROPE

LES SUITES DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL ET LA MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE A CATTENOM

La direction de la centrale soviétique a été limogée pour « irresponsabilité et incompétence »

De notre correspondant

Moscou. – Le directeur et l'ingénieur en chef de la centrale de Tchernobyl ont été chassés de leurs fonctions pour *« irresponsabilité et incompétence »* lors de l'accident du 26 avril, a annoncé, le dimanche 15 juin, la *Pravda*. Plusieurs autres cadres ont subi le même sort. Le quotidien n'indique pas à quelle date ces sanctions ont été prononcées (1), mais cite le nom du nouveau directeur, M. Pozdychev.

L'ex-directeur et l'ex-ingénieur en chef, MM. Brioukhanov et Fomine, *« n'ont pas su, dans une situation compliquée, assurer une bonne direction ni la discipline nécessaire et ont fait preuve d'irresponsabilité et d'incompétence. Ils n'ont pas su apprécier ce qui se passait ni prendre les mesures cruciales qui s'imposaient pour organiser le travail des unités de secours »*, écrit la *Pravda*.

« Autocritique courageuse »

Le quotidien du parti estime que leur laisser-aller est à l'origine de la « fuite » d'un certain nombre d'ouvriers de la centrale que l'on n'a toujours pas retrouvés. La *Pravda* s'indigne que parmi ces fuyards se soient trouvés des contremaîtres et des chefs d'équipe. La direction de la centrale dans son ensemble a été vivement critiquée lors d'une réunion des communistes de l'entreprise qui a eu lieu à une date non précisée. Au moment le plus grave de l'accident, un vice-directeur de la centrale avait abandonné son poste. D'autres responsables n'ont, selon la *Pravda*, rien fait pour faciliter les conditions de vie et de travail des équipes de secours.

Le secrétaire du komsomol (jeunesses communistes) de la centrale a également été critiqué sans qu'on sache s'il a perdu son poste. La même remarque vaut pour le dirigeant du syndicat, qui a reçu des *« reproches justifiés »*. Mais, au total, les cadres locaux du parti à Tchernobyl sont bien davantage épargnés que la direction ou les ingénieurs. La *Pravda* écrit seulement que le secrétaire du parti pour l'entreprise a fait une *« autocritique courageuse »* devant le comité régional du parti. Son avenir ne semble donc pas en danger...

Le quotidien *Troud* avait déjà indiqué le 8 juin qu'un nouveau directeur du département de la construction, M. Vladimir Gora, avait été nommé, sans préciser le sort réservé à son prédécesseur.

L'ordinateur SOVT du *Monde* avait identifié ce dernier comme étant M. Vassili Kizima, par ailleurs député de Tchernobyl au soviet d'Ukraine (1). Il reste à avoir si M. Gora est chargé de poursuivre l'ambitieux programme de construction de Tchernobyl. Un cinquième et un sixième réacteur étaient respectivement prévus pour fin 1986 et pour 1988. Les autorités semblent en tout cas décidées à remettre en service dès octobre prochain le premier et le deuxième réacteur.

Les conséquences de la catastrophe continuent à se faire sentir. Une radioactivité excessive a ainsi été décelée vendredi 13 juin par le compteur Geiger de l'ambassade de France sur un morceau de porc acheté dans un magasin réservé aux étrangers. Il s'agit du troisième incident de ce genre. La viande suspecte a été envoyée à Paris pour analyse.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) M. Brioukhanov, ancien directeur de la centrale, occupait encore ses fonctions à la mi-mai, selon la *Komsomolskaïa Pravda* du 15 mai. M. Kizima, directeur de la construction, était encore mentionné dans cette fonction par la *Pravda d'Ukraine* du 19 mai.

● *Mme Bonner n'est pas revenue à Moscou.* – Mme Elena Bonner a probablement été empêchée par les autorités de se rendre, dimanche 15 juin, à Moscou, comme elle l'avait prévu. L'épouse d'Andrei Sakharov avait, en effet, déclaré, le 3 juin dernier, à son retour en URSS après six mois passés en Occident qu'elle tenterait de quitter Gorki pour venir récupérer ses bagages à Moscou le 15 juin. Mme Bonner avait confirmé dans un télégramme envoyé à une amie le 9 juin qu'elle avait acheté un billet de train et arriverait à Moscou dans la matinée du 15 juin. Or l'appartement des Sakharov sur le boulevard extérieur de la capitale était toujours vide dimanche en fin d'après-midi, longtemps après l'arrivée du dernier train en provenance de Gorki. – *(Corresp.)*

Pique-nique allemand... et discrétion française

De notre envoyé spécial

Cattenom. – Pour parer à toute éventualité *(« On ne sait jamais avec ces Allemands »)*, le maire de Cattenom avait, pour la première fois, pris un arrêté interdisant l'accès de sa commune aux non-résidents. Et le préfet de la région Lorraine avait prévenu que la frontière de la Moselle, le 15 juin, ne laisserait passer les manifestants qu'en trois points seulement. Comme si, un demi-siècle après, on décidait de ressusciter cette ligne Maginot qui achève de mourir dans la forêt communale de Cattenom, juste derrière les quatre tours de refroidissement de la centrale en construction...

La veille encore, pourtant, les Lorrains n'étaient pas sur le pied de guerre. Dans la nouvelle mairie de Cattenom, restaurée en 1981 grâce aux royalties du chantier EDF, on mariait à tour de bras. Et dans les prés fraîchement fauchés, on profitait de la chaleur pour rentrer le foin, sous l'œil des gendarmes mobiles déployés le long des chemins. Tous les accès au chantier nucléaire étaient bouclés, sauf pour les tracteurs et les amateurs de planche à voile.

Est-ce bien ici que les hordes écologistes vont déferler, de France, du Luxembourg et d'Allemagne ? *« C'est trop tard maintenant*, explique un paysan, fourche à la main. *Il fallait protester avant. On est bien descendu sur Thionville avec nos tracteurs, il y a douze ans. Mais ça n'a servi à rien. »* En 1974, en effet, seuls les agriculteurs avaient manifesté – mais pas tous, – soutenus par les mineurs et les écolos. En 1986, les paysans rentrent leur foin. Les mineurs lorrains se battent le dos au mur contre les fermetures de puits. Restent les écolos... allemands.

La mobilisation des écologistes français, ce 15 juin, a Cattenom, est minimale. Quelques centaines de militants se sont rassemblés à Thionville en début d'après-midi – Verts de Lorraine, Amis de la terre, PSU, Ligue communiste révolutionnaire, quelques anarchistes de Longwy. Les militants de la CFDT, surtout mineurs, *permettront* à la maigre troupe des Français de dépasser le millier peut-être, au plus fort de la *manifestation*.

Car, une fois de plus, ce sont les Allemands qui mènent la danse antinucléaire . Ils ont convergé le matin sur Frisange, village frontalier du Luxembourg. Plus d'une centaine de cars sagement alignés le long de la route qui mène au poste-frontière franco-luxembourgeois. Des milliers et des milliers de jeunes, dont beaucoup de couples avec enfants et poussette, déferlent gaiement sous le regard amusé des douaniers du grand duché. Sur un podium, les orchestres allemands se succèdent. On chante *We shall overcome*, comme au temps des grands rassemblements pacifistes contre la guerre du Vietnam.

Des prêtres et un pasteur – deux Allemands et un Luxembourgeois – célèbrent un office œcuménique puis, symboliquement, transmettent un cierge et une croix à deux laïcs français qui attendent de l'autre côté de la frontière, bouclée par les gendarmes mobiles. Des parlementaires allemands et luxembourgeois – dont plusieurs élus communistes, socialistes et chrétiens-sociaux – s'en prennent au commissaire de la police des frontières, qui exécute les ordres d'un État *« non démocratique »* et *« anti-européen »*...

Le grand rassemblement aura lieu l'après-midi en France. Les manifestants – dont quelque dix mille Allemands – se regrouperont dans un pré fraîchement fauché, coincés entre la voie ferrée et la Moselle. Aucun débordement n'est à craindre à Koenigsmacker, entièrement bouclé par la gendarmerie mobile... Mais les Allemands venus manifester à Cattenom ne sont pas les casseurs de Hambourg ou de Francfort.

On entendra, au cours de ce Woodstock lorrain, beaucoup d'orateurs allemands, dont l'écrivain Robert Jungk, le ministre sarrois de l'environnement, Jo Leinen, et surtout Petra Kelly, député Vert au Parlement fédéral, qui dénoncera l'ambiguïté de la position du SPD, qu'il s'agisse de Johannes Rau en Rhénanie-du-Nord ou d'Oskar Lafontaine en Sarre.

Trois voix françaises se feront tout de même entendre : Gérard Botella, animateur des Amis de la terre à Thionville et coordinateur du comité Cattenom-Tchernobyl, et Andrée Buchmann, conseillère régionale d'Alsace – l'une des trois Verts élus en mars, et un porte-parole de mineurs CFDT. Mais on ne les écoute guère. Les manifestants allemands, écrasés de soleil, se dispersent bientôt en bon ordre, survolés par un hélicoptère de la gendarmerie. Les tours de la centrale de Cattenom, de l'autre côté du fleuve, n'ont pas tremblé sur leurs bases.

ROGER CANS.

A SARREBRUCK

Que font les Lorrains ?

Sarrebruck. – *« Dans l'esprit de l'amitié franco-allemande, j'en appelle à la France de ne pas mettre en service cette centrale de mort : arrêtez Cattenom ! »* En cette fin de samedi ensoleillé, au milieu du bon peuple venu profiter de la douceur de l'air dans le jardin franco-allemand de sa capitale, Sarrebruck, le ministre-président de Sarre, Oskar Lafontaine, est à l'aise. Le flonflon du kiosque à musique a cédé la place à des accents de rock plus mobilisateurs. Sur les trois mille à quatre mille personnes présentes, beaucoup de très jeunes, attirés par la présence à l'affiche du chanteur ouest-allemand Peter Maffay.

Se sentent-ils vraiment si concernés par la présence, à une cinquantaine de kilomètres de là, des quatre tours imposantes de la future centrale française ? On est à cent lieues de la fièvre de Wackersdorf, de Brockdorf, dont un vieux militant antinucléaire, le professeur salzbourgeois Robert Jungk, vient apporter le témoignage, en adjurant les Français de redécouvrir l'esprit de la Révolution française pour faire tomber cette *« nouvelle Bastille »*. Pas question ici de jouer les anti-Français. Même le représentant des syndicats, qui s'embrouille quelque peu entre la lutte contre Cattenom et la défense des mines de charbon sarroises, en appelle aux Lorrains pour qu'ils prennent part à la lutte des Luxembourgeois et des Sarrois.

L'immobilisme des Lorrains, malgré Tchernobyl, fait figure ici d'énigme. Depuis la catastrophe soviétique, il n'en est pas un, de la très chrétienne-démocrate Trêves jusqu'à Sarrebruck, à ne pas se sentir tout d'un coup angoissé à l'idée d'un accident à Cattenom. Depuis des années, Oskar Lafontaine ne cesse de réaffirmer qu'en cas d'accident toute la Sarre ne serait plus qu'un désert. Même le ministre luxembourgeois des affaires étrangères affirme aujourd'hui, comme il l'a fait récemment dans une interview au *Suddeutsche Zeitung*, qu'un Tchernobyl lorrain obligerait à évacuer l'ensemble du Luxembourg, c'est-à-dire à rayer purement et simplement son pays de la carte politique ?

A Coblence, le siège du gouvernement régional de Rhénanie-Palatinat, le ministre chrétien-démocrate de l'environnement se sent lui-même un peu court lorsqu'il affirme avoir obtenu l'assurance qu'EDF respectera les normes ouest-allemandes en matière de rejet de radioactivité. En France, la limite acceptable est de 15 curies par an, en RFA de 3 curies. Le chancelier Kohl devrait lui-même demander mardi au président Mitterrand, qu'il rencontrera à Paris, de modifier la position française et d'obliger EDF à accepter l'observation de cette limite dans son cahier des charges.

HENRI DE BRESSON.

Pologne

● *Arrestation de six sympathisants de Solidarité.* – Six sympathisants de Solidarité, dont Mme Anna Szymanska, une ancienne journaliste proche de l'épiscopat, et trois autres femmes, ont été arrêtés, jeudi 12 juin, à Varsovie, et risquent trois ans de prison pour *« tentatives de perturbation de l'ordre public »*, a-t-on appris de bonnes sources. Deux jours plus tard, leur procès en *« procédure accélérée »*, s'ouvrait dans la capitale, pour être immédiatement ajourné. Outre Mme Szymanska, membre du comité du primat (de Pologne), chargée de l'aide aux prisonniers politiques, les cinq personnes arrêtées sont : Krystyna Rolecka, Anna Ciupa, Maria Chmielowska, Wlodzislaw Chabrowski, et Michal Marczewski.

EUROPE

RFA

LE TEST DES ÉLECTIONS EN BASSE-SAXE

Un succès sans gloire pour la coalition au pouvoir

De notre correspondant

Bonn. – Les électeurs de Basse-Saxe ont renvoyé, dimanche 15 juin, gouvernement et opposition dos à dos, accordant, au bénéfice du doute, une courte victoire à la coalition au pouvoir à Bonn. Avec 44,3 % des voix, le ministre président chrétien-démocrate, Ernst Albrecht, qui s'était assuré il y a quatre ans la majorité absolue au Parlement régional, peut de justesse former un nouveau gouvernement avec l'appoint des libéraux (6 %). L'opposition, et surtout les Verts, n'ont pas bénéficié, comme certains l'avaient pronostiqué, de l'effet Tchernobyl.

En tant que test de portée nationale, ces élections n'apportent pas de changement. La coalition du chancelier Kohl conserve sa majorité au Bundesrat (la seconde Chambre) et peut envisager avec une certaine sérénité les élections législatives de janvier prochain, à moins de nouvelles erreurs de parcours. Non qu'elle ait convaincu, mais l'idée que le Parti social-démocrate ne peut espérer reprendre le pouvoir sans l'appoint des Verts effraie manifestement l'électorat. Avec 42,1 % des voix, contre 36,5 % lors des dernières élections régionales, le candidat social-démocrate de Basse-Saxe, M. Gebhard Schröder, a regagné le terrain perdu à la fin du gouvernement Schmidt, alors que le parti était, au niveau local, la proie de graves dissensions internes. Il lui a manqué quelques milliers de voix pour l'emporter avec l'appoint des Verts, dont le score de 7,1 % est loin de correspondre à ce que leurs dirigeants espéraient après la catastrophe de Tchernobyl.

Les Verts ont cru un peu trop vite que leur heure était enfin venue. Ils ont adopté dans la foulée une plate-forme électorale reflétant sur tous les sujets les positions des plus fondamentalistes, réclamant non seulement l'arrêt immédiat des centrales nucléaires mais aussi le retrait de la République fédérale de l'OTAN, la dissolution de la police ou l'avortement libre. Avec une certaine naïveté, leur candidate regrettait le soir de l'élection le manque de crédibilité de leur politique énergétique. Après une série de défaites retentissantes l'année dernière en Sarre puis en Rhénanie du Nord-Westphalie, les Verts, qui réalisent 0,6 % de mieux qu'en 1982, ont, dans des conditions quasi-idéales pour eux, touché les limites de leur électorat potentiel.

Bipolarité

Le rêve d'une « *majorité à gauche du Parti libéral* », un temps caressé par le président du Parti social-démocrate, M. Willy Brandt, est-il mort avant d'avoir pris forme ? Paradoxalement, le résultat des élections de Basse-Saxe, conduit le Parti social-démocrate à vouloir échapper à tout prix à cette bipolarité qui se dessine dans la vie politique ouest-allemande. Son candidat à la chancellerie, M. Johannes Rau, est plus fermement convaincu que jamais de la nécessité de marquer ses distances par rapport aux Verts et de se battre, comme l'année dernière en Rhénanie du Nord-Westphalie, pour une majorité absolue que le SPD n'a pourtant jamais réussi à obtenir.

Le vent du boulet

Le dilemme du SPD n'a pas échappé à la majorité qui se prépare une nouvelle fois à faire des prochaines législatives un choix de société. Le chancelier Kohl, qui sait pouvoir compter maintenant avec l'appoint d'un parti libéral remis de ses défaillances, a tiré la leçon du scrutin de dimanche en réaffirmant vouloir poursuivre une « *politique du centre* », terme qui avait a peu près disparu du vocabulaire politique ces derniers mois. Le président du Parti chrétien-social de Bavière, M. Franz Josef Strauss, s'est abstenu de lancer ses flèches habituelles contre les libéraux et semble conscient maintenant que la lutte de l'Union chrétienne (CDU-CSU) pour la majorité absolue est devenue impossible.

La courte victoire de M. Albrecht évite à la coalition des déchirements sur le maintien au pouvoir du chancelier Kohl. Mais elle donne à réfléchir. On a senti le vent du boulet. Le résultat « *est juste, trop juste. Les deux camps ne sont séparés que par une distance marginale* », commente lundi matin le journal conservateur *Die Welt*. On pourrait longuement spéculer sur les raisons qui ont fait *in extremis* pencher la balance d'un côté plutôt que de l'autre. Les premières analyses des reports de voix font apparaître à la fois des pertes du Parti chrétien-démocrate au profit du SPD, mais aussi une abstention relativement importante dans le camp gouvernemental, explicable aussi bien par le mécontentement des agriculteurs que par la mauvaise image de marque de la coalition.

Le score des Verts montre que l'électorat, contrairement à ce que pouvaient laisser croire certaines réactions à chaud après Tchernobyl, est capable d'entendre un langage de la raison. La décision du gouvernement de créer un ministère de l'environnement pour prendre en compte l'inquiétude suscitée par le programme nucléaire a eu de toute évidence un effet positif en calmant les esprits. Le Parti social-démocrate s'interroge lui-même sur la justesse de sa réaction en se rendant compte qu'il n'est pas si aisé de se passer à court terme des centrales nucléaires. Il n'en reste pas moins que, malgré des succès importants sur le plan économique, le gouvernement paraît déjà usé après trois ans et demi de pouvoir. L'image personnelle d'Helmut Kohl y a sans doute contribué. D'une manière générale, la scène politique ouest-allemande a du mal à dégager, en l'absence de personnalités incontestées, une vision d'avenir à laquelle l'électorat pourrait adhérer sans réticences.

HENRI DE BRESSON.

PROCHE-ORIENT

TENSION ENTRE « LAÏCS » ET ORTHODOXES EN ISRAËL

Les ultras de la Thora

(Suite de la première page.)

Une quinzaine de vandales sont passés en jugement. Cinq d'entre eux ont écopé de trois mois de prison ferme, les autres étant libérés sous caution.

Y a-t-il moyen, à court terme, de résoudre le problème ? On en doute. Car ce qui est en cause, au-delà de l'actuelle campagne intégriste, c'est un véritable « *Kulturkampf* », une « *lutte pour la culture* » aux enjeux cruciaux : la sauvegarde de l'unité nationale et le maintien de la paix civile. A travers « *laïcs* » et « *religieux* » s'affrontent de plus en plus durement deux philosophies correspondant aux deux grands courants du judaïsme. D'un côté, il y a ceux qui, croyants ou non, se réclament de la pensée libérale et démocratique, privilégient la tolérance et le pluralisme. Pour eux, la liberté de conscience est, en soi, une valeur aussi précieuse que le respect d'un dogme religieux. De l'autre, ceux qui exaltent l'héritage, valorisent la responsabilité collective du peuple juif et proclament vouloir soumettre les lois de la cité aux préceptes de la Thora.

« Les forces de la nuit »

Les seconds affirment, au nom d'une « *autodéfense spirituelle* », préserver le judaïsme des mauvais germes d'une société moderne dévoyée. Les premiers dénoncent l'emprise grandissante des « *forces de la nuit* » et leur prétention à régenter l'existence quotidienne de leurs compatriotes. Entre les uns et les autres, le malentendu s'aggrave chaque jour un peu plus. Au point de constituer maintenant – avec le problème palestinien – la principale ligne de fracture dans la société israélienne. Certains, déjà, entrevoient et redoutent un « *schisme* ». Dans un pays où l'intimité des liens entre nation et religion empêcha de séparer officiellement la synagogue et l'Etat – le mot « *laïcité* » n'existe pas en hébreu – 54 % des citoyens se déclarent non pratiquants.

Cette majorité, de moins en moins silencieuse, commence à se cabrer. Des intellectuels animent un mouvement de lutte contre la coercition religieuse. Des victimes de la « *violence ultra-orthodoxe* » ont tenu des réunions publiques. Des militants laïcs ont collé en représailles sur les murs de « Mea Shearim » quelques affiches représentant des femmes nues. A coup de caricatures acerbes, la presse brocarde les « *hommes en noir* ». Ceux-i souffrent auprès du public d'une image fort médiocre. Pour un Israélien sur quatre, ces sont des « *menteurs* » ou de « *charlatans* » Selon de récents sondages, 60 % des habitants de Jérusalem – où les orthodoxes avoisinent 25 % de la population – s'inquiètent de la poussée intégriste et 45 % tiennent l'affrontement laïcs-religieux pour le plus grave défi municipal. Un nombre accru de jeunes « *émigrent* » de Jérusalem – ou en ont l'intention – à seul fin d'échapper à une austérité de plus en plus pesante.

Une position charnière

Sur la scène parlementaire, les orthodoxes, au sens strict, n'ont que six députés sur un total de cent vingt. Mais tout concourt à grossir leur audience : le scrutin proportionnel intégral, bénéfique aux petits partis-charnières indispendables à toute coalition ; la rivalité entre le Likoud et les travaillistes contraints de se disputer leurs faveurs ; l'immigration qui, quoique en déclin, est devenue à majorité « *religieuse* ». Qu'elles aient concerné le respect de la trêve sabbatique ou celui des règles alimentaires, le repos des morts ou la séparation des sexes, toutes les croisades intégristes de ces dernières années (refus des fouilles archéologiques, hostilité aux autopsies et aux greffes d'organes, interdiction de la vente du porc, controverse sur l'heure d'été, etc.), proclamaient pour objectif la protection du *statu quo* conclu en 1947 entre Ben Gourion et la hiérarchie orthodoxe.

Beaucoup d'Israéliens, ne voyant là qu'un alibi, soupçonnent les intégristes de vouloir en fait reconquérir l'influence dont le sionisme socialiste et laïc des Pères fondateurs les priva en créant l'Etat. Certains rabbins des ghettos d'Europe centrale ne portaient-ils pas le deuil chaque fois qu'un jeune juif, enthousiaste ou révolté, choisissait de « *monter à Sion* » ? D'ailleurs, l'antisionisme virulent de certaines sectes extrémistes, si minoritaires qu'elles soient, est l'un des ressorts de leur révolte, notamment chez les Gardiens de la cité (Neturei Karta), en première ligne dans la « *guerre des abribus* ». Héritiers d'une vieille tradition rabbinique, ils dénient toute légitimité à l'Etat juif, qu'ils tiennent pour un « *châtiment de Dieu* », et prient quotidiennement pour sa destruction.

Pendant leur procès, il y a quelques jours, ces intégristes récitaient des psaumes au lieu de répondre aux juges. « *Nous sommes sur cette terre depuis trois mille ans*, lança l'un d'eux. *L'Etat est notre hôte. Il n'a pas le droit de nous juger.* » Ils se comparent souvent aux juifs persécutés par le nazisme. « *Ici*, notait un jour l'écrivain Amos Oz visitant Mea-Shearim, *Hitler et le Messie règnent sans partage sur les murs et les esprits.* » Comme le Messie tarde, les orthodoxes de Jérusalem défraieront encore longtemps la chronique.

J.-P. LANGELLIER.

Liban

Une unité syrienne sépare les milices aux prises dans la Bekaa

L'armée syrienne est intervenue ce week-end au Liban pour mettre un terme à plusieurs jours d'affrontements entre miliciens pro-syriens et intégristes chiites pro-iraniens, dans la plaine de la Bekaa. Une compagnie – une centaine d'hommes environ – des forces spéciales de l'armée syrienne s'est déployée, dimanche 15 juin, dans la localité de Mashgara, où des combats entre le Parti social national syrien (PSNS, formation libanaise laïque et pro-syrienne) et le Hezbollah (le « parti de Dieu », pro-iranien) ont fait une dizaine de morts depuis jeudi dernier. Les soldats syriens n'étaient accompagnés d'aucun blindé, sans doute pour éviter toute réaction des Israéliens qui épient chaque mouvement des forces syriennes stationnées dans la Bekaa.

Les sept cents miliciens du PSNS qui encerclaient la ville ont évacué sur les hauteurs alentour leur armement lourd, notamment des orgues de Staline (lance-roquettes multiples). En revanche, les quelque cinq cents hommes du Hezbollah, en majorité venus de la région de Baalbek, plus à l'est, sont restés dans le centre de la localité. Les miliciens du PSNS estiment que « l'accord » de séparation des combattants s'est fait à leur détriment, les ayant empêchés de donner l'assaut au siège du Hezbollah. Ils affirment que leur parti a été soumis à des pressions pour se retirer, alors que les hommes du Hezbollah étrangers à la région sont toujours à l'intérieur de la ville.

L'affaire de Mashgara est un nouvel épisode de la partie de bras de fer à laquelle se livrent depuis quelques mois au Liban la Syrie et l'Iran. Elle intervient alors qu'a été ajournée, sous la pression de Téhéran, une rencontre de réconciliation syro-irakienne sous la pression de Téhéran (*Le Monde* des 15-16 juin).

A Beyrouth, des échanges de tirs ont de nouveau eu lieu, dimanche, autour des camps palestiniens, en dépit d'un accord de cessez-le-feu conclu samedi à Damas entre le mouvement chiite Amal et le Front de salut national palestinien (coalition palestinienne pro-syrienne). Cet accord était destiné à mettre fin à trois semaines d'affrontements entre Amal et les Palestiniens, qui ont fait plus d'une centaine de morts.

Le chef de l'État libanais, M. Amine Gemayel, a quitté Beyrouth dimanche pour Abou-Dhabi, première étape d'une tournée dans plusieurs pays du Golfe.

Enfin, Mgr John O'Connor, cardinal-archevêque de New-York, a entamé ce week-end une visite de trois jours au Liban. – *(AFP, AP, Reuter.)*

● *Guerre du Golfe : un bateau irakien coulé, selon l'Iran.* – Les batteries côtières iraniennes ont coulé une canonnière irakienne dans le canal Khawr Abd Allah, entre l'Irak et le Koweit, tuant tout l'équipage, a annoncé Radio-Téhéran dimanche 15 juin. – *(Reuter.)*

● *M. Radjavi reçu par le président Saddam Hussein.* – Le chef de l'Etat irakien a assuré, dimanche 15 juin, au chef des Moudjahidins du peuple (opposition iranienne) que Bagdad appuierait son mouvement dans sa lutte contre le régime de Téhéran. C'est la première fois que le président irakien reçoit M. Radjavi depuis que ce dernier a quitté la France la semaine dernière. – *(Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

La Libye aurait acheté pour 1 milliard de dollars d'armes

Sao-Paulo. – La Libye a signé avec le Brésil à la fin mai un contrat d'achat d'armes pour un montant de 1 milliard de dollars, a révélé, samedi 14 juin, le quotidien brésilien la *Folha de Sao-Paulo*.

Le contrat prévoit notamment la fourniture de véhicules blindés sur roues EE-11 Urutu, EE-9 Cescavel et EE-3 Jararaca, fabriqués par l'entreprise privée brésilienne Engera, ainsi que des lanceurs multiples de roquettes de saturation Astros II. Ces blindés sont respectivement un engin de transport de troupes amphibie, un engin de reconnaissance et de combat équipé d'un canon de 90 millimètres, et un engin de reconnaissance. Le lanceur multiple de roquettes Astros II, se compose d'une batterie de six ou sept véhicules, dotée d'une centrale de commandement de tir électronique.

Les négociations en vue de ce contrat ont été engagées, selon le journal, en décembre 1985, par l'ambassadeur libyen à Brasilia, M. Farag Al Seiti, avec le ministère brésilien des relations extérieures. A l'époque, l'existence de ces pourparlers avait été officiellement démentie par le Brésil. Mais ceux-ci se sont poursuivis dans le plus grand secret sous l'égide du président d'Engesa, M. José-Luis Whitaker, le plus important constructeur de matériel militaire brésilien et ami personnel du colonel Kadhafi, affirme le quotidien de Sao-Paulo, considéré comme très bien informé dans le domaine des ventes d'armes brésiliennes. – *(AFP.)*

ITALIE

Des militants d'extrême droite inculpés pour l'attentat de Bologne en 1980

Bologne. – Dix-neuf personnes, liées pour la plupart à des organisations d'extrême droite italiennes, ont été inculpées le samedi 14 juin pour l'attentat contre la gare de Bologne, où une bombe avait explosé en 1980 dans une salle d'attente bondée, faisant quatre-vingt-cinq morts et deux cents blessés. Cinq hommes et une femme, déjà reconnus coupables d'activités terroristes, seront jugés pour complot en vue d'homicides multiples au cours du procès, l'année prochaine. Huit autres, dont Licio Gelli, grand maître de la loge maçonnique P2, Pietro Musumeci, ancien officier des services de renseignement et l'extrémiste de droite Stefano Delle Chiaie sont accusés d'activités subversives visant au terrorisme et à renverser l'Etat démocratique. Cinq autres sont accusés d'appartenance à un groupe armé.

L'attentat de Bologne, apparemment choisi parce que c'était un modèle de gestion municipale communiste, a été mené à bien par les groupes néo-fascistes Ordre nouveau et Avant-garde nationale, concluent les juges d'instruction dans leur rapport.

Selon le rapport, l'attentat visait à déstabiliser la société italienne et à ouvrir la voie à un coup d'Etat militaire. Le général Musumeci, ancien numéro deux du service de renseignement militaire, le Sismi, et son collaborateur le colonel Giuseppe Belmonte, ont induit les enquêteurs en erreur pour protéger les responsables, ajoute-t-il. Le rapport attribue également un rôle déterminant à Licio Gelli, qui s'est évadé, il y a trois ans d'une prison suisse et est également recherché pour quatre autres attentats à la bombe contre des trains réalisés par l'extrême droite. Tout comme Pazienza, détenu à New-York et inculpé également dans l'affaire de Bologne, il est aussi recherché pour fraude dans l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi. – *(Reuter.)*

NOUVELLE-ZÉLANDE

Un médiateur est pressenti dans l'affaire du « Rainbow-Warrior » selon M. Lange

Wellington. – La Nouvelle-Zélande et la France se sont mises d'accord sur le nom d'un médiateur chargé de négocier sur le contentieux provoqué par le sabotage du *Rainbow-Warrior*, a annoncé, lundi 16 juin, le premier ministre néo-zélandais. « *Nous avons quelqu'un en tête* », a déclaré M. Lange, *mais cette personne ne s'est pas encore engagée.* » Il s'est refusé à donner un nom.

M. Lange a souligné qu'il ne pourrait y avoir de négociations entre Wellington et Paris tant qu'un ordre du jour précis ne serait pas fixé. Il a assuré que les restrictions commerciales imposées par la France à certains produits néo-zélandais restaient un obstacle à la médiation. – *(AFP).*

[Interrogé sur ces déclarations, le Quai d'Orsay s'abstient de tout commentaire.]

politique

LE DÉBAT SUR LE ROLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Arbitrage ou anti-jeu ?

Le président de la République a trop de pouvoirs – les siens et, s'il le veut, ceux du gouvernement – mais il ne s'en plaint pas : puisqu'il a les moyens politiques d'en disposer, il les exerce. C'était, avant 1986, la ritournelle de M. Mitterrand, chef de l'Etat. Prisonnier d'une configuration politique inédite sous la V[e] République, M. Mitterrand a changé, par la force des choses, de refrain : le chef de l'Etat use des pouvoirs dont il dispose, et seulement des siens ; pour le reste, c'est-à-dire le plus vaste domaine, le gouvernement gouverne à peu près comme il l'entend.

De cet exercice imposé, les socialistes, à commencer par M. Jospin, ont tiré la conclusion qu'un nouvel équilibre des pouvoirs, fidèle à une stricte lecture des institutions, est peut-être en train de s'installer pour longtemps, au-delà des prochaines échéances électorales. M. Valéry Giscard d'Estaing vient de les rejoindre sur cette analyse. Il en tient aujourd'hui pour un président arbitre.

La surprise n'est cependant pas totale. Certes, M. Giscard d'Estaing avait porté au sommet de son art l'exercice solitaire du pouvoir. Ni M. Chirac, qui a quitté Matignon en août 1976, au prétexte que le chef de l'Etat lui volait tous ses instruments de travail, ni M. Barre, qui avait dû en rabattre de ses ambitions économiques, ne le démentiront. L'un et l'autre, curieusement, se voient, demain, dans la peau du président monarque, que dans celle d'un arbitre des élégances institutionnelles.

Des jours plus rudes

Mais, à la veille des élections législatives de 1978, M. Giscard d'Estaing, à la surprise générale, s'était rallié à une autre vision de sa fonction. Si elle l'emporte, il permettrait, disait-il alors, à la gauche de gouverner, c'est-à-dire d'appliquer son « programme commun », au risque, à ses yeux, de mettre la France et son économie cul par dessus tête. M. Giscard d'Estaing est donc, d'une certaine manière, fidèle à lui-même, bien que le soupçon d'opportunisme ne soit pas à écarter.

M. Giscard d'Estaing, qui revient de très loin – ou plutôt qui n'en est pas encore revenu, – s'efforce de profiter de l'aspiration « cohabitationniste » des Français, bénéfique à M. Mitterrand. Si ce dernier caracole dans les sondages, c'est que les Français lui savent gré d'avoir évité la crise et de se comporter en arbitre, poin trop tatillon. *« Les Français,* a-t-il dit (le 18 mai à Solutré), *avaient gagné en 1958 un chef de l'exécutif. Ils ont l'impression, avec moi, d'avoir gagné un arbitre. »*

Le débat, déterminant pour l'avenir du régime, est ouvert. Mais il est biaisé, comme toujours, par les combats politiques à court terme. Quel intérêt M. Chirac aurait-il à briguer l'Elysée pour y devenir arbitre ? Les matchs entre arbitres n'intéressent pas grand monde. M. Chirac y perdrait l'image qui nourrit ses succès et l'on verrait mal pourquoi, premier ministre souverain, il chercherait à gagner l'onction du suffrage universel pour abandonner l'essentiel de ses pouvoirs actuels. La réflexion amère d'un proche de M. Mitterrand, formulée dès la formation du gouvernement, deviendrait alors, pour ses adversaires, un fameux thème de campagne : *« Pourquoi Jacques Chirac veut-il à tout prix devenir président de la République. Il l'est déjà. »*

Quand à M. Mitterrand, il risque de changer d'image. Refuser de signer l'une ou l'autre des ordonnances gouvernementales serait-ce exercer un arbitrage ou pratiquer l'antijeu ? Dans les bribes d'explication qu'il délivre sur cette éventualité, le chef de l'Etat privilégie évidemment, à demi mot, la première fonction. Les ordonnances, à ses yeux, se sont pas l'émanation d'une relation directe entre le gouvernement et le Parlement. L'affaire se noue *« entre le gouvernement et le président »*, et M. Mitterrand se laissera guider par sa *« conscience »*. Le chef de l'Etat paraît ainsi se débarrasser d'argumentations juridiques tellement contradictoires et réversibles qu'elles sont utilisables à toutes fins, c'est-à-dire inutiles. Il semble aussi contourner le piège tendu par le gouvernement qui, en dressant une liste complète des entreprises à privatiser, s'est efforcé de ligoter le président de la République par la loi d'habilitation.

Un peu trop arbitre pour le moment, pas assez acteur compte tenu des turbulences à venir : l'équilibre est difficile à trouver. M. Mitterrand souhaite apparemment préparer l'opinion à des jours plus rudes. Il aimerait que les Français comprennent vite que la cohabitation n'est pas l'« union nationale ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Mitterrand a participé, dimanche 15 juin, aux cérémonies commémoratives de la bataille de Verdun. La veille, il avait effectué une brève visite officielle dans les Landes.

Mardi 17 juin, M. Mitterrand se rendra à Chartres, où il rendra hommage à la mémoire de Jean Moulin. Le président de la République, qui participera comme chaque année, le 14 juillet, au journal de la mi-journée sur TF 1, envisage de reprendre ses voyages officiels en province à la rentrée d'automne.

Il souhaite notamment se rendre dans les Hautes-Alpes et en Franche-Comté.

A MONT-DE-MARSAN

La bonne humeur

De notre envoyé spécial

Mont-de-Marsan. – M. Mitterrand est d'humeur vagabonde et bavarde. Il était samedi dans les Landes, chez lui ou presque. Il se rendra mardi 17 juin à Chartres. Il envisage, à la rentrée d'automne, une visite dans les Hautes-Alpes et la reprise de ses voyages officiels en province en commençant, peut-être, par la Franche-Comté. Le dimanche de Pentecôte, il avait consacré un long moment à délivrer une montagne de confidences aux journalistes qui l'accompagnaient dans son escalade annuelle de la roche de Solutré. Samedi, il a récidivé, plus modestement – un petit quart d'heure – en une *« conversation de salon »* organisée impromptu sous la halle aux oies et canards gras de Montford-en-Chalosse (Landes). Le 14 juillet – *« un beau jour pour cela »*, – il participera probablement, comme chaque année à la même date, au journal de la mi-journée de TF 1.

M. Mitterrand est de bonne humeur, tout simplement. Est-ce la foule retrouvée des tournées provinciales moins bruyante qu'avant le 16 mars – on rameutait alors le ban et l'arrière-ban du militantisme socialiste, – mais, pour cette simple raison sans doute, en sympathie plus spontanée ? Peut-être, puisque pour le bout de route qu'il lui reste, il aura *« bien besoin que votre pensée m'accompagne »*, a-t-il dit à Mont-de-Marsan à ceux qui se pressaient devant le conseil général.

La plaisanterie du mois

Est-ce l'absence de tous ceux qui lui font la tête, chaque mercredi au conseil des ministres ? Celle de M. Pasqua, singulièrement ? Point du tout : M. Pasqua, ministre de l'intérieur, avait offert ses services, mais M. Mitterrand lui a répondu tout aussi aimablement que non, vraiment ; dans les Landes il se sentait un peu en famille. On ne mobilise pas le premier flic de France pour partir en week-end. En revanche, M. Pasqua sera peut-être associé à ses prochains vagabondages. Pour la Franche-Comté, M. Mitterrand ne dit pas non.

Sont-ce quelques bons sondages ? Ils ne lui font ni chaud ni froid. La sollicitude de M. Poperen, alors ? Le numéro 2 du PS avait annoncé la veille que *« des événements politiques importants se préparent »* et, depuis, la France haletante vivait dans l'angoisse. Que nenni ! M. Mitterrand n'y comprend rien. Il n'est pas l' *« instigateur »* de pareille déclaration. M. Poperen, probablement, se sera laissé *« étouffer »* par l'amitié. Certes, M. Mitterrand n'est pas *« condamné au silence perpétuel »*, à la réclusion du *« trappiste »*. Il s'exprime mais peut aussi bien parler pour ne rien dire. Il ne voit pas quelles *« initiatives »* espérées placent M. Poperen dans une situation d'attente aussi insupportable.

Si ce n'est M. Poperen, c'est donc M. Fourcade. Deuxième vedette du samedi matin au radio-crochet de politique intérieure, le sénateur des Hauts-de-Seine avait écrit à M. Mitterrand afin de l'inviter à expliquer devant une commission du Sénat les *« extrêmes »* et mystérieuses réserves exprimées par lui, sans autre précision, au conseil des ministres du 11 juin, à propos du projet de M. Léotard sur la *« liberté de communication »*. Exact ! M. Mitterrand considère cette démarche comme *« la meilleure plaisanterie du mois »*. Il en a même éclaté de rire à quatre reprises. Il serait pourtant déraisonnable de penser qu'à lui seul M. Fourcade suffise à le tenir en joie tout un samedi durant.

D'autant que M. Mitterrand a tout de même deux ou trois raisons de tempérer son bonheur. Les projets sécuritaires du gouvernement marquent quelques *« reculs »* sur les libertés. Il faudrait aussi que les Français comprennent que la cohabitation n'est pas l' *« union nationale »*. Quant aux ordonnances, le jour viendra d'y apposer ou non sa signature : M. Mitterrand se laissera guider par sa *« conscience »*.

Non, si M. Mitterrand est d'humeur si guillerette, c'est sans doute – n'allons pas chercher plus loin – qu'il l'a décidé. Il en a le pouvoir. Après tout, il est président de la République.

J.-Y. L.

1981-1986 : « Nul n'y pourra rien »

M. François Mitterrand a déclaré, samedi 14 juin à Mont-de-Marsan (Landes), où il a inauguré les nouveaux locaux du conseil général présidé par M. Henri Emmanuelli, député socialiste, ancien secrétaire d'Etat au budget : *« Je me sens investi par vous tous de la mission supérieure et inaliénable qui consiste à veiller sur les libertés. »* Le chef de l'Etat, dans son premier discours en public depuis les élections législatives, a rappelé que son rôle est de *« surveiller »* tout ce qui touche à la *« sécurité »* de la nation, à sa *« pérennité »*, à *« l'harmonie »* et à *« l'équilibre »* du pays. Tout cela, a-t-il remarqué, dépend de *« l'accord entre le peuple, ses élus et le chef de l'Etat »* et ne serait pas possible sans le *« ciment »* de la démocratie, la liberté.

Le président de la République, qui avait auparavant parcouru à pied les rues de la ville où s'étaient rassemblées plusieurs milliers de personnes, a longuement évoqué la décentralisation installée par la gauche : *« C'est fait, et ça marche,* a-t-il dit. *Personne n'y pourra plus rien. Tant mieux. Je ne pense pas que quiconque cherche à transformer ce nouveau pouvoir. Il a d'ailleurs profité dans une première phase à ceux qui s'étaient déclarés adversaires de cette réforme. Ils y ont pris goût, heureusement. Cette réforme marquera notre époque. Ce n'est pas la seule. D'autres qui continueront de marquer ont été adoptées au cours de ces dernières années. Et, là encore, nul n'y pourra rien »*.

A Montfort-en-Chalosse, un peu plus tard, M. Mitterrand a précisé, au cours d'une conversation informelle avec les journalistes, qu'il inscrit parmi les réformes, par exemple, la création de la Haute Autorité de l'audiovisuel. Bien que cet organisme soit voué à la disparition pour être remplacé par un autre, le chef de l'Etat estime que *« même s'il y a des abus de toutes sortes, il ne sera désormais plus possible de traiter l'expression publique par voie d'autorité. C'est un acquis, fort important. On ne pourra plus revenir à une époque antérieure où tout était le fait du prince »*. *« Ce qui s'est produit entre 1981 et 1986 est une référence dont on ne pourra plus se passer »*, a-t-il ajouté.

A VERDUN

« L'éternelle solitude devant la mort »

De notre envoyé spécial

Verdun. – Scène de la cohabitation ordinaire à Verdun, théâtre de la patrie rassemblée. M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat (UDF) aux P et T et ancien député de la Meuse, verse respectueusement de l'eau minérale dans le verre de son voisin de banquet, le chef de l'Etat. *« Quand j'avais votre âge... »*, commence M. Mitterrand. Et le jeune ministre d'écouter bouche bée le présidentiel conteur narrer comment, prenant en main le ministère des anciens combattants au lendemain de la Libération, il fut amené à le purger des très nombreux fonctionnaires et hauts fonctionnaires communistes qui le noyautaient. *« Je vous envie, monsieur le président »* murmure le jeune membre de la *« bande à Léo »*. Et le président : *« Eh oui! les circonstances alors le permettaient... »*

Rien ne vint donc troubler, dimanche 15 juin, la commémoration du soixante-dixième anniversaire de la bataille de Verdun. Les survivants avaient fait le déplacement, armée en canne et en pantoufles que chaque semaine décime davantage, troupe claudicante de gueules cassées par les obus et les décennies, la poitrine tassée. Tous étaient au rendez-vous. L'un marche à petits pas, toujours à l'heure du déjeuner, et exige bien plus qu'il ne supplie un autographe présidentiel. *« Si je commence, je suis perdu »*, se récrie le chef de l'Etat, embrassant du regard les centaines de convives demandeurs potentiels. Mais l'ancien insiste : le général de Gaulle lui a signé son autographe en 1966, et M. Giscard d'Estaing, en 1976, n'avait pas refusé. *« Bien, bien, posez ça sur mon assiette,* cède le chef de l'Etat, *mais surtout que personne ne voie ce que vous faites. »*

La solennité de l'endroit interdisant les disputailleries politiques, on évoqua donc Verdun. Verdun-la-Boue, le sang et la souffrance, dont le président, en conservateur lyrique des gloires nationales, sut évoquer *« les multitudes clouées au sol puis arrachées à elles-mêmes, les vagues d'assaut vite rompues et, dans le fracas des armes, la solitude soudain, l'éternelle solitude de l'homme devant la mort »*.

La mort, la vie. M. Mitterrand l'avait rappelé la veille à Mont-de-Marsan : il est né pendant cette bataille et un 14 juin il fut blessé, non loin de Verdun, lors de la guerre 1939-1945.

Un hymne à l'unité

En ce haut lieu de la peine des hommes, quel autre appel lancer qu'un hymne à l'unité ? A l'unité européenne d'abord. A l'ossuaire de Douaumont, au milieu de *« ces plaines et ces côteaux où l'histoire s'est bâtie »*, le président rappela qu'il était venu main dans la main avec le chancelier Helmut Kohl, en 1984, sceller la réconciliation franco-allemande. *« Point de salut pour nos peuples hors de l'Europe, obligation de notre temps »*, lança le président.

Mais, à l'intérieur de nos frontières, l'unité est tout aussi indispensable. Est-il nécessaire, pour que les Français se rassemblent, *« qu'il n'y ait plus d'autre choix que celui-là, la patrie ou la mort ? »* interrogea le chef de l'Etat, avant de lancer son exhortation : *« Que la France ne se rassemble-t-elle quand il est encore temps de bâtir sa grandeur et la démocratie ? Cela implique de la part (...) des dirigeants, de tous les dirigeants, qu'ils aient conscience de leur devoir et qu'ils aient la pensée constante, au-delà des divergences et des oppositions légitimes, je dirais même nécessaires, de respecter les diversités et les minorités, le droit à la différence, de préférer toujours l'unité à la division. »*

DANIEL SCHNEIDERMANN.

POLITIQUE

La session du comité central du PCF

La première des deux journées de la session du comité central du PCF organisée sur le thème : *« intellectuels, la culture et le rassemblement pour changer la société »* devait se tenir ce lundi 16 juin. M. Guy Hermier, membre du bureau politique chargé du secteur intellectuel et député des Bouches-du-Rhône, devait présenter le rapport introductif à la discussion. Cette réunion, décidée par le bureau politique, le 22 avril, intervient alors que les rappels à l'ordre adressés à M. Pierre Juquin se sont faits plus pressants au cours des dernières semaines et que les « rénovateurs » ont publié une nouvelle liste de trois mille communistes, dont plus de deux cents élus municipaux, qui, dans quatre-vingt-sept départements, réclament un congrès extraordinaire (*le Monde* du 14 juin).

L'un d'entre eux, M. Michel Picard, adjoint au maire communiste de Bourges, M. Jacques Rimbault, membre du comité central et « meilleur résultat » du PCF aux législatives, explique ci-dessous le sens de sa démarche.

POINT DE VUE

L'autocritique est révolutionnaire

par MICHEL PICARD (*)

LE capitalisme enlise la société française *dans sa crise. L'affairisme* se traduit en chômage, en pouvoir d'achat qui s'étiole, en désindustrialisation. Les valeurs progressistes reculent, les néofascistes paradent.

La vocation des communistes est de combattre, en actes, le capitalisme. Aujourd'hui, l'affaiblissement du parti favorise le « jeu » d'une fausse alternance entre la droite et la social-démocratie, incarnée par le Parti socialiste, prête à tous les renoncements, cédant à la pseudo-fatalité de la crise. Alors la droite revient. La lutte de classes se réinvente sans cesse. Il faut inventer du neuf.

Les communistes sentent que leur *parti doit se renouveler. Par une* sorte de « patriotisme intérieur », beaucoup ne l'expriment pas. Ne pas le dire, c'est ne pas le faire. Ne pas le faire, c'est reculer encore. Un parti *qui recule* tant *dans la lutte de* classes, doit-il se taire sur lui-même ? L'autocritique est révolutionnaire.

Nos reculs s'expliquent-ils seulement par les mutations sociologiques ? Par l'énorme pression des adversaires de classe ? N'avons-nous pas à regarder en nous-mêmes ? N'avons-nous pas à devenir « moteur d'intervention » plutôt que de « contestation » ?

L'objectif essentiel du comité central de mai dernier a été d'opposer *une « fin de non-recevoir » aux* « rénovateurs » et aux questions — diverses — qu'ils posent. Cela est inadmissible.

Soit on les ridiculise en disant qu'ils *céderaient à la droite ou à la* social-démocratie, soit on déforme leurs propos en affirmant qu'ils seraient contre le vingt-cinquième congrès. En fait, nul ne conteste que le vingt-cinquième congrès a fait la juste critique des accords d'états-majors. Il reste à faire l'analyse des autres causes — internes — des reculs du parti.

Refuser de les examiner, c'est risquer de reculer encore. C'est renfor*cer les pressions extérieures, les dan*gers de fractures. C'est rétrécir l'organisation révolutionnaire. *« Chaque communiste participe à l'élaboration de la politique du parti »* disent les statuts. Cela supposerait, pour qu'ils soient respectés, que les divers avis, opinions et thèses émis bénéficient d'une diffusion dans le parti afin de choisir en connaissance de cause. Surtout quand ils émanent du plus haut niveau. Pour reprendre l'image de Marcel Rigout, n'avons-nous pas besoin d'une *« révolution culturelle » ?*

La situation actuelle appelle l'urgence. Nous devons préciser nos analyses sur l'état du monde et sur la réalité des états socialistes. Nous *serions plus crédibles pour combattre* les caricatures qui en sont faites et condamner les crimes du capitalisme si nous disions plus nettement ce qui n'est pas admissible chez eux. Nous devons conduire, sereinement, dans le parti, à tous les niveaux, une analyse approfondie des règles de fonctionnement pour revivifier le centralisme démocratique. Nous devons, enfin, multiplier les dialogues avec l'opinion pour nouer des alliances avec les forces progressistes. Cessons de toujours nous positionner par rapport *« aux autres »*.

Oui, un congrès extraordinaire serait une bonne initiative afin que ces quelques questions, dont tous les communistes sont conscients, débouchent très vite. Nos dirigeants pourraient en dégager une synthèse et de fructueuses conclusions. Nos débats ne doivent-ils pas être transparents pour l'opinion afin que nos *liens « avec les gens » se solidifient ?*

Comme l'a écrit un dirigeant du parti : *« C'est seulement si le courant passe dans les deux sens que nous marcherons de l'avant. »*

(*) Professeur d'histoire, adjoint au maire de Bourges, membre du bureau de section de Bourges.

La « fête de la paix » à Vincennes

« Pace, pace per tutti, peace on everybody, la paix sur la terre et dans l'univers... » C'est sur ce refrain, hymne à la paix composé spécialement par le chanteur Rachid Bahri, repris par des milliers de bouches, que s'est achevé, dimanche 15 juin sur le pelouse de Reuilly au bois de Vincennes, à la lisière de Paris, le festival pacifiste organisé à l'initiative de l'Appel des cent (1).

De trente mille à cinquante mille personnes — cinq cent mille *« comme en 1983 »* selon les organisateurs — ont participé à cette grande fête pour la paix où le PCF était la seule force politique très largement représentée par ses dirigeants. Outre son secrétaire général, M. Georges Marchais, on pouvait y côtoyer MM. Fiterman, Lajoinie, Gremetz, membres du secrétariat du comité central, et quelques autres dirigeants. M. Pierre Juquin, responsable de la paix et du désarmement, était également présent. Décontracté et très en forme, M. Georges Séguy, principal animateur de l'Appel des cent, croisait son successeur à la tête de la CGT, M. Henri Krasucki.

Plusieurs responsables ont dénoncé *« l'hiver de l'information »* dont, selon eux, a été victime ce festival, avant que le comédien Claude Piéplu, membre du collectif de l'Appel des cent, ne lise une déclaration adjurant *« les dirigeants des deux plus grandes puissances, ainsi que les gouvernements de la France et des autres nations nucléaires, d'engager des négociations »*. Ces dernières devraient aboutir à *« l'arrêt des essais nucléaires »*, *« l'arrêt de la fabrication de nouvelles armes de destruction massive »*, *« la réduction progressive et équilibrée de ces armes »* et *« l'affectation des richesses dilapidées par le surarmement à la lutte contre la faim »*.

Selon le généticien Albert Jacquard, citant Albert Einstein, le moment est venu *« d'opposer à la réaction en chaîne des neutrons la réaction en chaîne de la lucidité »*. Pour ce membre du collectif, *« on ne se tient plus par la barbichette »*, par la dissuation nucléaire, car *« l'hiver nucléaire »* entraînerait obligatoirement *« le suicide »* de celui qui utiliserait l'arme atomique.

O. B.

(1) Siège au 67 rue de l'Aqueduc, 75010 Paris. Tél. 42-03-15-33.

LA RÉUNION DES « ADHÉRENTS DIRECTS » DE L'UDF

Un vide au centre...

Les adhérents directs de l'UDF, « barristes » dans leur grande majorité, ont réuni leur comité national de liaison, le samedi 14 juin à Paris, afin de définir leur stratégie politique dans la perspective de l'élection de 1988. Le comité national a émis le vœu que *« les composantes de l'UDF fédèrent leurs énergies plutôt que de figer leurs différences »*, et souhaité la mise en place de commissions de réflexion, ainsi qu'une organisation de coordination renforcée au sein de l'UDF.

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, proche de M. Barre, et délégué général adjoint des adhérents directs, a souligné : *« Nous souhaitons nous exprimer et peser de toute notre influence au sein du bureau politique de l'UDF, afin que chaque courant s'exprime moins en tant que tel et que la confédération renforcée parle d'une seule voix. »*

Les adhérents directs ont, par ailleurs, décidé de s'organiser afin d'être un *« point de passage »* vers l'UDF. *« Nous sommes à la frange, ce qui nous permet d'être un pôle attractif pour un électorat modéré »*, a remarqué M. Paul Girod, sénateur de l'Aisne et délégué général des adhérents directs. M. Girod a ajouté : *« Les partis qui composent l'UDF sous-estiment ce que pourrait être leur force s'ils étaient vraiment rassemblés. Ce créneau au centre est irréductible de la vie politique française, il ne pourra jamais être occupé par le RPR. Par contre, s'il y a un vide, les socialistes modernistes essaieront, eux, de le combler. »*

Le même jour, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé devant les clubs Perspectives et réalités *(lire par ailleurs) : « Le paradoxe est qu'au moment où deux Français sur trois approuvent la cohabitation parce qu'ils expriment une recherche d'unité, le centre de la politique française est vide (...). C'est à nous de remplir ce vide. »* M. Giscard d'Estaing a précisé qu'il ne parlait pas du centrisme, mais du *« centre du dispositif »* de la vie politique française.

● *A l'UDF-Paris.* — M. Jacques Dominati, député UDF de Paris, ancien ministre, président de la commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale, a été élu, le 13 juin, président de l'UDF-Paris par le conseil départemental de ce mouvement.

A « L'OREILLE EN COIN »

La face cachée de Valéry

Qui avait le trac ? Lui ou eux ? Eux, manifestement ! Mais il n'a pas fallu attendre longtemps pour qu'il brise lui-même la glace dont on pense qu'elle l'enveloppe. Il est arrivé en pull-over, comme au bon vieux temps du ministère des finances, avec sous le bras, un panier-repas auvergnat. Les humoristes n'ont pas sorti leurs fusils à tirer dans les coins et, à bien y réfléchir, ils pouvaient difficilement faire autrement. On était là pour plaisanter et ça a marché.

Pendant deux heures, dimanche 15 juin sur France Inter, les auditeurs de « L'oreille en coin » on découvert la face cachée de Valéry. L'ancien président de la République a raconté de célèbres histoires auvergnates, il n'a pas imité Giscard d'Estaing avec la bouche en cul de poule, mais Fernand Raynaud avec l'accent de Clermont-Ferrand. Du dîner officiel où il n'arrivait pas à retrouver, sous la table, un de ses souliers vernis qui lui faisaient mal aux pieds, jusqu'au repas chez un émir où son sommelier officiel lui servit de la vodka dissimulée dans une bouteille d'eau minérale, en passant par un retour à l'Elysée dans *« la vieille 2 CV d'un gendarme »* pour cause d'absence de voiture officielle à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, il a régalé la galerie avec les petites histoires de la République.

Et s'il chuintait parfois en parlant, c'est uniquement parce qu'il avait du saint-nectaire dans la bouche. Défenseur de sa région, comme de ses fromages, il a affirmé qu'il fallait *« goudronner au centre »*. Détecteur de tubes, il attend la proposition d'une maison de disques.

O. B.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'Union calédonienne dénonce la suppression de l'Office foncier

De notre correspondant

Nouméa. — Une semaine après l'adoption en première lecture par le Sénat du projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie, l'Union calédonienne (UC), le parti dominant de la coalition du FLNKS, dont sont membres les trois présidents de région, MM. Jean-Marie Tjibaou, Yéwéné Yéwéné et Léopold Joredié, vient d'exprimer une position extrêmement critique à l'encontre du texte gouvernemental.

Réuni ce week-end à Hienghène, la commune de M. Tjibaou, le comité directeur de l'UC a en effet estimé que *« la loi programme, dans son état actuel, remet en cause les engagements de la France, et la responsabilité de la rupture incombera totalement au gouvernement Chirac »*. Les amendements successifs introduits par le Conseil d'Etat et la commission des lois du Sénat n'ont donc pas suffi à retourner le premier jugement défavorable des dirigeants indépendantistes.

L'UC est surtout inquiète de la suppression de l'Office foncier, précisant que le démantèlement de cet organisme d'Etat chargé de redistribuer les terres ne ferait qu'empoisonner le problème foncier. *« Le peuple kanak ne pourrait accepter cette décision. Il maintient sa revendication et la manifestera par l'occupation et la mise en valeur des terres revendiquées. »* C'est précisément une vague d'occupation de propriétés revendiquées par des tribus qui avait conduit en octobre 1982 le gouvernement à créer par voie d'ordonnances l'Office foncier, lequel succédait à un organisme créé par M. Dijoud, sous le gouvernement de M. Barre, dont la finalité était identique.

L'UC n'a toutefois pas précisé le contenu de la nouvelle stratégie *qu'elle défendra lors du prochain* congrès du FLNKS, prévu pour le mois d'août. Mais elle devra faire face au durcissement d'autres tendances du courant indépendantiste, l'*Union progressiste mélanésienne* (UPM) et le Front uni de libération kanak (FULK), qui prônent un retrait immédiat des institutions régionales.

F. B.

«TRAIN 36» ET CONGÉS PAYÉS AU PS

Une partie de mémoire

De notre envoyé spécial

Ouistreham. — Pourquoi bouder son plaisir ? Ce fut une belle *échappée sur un* bout de route normande, une journée à tomber la cravate, à partager le camembert sous les pommiers et, soleil aidant, à revenir chez soi comme Lionel Jospin, le nez en lampion de bal popul. Un trop court métrage, scénario original de Renoir, adapté par Lelouch, avec, en vedettes éternelles, le *sable et la mer, « qui sont comme le PS, qui bougent »*, lança « Lionel » dans une mini-conférence de presse abritée du vent par deux cabines de plage. *Une partie de mémoire, comme* on dirait une partie de campagne.

Cinquante ans déjà depuis les premiers congés payés ? Bien sûr, samedi matin 14 juin, gare Saint-Lazare, le départ est un peu tendu, dans ce « train 36 » trop grand et trop beau, uniquement composé de wagons de première classe, où les jeunes socialistes, en foulard rouge et canotier, se sentent un peu perdus. Mais très vite Eva Jospin, dix ans aux cerises, réussit à créer l'ambiance. *« Combien tu mesures ? »*, demande-t-elle à Laurent Fabius. Interloqué, l'ancien premier ministre indique sa taille. *« Mon père mesure un centimètre de plus que toi »*, réplique-t-elle, à la grande joie de Louis Mermaz, assis sur le siège voisin.

Seulement la cravate

On se décoince. Laurent *Fabius, obligations obligent*, descend à Evreux, tandis qu'à Lisieux monte Yvette Roudy : *« Sainte-Yvette de Lisieux »*, blasphème Mermaz. Yvette se vengera un peu plus tard : *« Devinez comment Mermaz va se baigner ? »*, demande-t-elle à la cantonade des militants, désignant l'ancien président de l'Assemblée nationale sanglé dans son costume de proviseur de CES de Bourgoin-Jallieu. *« Avec sa cravate »*, lance un camarade. *« Oui, mais seulement la cravate »*, grince Mermaz.

Le ton est donné. A Caen, attendent les vélos qui permettront de rallier la mer. Quinze *kilomètres d'une leçon d'histoire* hautement sudative, sous un soleil intact depuis l'été 36 ; quinze kilomètres d'épreuve pour la génération de la mobylette, *mais pas pour Lionel Jospin, qui* s'amuse comme un maillot jaune *en vadrouille dans une étape de* plaine. Lors des maigres haltes : *« Allez ! on y va, je suis en train de tétaniser. »* Soudain, son pneu arrière crève. *« Normal, il n'a pas supporté toute cette masse de muscles. »* Dans les côtes : *« Allez ! on attaque, on attaque. »* Dans un moment de faiblesse, il se laisse tirer par une des voitures accompagnatrices. *« Je ne triche pas, je demande à mon directeur sportif comment je dois me placer... »*

Enfin, la mer. Le peloton retrouve des *« Oh ! »* et des *« Ah ! »* directement surgis de 36. La mer et le vent, un vent à déchirer les drapeaux rouges, à emporter les tandems. Jospin, quoique muni de son maillot, ne se baignera pas : *« Je suis un homme normal. »* Pour les caméras, on esquisse quelques pas au ras des vagues. Mermaz n'a quitté ni sa cravate ni son air de proviseur. On improvise une partie de tir à la corde. *« Oh ! hisse... Oh ! hisse... »*. Trente côté Jospin, dix en face. *« On a gagné ! »*, décrète Jospin, après deux minutes. Hauts cris en face...

Davantage que les drapeaux rouges et *l'Internationale* — obsédante, — ce fut un bonheur de potache qui fit le succès de la *journée.* Ce bonheur tout simple des forçats de la motion de censure, des damnés de l'amendement en congés payés d'hémicycle, en rupture de 49-3, en *vacances de petites phrases.*

Non, pas de petites phrases. Ou alors, si petites vraiment que, le cidre aidant, on les oublia *avant de les noter.* Sauf celle-ci peut-être. On demande à Lionel Jospin de réagir à l'énigmatique déclaration de Jean Poperen assurant que *« des événements politiques importants se préparent »*. *« Je stocke le sucre »*, réplique, dans un éclat de rire, le premier secrétaire du PS. Toute allusion à l'échéance présidentielle fut aussi sauvagement bannie. Mais les slogans en disent plus longs que les sous-entendus : *« Jaurès, Blum, Mitterrand ! »*, scandent les jeunes socialistes à chaque étape du train, tandis qu'à la gare de Mézidon Lionel Jospin remet à un camarade méritant la « médaille de François Mitterrand ». Point n'est besoin de trop longtemps chercher pour quel candidat socialiste battent ces cœurs-là.

D. S.

هكذا من الاصل

Une partie de mém...

...RS DE VACANCES

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Le Monde dossiers et documents

...UX DOSSIE...

...RRORISME EN...

...AFRIQUE DU S...

POLITIQUE

Propos et débats

M. Roland Dumas (PS) : Paris-Lyon via Mâcon

M. Roland Dumas, député du PS de la Dordogne, ancien ministre des relations extérieures, a déclaré dimanche 15 juin au « Grand jury RTL-le Monde » :

« La pratique institutionnelle de la coexistence, voulue par le président de la République en application des textes, devrait normalement se dérouler jusqu'en 1988. J'userai d'une comparaison...

» .... Si vous décidez de vous rendre en voiture de Paris à Lyon, vous ne mettez pas dans votre programme de vous arrêter à Mâcon. Mais si, à Mâcon, vous avez un accident de parcours, si l'un de vos pneus éclate, c'est une réparation facile, vous la faites et vous repartez. Si, par contre, vous avez un accident très grave qui vous interdit de poursuivre votre projet, eh bien ! vous prenez d'autres dispositions. La coexistence est, pour moi, à l'instar du voyage Paris-Lyon. (...) M. Mitterrand est non seulement le meilleur candidat pour les socialistes, pour le mouvement socialiste dont il est issu, mais aussi il est le meilleur candidat et donc le meilleur président pour la France. »

Pour M. Dumas, M. Mitterrand a en effet acquis « une légitimité démocratique » *qui le place* « au-delà des contours habituels de la mouvance socialiste ».

M. Alphandéry : M. Barre gagnant

M. Edmond Alphandéry, député UDF-CDS « barriste » du Maine-et-Loire, a jugé, dimanche 15 juin, lors de l'émission « Forum » de RMC que « Raymond Barre a toutes les chances de gagner les présidentielles ». *M. Alphandéry a* « de plus en plus la conviction » *que l'ancien premier ministre aura à se présenter contre M. François Mitterrand. Selon lui, dans ce cas de figure, M. Barre* « est le mieux placé, car c'est le plus grand rassembleur dans l'actuelle majorité ». « Je crois, *a ajouté M. Alphandéry,* qu'il a des sympathisants au RPR, et je ne serais pas étonné que ses idées ne déplaisent pas à certains hommes politiques de la gauche actuelle. »

Il a encore affirmé que M. Barre et ses amis « ne jouent pas sur la défaite du gouvernement », *car ils sont* « dans le même bateau ». « Nous n'avons, *a-t-il dit,* aucun intérêt à voir l'expérience actuelle écourtée et, surtout, à assister à une crise dont tout le monde ferait *les frais et dont une seule personne pourrait tirer bénéfice : le président de la République.* »

M. Giscard d'Estaing : la trêve

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'exprimait, le samedi 14 juin, devant le comité directeur élargi des clubs Perspectives et Réalités, a demandé « à l'ensemble de la majorité d'observer une trêve politique jusqu'à l'été 1987 » *pour que le gouvernement se consacre à sa* « grande tâche actuelle de redémarrage de l'économie française ». *Pour l'ancien président de la République,* « il est dommageable pour l'action du gouvernement d'entretenir un climat préélectoral en France ». *M. Giscard d'Estaing observera lui-même cette trêve.*

« Faisons plus d'économie et moins de politique », *a-t-il de nouveau demandé, en faisant observer que* « la meilleure chance politique de la majorité, ce sera sa réussite économique ». « Ce sont les bons indices qui rempliront les urnes », *a conclu, sur ce point, le député du Puy-de-Dôme, qui a encore souhaité que le gouvernement* « fasse des choses qui parlent davantage, des actes simples ».

M. Giscard d'Estaing a révélé qu'il a l'intention de proposer à la majorité, à la session parlementaire d'automne 1987, d'engager « une procédure constitutionnelle normale pour ramener le mandat *[présidentiel]* à une durée de six ans ». *L'ancien président s'est dit « contre » une présidentialisation du régime.* « A l'expérience, *a-t-il ajouté,* je considère qu'il faut un meilleur équilibre des pouvoirs. » *Selon lui, à l'élection présidentielle de 1988, les Français,* « au lieu de choisir le raz de marée, chercheront à assurer un équilibre des pouvoirs favorisant l'unité du pays ».

M. Debré (RPR) : que le gouvernement gouverne

M. Michel Debré a déclaré, dimanche 15 juin à Bayeux (Calvados) : « Le gouvernement, issu des élections législatives, est habilité à faire triompher ses vues aussi bien lors des conseils des ministres qu'au Parlement. Quelle que soit la responsabilité du chef de l'Etat, il est utile à la République que le premier ministre et le gouvernement gouvernent. Il n'est pas conforme à l'esprit de nos institutions qu'une volonté populaire qui s'est clairement exprimée à l'occa*sion d'élections législatives se heurte à une autorité présidentielle qui* dépasserait le cadre des attributions du chef de l'Etat (...). Il est normal que la primauté *[de l'autorité]* aille au premier ministre. Nos institutions posent problème, car l'exécutif ne procède pas du législatif, alors que l'intérêt de la République exige qu'il en soit ainsi. »

M. Schwartzenberg : la FGDS

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président d'honneur du MRG et député apparenté PS du Val-de-Marne, a affirmé, samedi 14 juin au micro de la radio 98,8 FM : « Pour structurer la notion de majorité de progrès, avec le Parti socialiste, les communistes critiques sur le flan gauche, le MRG au centre, et afin de pratiquer l'ouverture, je suggère la mise au point d'une organisation semblable à ce que fut la FGDS. »

[C'est au nom de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), qui regroupait l'essentiel des forces de la gauche non communiste, que M. François Mitterrand s'était présenté à l'élection présidentielle de 1965 (NDLR).]

DIX ÉLECTIONS PARTIELLES

Chacun y trouve son compte

Six élections cantonales, quatre municipales : un panel allant d'un terroir aussi conservateur que Maure-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) à un secteur tout aussi traditionnellement marqué à gauche que Chalette-sur-Loing (Loiret). Si, dans ce dernier canton, le Parti communiste non seulement résiste mais améliore ses positions, comme c'est le cas aussi dans les cantons de Rozay-en-Brie (Seine-et-Marne) et de Lures-Sud (Haute-Saône), en revanche à Beausoleil (Alpes-Maritimes), la succession au conseil général du communiste André Vanco est plus aléatoire, les réserves pour la droite étant supérieures à celles de la gauche pour le deuxième tour.

Pour le PS, les résultats ne sont pas toujours encourageants : perte d'un siège au conseil général du Jura, déjà largement dominé par la majorité sur un score sans appel, recul en Ille-et-Vilaine (ce qui est également le cas pour le PCF), non confirmation de sa prééminence sur le PC telle qu'apparue aux dernières législatives sur le canton de Chalette, dissidence en son sein à Tullins (Isère) qui a conduit l'électorat à la régler par un vote à droite, espoir contrarié à Bouaye (Loire-Atlantique) où il espérait faire mieux. En revanche, il peut se satisfaire d'un *résultat brillant pour son* représentant réélu dans le canton de Lures Sud, de la prise de contrôle de la municipalité de Lognes (Seine-et-Marne) (ce qui ne laisse à la droite que la majorité dans une seule des communes de Marne-la-Vallée) et du maintien de sa domination, malgré là aussi des dissidences internes, à Castanet-Tolosan.

Six cantonales

ALPES-MARITIMES : Canton de Beausoleil (1er tour).

Ins., 9 413 ; vot., 5 219, suff. exp., 5 141.

MM. Roger Bennat, PCF, maire de Beausoleil, 1 763 voix ; Victor Nicolai, div. d., 1 188 ; Jean-Paul Bernardi, *RPR, 1 086* ; Jean-François Cabrera, UDF-PR, 579 ; Claude Tchernatinsky, PS, 305 ; Paul Baroni, div. d., 220. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement *d'André Vanco (PCF), maire* et conseiller général de Beausoleil récemment décédé. Ce dernier, conseiller général de 1970 à 1982, avait retrouvé son siège en décembre 1983, lors d'une élection partielle provoquée par la décision du Conseil d'Etat d'invalider le scrutin de mars 1982, qui s'était soldé par la proclamation de l'élection de M. Bernardi (RPR), lequel avait devancé de 1 voix André Vanco sur 6 953 suffrages exprimés. Le 11 décembre 1983, le maire communiste de Beausoleil prenait sa revanche en l'emportant par 3 188 voix contre 3 114 à son challenger RPR sur 6 302 exprimés, 6 439 votants et 9 750 inscrits.]

ILLE-ET-VILAINE : canton de Maure-de-Bretagne (1er tour).

Inscr., 4 933 ; vot., 2 882 ; suffr. expr., 2 800. M. Georges François, UDF-PR, M. de Maure-de-Bretagne, 1 939 voix, ELU ; Mlle Marie-Béatrice Leray, PS, 559 ; MM. André Boutin, FN, 234 ; Jean-Louis Frostin, PCF, 68.

[A la suite du décès de M. Ange Barre (UDF-CDS), M. François, pharmacien, âgé de cinquante-sept ans et maire du chef-lieu depuis treize ans, l'emporte sans difficulté avec 69,25 % des voix soit à peine moins que les 71,17 % qu'avait recueillis son prédécesseur en mars 1982. Ange Barre avait alors obtenu au premier tour 2 682 voix, contre 943 à M. Morazin (PS) et 143 à M. Garnier (PCF) sur 3 768 suffrages exprimés, 3 836 votants et 5 022 inscrits. Par rapport à ce scrutin, le PS enregistre un recul de *plus de 5 points et le PC de 1,37 point.*

Dans ce canton traditionnellement conservateur, le candidat du Front national, ancien RPR, réalise un bon score : 8,35 % des suffrages exprimés.]

JURA : canton de Saint-Amour (2e tour).

Inscr., 3 606 ; vot., 2 440 ; suffr. expr., 2 361. MM. Lucien Guichard, UDF-CDS, 1 420 voix, ELU ; Maurice Richemond, PS, 941.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Yves Serrière (PS), qui s'était démis de son mandat pour raisons professionnelles.

Au premier tour, les résulats avaient été les suivants : inscr., 3 607 ; vot., 2 863 ; suffr. expr., 2 241. MM. Lucien Guichard (UDF-CDS), m. de Saint-Amour, 1 082 voix ; Maurice Richemond, PS, 656 ; Roger Giroud, div. g., 337 ; Bernard Gseil, PCF, 104 ; Alain Lafontaine, FN, 62.

M. Guichard, candidat unique de la majorité, maire de Saint-Amour, l'emporte avec 60,14 % des suffrages exprimés. *Maire de la commune chef-lieu* depuis 1983, âgé de soixante-quatre ans, ancien président de la Chambre des notaires du Jura, et de la Chambre régionale des notaires de cour d'appel, il enlève un des six sièges sur trente-quatre que la gauche détenait à l'assemblée départementale. Le PS, qui perd ce siège, réalise sur l'ensemble du canton un score inférieur à ceux obtenus par ses listes aux législatives et aux régionales de mars dernier. Il enregistre avec 39,85 % des voix, un recul net par rapport au scrutin de mars 1982 où son candidat M. Serrière avait gagné avec 1 470 voix (soit 51,54 %) contre 1382 suffrages (48,45 %) à M. André Célar (RPR) sur 2 852 suffrages exprimés, 2 922 votants et 3 682 inscrits.]

LOIRET : canton de Chalette-sur-*Loing (1er tour).*

Inscr., 12 666 ; vot., 7 312 : suffr.expr., 7 240. MM. Jean Louis, PCF, m. de Chalette, 3 085 voix ; Maurice Lantourne, RPR, cons. mun. d'Amilly, 2 624 ; Bernard Delaveau, m. de Paucourt, 1 438 ; Michel Joder, MPPT, 93. *Il y a ballottage.*

[Le tribunal administratif d'Orléans avait rejeté un recours de M. Lantourne contre l'élection le 17 mars 1985 de M. Louis. Mais le Conseil d'Etat avait ensuite *invalidé le* scrutin en raison d'irrégularités commises.

En mars 1985, le premier tour avait donné les résultats suivants : inscr., 12 646 ; vot., 8 714 ; suffr. expr., 8 390 ; MM. Louis, PCF, 2 813 voix ; Lantourne, RPR, 2 418 ; Delaveau, PS, *1 489 ; François Pokorny, UDF-CDS,* 978 ; Raymond Lequatre, FN, 692. Au second tour, M. Louis l'avait emporté avec 4 250 voix contre 4 118 à M. Lantourne, sur 12 663 inscrits, 8 714 votants et 8 390 exprimés.

En toile de fond de cette élection *partielle, deux affaires semblaient* de nature à mettre le candidat communiste en difficulté. Après une enquête administrative, la justice semble s'intéresser au fonctionnement d'une association municipale, l'APICDEV. Le maire a été sommé de fournir les comptes et la liste du personnel employé.

Second trouble dans la vie chalettoise, l'affaire Delaveau, du nom d'un ancien conseiller municipal, ex-militant communiste (qui n'a aucun lien de parenté avec le candidat du PS), qui avait été révoqué de son poste en mars 1982. Deux mois après, M. Delaveau, qui avait retrouvé un emploi, avait mis fin à ses jours. Le tribunal administratif d'Orléans a annulé, le 20 mai dernier, la révocation dont M. Delaveau avait fait l'objet, sur recours de sa famille, défendue par Me Lantourne. La ville devra dédommager les héritiers.

Il n'en aura rien été, puisque M. Louis gagne plus de neuf points par rapport au premier tour de 1985 : 42,61 % au lieu de 33,52 %. M. Bernard Delaveau (PS), s'il fait moins bien que la liste socialiste aux législatives de mars dernier (laquelle dans le canton devançait la liste communiste), améliore de plus de deux points son score personnel : 19,86 % au lieu de 17,74 %.

Si le candidat RPR, candidat unique de la majorité, passe de 28,82 % à 36,24 % des voix, il ne retrouve pas, loin s'en faut, les voix de l'UDF, dont le représentant avait obtenu en mars 1985). 11,65 % des exprimés, ni celles du Front national (8,24 % en mars 1985).]

HAUTE-SAONE : canton de Lure-Sud (1er tour).

Inscr., 6 432 ; vot., 3 909 ; suffr. expr., 3 805. MM. Jean-Pierre Thomas, PS, m. de Roye, 1 967 voix, ÉLU ; Henri Bernard, RPR, m. d'Andornay, 1 525 ; Jean-Pierre Stalder, PCF, 313.

[Il s'agissait de désigner le conseiller général de ce canton créé en 1985 après l'annulation du scrutin de mars 1985, prononcée par le Conseil d'Etat. La ville de Lure ayant été coupée en deux, des habitants de la rue Marsot avaient voté par erreur dans des bureaux de vote ne correspondant pas à ceux de leur nouveau canton. *La majorité UDF-*RPR ayant échoué dans les deux cantons, avait introduit deux recours en annulation. Seul le contentieux de Lure-Sud a été retenu en raison de la faiblesse de l'écart (75 bulletins) entre les deux candidats du second tour, au terme duquel M. Jean-Pierre Thomas (PS) avait été proclamé élu par 2 427 voix contre 2 352 à M. Léon Simonin (RPR) sur 6 576 inscrits, 5 045 votants et 4 779 suffrages exprimés.

Au premier tour de mars 1985, les résultats *avaient été les suivants* : inscr., 6 576 ; vot., 4 738 ; suffr. exp., 4 493 ; MM. Léon Simonin, 1 573 voix ; Jean-Pierre Thomas, 1 525 ; Claude Thibaud (FN), 570 ; Roger Boffy (MRG), 512 ; Jean-Pierre Stalder (PCF), 313].

SEINE-ET-MARNE : canton de Rozay-en-Brie (1er tour).

Inscr., 11 537 ; vot., 5 013 ; suffr. expr., 4 942. Mme Schaffner, RPR, 1 634 ; MM. Lejeune, UDF, 1 047 ; Marciset, PS, 992 ; Leleux, PCF, 443 ; Moitre, div. d., 429 ; Konen, FN, 328 ; Senotier, MPPT, 69. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jacques Picard (RPR), récemment décédé, qui avait été réélu au second *tour des élections cantonales de* mars 1985 par 4 505 voix contre 2 308 à M. Marciset (PS), sur 11 277 inscrits, 7 239 votants et 6 873 suffrages exprimés. Au premier tour, sur 11 277 inscrits, 7 566 votants et 7 338 suffrages exprimés, Jacques Picard était arrivé en tête avec 3 123 voix *(42,55 %) contre 1 213 (16,53 %)* à M. Marciset, 1 100 (14,99 %) à M. Lejeune (div. d.), 892 (12,15 %, à M. Trichard (FN), 763 (10,39 %) à M. Bernard (PCF) et 247 (3,36 %) à M. Delaunay (PCI).

La très faible participation à ce scrutin partiel a pour conséquence que seuls les deux candidats arrivés en tête pourront se maintenir au second tour.

Si la candidate RPR fait moins bien que le conseiller décédé (33,06 %), elle devance de près de 12 points son challenger UDF qui obtient 21,18 % des voix. En progression également, le candidat socialiste et le candidat communiste gagnent près de 3,5 points. En pourcentage, l'électorat du Front national se trouve, lui, avec 6,63 %, réduit de presque moitié.]

Quatre municipales

HAUTE-GARONNE : Castanet-Tolosan (1er tour).

Inscr., 3 659 ; vot., 2 363 ; suffr. expr., 2 243. Liste d'union de la gauche, conduite par M. André Lesouin (PS), 1 156 voix, 22 ÉLUS (11 div. g., 7 PS et 4 PC) ; liste d'union de la majorité, conduite par M. Francis Marti *(UDF-PR), 1 083 voix,* 7 ÉLUS (1 UDF-PR, 1 RPR et 5 div. d.).

[Après la démission de quinze élus de gauche, le conseil municipal devait être renouvelé. En 1983, la liste de gauche avait obtenu 1289 voix, contre 1 048 à celle de droite. La participation était alors beaucoup plus importante : 2 489 votants pour 3 101 inscrits. Selon les élus de gauche, l'étroitesse de leur victoire de ce dimanche, serait due à la désaffection d'une partie de leur électorat fatigué des luttes intestines au sein du conseil municipal. *Dès le lendemain* de scrutin de mars 1983, la majorité municipale commençait à se déchirer, le conflit tournant surtout autour de la personnalité de M. Pierre Boissin (divers gauche). Le maire, qui ne s'est pas présenté au scrutin du 15 juin était accusé *« d'autoritarisme »* et de *« comportement antidémocratique »*. La crise avait même pris ces derniers mois un tournant franchement « clochemerlesque » quand le maire avait décidé de changer les serrures de l'hôtel de ville, empêchant ses adjoints d'accéder hors de sa présence aux bureaux municipaux.]

ISÈRE : Tullins-Fures (premier tour).

Inscr., 3 738 ; vot., 2 388 ; suffr. expr., 2 269. Liste conduite par *M. Vallini, PS, 843 ; liste* conduite par M. Couturier, ss étiq., 752 ; liste conduite par M. Brice, ss étiq., 356 ; liste conduite par M. Moulin, m.s., ex-PS, 318. *Il y a ballottage.*

[Cette élection partielle fait suite à la démission collective, au mois de mai dernier, de plus d'un tiers des vingt-neuf conseillers municipaux de Tullins-Fures, démission provoquée par un conflit local qui trouve son origine dans les élections cantonales de mars 1985. Le maire de Tullins-Fures, M. René Moulin, alors membre du PS, n'avait pas admis que son parti lui préférât, pour ce scrutin, l'un de ses adjoints, M. André Vallini, collaborateur de Mme Gisèle Halimi, puis de M. Christian Nucci. Après avoir quitté le Parti socialiste, M. Moulin faisait alliance, depuis un an, avec sa propre opposition municipale.

Au premier tour, parmi les trois listes dites d'intérêt local opposées à celle de M. Vallini, élu conseiller régional socialiste en mars dernier, les électeurs ont donné l'avantage à la plus marquée à droite, tandis que celle du maire sortant arrive en dernière position.]

LOIRE-ATLANTIQUE : Bouaye (premier tour).

Inscr., 2 551 : Vot., 1 885 ; suffr. expr., 1 848. Liste conduite par M. Le Guélaff, m.s., UDF-CDS, 804 voix ; liste conduite par M. Prat, sout. PS, 745 ; liste conduite par M. Richardeau, ss étiq., 299. *Il y a ballottage.*

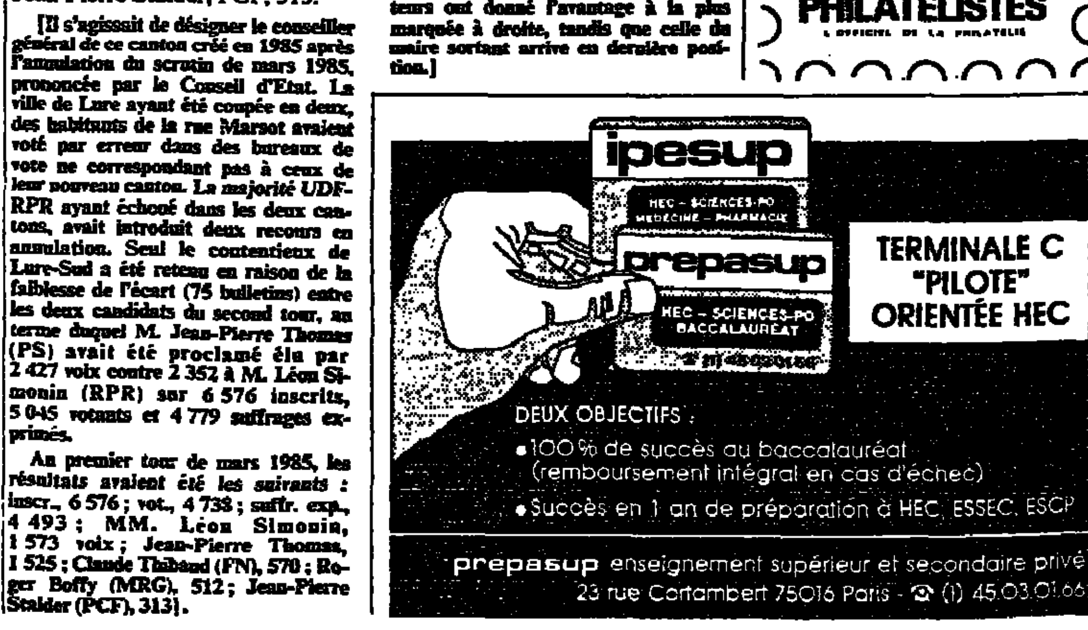
[Cette élection est consécutive à la dissolution du conseil municipal par le conseil des ministres, le 21 mai dernier, après deux ans de crise entre le maire, M. Georges Le Guélaff, et quatorze dissidents, dont M. Clément Richardeau, sur les vingt-deux élus de sa liste. *Cette fois, les électeurs ont à désigner* vingt-sept conseillers au lieu de vingt-trois – la population (4 500 habitants) ayant considérablement augmenté depuis 1983, – au scrutin de liste à la proportionnelle. Par rapport aux législatives de mars dernier, où les partis de gauche avaient réuni 51,3 % des voix, le PS perd onze points.]

SEINE-ET-MARNE : Lognes (second tour).

Insc., 2 630 ; vot., 1 344 ; suffr. expr., 1 310. Liste conduite par *M. Maurice Ricart*, PS, 740 à 750 voix, 12 ÉLUS. Liste conduite par M. Murez, div. maj., de 555 à 562 voix.

[Il s'agissait de remplacer douze conseillers municipaux, à la suite de démissions survenues au cours des trois dernières années. Au premier tour le 8 juin, la liste socialiste avait obtenu, en moyenne, 51,94 % des voix, soit la majorité absolue des 993 suffrages exprimés, mais elle n'atteignait pas 25 % des 2 636 électeurs inscrits (il y avait eu 1 014 votants, ce qui avait rendu nécessaire un second tour). La liste de M. Alain Murez avait obtenu 33,94 % des voix en moyenne, celle du PCF 9,34 % et celle du Front national, 4,78 %. La liste menée par M. Michel Ricart (PS) emporte tous les sièges, et le maire, M. Paul Mangeot (majorité), qui dirige la commune depuis vingt et un ans, se trouve désormais en minorité dans son conseil municipal (sept contre douze).

Cette élection confirme la domination de la gauche sur le secteur du Val-Maubuée de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Le Parti socialiste avait déjà la majorité dans trois des six conseils municipaux du secteur : Noisiel, Torcy et Emerainville, et le Parti communiste tient la mairie de Champs-sur-Marne. La majorité gouvernementale, qui perd Lognes, ne conservera plus que Croissy-Beaubourg.]



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

société

LA FÊTE DE SOS-RACISME A LA BASTILLE

Télé couleurs

Plus de 100 000 jeunes se sont rassemblés place de la Bastille à Paris samedi soir 14 juin pour la « nuit de toutes les couleurs » organisée par SOS-Racisme. La manifestation et les concerts ont été diffusés en direct par « la 5 ».

La fête, une fois encore. Musiques et décibels à la tonne ; les confettis dans le caniveau et la bouffe, énorme, qui signe le succès des grands rassemblements. La fête presque sans histoires, sans incidents, sans bagarres. Sans coups de cœur aussi, faut-il ajouter, pour en finir avec la comparaison entre la Concorde 1985 et la Bastille 1986.

Plus de 100 000 participants quand même : des nuits comme ça, on n'en voit pas tous les jours ! Avec jeans en bas et tee-shirts, blancs de préférence, en haut ; ceux que Coluche appellera *« les enfoirés de toutes les couleurs »* étaient arrivés par grappes dès la fin de l'après-midi. Dix-sept ans, comme ces lycéens de Créteil, qui repartiront à 22 heures en jubilant : *« C'est génial »*, mais obligés de rentrer avant minuit, car *« il y a le bac de français dans quatre jours »*. Des enfants, comme Coline, trois ans, qui s'est fait peindre un oiseau sur le visage boulevard Beaumarchais, ou comme ces petits Africains hilares. Des bébés sortis du sac à dos du papa ; des zonards, comme ces quatre copains de Garges-lès-Gonesse, qui tirent sur un joint rue Jacques-Cœur – *« mais on est tous majeurs »*, – une oreille sur la chanteuse québécoise Diane Tell, dont ils ne voient rien et peu importe : *« Y'a de l'ambiance ici, c'est pas comme en banlieue nord. »* Tous ces jeunes adultes, les plus nombreux, vingt à trente ans. Toutes les peaux, du noir au blanc, Antilles, Afrique et Maghreb réunis ; et cette fille qui était *« obligée d'être là ; vous vous rendez compte : avec du sang polonais et mariée à un Beur... »*.

Les premiers ont défilé sur le boulevard Beaumarchais, derrière les *Batucaderos* de l'école de samba Unidos da tia Nicia, plus parisienne que brésilienne, autour d'un char à la gloire des Afghans ou derrière une poignée de militants de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), qui portent les effigies des députés du Front national et scandent : *« Libérons Mandela* (le leader sud-africain emprisonné) *et enfermons Le Pen. »*

Sur la place de la Bastille et dans les rues alentour, ils se sont glissés entre les stands de SOS-Racisme ; entre les étals aussi, qui, la nuit entière cracheront des chapelets de fumée âcre sous les merguez et couvriront du bruit de leur petit groupe électrogène la sono du podium. Il y a déjà belle lurette que la circulation a été interrompue, et la police, dont les effectifs ont été doublés à la suite des incidents de Fréjus et de Draguignan, veille, invisible.

Faire bouger la mode

Les plus téméraires ont escaladé les façades jusqu'au deuxième étage, les kiosques à journaux et les grues du chantier Opéra-Bastille. Les plus curieux se sont massés en rangs impénétrables devant la scène, dès 19 heures, *« pour voir les chanteurs »*.

Curieux et crédules. Pour voir les chanteurs, comme à l'accoutumée, la télé c'était mieux. Il y en eut bien quelques-uns, accourus, à l'exemple de ce couple, vers 23 heures, parce que *« c'est gratuit et que le son est nul sur la 5 »*. Mais, dans la première moitié de la nuit, priorité avait été donnée à la télévision. Et voilà l'émotion enfuie. Difficultés financières obligent. En déficit de 2 millions de francs, SOS-Racisme avait besoin de se refaire. Un contrat avec la « 5 » lui en a fourni l'occasion sur un... plateau. La soirée a donc été organisée comme un show de variétés télévisées et, au moment de « Champs-Elysées » sur l'A 2, ce fut Bastille sur la « 5 ».

Animé par des vedettes confirmées de la radio et de la télé, Julie et Jean-Loup Lafont, d'Europe 1, Roger Zabel, de la « 5 », le spectacle fut sans déception sur le petit écran. Interviews show-biz, et play-back pour la quasi-totalité des chanteurs, le groupe Indochine excepté, ainsi que Jean-Jacques Goldman, qui, du coup, fut relégué en deuxième partie non retransmise. Relégués en deuxième partie aussi, au cœur de la nuit, des artistes moins connus du grand public, mais plus proches des « potes » : Gilberto Gil le Brésilien, Karim Kacel le Kabyle, et la musique raï de Chab Mani.

Quelques vedettes du spectacle télévisé s'en étonnèrent. Michel Blanc : *« On a l'impression d'un grand trou. »* Bill Deraime : *« On est un peu à l'écart. »* Il y eut, malgré tout, des contacts entre la scène et cette place de la Bastille, qui ne demandait qu'à vibrer dans le noir. Guy Bedos : *« J'espère que vous avez tous vos papiers sur vous... Avec Pasqua et Pandraud* (1), *ça commence comme une fête, et ça finit comme une rafle. »* Nicolas, le chanteur d'Indochine, penché à l'avant-scène, sur le premier rang, et qui *« ne s'occupait pas des caméras »*. Coluche jetant des pièces de monnaie par-dessus bord : *« Faites comme moi, envoyez de l'argent à SOS-Racisme. »*

Peut-être est-ce bien après le show télévisé, parsemé de spots publicitaires montrés non seulement à l'antenne, mais aussi sur le grand écran près du podium (*« La lessive Axion-II, c'est la blancheur »*), peut-être est-ce bien après 23 h 30 que la fête put naître. La vraie, la chaleureuse, celle des cris et du plaisir partagés. Il y eut Harlem Désir, qui revint pour parler non plus d'argent, mais de dignité et d'identité : *« La jeunesse multiculturelle est toujours là. Vous êtes la France qui fait bouger la mode, les idées et la culture ; vous êtes la France de demain. »* Pour lire un message de M. François Mitterrand. Il y eut Joëlle Kauffmann, le cœur dans la bouche : *« Criez pour que là-bas, au Liban, on entende votre cri. »* Joëlle Kauffmann, qui venait, quelques instants plus tôt, en coulisses, de demander en vain à Coluche de porter le badge *« Fête des pères. Papa, on te sortira du Liban »*.

Jusqu'aux lisières de l'aurore, le sang mêlé de la musique et de la fatigue pouvait couler sans rougir. A quelques pas du podium, MM. Jack Lang et Paul Quilès sirotaient un verre, cherchant des yeux un quelconque représentant du gouvernement (2). Vers 6 heures, l'armée verte des camions-poubelles s'empara tout à coup de la place exsangue. En dépit des apparences, SOS-Racisme avait encore gagné. Même Fabien, jeune musicien de vingt-deux ans, arrivé trop tard après une nuit de répétitions, restait là, au pied de la colonne, comme pour humer le parfum mouillé d'un air tout neuf...

CHARLES VIAL.

(1) Ces deux noms furent supprimés, le dimanche, lors de la rediffusion de l'émission sur la « 5 ».

(2) Aucun membre du gouvernement n'était présent. Seuls des membres du cabinet de MM. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, Pierre Mehaignerie, ministre de l'équipement, Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, s'étaient déplacés ainsi que MM. Michel Hannoun, député de l'Isère et président du groupe d'étude du RPR sur l'immigration et Eric Raoult, député RPR de la Seine-Saint-Denis.

● *Paris : un immigré mauricien fait une chute mortelle.* – Un immigré mauricien âgé de vingt-quatre ans, Clency Finn, a trouvé la mort à Paris pendant la nuit du 9 au 10 juin, en tombant par la fenêtre d'un appartement du huitième étage. Clency Finn, en situation irrégulière en France depuis environ deux ans, participait avec d'autres Mauriciens à une fête d'anniversaire, dans un immeuble, au 63 de l'avenue Raymond-Poincaré (16e). Affolé par l'arrivée des policiers qui avaient été appelés par des voisins pour mettre fin au bruit, le jeune homme a tenté de regagner sa chambre en passant par le toit. Il devait décéder à l'hôpital, où les pompiers l'avaient transporté.

● *Le message du président de la République.* – Au cours de la fête de la Bastille, le président de SOS-Racisme, Harlem Désir, a lu le message suivant de M. François Mitterrand : *« Le racisme n'est pas qu'une survivance de l'Histoire, un anachronisme. Il sévit encore loin de nous et, parfois, ici même. Je souhaite de tout cœur que notre pays refuse cet avilissement des uns, cette souffrance des autres. La blessure d'un homme ou d'une femme dans sa dignité est la nôtre. La première des libertés est celle de l'autre. Que votre action, ce soir, soit un élément de cet éternel combat pour la justice et pour l'égalité. »*

Respecter les ressemblances

La fête de la Concorde, l'an dernier, avait été un véritable événement. De ceux qui n'ont lieu qu'une seule fois. Le sachant, SOS Racisme a eu la sagesse de déménager son podium dans un endroit moins vaste, la place de la Bastille.

Le public a été deux fois moins nombreux, et l'écho en France beaucoup moins grand. C'est le sort des opérations médiatiques : elles souffrent très vite de l'émoussement de l'intérêt des médias. Le mouvement de Harlem Désir doit régulièrement frapper un grand coup, inventer chaque fois autre chose, sous peine de ne plus exister.

Il existe et vient de le démonter. Mais, à un an d'intervalle, le contexte a sensiblement changé. Né sous un gouvernement de gauche, et appuyé par celui-ci, SOS Racisme doit composer aujourd'hui avec un gouvernement de droite qui, sans lui retirer ses subventions, préfère l'ignorer. Si M. Mitterrand a envoyé un message aux « potes » de la Bastille, et autorisé le secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, à promener sa haute silhouette parmi les invités, ni M. Chirac, ni son ministre de la culture ne se sont manifestés.

Il faut dire que SOS Racisme n'en est plus, comme au début avril, à se féliciter de ses premiers contacts avec le ministre délégué chargé de la sécurité. Le projet de loi sur les étrangers a dressé le mouvement de Harlem Désir contre les initiatives gouvernementales. Et les attentats dont il a été victime ces derniers jours de la part de mystérieux « commandos de France » l'ont mis sur le qui-vive.

Ce nouveau climat a rapproché SOS Racisme d'associations de jeunes Maghrébins qui, jusqu'à présent, se méfiaient de lui ou le jalousaient. Un réseau national de défense des immigrés est en train de se mettre en place, avec une avalanche de motions et de communiqués. SOS Racisme, inventeur d'un *« antiracisme joyeux »* saura-t-il éviter à ce mouvement une grandiloquence et des excès verbaux qui se retourneraient contre lui ?

Un tel mouvement ne peut d'ailleurs se cantonner dans une défense des *« droits acquis »*. Il lui faut préciser ses idées sur l'intération des immigrés dans la société française et mettre en valeur tout ce qui progresse dans ce sens. *« Blanc, black ou beur »*, le public très jeune de la Bastille, qui était d'abord venu écouter – gratuitement – de la musique, vibrait de la même façon, toutes « couleurs » confondues. La deuxième génération est souvent plus intégrée qu'on ne le croit.

Une *« France multiculturelle ? »* Attention au poids des mots. Ces dernières années, les défenseurs des immigrés ont beaucoup insisté sur le *« respect des différences »*. Trop peut-être. N'est-il pas au moins aussi important d'afficher les ressemblances ?

ROBERT SOLÉ.

● *SOS-Racisme crée une radio FM.* – Harlem Désir a annoncé samedi à la Bastille le lancement d'une *« radio pour les potes »*. Intitulée *« Ça bouge dans ma tête »*, cette radio émet en FM, dans la région parisienne, sur la fréquence de 92,8 MHZ. Les informations ne sont pas diffusées à des heures précises mais pourront l'être à tout moment.

La musique doit faire une large part au reggae, à la salsa et *« aux tubes du Bronx et de Kinshasa »*, en plus du rock, de la new-wave et du funk.

JUSTICE

AU « CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT »

La multiplication des faux

Après la double comptabilité, le château en Sologne, le *« cambriolage sans effraction »* et la disparition de l'acteur principal, l'affaire du Carrefour du développement offre un nouvel épisode à la hauteur des précédents : la multiplication des faux. Mais cette multiplication-là ne tient pas du miracle. Elle serait plutôt l'œuvre de fonctionnaires du ministère de la coopération opérant en liaison étroite avec le cabinet de M. Nucci.

Des dizaines de documents administratifs concernant le Carrefour du développement et, notamment, son rôle de prestataire de services dans l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura (Burundi), en décembre 1984, porteraient de fausses signatures : celles de Mme Michèle Bretin-Naquet, présidente de l'association, de M. Bardet, contrôleur financier du ministère de la coopération et, peut-être, celle de l'ancien ministre, M. Christian Nucci.

S'il se confirme que des fonctionnaires ont bien participé à ces contrefaçons, les réalisant eux-mêmes ou fermant les yeux sur celles qui sont passées entre leurs mains, le dossier, qui présente déjà tous les symptômes d'un scandale politico-financier, pourrait prendre une nouvelle dimension. Sauf à désespérer de l'Etat, on imagine mal, en effet, des agents de l'administration se livrer à une telle entreprise sur leur propre initiative ou à des fins personnelles.

Première à s'apercevoir que sa signature avait été imitée, Mme Bretin-Naquet a porté plainte contre X... il y a un mois. Son avocat, Me Thierry Lévy, est aujourd'hui stupéfait de ce qu'il a pu apprendre du dossier d'instruction. Selon lui, des contrefaçons figurent *« sur une quantité invraisemblable de documents »*. Il existait au ministère de la coopération, assure-t-il, *« une véritable officine de fausses signatures, dont les membres semblent avoir agi avec un sentiment d'impunité totale, comme si cette opération était à l'abri de toute indiscrétion »*. D'après Me Lévy, trois fonctionnaires de la structure administrative du ministère ont reconnu avoir fait de fausses signatures devant la police judiciaire.

Les documents concernés sont de plusieurs ordres : lettres de commande, convention passée avec le ministère accordant à *l'association un pourcentage sur* le montant des affaires réalisées pour le compte de la coopération, octroi de la garantie de l'État pour un emprunt de 2,3 millions de francs contracté par l'association La promotion française pour l'achat et la restauration du château d'Ortie dans le Loir-et-Cher. La signature de Me Bretin-Naquet a été imitée avec soin. En revanche, le contrôleur financier du ministère n'a pas eu de peine à ne pas reconnaître sa signature grossièrement contrefaite sur les documents attestant de la garantie de l'Etat.

M. Nucci, dont le paraphe figure notamment sur une lettre de commande relative au sommet de Bujumbura, sur la convention et sur les trois documents de garantie de l'Etat pour l'acquisition du domaine, n'a pas fourni d'indication précise. Il a affirmé la semaine dernière n'avoir *« jamais eu connaissance »* de ces derniers documents, sans faire mention d'une éventuelle contrefaçon de sa signature.

Le « vrai patron »

A voir l'ampleur des sommes ayant transité par Carrefour du développement (plus de 80 millions de francs en deux ans et demi, dont plus de 20 millions inexpliqués, selon l'actuel ministre de la coopération, M. Michel Aurillac), l'avocat de Mme Bretin-Naquet se demande si l'association n'a pas été *« Créée artificiellement, pour couvrir des opérations secrètes de l'Etat ». « Le vrai patron, c'est Chalier »*, aurait fait comprendre M. Nucci à la nouvelle présidente, à l'époque de la fondation de l'association en 1983. Venu du ministère de la défense, où on l'aurait recommandé à M. Nucci, conseiller technique puis cher de cabinet du ministre, M. Yves Chalier devient trésorier de Carrefour du développement avant de fonder la Promotion française en 1986. Il est aujourd'hui introuvable. Me Lévy s'étonne encore de ce que le Trésor public ait pu débloquer des fonds aussi considérables pour une association dont l'objet statutaire n'était en fait que de sensibiliser les Français au développement du tiers-monde.

Autre hypothèse possible sur la destination des fonds disparus : les caisses du PS. C'est celle qu'a retenue *le Figaro*. Aucun signe n'est venu jusqu'à présent étayer cette éventualité, mais, après tout, ce qui peut servir de paravent à des opérations secrètes peut tout aussi bien faire l'affaire pour une campagne électorale. Il *est à noter que l'un — au moins* — des artisans en contre-façon du ministère de la coopération serait un militant socialiste, mais que tous ne seraient pas membres du parti, comme ne l'est pas M. Yves Chalier.

La dernière possibilité — un détournement à des fins privées — est quelque peu battue en brèche par le fait que des fonctionnaires ont pu être informés du circuit financier passant par Carrefour du développement. En outre, dans ce « réseau », M. Chalier est par trop présent à toutes les étapes de coordination ou d'exécution pour ne pas en apparaître immédiatement comme le *bénéficiaire*.

Nébuleuse

Les activités de cet ancien saint-cyrien né en Nouvelle-Calédonie n'en restent pas moins obscures. A-t-il prolongé à d'autres fins un mécanisme qui semble avoir été mis en place pour le sommet de Bujumbura ? Il se retrouve en tout cas associé d'une SCI, propriétaire d'un château acquis grâce à une signature falsifiée au moins.

Pourqoi fait-il transiter par Carrefour du développement une partie des subventions accordées par le ministère de la coopération à l'association humanitaire IFPPF de Mme Marthe Mercadier ? Pourquoi impose-t-il à l'IFPPF le choix de la SOCOTRA pour assurer le transport du matériel médical récupéré en France par la comédienne avant d'être expédié en Afrique ? Cette société présente de *« très lourdes factures »* à l'association, aux dires mêmes d'un administrateur bénévole qui a refusé, par exemple, de régler au début de l'année à la SOCOTRA une note de 2 millions de francs pour assurer un matériel dépourvu de toute valeur marchande en France.

Dans cette nébuleuse, chacun adopte la thèse qui lui convient le mieux. Si Me Lévy privilégie un scénario africain, d'autres préfèrent manifestement un point de chute socialiste. Les indécis peuvent suivre M. Michel Aurillac et *« tout imaginer »* : un détournement de fonds à des fins privées, *politiques, et même, a dit le ministre, « de bienfaisance »*, ce qui serait pour le moins inédit... Mis en cause de manière très directe la semaine dernière, par *le Figaro*, M. Christian Nucci s'en tient aux deux communiqués qu'il a publiés depuis le début de l'affaire et oppose à toute question étonnement et réponses évasives ; comme s'il jugeait que ses interlocuteurs s'inquiètent de détails insignifiants, son compte bancaire commun avec M. Chalier entre autres.

CORINE LESNES.

● RECTIFICATIF. — Des incertitudes de transmission ont provoqué une confusion dans les relations de la dernière audience du procès de Gilles Gérouville (*le Monde* daté 15-16 juin). En premier lieu, ce n'est pas celui-ci qui a proclamé sa volonté de tuer Scasso, son principal accusateur, mais son père, M. Georges Gérouville. Ensuite, la première phrase du cinquième paragraphe de l'article était la suivante : *« Ce doute, la défense avait tout fait pour le démontrer, pour l'inculquer »* et non *« Sans doute, la défense avait tout fait pour le démontrer, pour l'inculper »*.

DANS LES ARDENNES

Un ancien candidat du Front national est incarcéré pour vol avec effraction

M. Bernard Dumas, ancien candidat du Front national dans la Somme, vient d'être inculpé, à Charleville-Mézières (Ardennes), de vol avec effraction dans le château de Monthermé, objet d'un procès avec sa propriétaire, Mme Monnier, soixante-seize ans, elle-même sympathisante du Front national.

M. Dumas, qui a été incarcéré à la maison d'arrêt de Charleville, a été également inculpé de bris de scellés par le juge d'instruction, M. Georges Gutierrez. M. Dumas a été interpellé dans la propriété même où il était venu procéder à un inventaire contradictoire avec *Mme Monnier* : celle-ci affirmait qu'il avait profité du temps où il avait occupé la demeure pour s'emparer de tableaux et de meubles. Les policiers avaient d'ailleurs retrouvé une bonne partie du mobilier volé chez la belle-mère de M. Dumas, dans la Somme.

Le juge d'instruction a décidé d'incarcérer M. Dumas pour déterminer s'il a bénéficié de complicités et tenter de retrouver le reste du matériel volé. Le 13 février dernier, M. Dumas avait déjà été inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance. Mme Monnier, propriétaire de ce domaine, après le lui avoir loué en juin 1985 pour un franc pendant vingt ans, avait affirmé avoir été trompée et droguée : elle avait ajouté que M. Dumas s'était présenté comme un ami personnel de M. Jean-Marie Le Pen et agissant au nom du mouvement.

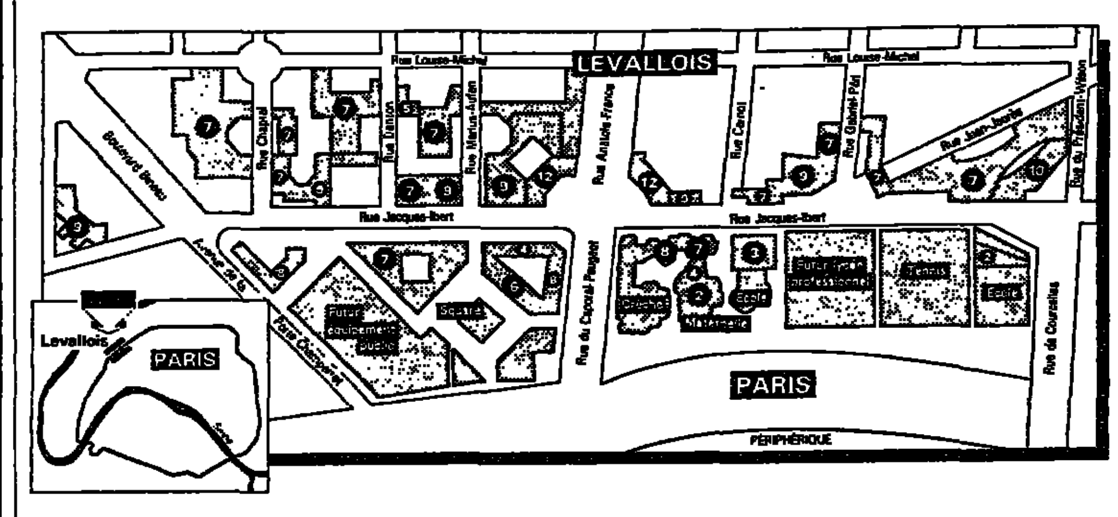
● *Les policiers ont interpellé douze personnes dans les milieux de la confection asiatique.* — La police parisienne vient de lancer une vaste opération dans le milieu de la confection asiatique du quartier du Marais (*3e arrondissement*) dans le cours d'une enquête sur des fausses factures : vingt-cinq ateliers et sociétés de maroquinerie ont été contrôlés. Mené par soixante-dix-sept policiers, accompagnés de seize inspecteurs des impôts et de neuf interprètes, ce coup de filet, qui a permis de déférer douze personnes au parquet — essentiellement des ressortissants chinois — pour travail *clandestin et faux titres de séjour*, a provoqué des déménagements précipités dans le « Chinatown » du 13e arrondissement.

URBANISME

M. CHIRAC VISITE UN CHANTIER DE LA VILLE DE PARIS

Du vert dans la ZAC Champerret

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, n'oublie pas qu'il reste le maire de Paris. Et il entend le faire savoir. Il a ainsi consacré deux heures et demie, vendredi 13 juin, à visiter en détail et au pas de chasseur le chantier de la ZAC Champerret, une des grandes opérations d'urbanisme entreprises depuis une douzaine d'années par la Vile dans le dix-septième arrondissement. Une entreprise controversée qui, à la demande des associations du quartier, était arrêtée depuis deux ans, par décision des tribunaux, administratifs.



Les chiffres inscrits dans les pastilles noires indiquent le nombre d'étages des immeubles construits ou programmés

Ces obstacles juridiques étant levés, le chantier doit reprendre prochainement. Sur 2,5 kilomètres, en bordure de la tranchée bruyante du périphérique, s'élèvent déjà deux mille deux cents logements, des crèches, des écoles et une piscine. Restent à construire deux cents logements, un groupe scolaire, un hall d'exposition souterrain et, si la région en décide ainsi, un lycée hôtelier. L'équipement le plus spectaculaire annoncé par le maire sera une clinique internationale financée par des capitaux franco-arabes. Cet établissement de grand luxe a été dessiné par les architectes Andrault et Parat. Il offrira deux cents lits, dont une centaine en chirurgie, aux malades fortunés, qui, actuellement, choisissent des cliniques suisses ou *américaines en raison de leur* confort hôtelier. Le nouveau quartier Champerret avait été critiqué pour sa densité, son isolement par rapport à l'arrondissement et sa situation trop proche du périphérique. Ces objections ont été entendues. Six cents logements ont été abandonnés, les hauteurs des immeubles abaissées, le périphérique partiellement couvert ou bordé de talus anti-bruit. Enfin on est en train d'y aménager une série de jardins, de squares et de cheminements piétonniers, qui couvriront 8 hectares. Le dernier de ces espaces verts d'une surface de 8 000 mètres carrés, sera le jardin de l'Amérique latine. Dessiné par le paysagiste Marc Landowsky, il assurera la liaison entre l'arrondissement et sa nouvelle extension.

« Plus humain »

Reste le problème posé par la juxtaposition de la ZAC Champerret et de la ZAC Front de Paris que M. Patrick Balkany maire (RPR) de Levallois, veut édifier juste de l'autre côté de la frontière administrative (*le Monde* du 26 mai). M. Jacques Chirac a souhaité que, comme on l'a fait du côté parisien, les *aménageurs de Levallois* ramènent leur projet à quelque chose *« de plus léger et de plus humain »*. *« Toute la bordure de Paris* a-t-il affirmé, *doit faire l'objet d'une politique d'aménagement mieux concertée entre les communes périphériques et la capitale. Il faut éviter les opérations d'urbanisme mal coordonnées. »*

Pour y porter remède, le maire de Paris a annoncé que les bureaux d'études municipaux et ceux de l'Ile-de-France allaient recenser les différents problèmes d'urbanisme qui se posent, aux limites de Paris, entre la capitale et les communes riveraines. *Le premier ministre* souhaite que l'Atelier parisien d'urbanisme et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région formulent des propositions pour *« harmoniser les politiques urbaines des collectivités locales »*. La disparition du département de la Seine a en effet suscité une certaine balkanisation des projets urbains. Cet inconvénient va donc être corrigé.

Paradoxalement, M. Jacques Chirac a indiqué que le contrat passé par le gouvernement précédent avec l'équipe de Banlieue 89, animée par les architectes Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, ne serait pas renouvelé en 1987 *« pour des raisons d'économie »*. Or l'une des réflexion les plus intéressantes *de Banlieue 89 avait porté sur l'aménagement* global de l'agglomération parisienne et sur la nécessité de revenir, d'une manière ou d'une autre, aux facilités offertes dans ce domaine par l'ancien département de la Seine.

MARC AMBROISE-RENDU.

TERRORISME

A Bastia

ATTENTAT CONTRE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

Trois charges ont explosé, dimanche 15 juin, vers 21 h 30, à la direction départemantale de l'équipement (DDE) à Bastia Haute-Corse). Les dégâts causés sont estimés entre 2 et 3 millions de francs et de nombreux documents administratifs dont des permis de construire ont été détruits. Sur place, la police a découvert un tract signé de l'ex-FLNC accusant la DDe de magouilles ».

Deux premières charges avaient explosées vers 21 h 30. Peu après une déflagration blessait légèrement quatre personnes qui s'étaient approchées du lieu de l'attentat. L'une d'elle a été admise au centre hospitalier de Bastia. Le commando, après voir posé les explosifs avait emmené quatre otages — le gardien des locaux, sa femme et ses deux enfants. Ces derniers ont été retrouvés sains et saufs peu après minuit. La police a également retrouvé le fourgon ayant servi au commando.

Cet attentat est le septième revendiqué depuis le début de l'année par l'ex-FLNC. Le précédent avait, le 15 mai dernier, fait deux morts à Cargèse (Corse-du-Sud).

● *Deux explosions criminelles à Ajaccio.* — Deux explosions criminelles ont légèrement endommagé deux magasins dans la soirée du vendredi 13 juin à Ajaccio. Les charges de faible puissance ont explosé à 22 heures et 22 h 30 devant les vitrines d'un magasin de papiers peints et d'un magasin IBM du centre-ville. Les deux attentats n'ont pas été revendiqués.

ÉDUCATION

Le CSU condamne la thèse de M. Roques

La section histoire et civilisation du Conseil supérieur des universités (CSU) vient de publier une motion où elle déclare *« partager l'indignation générale »* suscitée par la soutenance, à l'université de Nantes, de la thèse de M. Henri Roques tendant à nier l'existence des chambres à gaz (*le Monde* daté 25-26 mai). La section *« s'indigne que des collègues aient pu siéger dans un jury cautionnant les affirmations d'une thèse élaborée contrairement aux méthodes historiques et accorder à son auteur le doctorat d'université avec la mention très bien »*. Elle s'inquiète que *« cet ouvrage puisse être désormais cité comme une référence scientifique et susciter de nouveaux travaux cherchant à nier l'existence des chambres à gaz destinées à des exterminations massives dans les camps de concentration de l'Allemagne nazie »*.

RELIGION

Plus d'obstacle pour la mosquée de Lyon

Le tribunal administratif de Lyon a rejeté la demande d'annulation d'un permis de construire accordé par la Ville de Lyon à un projet de mosquée dans le huitième arrondissement. Des riverains estimaient que l'édifice ferait courir un risque à la population. Leur avocat, Me Denard, avait également invoqué l'atteinte portée à des espaces boisés et l'insuffisance des places de parking. Le président, M. Roger Jacquin-Pentillon, a rejeté ces objections en se fondant sur le code de l'urbanisme. L'Association culturelle lyonnaise franco-islamique (ACLIF) voit disparaître avec cette décision les obstacles juridiques à son projet.

Quant à M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne, il vient de refuser un permis de construire déposé pour l'utilisation d'un ancien local industriel comme salle de prière. Il a estimé que les places de stationnement imposées par le plan d'occupation des sols ne sont pas réalisées et que les conditions de sécurité pour l'accueil du public ne sont pas observées.

ESPACE

La Chine lancera des satellites américains

La Chine a accepté de lancer, avec ses fusées Longue Marche 3, des satellites américains depuis un centre de lancement qui sera situé à Hawaï, a annoncé, dimanche 15 juin, l'agence Chine nouvelle.

Le président de la société nationale chinoise China Great Wall Industry Corporation (CGWIC), M. Wu Kelli, a reçu de son homologue de la compagnie américaine Hughes Aircraft, M. Paul Visher, une proposition de procéder au lancement de satellites civils en coopération avec la société américaine. M. Visher a proposé qu'une base de lancement pour les fusées chinoises soit installée à Hawaï, base qui servirait en outre de cadre à une coopération à long terme entre la CGWIC et Hughes Aircraft. — *(AFP, AP.)*

ENQUETE

LES TERRASSES DE LA VIE.

Sur le thème mobilisateur de la toiture-terrasse, socialement utile, de grands bâtisseurs se sont exprimés dans ces colonnes avec passion (voir le Monde du 2 Juin et du 9 Juin).

Il est apparu au travers de cette enquête que la terrasse propose un nouvel art de vivre, techniquement et économiquement possible, même et surtout dans les programmes sociaux.

Les réalisations de quelques audacieux architectes, pour qui l'imagination fait partie des risques du métier, sont là pour témoigner de la crédibilité d'une conception revue et corrigée de l'habitat de notre temps.

En voici quelques-unes, d'une raisonnable folie, dont l'intelligence conceptuelle justifie la renaissance d'une architecture de talent.

La colline étoilée de Jean Renaudie : qui a dit promiscuité ?

Il est juste de rendre hommage à cet architecte prématurément disparu, adversaire acharné de la construction fermée, triste, répétitive et proliférante.

A Givors, ville ouvrière des bords du Rhône, une colline soit-disant "mal placée"* avait fait sombrer une bonne vingtaine de projets. Renaudie l'a utilisée pour s'y appuyer, multiplier les terrasses de tous côtés, déployer des centaines de facettes captant la lumière. Les anciennes terrasses cultivées, mêlées aux neuves, sont parcourues d'escaliers pittoresques. Le dispositif s'élargit pour composer une place commerçante, face à une solennelle mairie qui n'a pas craint cette moderne approche. Rarement l'on aura obtenu une telle fusion de l'ancien et du nouveau, du public et du privé.

Pour Renaudie, "c'est la peur de la promiscuité qui avait fichu la ville en l'air". Son message est "qu'il faut se défaire des règles trop contraignantes d'urbanisme qui, sous couvert d'hygiène publique et de signification historique, ne sont en fait que des impératifs d'ordre, de surveillance, de sélection de certains comportements". Il s'agit donc bien de construire, pour les habitants... et non pas pour la tranquillité d'esprit des décideurs.

** "Tu veux peut être que je change le soleil de place ?" (Pagnol : La femme du boulanger)*

Givors : la colline étoilée.



Clermont-Ferrand : l'Hôtel de Région d'Auvergne.

L'opération Curial à Chambéry, d'Henri Ciriani : des "immeubles-villas" riches de terrasses.

Les bâtiments qui composent la cour carrée de la caserne Curial sont du plus pur style napoléonien. Ils ont été conservés pour recevoir un centre administratif, commercial et culturel. Tout autour, l'architecte a prévu la construction de 250 logements H.L.M. qui se caractérisent par leur ouverture sur la ville et la place accordée au décor végétal.

La recherche d'Henri Ciriani a été de conquérir l'espace extérieur par des terrasses prolongeant les salles de séjour et doublant pratiquement leur habitabilité. Leur disposition originale libère un large volume à l'air libre sur deux niveaux. Chaque appartement profite donc totalement de ce volume par le jeu du retrait. Les terrasses sont conçues comme de véritables espaces à vivre, avec de grandes jardinières, abondamment plantées. Elles seront même équipées de remises pour loger les skis, les jouets ou le matériel de jardinage.

Avec la rue, où arbres et gazons sont privilégiés, les façades réalisent une harmonieuse liaison de verdure entre le sol et le ciel.

L'abbaye de Saint-Denis de Constantini et Regembal : une école couronnée de jardins.

On s'est refusé à faire disparaître cet édifice ancestral, comme pourtant l'avait suggéré la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur. Maintenant destinée à recevoir les jeunes filles de la vénérable institution, l'abbaye est d'abord passée par les mains de deux architectes qui ont su se servir des matériaux et des techniques d'aujourd'hui tout en respectant la structure historique.

Les terrasses de verdure, qui elles n'ont pas d'époque, ont été utilisées largement pour réaliser maintes liaisons harmonieuses entre l'ancien et le nouveau.

C'est ainsi que le niveau supérieur de l'école a été traité en toiture-terrasses sur une surface de 6. 200 m2, dont 4. 700 m2 plantés. Il est apparu en effet que la fonction de jardin était de toute première importance dans ce lieu de réflexion et d'échanges. Les terrasses plantées s'articulent autour de vastes patios destinés à éclairer les salles de classe.

Là encore, les techniques modernes d'isolation et d'étanchéité ont permis de résoudre élégamment tous les problèmes, de manière sans doute plus économique que s'il s'était agi de reconstituer des toits d'époque... avec l'agrément en plus !

Saint-Denis : l'école de la Légion d'Honneur.

L'hôtel de région d'Auvergne de Renzo Piano (l'Atelier de Paris) : un jeu harmonieux de transparence avec la nature.

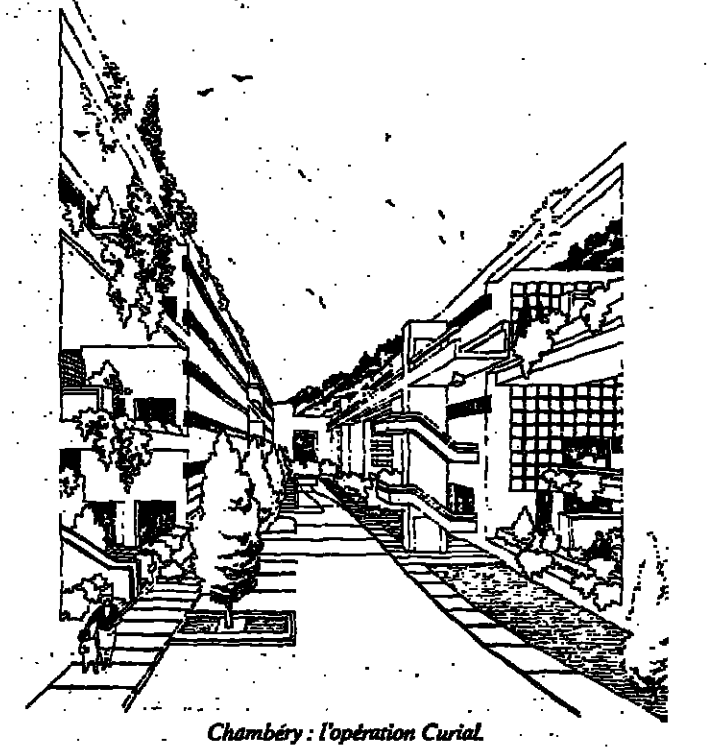
Le projet privilégie la continuité avec un tissu urbain déjà très verdoyant.

Dans la conception des bâtiments apparait un désir de transparence entre l'intérieur abrité - véritable petit îlot végétal - et les espaces publics environnants.

Aux extrémités du bâtiment principal, des circulations verticales facilitent les liaisons internes, tout en desservant des terrasses en toiture et des espaces-serres prévus comme des zones de détente.

La salle de l'Assemblée et le restaurant sont recouverts d'un tapis de bruyère, en continuité avec le bâtiment principal et la rue, grâce au jeu des transparences. Dans cette composition, le végétal vient à la fois adoucir et prolonger le fonctionnel. C'est ainsi que la toiture en gradins de l'Assemblée peut jouer le rôle de lieu de repos ou d'amphithéâtre naturel.

La simplicité architecturale, la volonté de transparence, la dominance végétale, la familiarité d'un jardin vu de la rue... tout contribue à "ouvrir" l'Hôtel de Région au public, à engendrer une relation directe entre les élus et la population.



Chambéry : l'opération Curial.

Et si l'on rêvait un peu ?

Les exemples ne manquent pas. Parmi les plus célèbres, l'on pourrait citer encore le Forum des Halles de Paris, où Claude Vasconi exerça son art, la Pedrera de Barcelone, où Gaudi joua avec une vague de céramiques colorées, la vieille cimenterie dont Ricardo Bofil fit le célèbre "Taller de Arquitectura" planté d'arbres majestueux, l'immeuble des Minguettes de Lyon, revu et corrigé par Roland Castro dans une composition magistrale de verdure, les villas de Saint-Pierre de Feric du cabinet d'Architecture "Tour Horizon", si bien intégrées dans leur colline, la grande terrasse publique que Claude Vasconi a réalisé sur le centre commercial des "Trois Fontaines" à Cergy-Pontoise, la "Font des Horts" à Hyères, où Jean Timel a imaginé des dédales de jardins suspendus et de terrasses dans une résidence de vacances pour les ouvriers du bâtiment......Et puis il y a toutes les autres réalisations d'architectes moins célèbres que l'on découvre parfois avec étonnement au détour d'une rue, dans un coin de banlieue, dans une petite ville.

Alors, effectivement, il est permis de rêver à une autre manière de vivre, accessible au plus grand nombre. Pourquoi ne pas imaginer des voies publiques couvertes de terrasses, permettant de créer des passages agréables d'un quartier à l'autre, des terrains de tennis juchés en haut des immeubles, voire des piscines publiques ou privées... Il n'y a là aucune utopie puisque ces réalisations existent chez nous comme ailleurs.

Elles existent, certes, mais en nombre très limité. "Que diable, nous ne sommes pas au Japon, où l'on comprend que les terrasses soient prévues systématiquement, pour compenser le manque d'espace !" C'est l'excuse-rengaine de nos promoteurs et maîtres d'ouvrage, qui doivent sérieusement penser que la France entière vit en bordure du bois de Vincennes, du littoral, de la forêt ou de la lande.

Quand va-t-on enfin se décider à récupérer en terrasse la place abusivement sacrifiée au sol ? Tout est possible en terrasse, jusqu'au luxe le plus excentrique. Mais, fort heureusement, l'essentiel du confort dépend du simple espace à vivre qui donne accès à l'air, au soleil et à quelques plantations. Alors, messieurs les décideurs, messieurs les bâtisseurs qui attendiez peut-être une confirmation de ce besoin... vous savez maintenant ce qu'il vous reste à faire...

Cette enquête a été réalisée à l'initiative de la société SIPLAST par Alain Mugniery, architecte, et Pierre Travers, rédacteur.

Nous remercions les personnalités et les architectes qui nous ont communiqué les informations nécessaires.

Pour recevoir l'ensemble des articles de cette enquête, il suffit d'écrire à : SIPLAST, Jean-Pierre Rouy, 12, rue Cabanis, 75680 Paris Cédex 14.

Le rendez-vous d'Agen

Ce lundi matin 16 juin, à Agen, à mi-chemin entre Bordeaux et Toulouse, Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, Dominique Baudis, maire de Toulouse, et leurs plus proches collaborateurs se sont réunis. Plus que l'amorce d'une coopération interrégionale déjà annoncée avec l'opération « Grand Sud » (*le Monde* du 13 juin), il s'agissait de faire disparaître les contentieux entre les deux villes et de trouver les bases d'une éventuelle coopération. Démarche qui n'est pas si simple quand il s'agit d'effacer des siècles de jalousie entre deux métropoles qui prétendent l'une et l'autre au titre de capitale du sud de la Loire. Entre Bordeaux et Toulouse les chemins sont souvent beaucoup plus longs et périlleux que les cols pyrénéens.

DEUX MAIRES SUR LE MÊME TERRAIN

Jacques Chaban-Delmas : *les vertus de l'amitié*

QUE Toulouse est belle depuis le bureau du maire de Bordeaux ! Jacques Chaban-Delmas ne tarit pas d'éloges sur cette capitale historique. Il la dit *« superbe dans son vieux rose »*, parle d'une *« grande cité des lettres, des arts et des sciences »* qui, de surcroît, est un grand centre industriel. Mais il prend soin d'ajouter : *« A l'unisson de Bordeaux tant pour l'aérospatiale, l'université et la recherche scientifique. »* Et comme il est tombé en plein dans le domaine de la concurrence entre les deux villes, il parle aussitôt de Toulouse *« capitale sportive »* dont *« les succès ne se comptent plus »*, capitale, enfin, d'une région moins homogène mais plus étendue que l'Aquitaine.

Quant au maire de Toulouse – là Chaban lève les bras au ciel, – il le fait penser à un *« prince charmant »*. Il possède déjà *« les capacités, la volonté et le prestige qui lui permettent d'incarner l'avenir de sa ville et son espérance »*.

« J'ai toujours entretenu, continue Jacques Chaban-Delmas, *des liens d'amitié avec son père. Dominique, je l'ai connu tout petit. A son propos, je pourrais presque parler de sentiment d'amitié avunculaire. Je ne veux pas avoir l'air d'un protecteur mais d'un ami vigilant, dans le dessein de lui faciliter les choses et de l'aider à éviter les écueils. »*

Pour Jacques Chaban-Delmas, l'amitié entre les maires – il refuse de parler d'une quelconque filiation politique – est la première chance de réussite d'une opération qui doit consister non à s'enfermer dans des règles mais à faire disparaître tout contentieux pour établir une véritable coopération. *« Il faut*, dit-il, *faire en sorte que ces deux capitales historiques marchent du même pas. Cette idée maîtresse pour les deux villes doit s'étendre tout naturellement aux deux régions. Les deux opérations sont inséparables. »*

Mais depuis que le maire de Bordeaux a lancé, en mai dernier, l'idée d'un rapprochement entre Bordeaux et Toulouse, on a pu noter *grosso modo* trois genres de réactions. Pour les uns, la découverte qu'il existe entre les deux villes un lourd contentieux ; pour d'autres, la prise en compte de la nécessité d'adapter les deux villes et leurs régions au monde moderne, imposant comme une évidence une étroite collaboration, au point de rendre quelque peu désuètes et ridicules les vieilles histoires du passé ; pour certains, enfin, la certitude que rien ne peut se faire sans violer les mentalités et que cette opération est impossible.

Messe inutile ?

Mais les principales difficultés pourraient bien être politiques. Il ne sera sans doute pas facile de faire marcher de conserve une région dans laquelle Dominique Baudis apparaît comme un leader unique, et une autre région où, derrière Jacques Chaban-Delmas, les lieutenants se serrent de très près, se surveillent étroitement, au point de paraître parfois figer le système. Déjà, pour toute une partie du RPR, l'opération d'Agen est presque une maladresse du maire de Bordeaux. On salue la belle opération médiatique, mais en regrettant qu'elle aboutisse à « faire le jeu » de Jean François-Poncet, président du conseil général de Lot-et-Garonne, aux dépens de Jacques Valade, président de celui de la Gironde.

Bordeaux et Toulouse sont fâchées depuis des siècles. Cela n'empêchait pas le monde politique de tourner. La réconciliation valait-elle d'organiser à Agen une messe dont Jean François-Poncet apparaîtra comme le principal officiant ? Le RPR aquitain penche pour le non, et il se trouve des gens pour penser et dire tout bas que Jacques Chaban-Delmas a peut-être eu tort de vouloir jouer ainsi les « bons papas gâteaux ».

PIERRE CHERRUAU.

Dominique Baudis : *la fin de l'indifférence*

Dominique Baudis, maire de Toulouse, a été élu en mars dernier président du conseil régional de Midi-Pyrénées. A la veille de sa rencontre avec Jacques Chaban-Delmas, il a répondu à nos questions.

VOUS êtes nouvellement en charge de la région Midi-Pyrénées et de ses huit départements. Vos premières impressions, vos intentions face aux propositions de rapprochement entre les régions du sud ?

– Ma première initiative à la tête de la région a été de favoriser l'ouverture et le décloisonnement. En direction des autres régions d'abord, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Auvergne également, mais aussi Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse. J'ai également voulu ouvrir la région sur l'Europe du Sud. Sans en sous-estimer les difficultés, j'ai toujours pensé que l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal était positif. Il est très important maintenant pour nos régions que les échanges entre l'Espagne et la CEE ne passent pas au-dessus de nos têtes.

– Voulez-vous, avec l'initiative Grand Sud-Ouest, mettre sur pied un nouveau plan à l'instar de celui lancé en 1979 par Valéry Giscard d'Estaing ?

– On n'en est pas encore au stade du plan. Mais je regrette que, en 1981, on ait mis aux oubliettes ce plan qui devait permettre à nos trois régions d'affronter l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Nous reprenons aujourd'hui cette démarche en posant les jalons d'une coopération interrégionale. Mais on peut très bien imaginer un concept que j'appelle Grand Sud avec les cinq régions qui ont accès aux PIM, les Programmes intégrés méditerranéens. Je sais qu'on a tout intérêt à présenter des dossiers communs par souci de cohérence et d'efficacité.

– L'affaire Hermès. La rivalité entre Bordeaux et Toulouse est-elle réellement terminée ?

– Je n'ai jamais vécu les relations entre Toulouse et Bordeaux comme des relations de rivalité, mais plutôt d'indifférence. Ce sont deux villes qui se tournaient le dos. Nous ne regardions pas dans la même direction. Dans l'affaire Hermès il y a eu, il est vrai, concurrence entre deux firmes importantes surtout. La décision prise préserve à la fois les intérêts des deux firmes et des deux villes.

» Ce dossier Hermès illustre bien les possibilités de coopération entre Toulouse et Bordeaux. La situation est mûre aujourd'hui pour un rapprochement qu'il faut institutionnaliser aussi bien en matière industrielle que culturelle ou scientifique.

Un bateau symbole

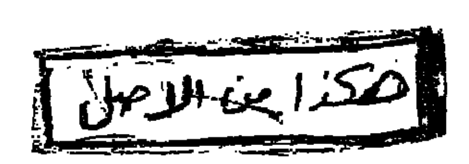
– L'estime que vous portez à Jacques Chaban-Delmas facilite-t-elle ces rapprochements ?

– C'est vrai que j'ai beaucoup de sympathie pour Jacques Chaban-Delmas. Ça aide. Nous avions déjà envisagé de nous rencontrer dès l'été dernier quand Jacques Chaban-Delmas était venu à Toulouse à l'occasion d'un match de football.

– Quels dossiers comptez-vous traiter dans le cadre du Grand Sud ?

– L'aménagement de la vallée du Lot, quatre régions sont concernées. Les Pyrénées : on peut obtenir des aides des PIM. Et puis il faudra lancer quelques actions spectaculaires symboliques. Je pense notamment au bateau, le *Défi-Midi-Pyrénées*, il pourrait devenir le bateau du Grand Sud. Je pense aussi à la constitution d'un annuaire des lieux de tournage pour le cinéma et la télévision, un projet que nous a proposé la DATAR. C'est avec des actions précises et concrètes de cette nature qu'on pourra manifester clairement notre volonté de conduire des actions communes.

Propos recueillis par
GÉRARD VALLÈS.



UN AXE POUR LE SUD

ENTREPRISES A L'ŒUVRE

Une nouvelle frontière

par BERNARD HANQUIEZ (*)

L'INITIATIVE prise par le président Chaban-Delmas de rapprocher Bordeaux et Toulouse ainsi que leurs régions, que l'on a l'habitude d'opposer, tient compte des profondes mutations dont bénéficient l'Aquitaine et Midi-Pyrénées.

Dépourvu en grande partie des matières premières qui ont favorisé l'industrialisation du nord et de l'est de la France, le Midi garonnais a conscience de disposer des atouts indispensables au développement des industries de l'avenir. L'existence de zones de hautes technologies autour d'universités et de centres de recherches performants, le développement de liaisons internationales ainsi que l'espace et la qualité de l'environnement constituent des « ressources » de première valeur grâce auxquelles Bordeaux et Toulouse attirent désormais les activités de demain. La présence en Aquitaine et en Midi-Pyrénées d'un échantillon représentatif des principales entreprises performantes françaises et étrangères : Aérospatiale, Dassault, Ford, IBM, Matra, Thomson, pour ne citer qu'elles, l'intérêt que des délégations d'industriels américains ou japonais portent à ces deux régions en sont la preuve.

La récente adhésion de la péninsule Ibérique à la Communauté européenne a, par ailleurs, achevé de désenclaver deux régions qui ont été longtemps à l'écart des grands courants d'échanges et, de ce fait, oubliées par le pouvoir central. A cet égard, il est intéressant de constater que la décentralisation, sans laquelle le président Jacques Chaban-Delmas n'aurait pu prendre cette initiative, favorise le rapprochement de deux régions que le centralisme avait contribué parfois à éloigner.

Afin de favoriser l'utilisation de ces atouts nouveaux dont disposent désormais l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, il est également judicieux de rechercher un rapprochement entre les régions voisines.

Un chef d'entreprise américain de passage en Aquitaine rappelait récemment que sur une carte du monde Bordeaux et Toulouse sont tellement proches qu'elles semblent former, le long de la Garonne, une même entité. Par ailleurs, afin d'aborder avec succès le marché mondial, compte tenu de l'ouverture irréversible des frontières, il est nécessaire pour les régions, comme pour les entreprises, de disposer d'une taille minimale.

Emulation positive

Ensemble, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées représentent un marché de presque cinq millions d'habitants, ainsi qu'un potentiel économique et universitaire de premier plan qui bénéficie d'une crédibilité suffisante pour participer avec succès aux échanges internationaux, élément déterminant du développement économique.

Les possibilités de coopération sont nombreuses, dans la mesure où il existe une réelle complémentarité entre l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. C'est le cas du secteur de la santé pour lequel chaque région dispose d'axes de recherche et de savoir-faire particulièrement complémentaires qu'il s'agisse des maladies tropicales, de cardiologie, pour l'une, de biotechnologie ou de gynécologie pour l'autre. Il en est de même pour l'aéronautique et le spatial dans le cadre des programmes Airbus ou Hermès.

La volonté de réussir

Les infrastructures (projet de liaison Bordeaux-Toulouse par TGV, liaison autoroutière entre Toulouse et Bayonne, développement des ports de Bayonne et de Bordeaux au service de l'interrégion), l'approche du marché espagnol, les relations avec l'Afrique et le tiers-monde, constituent, en outre, autant de domaines pour lesquels les possibilités d'actions communes sont réelles.

La complémentarité ne suffit pas, il est également nécessaire d'avoir la volonté de réussir ce rapprochement. Cette volonté est partagée non seulement par les présidents et les principaux responsables des conseils régionaux concernés mais aussi par l'ensemble des partenaires du développement économique, et notamment par les chambres de commerce et d'industrie, qui ont depuis longtemps favorisé une coopération interrégionale. Cela a été vrai, d'une part en ce qui concerne l'Espagne, par la création de la conférence des chambres de commerce franco-espagnoles dont l'action devra être renforcée à l'avenir et, d'autre part par la mise en œuvre d'une coopération scientifique et technique au service des entreprises. Les chambres de commerce et d'industrie sont déterminées à participer, avec dynamisme, au développement des relations entre l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, tout en étant conscientes des limites de ce rapprochement.

Il convient en effet, pour l'Aquitaine, que cette ouverture ne fasse pas oublier les relations étroites entretenues avec les régions Limousin et Poitou-Charentes. A cet égard, le franchissement de l'estuaire de la Gironde à hauteur du Verdon et la mise à quatre voies de la RN 89, éléments déterminants d'une liaison transeuropéenne, constituent des priorités que les actions nouvelles ne doivent pas faire oublier. Par ailleurs, il paraît indispensable de maintenir entre les deux régions, ainsi qu'entre les deux métropoles, une émulation positive, qui représente un facteur essentiel d'innovation et donc de progrès économique et social.

La qualité des hommes qui président aux destinées de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées constitue le meilleur gage du succès de l'action qui est entreprise le 16 juin à Agen. Le Midi garonnais est l'expression de l'ambition légitime et du dynamisme nouveau des régions du Sud-Ouest ainsi que de leur confiance dans l'avenir.

(*) Président de la chambre régionale de commerce et d'industrie « Aquitaine ».

Pour forcer les portes de l'Espagne

« L'environnement politique devient favorable aux actions que nous avons lancées, mais ce n'est pas parce que les présidents de région vont se rencontrer que tout va naître comme par enchantement ». A la chambre régionale de commerce et d'industrie de Midi-Pyrénées, on regarde l'agitation du microscosme avec le brin d'amusement que pondère la sagesse de ceux qui ont déjà essuyé les plâtres. Dès 1972, la CRCI jette les bases d'une collaboration interrégionale avec ses deux voisines d'Aquitaine et de Languedoc-Roussillon. Un atlas sur les structures du Sud-Ouest est alors publié.

Robert Rassallé, ancien président de la CCI de Mazamet dans le Tarn, est depuis peu à la tête de la CRCI. Héritier de la tradition calviniste, il n'ignore rien des échanges internationaux. Sa ville fut la première en France à posséder un télex commercial. Le secrétaire général, M. Dupin, se veut à la fois le continuateur de l'action passée et un défricheur *« qui a sa propre manière de voir »*. Pour lui, le Sud-Ouest, c'est du concret. Ainsi, par exemple, dans ses relations avec l'Espagne.

Réfugiés de la guerre civile, immigrants qui passaient la frontière pour gagner leur pain quotidien, simples saisonniers louant naguère leurs bras dans les vignes, l'Espagne, pour ne parler que de l'époque contemporaine, a laissé sa trace dans les trois régions du Sud-Ouest. Effrayées par la concurrence agricole, agacées par le remuant nationalisme basque, aveugles aux évolutions de la société ibérique, Languedoc-Roussillon, Aquitaine et Midi-Pyrénées ne sont peut-être pas les mieux préparées pour affronter le marché espagnol.

Et pourtant, il y a vingt et un ans, naissait la COPEF (la Conférence permanente des chambres de commerce, d'industrie et de navigation du sud-ouest de la France et du nord et de l'est de l'Espagne). Structure très large qui intéresse, outre les trois chambres régionales du Grand Sud-Ouest français, les chambres de commerce et d'industrie de Toulon ou de La Rochelle et vingt-huit de leurs homologues espagnoles. Le Français Marc Giaccardi, le président, est également à la tête de la CCI de Tarbes.

Dès 1977, la COPEF prépare le terrain pour l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Structure d'intégration, elle a aidé les professionnels espagnols à se familiariser avec la fiscalité européenne, sur la TVA notamment. Elle veut développer aujourd'hui la coopération entre les entreprises et les échanges scientifiques par le rapprochement des universités, entre autres celles de Bilbao et de Toulouse. Ce qui devrait permettre un jour des transferts de technologie.

Sur mille deux cents PME de Midi-Pyrénées qui exportent, seules deux cent vingt se placent régulièrement sur le marché espagnol. Pour aider les autres, la COPEF a créé, à Bayonne, une banque de données spécialisée dans la réglementation. Des fiches-produits sont également disponibles afin d'inciter les industriels régionaux à tenter leur chance en Espagne. En 1985, les journées d'information sur l'Espagne ont connu un vif succès, mais bien des obstacles demeurent. *« C'est d'abord un problème psychologique*, concède M. Dupin, également secrétaire général de la COPEF. *Nos industriels se sont coupés du marché espagnol puisqu'ils sont persuadés qu'il est difficile d'y prendre pied. »* Il est vrai que les accords de 1970 avec la Communauté offraient aux Espagnols des protections tarifaires importantes.

L'Espagne est aujourd'hui dans la CEE. Avec le Portugal, elle donne l'occasion de rééquilibrer l'Europe vers le Sud. Mais il reste bien peu de temps aux industriels des trois régions du Grand Sud-Ouest pour prendre leur part du marché ibérique. Les Allemands en ont depuis longtemps compris l'intérêt. Les chambres de commerce et d'industrie de Midi-Pyrénées ont décidé de mettre les bouchées doubles.

G. V.



Entre l'Europe du Nord et l'Europe ibérique

par JEAN FRANÇOIS-PONCET (*)

A côté des bienfaits que chacun lui reconnaît, la décentralisation a une conséquence malheureuse : elle pousse les collectivités à s'enfermer dans leurs frontières administratives et à conduire des politiques de développement qui tendent à ignorer les ensembles économiques plus vastes auxquels elles appartiennent. Ce cloisonnement est d'autant plus malencontreux que les régions françaises sont exiguës au regard des impératifs économiques modernes. Elles ne sont pas, tant s'en faut, à la dimension des régions allemandes ou italiennes. Les Lander de Bad-Wurtemberg ou de Basse-Saxe, pour ne prendre que ces deux exemples, comptent chacun 10 millions d'habitants ; l'Aquitaine, 2,5 millions seulement. Il s'ensuit que la coopération interrégionale est une nécessité absolue ; elle est à la mise en valeur des régions ce que la coopération intercommunale est au développement local.

Nécessité interne, pour éviter les doubles emplois, minorer les frais de fonctionnement, limiter les charges fixes, favoriser les spécialisations, etc. Nécessité externe, si les régions veulent engager avec leurs partenaires internationaux, privés ou publics, un dialogue égal et fécond. Pour relever les défis économiques de la fin du siècle, les collectivités comme les entreprises devront acquérir, dans certains domaines névralgiques, la dimension internationale. La promotion touristique, par exemple, si importante pour les départements du sud de la Loire, ne sera efficace aux Etats-Unis et surtout en Extrême-Orient, où se situent les clientèles de l'avenir, que si les ensembles commercialisés sont « visibles » de Tokyo ou de Los Angeles. Nos régions ne le deviendront qu'à la condition de se regrouper.

Entre deux chaises

La coopération entre Midi-Pyrénées et Aquitaine, qui prend le départ à Agen ce 16 juin, répond à ces préoccupations générales. Mais elle vise aussi un objectif spécifique : la Communauté européenne. Vue de Bruxelles, la France du sud est, en effet, assise entre deux chaises et court le risque d'être la parente pauvre de l'Europe à douze.

L'élargissement a fait naître au sein de la CEE deux blocs : le nord et le sud, les riches et les pauvres. De leur opposition ou de leur entente dépendra pour une large part l'avenir de l'Europe communautaire. Les seconds comptent naturellement sur les premiers pour leur apporter l'aide budgétaire et les investissements dont ils ont besoin pour rattraper leur retard de développement. Les fonds « structurels » mis en place à Bruxelles ont justement cet objet.

Les régions méridionales de la France ont accès à ces fonds et bénéficieront des Programmes intégrés méditerranéens créés dans la perspective de l'élargissement de la Communauté. Elles fondent sur ceux-ci de grands espoirs. L'ambiguïté vient de ce que, si elles sont « du sud » par leurs structures économiques, elles sont « du nord » par leur appartenance à un pays réputé riche, la France. Elles forment le sud du nord et le nord du sud. Autant dire qu'elles sont en porte à faux entre les deux pôles de l'Europe. Cette position peut à longue échéance constituer un atout. Mais elle risque, à court terme, d'être une faiblesse dans les arbitrages qui se préparent.

Une grave crise financière guette la CEE. Nul ne sait quand et comment elle se résoudra. En attendant, la Communauté aura grand mal à tenir ses engagements. Des choix devront être faits, des priorités établies. Nos régions méridionales sont bien décidées à ne pas en faire les frais. Se regrouper, c'est accroître les chances de se faire entendre à Paris et à Bruxelles. Pour compter, il faut peser. Pour peser, il faut s'unir et s'organiser. Si l'association Aquitaine-Midi-Pyrénées qui va naître avait existé en mai 1981, il est probable que le gouvernement de l'époque n'aurait pas supprimé d'un trait de plume, comme il l'a fait, le Plan pour le Grand Sud-Ouest.

Les raisons du mariage Aquitaine-Midi-Pyrénées sont donc claires et fortes. Reste à rédiger le contrat et à le faire vivre ! C'est le plus difficile. L'histoire, faite de rivalités dépassées mais vivaces, la tendance naturelle des appareils administratifs à l'introversion, n'incitent pas forcément à l'optimisme. La coopération ne sera réelle et durable que si les deux régions créent entre elles une structure qui, sans être contraignante, conduise à un rapprochement permanent. Cette structure existe. C'est l'institution d'utilité commune interrégionale. Créée par la loi, elle offre le cadre institutionnel souple mais solide qui permet aux régions d'agir de concert, d'investir en commun, bref de superposer à leurs politiques propres une politique commune dans les domaines, limités en nombre mais essentiels, où la convergence est nécessaire.

Si les responsables élus en ont la vision et la volonté, s'ils acceptent de s'en donner les moyens, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, Toulouse et Bordeaux, peuvent en dix ans surmonter leurs handicaps de structure et de situation, et devenir, à l'horizon de la fin du siècle, une grande zone d'échange et de prospérité entre l'Europe du Nord et l'Europe ibérique.

(*) Président du conseil général du Lot-et-Garonne, premier vice-président de la région Aquitaine, ancien ministre des affaires étrangères.

AQUITAINE

Cinq départements : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques.

Chef-lieu : Bordeaux.

Superficie : 41 300 km2 ; **population :** 2 656 000 habitants (1982).

Budget de la région (1985) : 822 millions de francs.

Emploi régional (1984) : agriculture, 13,1 % ; industrie, 20,1 % ; BTP, 8,4 % ; tertiaire, 58,4 %.

Taux de chômage (mars 1985) : 11,3 %.

MIDI-PYRÉNÉES

Huit départements : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Chef-lieu : Toulouse.

Superficie : 45 350 000 km2 ; **population :** 2 326 000 habitants (1982).

Budget de la région (1985) : 665 millions de francs.

Emploi régional (1984) : agriculture, 14,7 % ; industrie, 19,6 % ; BTP, 8,6 % ; tertiaire, 57,1 %.

Taux de chômage (mars 1985) : 9,4 %.

culture

La mort de

Le dernier mois de sa vie, Jorge Luis Borges continua d'étonner. A ceux qui s'interrogeaient sur la longueur de son séjour à Genève, où il était arrivé fin décembre pour passer les fêtes de fin d'année, il avait fini par répondre : « Je crois que je ne retournerai plus jamais en Argentine. » *Et il se justifiait en disant :* « Buenos-Aires n'existe plus. Elle n'a plus rien de ce qui nous avons connu... » *Et quelques jours plus tard on apprenait la nouvelle surprenante qu'il avait épousé, par procuration au Paraguay, sa secrétaire — dame de compagnie, — spécialiste des langues germaniques, Maria Kodama, qui l'accompagnait dans tous ses voyages depuis des années...*

Il attendait la mort. Calmement. Inéluctablement. Et, pour cette fin, il avait choisi Genève. Genève, la ville de son adolescence, la ville où il était devenu bachelier, la ville qu'il aimait à en mourir. « Les Genevois, *écrit notre correspondante Isabelle Vichniac, se demandent :* « A-t-il vraiment aimé notre ville ou a-t-il voulu faire un pied de nez aux Argentins qu'il n'aimait pas ou qu'il n'aimait plus ?... » *Toujours est-il qu'il aimait à dire :* « Genève est la plus belle ville du monde. »

Après plusieurs mois à l'Hôtel de l'Arbalète, entre le Rhône et la colline Saint-Pierre, il avait enfin trouvé un appartement dans le Vieux Genève. Il avait emménagé mercredi. Et samedi matin il

Le bibliothécaire de Babel

(Suite de la première page.)

Sa bibliothèque — « *une bibliothèque de presque infinis livres anglais* » — était son domaine mais aussi celui de ses enfants. Sans restriction, sans qu'un seul livre leur fut interdit. C'est ainsi que Jorge Luis qui, enfant, était déjà très myope, apprit à lire dans l'Encyclopédie britannique, dévorant ensuite *les Mille et Une Nuits* — dans la version de Burton — Edgar Allan Poe et Lewis Carroll, Dickens et Stevenson, les contes de Grimm et aussi, en espagnol, le Quichotte, avant d'être initié par son père à la philosophie idéaliste de Berkeley et de Hume, dont les séduisants paradoxes n'allaient pas cesser de résonner tout le long de son œuvre.

Si l'on ajoute qu'il était tout petit lorsque son père, en lui faisant apprendre par cœur des poèmes de Shelley, de Keats, de Swinburne, lui révéla le sens et la portée de la poésie — « *le fait que les mots ne sont pas seulement un moyen de communication mais aussi des symboles magiques et de la musique* » — ; et que, en se servant d'un échiquier, il expliqua à son enfant les paradoxes de Zénon — Achille et la tortue, la flèche qui vole et ne vole pas, c'est-à-dire, l'impossibilité du mouvement —, on comprendra que la substance même de l'œuvre borgésienne avait été donnée à son auteur dans l'enfance. Car le père voulait que son fils devienne l'écrivain qu'il ne pouvait pas être, à cause de la cécité qui le gagnait déjà, comme elle avait gagné sa propre mère, ou parce que, secrètement, il se savait incapable d'accomplir son rêve.

Un rêve, un désir inassouvi, une vocation inaccomplie, passent souvent d'une génération à une autre, d'un sang à un autre sang. Ce fut, très clairement, le cas de Borges. Et l'on ne s'étonnera pas, si l'on songe à son enfance, où il fut comme amoureusement protégé de la vie par ses parents, et dont le berceau fut une bibliothèque. Comme seule, peut-être, l'œuvre de Montaigne, sa littérature s'est nourrie avant tout de littérature.

Des Européens pressés, amateurs d'exotisme, ont affirmé que Borges était un écrivain européen, sans penser qu'un Européen ne saurait se détacher de sa culture pour en tirer, sans préjugés, de toutes les cultures, une œuvre traversée par le souvenir de tant d'autres qui ont fait, chacune à son époque, un peu l'histoire de la planète, et qui sont l'or de la mémoire des hommes.

Borges ne croyait pas aux mérites de l'originalité qu'il considérait comme un mythe d'époque, vaniteux et appauvrissant, l'important n'étant pas pour lui de ne pas imiter mais d'être inimitable. Il était en effet convaincu que la part d'innovation accordée à un écrivain est mince — « *sauf si l'innovateur se résigne à ciseler une pièce de musée, un jeu pour les discussions futures entre des historiens* », l'idée de texte absolument personnel, étant donné les incalculables répercussions de tous les textes antérieurs, ne relevant pour lui que de la religion ou de la fatigue.

Il avait illustré cette théorie lorsque, vers 1940, délaissant momentanément la poésie et l'essai, il écrivit sa première nouvelle, *Pierre Ménard, auteur du Quichotte*. Ménard est un homme de lettres du vingtième siècle qui croit que c'est un manque de politesse et même de culture d'encombrer les bibliothèques par de nouveaux ouvrages. Aussi, il consacre sa vie à la rédaction d'un *Quichotte* correspondant mot à mot à celui de Cervantes.

Borges reproduit quelques phrases du texte de Ménard et, après les avoir comparées à celles strictement identiques de l'Espagnol, il arrive à la conclusion qu'il s'agit de deux textes très différents, voire opposés : ce que Cervantès écrivait au dix-huitième siècle est radicalement différent de ce qu'écrit Ménard trois siècles plus tard, quoique les mots soient les mêmes, puisque les conditions historiques sont autres et que trois siècles surchargés d'événements, y compris la publication du *Quichotte*, les séparent. Et Borges d'inciter le lecteur à enrichir l'art de la lecture par la technique de l'anachronisme et des attributions erronées, ce qui « *peut peupler d'aventure les livres les plus paisibles : attribuer* l'Imitation de Jésus-Christ *à Louis-Ferdinand Céline ou à James Joyce, n'est-ce pas renouveler suffisamment les minces conseils spirituels de cet ouvrage ?* »

Cette nouvelle est capitale car elle résume et explicite l'esprit même qui anime l'œuvre de Borges — sa volonté inlassable de révision des données que, par habitude ou par hâte, nous avions acceptées une fois pour toutes. Mais, en fait, son rêve — son esthétique, — Borges l'avait très tôt formulé ainsi : « *Ecrire un livre, un chapitre, une page, un paragraphe, qui soit tout pour tous les hommes : comme l'apôtre Paul (Corinthiens I, 9-22) : qui n'ait rien à voir avec mes aversions, mes préférences, mes habitudes : qui ne fasse même pas allusion à ce perpétuel J.-L. Borges ; qui paraisse à Buenos-Aires comme il aurait pu paraître à Oxford ou à Pergame ; qui ne s'alimente pas de ma haine, de mon temps, de ma tendresse ; qui garde (pour moi comme pour les autres) un angle d'ombre ; qui corresponde d'une certaine façon au passé et aussi à l'avenir secret ; que l'analyse ne parvienne pas à épuiser ; qui soit la rose gratuite, la platonique rose intemporelle du* Voyageur angélique *de Silesius.* »

La traduction d'Oscar Wilde

Enfant, il avait commencé par rédiger « *en très mauvais anglais* », assurait-il, un manuel de mythologie classique ; ensuite, impressionné par la découverte de Cervantès, un roman de chevalerie. Enfin, vers les neuf ans, il traduisit *le Prince heureux* d'Oscar Wilde.

Ni lui ni personne ne nous a renseigné sur d'éventuels travaux ultérieurs de cette période. En 1914, la famille partit pour l'Europe avec l'intention de s'y installer. La guerre les obligea à se retrancher à Genève, où ils restèrent jusqu'en 1919. Borges y passa son baccalauréat et la ville devint l'une de ses patries. Puis il passa un an à Lugano. Il écrivait tour à tour en anglais et en français, jusqu'au moment où il comprit qu'il était « *irrémédiablement voué à l'espagnol* ».

Et c'est quelques mois plus tard, alors qu'il séjournait en Espagne, qu'il écrivit coup sur coup deux livres, une série d'essais littéraires et politiques, et un recueil de poèmes — *Psaumes rouges* ou *Rythmes rouges* — à la gloire de la révolution russe. Il les détruisit l'un et l'autre peu de temps après les avoir écrits. Il devait faire disparaître de ses œuvres complètes — « *j'ai accepté le principe de cette publication car elle me permettait d'exclure à jamais certains textes étourdis* » — d'autres ouvrages de jeunesse, même celui datant de 1925 — *Inquisiciones* — qui avait été célébré par Valéry Larbaud.

En fait, si l'on excepte trois volumes de poèmes où il jouait encore à ce jeu d'avant-garde espagnol appelé « ultraïsme », le premier livre dont il ait accepté la réédition, c'est *Discussion*, qui date de 1932. A sa parution, il avait trente-trois ans. Dans la préface, cette phrase dont le pathétique est tempéré par l'ironie : « *La vie et la mort ont manqué à ma vie. De cette indigence, mon amour laborieux pour ces bagatelles.* » Ces bagatelles : l'énigme du temps qui passe et de l'identité qui demeure, la magie que procure la répétition d'événements séparés par des siècles, les affinités secrètes entre deux faits ou deux œuvres en apparence différents, la passion amusée de l'étymologie, l'idée que la moindre pensée, le moindre événement ont une répercussion sur l'avenir, sur lequel ils portent indéfiniment leur ombre, la foi exclusive dans le pouvoir poétique des mots : « *J'ignore si la musique c'est désespérément de la musique et le marbre du marbre, mais la littérature est un art qui sait prophétiser le temps où elle sera devenue muette, s'acharner contre sa vertu même, s'éprendre de sa dissolution et courtiser amoureusement sa propre fin.* »

Après *Discussion*, il allait timidement faire ses débuts comme conteur avec les esquisses intitulées *Histoire de l'infamie*, qu'il publiait dans les colonnes d'un journal populaire. Critique littéraire dans un magazine féminin et critique de cinéma dans *Sur*, la plus huppée des revues littéraires d'Amérique latine, il devint employé d'une bibliothèque de quartier où il allait demeurer neuf ans. Jusqu'à ce que, en 1946, alors qu'il avait déjà publié *Fictions*, l'un de ses chefs-d'œuvre — l'un des chefs-d'œuvre littéraires du siècle, tout simplement — il fût renvoyé par le gouvernement de Peron pour être nommé à l'inspection de la volaille et des lapins sur les marchés publics...

WILLIS BARNSTONE

Conférences en Argentine

Ce fut alors qu'il commença, lui qui n'avait rien d'un conférencier — sinon le savoir qui en général leur manque, — à parcourir l'Argentine en donnant des conférences sur Swedenborg, Blake, les mystiques persans et chinois, le bouddhisme, la poésie du gaucho, Martin Buber, la Kabbale, et sur cette littérature médiavale germanique et ces sagas islandaises dont il étudia la langue avec un groupe de jeunes, à partir des années 50, et qu'il traduisit partiellement avec Maria Kodama. Sans négliger l'œuvre bicéphale qu'il composa avec son ami Adolfo Bioy Casares — œuvre parodique d'un comique irrésistible, féroce, qui passe mal la barrière de la traduction, — Borges, toujours auteur de textes extrêmement laconiques, écrivit de nombreux ouvrages en collaboration.

Il était lu et respecté par un petit nombre de lecteurs dans son pays lorque Nestor Ibarra et Roger Caillois, au début des années 50, commencèrent de le traduire en français. Sa cécité avait progressé graduellement ; depuis 1927, il avait subi huit opérations des yeux. Il renonça pendant assez longtemps à la prose, se consacrant, pour ses vertus mnémotechniques, à la poésie rimée. A partir de 1955, il ne put ni écrire ni lire. Comme Milton, comme Joyce, comme cette cohorte de Grecs qu'on appelle Homère, Borges a composé une grande partie de son œuvre dans l'ombre, polissant les phrases dans sa mémoire, certes hors du commun, pendant des journées entières, pour les dicter, jadis à sa mère, plus tard à des visiteurs, depuis plus de dix ans à son ancienne élève Maria Kodama.

Un sol de moins en moins sûr

Enfin, en 1961, le Prix Formentor, qu'il partagea avec Samuel Beckett, le rendit célèbre dans le monde occidental. Il avait soixante-deux ans. Et cet écrivain pour écrivains, cet érudit, ce poète souvent intellectuel, allait peu à peu devenir un personnage charismatique, une sorte de gourou, d'intouchable, de juste. Il fut traduit partout. Il voyagea sans cesse. Des foules se pressaient pour écouter sa parole aussi bien aux Etats-Unis qu'en Islande, au Japon qu'à Paris, à Londres, en Italie, au Sénégal, en Allemagne... Il avait acquis un pouvoir singulier de perception du monde extérieur. Avide de nouveauté, curieux, inattendu, sans autre règle que le plaisir ou l'indifférence immédiate, il aimait la diversité du monde, les échanges, les anecdotes ; il aimait rire, et, par-dessus tous, la conversation.

Vers la fin de 1985, il avait dû subir de nombreuses analyses médicales à Buenos-Aires. Il ne se sentait pas bien, le sol devenait de jour en jour moins sûr sous ses pas. Cela ne l'empêcha pas de se rendre à Genève pour les fêtes — il voulait les passer dans la ville de son adolescence. A la mi-janvier, il dut être transporté à l'hôpital où il subit, à la suite d'une hémorragie, de douloureux examens. Je lui rendis visite. Nous avons bavardé comme si nous continuions un dialogue de la veille, à bâtons rompus. Il évoqua un ami de Samuel Johnson qui avait publié un livre au titre insensé, *les Joies de la folie* ; Cocteau, qu'il aimait partiellement, et dont il me récita un poème. Il me dit que depuis quelque temps la brume lumineuse qui couvrait son regard était devenue violette et qu'il détestait cette couleur. Puis, il me détailla la préface qu'il avait commencé à écrire — la veille, à l'hôpital — pour l'édition de ses œuvres dans la Pléiade.

Je n'ignorais pas la gravité de son état. Je me suis rappelé qu'il aimait citer l'exemple de Socrate au dernier jour de sa vie. Socrate ne parlait pas de la mort et discutait avec ses amis, ne voulant pas faire des adieux pathétiques ; il avait renvoyé sa femme et ses enfants et faillit renvoyer un ami qui pleurait, parce qu'il voulait converser sereinement — simplement converser, continuer à penser.

Borges, lui, ne voulait même pas montrer son agacement d'être hospitalisé. Il faisait des blagues sur la nourriture qu'on lui servait — des soupes, des purées, — aux saveurs indéfinissables : « *Ce pourrait être de la soie, du marbre, de l'extrait de nuages.* » Animé par la conversation, il accepta l'invitation que nous lui fîmes, Maria Kodama et moi, de se lever et de marcher dans le couloir. Non sans crainte, il accepta. D'abord tremblant, il finit par se tenir ferme et droit. Il souriait, et de sa voix qu'il avait faible et qui devenait grave et rocailleuse et forte lorsqu'il récitait des textes anglo-saxons ou islandais, il « entonna » les derniers vers de la ballade de Maldon comme nous sortions dans le couloir : « *Il libéra son faucon bien-aimé vers la forêt, et il entra dans la bataille.* »

Deux semaines plus tard, il regagnait son hôtel. Il aurait pu rentrer chez lui, à Buenos-Aires ; il avait des raisons : il craignait qu'on ne touche à ses vieilles éditions des sagas anglo-saxonnes. Il choisit de rester à Genève, la ville de son adolescence, il voulait être près du lac. Il se réfugia dans son hôtel. Il travailla jusqu'à la fin pour un film sur Venise dont il faisait le scénario. Il recevait volontiers des visites, il était toujours heureux d'avoir des interlocuteurs capables de dialoguer avec sa vaste mémoire, de l'accroître par quelque don imprévu. Un jour, il me surprit en me demandant de lui faire parvenir l'œuvre de Molière, les *Poèmes barbares* de Leconte de Lisle, *la Mer* de Michelet. Et quelques jours plus tard, toute l'œuvre de Remy de Gourmont, dont il devait me dire peu de temps après qu'il était son frère aîné. Il ajouta : « *C'est très injuste qu'il soit oublié alors que je suis célèbre.* » Le soir, l'infirmière lui lisait volontiers Voltaire, « *la meilleure prose française, peut-être la meilleure prose que l'on ait jamais écrite* ».

Une seule chose l'avait intéressé, toujours : la pensée, aussi infinie que l'univers, c'est-à-dire les mots, tels que les sympathies ou les refus mutuels les font proliférer. Et le rire de la pensée quand elle bute sur un obstacle : le paradoxe, ce suicide heureux.

Il avait souhaité très fortement deux choses pendant les derniers mois : épouser Maria Kodama — son élève, sa complice en littérature anglo-saxonne et islandaise, la compagne attentive, fervente, son Antigone et son scribe, — et il l'épousa. D'autre part, il avait voulu habiter le vieux quartier de Genève, celui de son adolescence, et on lui trouva l'introuvable : un appartement sur une place très calme avec, de temps en temps, le son de cloches voisines. Et comme il avait ce pouvoir innocent des grands poètes de modifier la réalité et de faire en sorte qu'elle leur ressemble, la ruelle de l'immeuble ne portait pas de nom ni la porte de numéro... Il s'y sentit chez lui, arrivé, enfin, au centre du labyrinthe. Alors, son bonheur fut si intense que l'inextricable tracé que pendant près de quatre-vingt-sept ans ses pas avaient *fatigué* — la tournure est de lui — s'effaça, et, libéré, il prit le chemin des nuages.

Quand il était bachelier à Genève et que naissait en lui l'écrivain, un ami lui avait dit qu'il lui fallait des cartes de visite. Il avait alors suggéré d'y inscrire la « profession » la plus modeste qui fût : « *Jorge Luis Borges, contemporain* ».

Contemporain... Nous avons eu la chance extraordinaire d'être les siens.

HECTOR BIANCIOTTI

De Buenos-Aires à Genève

24 août 1899. — Naissance de Jorge Luis Borges à Buenos-Aires.

1905. — Premières tentatives littéraires : il écrit en anglais un résumé de la mythologie grecque, puis un conte en espagnol, *La visera fatal (la Visière fatale)*.

1914-1919. — Le père de Borges, presque aveugle, est mis à la retraite. La famille s'embarque pour Genève où Borges apprend le français et prépare son baccalauréat.

1919. — La famille s'installe en Espagne. Borges adhère au mouvement poétique « ultraïste ».

1921. — Retour à Buenos-Aires. Il fonde la revue ultraïste *Prisma*, puis *Proa*, avec Macedonio Fernandez.

1923. — Deuxième voyage en Europe où son père fait soigner sa vue. Publie son premier recueil de vers, *Fervor de Buenos Aires*.

1925. — *Luna de enfrente (Lune d'en face)*, second volume de poèmes, et *Inquisiciones*, recueil d'essais dont Borges interdira la réédition dans ses œuvres complètes. Rencontre Victoria Ocampo.

1926. — *El tamano de mi esperanza (la Dimension de mon espérance)*, essai dont Borges empêchera la réédition.

1928. — *El idioma de los Argentinos (la Langue des Argentins)*. Amitié avec Nestor Ibarra, son premier traducteur en français.

1929. — *Cuaderno San Martin*, son dernier recueil de poésie jusqu'en 1942.

1930. — *Evaristo Carriego*, biographie. Rencontre avec Adolfo Bioy Casares.

1931. — Victoria Ocampo fonde la revue *Sur*. Borges fait partie du comité de rédaction.

1933. — Rencontre Drieu La Rochelle qui collaborera à *Sur* et qui écrit : « *Borges vaut le voyage* ».

1935-1936. — *Histoire universelle de l'infamie. Histoire de l'éternité.*

1938. — Premier assistant dans une bibliothèque municipale de Buenos-Aires. Mort du père. La veille de Noël, grave accident qui conduira Borges à la cécité.

1942. — *Sur* lui consacre un numéro spécial : *Réparation à Borges* pour réparer l'échec de son dernier livre *Jardin aux sentiers qui bifurquent*, au Prix national de littérature. Publie des nouvelles policières avec Bioy Casares sous le pseudonyme de H. Bustos Domecq.

1943. — *Poemas (1922-1943)* rassemble son œuvre poétique. Traduit *la Métamorphose* de Kafka.

1944. — *Fictions*, prix de la Société argentine des écrivains (SADE).

1945. — Peron prend le pouvoir.

1946. — Perd son poste de bibliothécaire.

1949. — Publication d'*El Aleph*.

1950. — Elu président de la SADE. Il démissionnera en 1953.

1951. — Roger Caillois publie *Fictions* dans la collection « Croix du Sud ».

1955. — Chute de Peron. Borges est nommé directeur de la Bibliothèque nationale.

1956. — Chaire de littérature anglaise à l'Université. Sa vue devient de plus en plus mauvaise.

1961. — Partage avec Samuel Beckett le prix Formentor.

1963. — Troisième voyage en Europe.

1964. — Numéro du *Cahier de l'Herne* consacré à Borges.

1965. — Nouvelle version des *Essais sur les littératures germaniques* avec la collaboration de Maria Esther Vasquez.

1967. — Parution du dernier livre écrit avec Bioy : *Chroniques de Bustos Domecq*. Cours sur la poésie à Harvard.

1969. — *Eloge de l'ombre*, recueil de poèmes entièrement inédits. Scénario du premier long métrage de Hugo Santiago : *Invasion*.

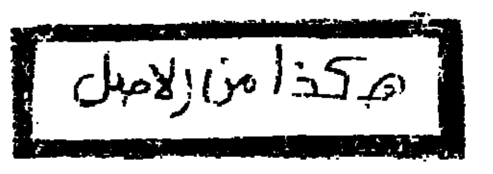
1975. — *El libro de arena (le Livre de sable)*, recueil de nouvelles. Le 8 juillet, mort de sa mère à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans.

1977-1979. — Plusieurs voyages en Europe. Reçoit le titre de docteur *honoris causa* à la Sorbonne.

1983. — Invité par MM. François Mitterrand et Jack Lang, à la demande d'un comité présidé par Raymond Aron, il donne une « leçon-conférence-dialogue » au Collège de France et reçoit à l'Elysée la cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

1985. — Parution de son dernier recueil, *Los conjurados (les Conjurés)* chez Alianza à Madrid.

1986, 13 mai. — Annonce du mariage de l'écrivain, par procuration, au Paraguay, avec sa secrétaire Maria Kodama.



Jorge Luis Borges

mourrait, puisqu'il savait que c'était le bout du chemin, la fin du labyrinthe.

Près de lui, la dernière nuit, Maria Kodama et Hector Bianciotti, son compatriote. « Il est mort en dormant, *dit Bianciotti, cet autre romancier qui a choisi l'Europe.* Une mort très douce, quelque chose de magique jusqu'à la fin. Toute la nuit, ce fut la même respiration, calme, sans soubresauts. Puis ça s'est arrêté... Il ne voulait surtout pas mourir à l'hôpital. » L'écrivain a décidé de léguer la plupart de ses biens à Maria Kodama. Seule une petite portion de son héritage ira à sa sœur Norah Borges de Torre et à son neveu, Luis de Torre.

Jorge Luis Borges sera enterré mercredi 18 juin. Une cérémonie œcuménique, avec un pasteur et un prêtre catholique, aura lieu à 14 h 30 en la cathédrale Saint-Pierre de Genève.

Deux inédits

La mort comme une fête

Dans son dernier recueil de poèmes, paru l'an dernier chez Alianza à Madrid, *Los conjurados* (les Conjurés), Jorge Luis Borges évoquait son compagnon du collège Jean-Calvin de Genève, l'avocat Maurice Abramowicz. Abramowicz qui lui avait révélé jadis Laforgue et Rimbaud, et qui venait de mourir...

Elégie

Tienne est maintenant, Abramowicz, la singulière saveur de la mort, à *nul déniée*, qui me sera offerte dans cette maison où de l'autre côté de la mer, près de ton Rhône, qui coule fatalement comme s'il était cet autre et plus ancien Rhône, le Temps. Tienne aussi sera la certitude que le Temps oublie ses hiers et que rien n'est irréparable, ou la certitude opposée que tous les jours ne peuvent rien effacer et qu'il n'y a pas un acte, ou un rêve, qui ne projette une ombre infinie. Genève te croyait un homme de lois, un homme de sentences et de causes, mais en chaque mot, en chaque silence, tu étais un poète. Peut-être feuillettes-tu en ce moment les livres très divers que tu n'écrivis pas mais que tu imaginas et écartas, et qui pour nous te justifient et d'une certaine manière existent. Pendant la première guerre, pendant que les hommes se tuaient, nous rêvâmes les deux rêves qui s'appelèrent Laforgue et Baudelaire. Nous découvrîmes les choses que découvrent tous les jeunes : l'amour ignorant, l'ironie, le souhait d'être Raskolnikov ou le prince Hamlet, les mots et les couchants. Les générations d'Israël étaient en toi quant tu me dis en souriant : *« Je suis fatigué. J'ai quatre mille ans. »* Ceci se passa sur Terre ; il est vain de conjecturer l'âge que tu auras dans le ciel.

Je ne sais pas si tu es encore quelqu'un, je ne sais pas si tu m'entends.

Buenos-Aires, 14 janvier 1984.

Abramowicz

Cette nuit, non loin du haut de la colline Saint-Pierre, une courageuse et heureuse musique grecque vient de nous révéler que la mort est plus invraisemblable que la vie et que, par conséquent, l'âme perdure quand son corps est chaos. Cela veut dire que Maria Kodama, Isabelle Monet et moi ne sommes pas trois, comme nous le croyons illusoirement. Nous sommes quatre, puisque tu es aussi avec nous, Maurice. Avec du vin rouge, nous avons bu à ta santé. La voix n'était pas nécessaire, ni ta mémoire. Tu étais là, silencieux et sans doute souriant, percevant à quel point nous étonnait et émerveillait ce fait si singulier que personne ne peut mourir. Tu étais là, à notre côté, et avec toi les multitudes de ceux qui dorment avec leurs pères, comme on lit dans les pages de ta Bible. Avec toi est la foule des ombres qui burent dans la fosse devant Ulysse et Ulysse également et ainsi tous ceux qui furent ou imaginèrent ceux qui furent. Tous étaient là, et aussi mes pères et aussi Héraclite et Yorick. Comment une femme ou un homme ou un enfant peuvent-ils mourir, qui ont été tant de printemps et tant de feuilles, tant de livres et tant d'oiseaux et tant de matins et de nuits.

Cette nuit, je peux pleurer comme un homme, je peux sentir que sur mes joues les larmes glissent, parce que je sais que sur la terre il n'y a pas une seule chose qui ne soit mortelle et qui ne projette son ombre. Cette nuit, tu m'as dit sans paroles, Abramowicz, que nous devons entrer dans la mort comme qui entre dans une fête.

Les Conjurados, *(pp. 33-35, traduit par Miguel Angel Meisoso).*

Œuvres en français

● **Chez Gallimard :** *Fictions* (1951); *Labyrinthes* (1953); *Enquêtes* (1957); *l'Auteur et autres textes* (1964); *Discussion* (1966); *l'Aleph* (1970); *Œuvre poétique 1925-1965* (1970); *le Rapport de Brodie* (1972) ; *l'Or des tigres* (1975); *le Livre de sable* (1978) ; *Qu'est-ce que le bouddhisme ?* en collaboration avec Alicia Jurado (1979); *Livre de préfaces, suivi d'Essai d'autobiographie* (1980); *la Rose profonde ; la Monnaie de fer ; Histoire de la nuit* (1983).

● **Chez Christian Bourgois :** *Essai sur les anciennes littératures germaniques*, en collaboration avec Maria Esther Vasquez; *les Autres*, en collaboration avec Bioy Casares et Hugo Santiago (1964); *Histoire de l'infamie. Histoire de l'éternité* (« 10/18 ». Réédition); *Manuel de zoologie fantastique* (1965).

● **Aux Editions du Seuil :** *Evaristo Carriego* (1970).

● **Chez Denoël :** *Six problèmes pour Don Isidro Parodi* (Coll. « Lettres nouvelles », en collaboration avec A. Bioy Casares) (1967).

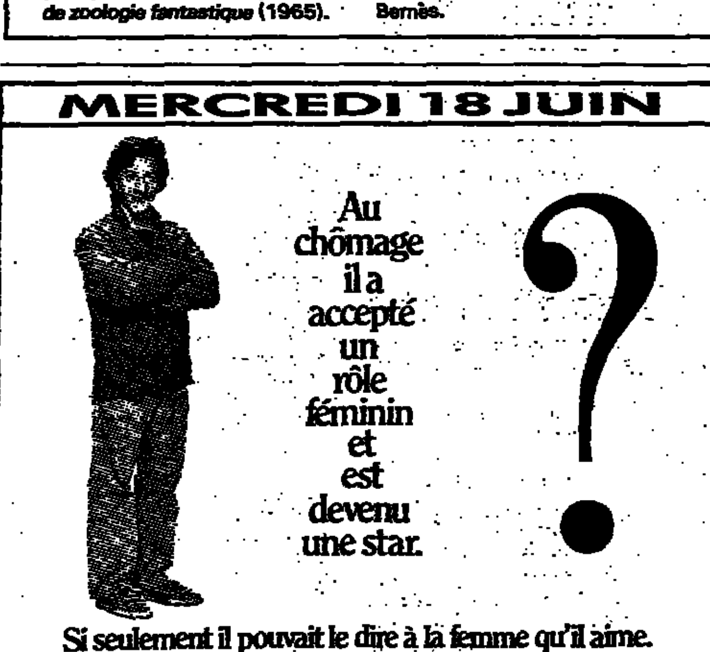
● **Chez Laffont :** *Nouveaux contes de Bustos Domecq* (1984).

● **Chez F.-M. Ricci :** *le Congrès du monde* (1979).

● **A l'Age d'homme :** *Introduction à la littérature nord-américaine* (1973).

● **A la Différence :** *Rose et bleu* (1978).

A paraître à partir de 1987 en deux tomes dans la collection « La Pleiade » : *Œuvres complètes.* Edition préparée par Hector Bianciotti et Jean-Pierre Bernès.



Un « Européen en exil »

par Claude Couffon

Borges était-il latino-américain ? Non, si nous en croyons une interview récente, faite à Genève en janvier dernier. *« Je le répète volontiers, nous autres Américains, et du Nord et du Sud, nous sommes vraiment des Européens en exil* (1). »

La question avait été posée voilà pas mal d'années par son compatriote Julio Cortazar, qui lui reprochait d'ignorer les problèmes de ce continent en effervescence sociale et politique en même temps qu'en pleine création littéraire. En effet, Borges semblait avoir tourné le dos à l'Amérique latine et, si disert sur tous les sujets, ne parlait jamais de ses écrivains pourtant à la mode.

Il aimait citer Toulet, Chesterton ou Kipling, mais ne disait mot de Carpentier ou d'Asturias, de Juan Rulfo ou de Fuentes, de Vargas Llosa ou de Garcia Marquez. Les lisait-il en secret ? Il ne les commentait pas. Seuls quelques Argentins méritaient ses éloges : son complice Adolfo Bioy Casares, avec lequel il avait inventé le personnage de Bustos Domecq et ses récits, ses amies francisantes Victoria et Sylvina Ocampo. Quelques fantômes aussi, qu'il aura mythifiés en les inscrivant, sans visage et sans œuvres traduites, dans nos mémoires : Macedonio Fernandez ou Paul Groussac, dont le malheur a été *« de n'être resté intégralement dans aucun livre... (2) »*.

Latino-américain, cet écrivain paradoxal l'était pourtant. Dans son ascendance qu'il voulait multiple : anglaise, espagnole et portugaise, il se reconnaissait d'ailleurs une goutte de sang indien. *« Moi, je descends d'une Indienne dont personne ne sait le nom »*, avouait-il sous le masque de l'humour.

Ses trois premiers livres avaient chanté Buenos-Aires, et plus exactement le Buenos-Aires déjà lointain de son enfance. Faire une littérature contemporaine était, pour lui, une erreur car l'immédiateté réfrénait l'imagination. Ces poèmes intimistes, souvent magnifiques, évoquent avec nostalgie les patios paisibles des faubourgs, les couchers de soleil sur les murs de crépi rose, les rues ouvertes aux figures pittoresques de la pampa, aux marlous aussi, descendus tout droit du tango. Il les jugeait avec sévérité, peut-être pour se débarrasser d'un revers de phrase de son argentinité.

Ainsi *Lune d'en face* (1925) est qualifié de *« fatras de fausse couleur locale »*; *Cahier San Martin (1929)* contient *« quelques poèmes valables »*, mais il préfère, tout en l'égratignant, *Ferveur de Buenos-Aires* (1923) ; *« Je crains que ce livre n'ait été un plum-pudding »*. Allons ! un aveu lui échappe : *« Je sens que tout ce que j'ai écrit depuis n'a fait que développer les thèmes abordés là pour la première fois* (3) ». Quant à *Evaristo Carriego*, le poète populaire de la banlieue de Palermo, le chantre des coups de couteau, des filles qui meurent tuberculeuses, des gouapes des bals populaires, *« c'est un ouvrage détestable* (4) ».

Contre le péronisme

Pourquoi refusait-il *« la seule chose qui semble intéresser les gens, la passion politique, la passion partisane »* (2) ? Un fait ne pouvait être nié : le péronisme l'avait tourmenté au plus intime et il l'avait combattu de toute énergie, comme l'a rappelé son exégète Emir Rodriguez Monegal : *« Borges voyait faiblement (ou devinait) les slogans du régime, la répétition à l'infini des noms de Peron et d'Evita, l'humiliation calculée de l'aristocratie de Buenos-Aires. Il montrait du doigt chacune des énormes lettres, mettait en évidence chaque slogan, parlait et parlait furieusement. (...) Pendant que nous marchions, la douleur de Borges était sensible dans l'amertume de sa voie et dans la brusquerie de ses gestes plutôt que dans les termes qu'il employait. On aurait dit un homme écorché vif.* (5). »

La survivance du virus péroniste dans toute l'Argentine après la chute du dictateur explique peut-être son éloignement de la préoccupation politique. Et son isolement volontaire.

Quand je le vis chez lui, à Buenos-Aires, en avril 1980, dans son appartement du 994 de la rue Maipu, Borges me fit l'effet d'un homme seul au milieu de l'indifférence de ses concitoyens. L'appartement, au sixième étage d'un immeuble moderne où il s'abritait sans souvenirs apparents ni œuvres d'art, accentuait encore cette impression de solitude. Il était 10 heures du matin et l'auteur de *l'Aleph* prenait son petit déjeuner au bout d'une longue table d'acajou.

Pour m'accueillir, il se leva, palpa la table avec ses mains d'aveugle, s'approcha et glissa affectueusement son bras sous le mien. Sa silhouette tranquille s'harmonisait avec les rayonnages simples d'une bibliothèque murale couvrant deux angles du salon. *« Vous voyez, je soigne beaucoup ma bibliothèque. Dans cette maison, il n'y a aucun livre de Borges »*. Il s'assit devant moi dans une bergère. Le visage était beau, frais, sans rides, les yeux gris-bleu, chaleureux sous leur voile d'absence. *« Je mène une vie très régulière. Je me couche à 11 heures et me lève à 9 heures. Autrefois, j'arpentais les rues de Buenos-Aires sans rime ni raison, mais maintenant je sors beaucoup moins. Le soir, je lis. Ou plutôt, je relis. Kipling ou Conrad ; quelques pages de Montaigne. J'adore aussi les histoires de philosophie. J'ai voulu apprendre le braille mais je suis trop vieux. Alors, je lis à travers d'autres yeux... De temps en temps, je voyage avec Maria et découvre d'autres pays. »*

J'essayai de l'entraîner sur le terrain politique et littéraire de l'Amérique latine. En vain. Il me parla du Japon et des littératures scandinaves.

Mais était-ce nécessaire ?

Les valeurs politiques de Borges étaient contestables et ses options dans ce domaine l'écartèrent sans doute du prix Nobel auquel il aspirait. Sur elles, il n'écrivit jamais vraiment mais, dans les dernières années, il se confia avec une certaine complaisance au long d'interviews qui finirent par remplir plusieurs livres.



L'écrivain qui aimait jouer avec les mots devenait alors un causeur qui jouait avec les faits concrets de la réalité comme avec des fictions. Boutades ou convictions réelles ? Il était difficile de le croire vraiment quand, à la question : *« A quelle époque avez-vous eu connaissance des disparitions en Argentine ? »*, il répondait : *« Tard, je suis aveugle, je ne lis pas les journaux. »* Ou encore, quand il affirmait que les Noirs étaient *« comme des enfants »* qu'il ne fallait surtout pas éduquer si l'on voulait éviter les violences raciales. *« Le samedi soir, il est impossible pour un Blanc de fréquenter un quartier noir : les Noirs jouent du couteau, ils se soûlent, ils sont primaires ; dans les quartiers blancs, personne n'agresse les Noirs...* (2). »

Il est vrai que, le plus souvent, la réflexion prenait un tour cocasse irrésistible. Ainsi, Che Guevara lui inspirait *« une réelle antipathie »* parce qu'il *« avait pris le parti d'un tyran... Je ne me rappelle plus son nom. Un monsieur qui vit à Cuba* (2). » L'humour sauvait chez Borges la provocation.

(1) « Littérature, latinité », entretien avec Jean-Pierre Bernès, *in Civilisation latine*, Olivier Orban, 1986.

(2) Maria Esther Vasquez, *Borges, Images, dialogues et souvenirs*, Seuil, 1985.

(3) *Essai d'autobiographie*, Gallimard, 1980.

(4) Entretien avec Claude Couffon, *le Magazine littéraire*, nº 163, juillet-août 1980.

(5) Emir Rodriguez Monegal, *Jorge Luis Borges, Biographie littéraire*, Gallimard, 1983.

MUSIQUE

La mort de Benny Goodman

Un homme tranquille

Ni maudit ni déclassé, ni nègre ni pauvre, Benny Goodman a mis un nœud papillon au jazz.

Quand disparaît un musicien de jazz, c'est le jazz tout entier qui s'appauvrit. Les disques n'y peuvent rien. Il reste une lacune, un négatif, un moins à jouer. Un jour, l'histoire du jazz sera meublée de ses regrets. Dans le cas de Benny Goodman, le deuil lui-même se réduit à la vanité de quelques anecdotes. Comme les scènes d'un théâtre prémédité, les épisodes y semblent écrits d'avance. Et n'importe qui d'avisé aurait pu sans grand risque prédire ce concert de louanges abstraites où même les canards (ironie fine des amateurs à qui on ne la fait pas) paraissent inscrits dans la partition.

Deux voix ne se sont pas fait entendre. La voix de ceux à qui Benny Goodman ne disait pas grand-chose, ces véritables héros des temps modernes, les « sans op. » des sondages. Et, d'un autre côté, la voix des amateurs, des amoureux malgré tout de Benny Goodman. *« J'ai appris à aimer Benny Goodman*, dit ainsi le poète Jacques Réda, *sans me soucier des avis dépréciatifs que la critique – conservatrice ou révolutionnaire – n'a cessé d'émettre sur son compte en France depuis soixante ans. Quel grand clarinettiste !... Un peu intoxiquant lorsqu'il veut « chauffer » dans l'aigu, sa maîtrise et sa fluidité n'en restent pas moins parfaites. Instrumentiste, il n'a rien laissé qui, dans l'histoire du jazz, marque un sommet ou un virage. (...)*

Mais il est un plaisir que seul dispense Goodman, comme ont dû le faire les trains de grand luxe : vitesse, sécurité, confort et, entre les barres de mesure des poteaux télégraphiques, un paysage aussi ordonné et charmant que dans un songe de La Fontaine. Dans chaque cascade et chaque jet d'eau chante et ondule au vent une clarinette. »

Ni maudit ni déclassé, ni nègre ni pauvre, ni déjeté ni bête, Benny Goodman, aura porté à une manière de perfection, et parfois à une perfection maniérée, à un sommet en tout cas estimable un art qui sans lui aurait manqué les raisons de sa grâce et la part point trop maudite de son équilibre. Qu'il fût un homme moyen, favori des classes moyennes et juste propre à décourager d'autres hommes moyens dont l'oxygène ordinaire est cette indifférente pitié qu'ils tirent du malheur des autres, après coup, le plus souvent, n'est qu'un épisode – pas le moins intéressant – de l'histoire des Etats-Unis.

C'est à ce titre d'ailleurs qu'il fait figure de « *passeur* » pour Michel Portal, clarinettiste comme lui, et comme lui compromis dans la double aventure du jazz et de la musique classique : *« La clarinette n'est pas un instrument malléable, comme un ténor. C'est un instrument droit. C'est pourquoi personne n'en joue. C'est de plus un instrument qui se perd. En tant que clarinettiste, il m'est difficile de parler de Benny Goodman. Il faut revenir à l'époque. Moi, j'écoutais plutôt Barney Bigard et Jimmy Hamilton, ou même Jimmie Noone, qui est plus bluesy. Tout est parti de Bigard. Benny Goodman a opéré un transport. Il a pris tous ses éléments, la forme de la musique même, et il les a déplacés sur une autre scène. Le jazz traînait dans les bas fonds. Lui, en smoking et neud papillon, comme un artiste classique, il l'a fait entrer à Carnegie Hall.*

» Barney Bigard était à mon sentiment supérieur dans tous les registres, mais c'est Benny Goodman qui a fait le passeur. Il a inventé un langage déplacé, donc un langage neuf, et un son. Il a trouvé un son plus chaud et, histoire de jouer sur les mots, je dirais un son plus « show ». A la tête d'un big band, le clarinettiste, c'est celui qui lève son instrument vers les cintres, vers le ciel, pour marquer la dernière note.

» Benny Goodman était brillant, mais il a réussi également des alliances de sons inédits, en petite formation surtout. Avec beaucoup de qualité et de légèreté dans l'interprétation.

Fils de tailleur et frère de nombreux musiciens, Benny Goodman aura subi voluptueusement le jazz plus qu'il ne l'a dompté. Avec Bix Beiderbecke, autre Chicagoan blanc, il aurait pu dire : *« Le langage que les Noirs ont inventé et qu'ils illustrent avec tant de génie doit être universel ou ne pas être. J'y exprimerai mes obsessions, qui ne sont pas celles des Noirs. »* Parce qu'il était sincère, on a jugé ses obsessions simplettes. Parce qu'il a pratiqué l'art délicat des mélanges et des mixages, on l'a cru roublard. A l'heure de l'Afrique du Sud, on n'oubliera pas trop vite qu'au milieu des années 30, contre les usages, contre les lois et contre les imbéciles, Benny Goodman jouait avec des Nègres parce qu'il aimait leur musique, la musique, les gens, et qu'il aimait aimer. Et, de plus, il jouait bien.

FRANCIS MARMANDE.

La semaine du mélomane

M. Léotard ayant accepté le legs de son prédécesseur, la Fête de la musique envahira à nouveau les rues et les places de nos villes : des professionnels et des amateurs le 21 juin. Ne citons ici qu'un événement : le concert Saint-Saëns que donnera l'Opéra-Comique sous la direction du grand chef russe Rojdestvenski, à 20 heures. Entrée libre, bien entendu.

Mais il y aura toute la semaine mille occasions d'entendre de la musique. A l'Opéra-Comique, justement, premières représentations de *la Flûte enchantée*, sous la direction du même chef, dans une brillante distribution, mise en scène de Marcel Bluwal, décors d'Hubert Monloup (quatorze représentations à partir du 17 juin).

La musique continue à allumer ses feux dans toute la France : ouverture du Festival de Divonne avec J.-P. Rampal (le 16), puis le Fine Arts et l'Alban Berg Quartet, le Trio Chung, entre autres (jusqu'au 4 juillet ; renseignements : 50-20-06-63) ; trois concerts (Saint-Martin-in-the-fields, Quatuor Orlando et Trio Bourgue) dans la splendide cathédrale de Maguelone (les 19, 20, 24 ; renseignements : 67-68-02-34) ; à la Grange de Meslay, début des Fêtes musicales, qui réuniront S. Richter, Scott Ross, les Arts florissants, le Linde Consort, R. Jacobs, etc. (du 20 au 29 juin ; renseignements : 47-21-65-08), et de même chez George Sand, dans la Grange de Nohant, où l'on entendra M. Rudy, G. Bacquier, M. Laforêt, les solistes de la Philharmonie de Berlin et d'autres (du 20 au 29 juin ; renseignements : 54-48-11-36).

A Paris, il suffit de consulter les affiches pour découvrir maints solistes captivants : A. Kraus, Ashkenazy, Janowitz, Badura-Skoda, Magaloff, et même Ravi Shankar à la Sainte-Chapelle (les 18 et 19).

J. L.

ARTS

Le dix-septième Salon de Bâle

La dix-septième édition du Salon d'art 17'86 de Bâle, le plus important salon européen de ce type, a ouvert ses portes le 12 juin et se poursuivra jusqu'au 17.

Parmi les participants, en tête de liste, la RFA, avec près de quatre-vingt-dix exposants, suivie par la Suisse, la France, l'Italie, l'Autriche. Cinq galeries constituent la petite délégation américaine. Après le boom des Nouveaux Sauvages et de l'Avangardia, une certaine lassitude s'était fait ressentir à l'égard de l'art expressif, dès le dernier salon en 1985 et lors d'autres manifestations de ce type.

Les acheteurs préfèrent maintenant reporter leur intérêt sur des noms connus, des modernes classiques et des années 50 et 60. Cela explique qu'un grand nombre d'exposants participent au Salon avec un répertoire d'œuvres et d'artistes s'orientant vers des valeurs plus sûres du commerce d'art, d'autant plus qu'aucune nouvelle tendance ne semble se dégager actuellement.

Parmi les points forts de ce salon, les œuvres d'Ernst, de Kokoshka, de Segal et de Dufy. Les galeries d'avant-garde, dont quelques nouvelles venues de France et d'Allemagne, réunies comme d'habitude au premier étage des halles, donnent un aperçu représentatif des plus récents courants.

★ Die Internationale Kunstmesse. Messe Sekretariat Art 17'86. Postfach. CH 4021 Basel. Tél. : 061-32-06-17.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TILT, Vincennes, D. Sorano (43-74-73-74), 19 h.

LAISSEZ-LES VIVRE, Splendid Saint-Martin (42-08-21-93), 21 h.

HOME, Rond-Point (42-56-70-80), 21 h.

KABUKI, Mogador (42-85-45-30), 21 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 16 h : Salammbô (opéra de Moussorgski ; dir. musicale : Z. Pesko).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

CHAILLOT (47-27-81-15), clôture annuelle.

ODÉON (43-25-70-32), relâche jusqu'en décembre 1986.

TEP (43-64-80-80), relâche annuelle.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-Rencontres : *19 h, Ghislain Ripault* « Ecrits de peu de traces » ; 21 h, Anne Portugal ; Vidéo-information : tlj à 13 h, Au cœur du racisme, d'Y. Dalain ; à 16 h, Comet ; Satellites du soleil, de S. Goldsmith ; Paul Langevin, de P. Hauduquet ; à 19 h, Tunisie : le Couscous de la colère, de P. Demont, G. Murry ; l'Agonie du Sahel, de C. Mottier, D. Pasche ; Vidéo-Musique : tlj, à 13 h, Mystery Mr Râ, de Sun Râ ; à 16 h, la Bohème, de Puccini ; à 19 h, Samson et Dalila, de Saint-Saëns : Concerts-Spectacles ; Danse : 20 h 30, Compagnie Dominique Petit : Chorégraphies : A. Carrié ; C. Marcadé ; J.-Y. Esquerro ; D. Petit ; Musique : 20 h 30, musique française du vingtième siècle (J.-B. Barrière, D. Cohen, M. Stroppa ; Ensemble inter-contemporain, dir. D. Cohen).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 18 h 30 : Orchestre national de France, Litton, Raynie, Weber, Mozart, Gluck, Liszt ; 20 h 30 : Milnes, Spong.

Les autres salles

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : la Mort, le Moi, le Nœud.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Phèdre.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h : les Chaussures de Madame Gilles.

HOTEL DES MONNAIES (43-29-12-78), 22 h : A quoi rêvent les jeunes filles ?

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), II. : 19 h : les Désirs de l'amour ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballyberg ; 22 h : Pas de balcon pour Roméo. Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

MOGADOR (42-85-45-30) : Le Grand Théâtre Kabuki.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Laissez-les vivre.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-Cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80). I. Grande Salle 20 h 30 : les Oiseaux. II. 21 h : Home (dans le cadre du Printemps du théâtre).

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35) 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : En manches de chemise ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — III. 20 h 15 : Pierre Salvadori ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

ESCALE (43-54-63-47) 20 h 30 : Ainsi naquit l'ornithorynque.

PETIT CASINO (42-78-36-50) 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on *sème*.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03) 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

Music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-27), 21 h : Chansons françaises.

OLYMPIA (47-42-52-86) 20 h 30 : Popeck.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (55-44-72-30), 21 h : Chants yiddish et judéo-espagnol.

La danse

(voir théâtres subventionnés)

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35) Polyphonix, créations de danse théâtre, Cercle vicieux.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : Duetti ; 20 h 30 : Sel.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 18 h 30 : l'Encontre ; 21 h : D'ordinaire, Itho Hier.

Les concerts

Comédie des Champs-Elysées, 19 h 30 : Solistes de l'Ensemble Musique oblique, A.-M. Rodde (soprano), B. Brewer (ténor), N. Lee (piano, harmonium) (Berlioz, Liszt).

Théâtre du Musée Grévin, 20 h 30 : J. M. Lusada (piano), P. Champagne (violoncelle) (Beethoven, Schumann, Schubert, Chopin).

Caveau, 20 h 30 : *G. Magnan (Fauré, Schubert, Beethoven)* :

Eglise St-Roch, 20 h 30 : Ensemble orchestral Harmonia Nova, Orchestre français d'oratorio, Chorales E. Brasseur et de Lassus (Verdi).

Beaux-Arts, 16 h : V. Cortez (soprano), M. Ancelin (flûte), M. Herval (piano) (Sauguet, Bondeville, Daniel-Lesur, Landowski).

Maison des cultures du monde, 21 h : Panorama des musiques juives.

Lucernaire, 20 h : Quarteto Argentino.

Rond-Point, 20 h 30 : Dhrupad ; Les frères Dagar (Inde).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : F. Chopel.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 21 h : T. Patris ; à 22 h 30 : D. Dourantonis.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : R. Franc Hot Jazz Sextet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 : Viva Maria.

MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : Eddie Cleanhead Vinsow.

MONTANA (45-48-93-08) 20 h 30 : Trio R. Urtreger.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), à 22 h : S. Guerault.

NEW MORNING (45-23-51-41), 20 h 30 : Compagnie Lubat.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), à 21 h 30 : High Society Jazz Band.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : Bide Bande Blues ; mar. : M. Slim.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36) (mer.), à 23 h : X. Cobod, Badault, Y. Torchinsky, Y. Tesclar, S. Thiam.

LA PINTE (43-26-26-15), Trio Ecoc.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Steve Lacy Quartet.

Les festivals

CLASSIQUES ET FILMS RARES (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41) : 16 h et 20 h : Viktor et Viktoria ; 18 h et 22 h : Jeunes Filles en uniforme (v.f.).

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN — VIVE LA REPRISE ! (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 16 h : Lady Lou ; 17 h 15 : la 5e Colonne ; 19 h : Dies Irae ; 20 h 45 : You and Me) ; 22 h 20 : la Dame de Shanghai.

ÉCRANS GAI 86 (v.o.) : Olympic-Marilyn, 14e (44-43-99-41) ; 16 h et 20 h : Un endroit sans limites (v.o.) ; 18 h et 22 h : Un homme comme Eva (v.o.) (s.t. ang.).

GODARD, Denfert, 14e (43-21-41-01), 19 h : le Mépris.

HOMMAGE AUX TROIS CINÉASTES RUSSES DE CANNES 1986 : Bondartchouk, Kontchalovski, Tarkovski : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Stalker.

CARTE BLANCHE A J. IVENS (v.o) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; 16 h et 20 h : la Seine rencontre Paris

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 16 juin

(v.f.) ; A Valparaiso (v.f.) ; le Petit Chapiteau ; 18 h : Biquefarre ; 22 h : Farrebique.

LUBITSCH (v.o.), Champo, 5e (43-54-51-60) ; To be or not to be ; la Folle Ingénue.

RENOIR, Latina, 4e (42-78-47-86), les Bas-Fonds.

TARKOVSKI (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 21 h 40 : Nostalghia ; + Denfert, 14e (43-21-41-01) ; 21 h : Stalker.

TAVIANI (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00), le Pré ; mer., sam. : Kaos.

F. TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), 17 h 30 : Tirez sur le pianiste.

SANJINES (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), le Sang du condor ; 16 h : l'Ennemi principal.

VOIR ET REVOIR 14 GRANDS FILMS RUSSES (v.o.), Reflet-La Fayette, 9e (48-74-97-27), Romance du front.

VOIR ET REVOIR BERGMAN (v.o.), Olympic, 14e (45-43-99-41), Rêves de femmes.

Festival du Marais

(48-87-74-31)

Hôtel d'Aumont, 21 h 30 : la Tour.

Printemps du théâtre

(48-87-83-68)

Bouffes du Nord, 20 h : l'Homme aux farfadets.

Théâtre du Rond-Point, 21 h : Home.

En région parisienne

ISSY-LES-MOULINEAUX, BATEAU Gabès (45-54-76-16), 21 h : Atmosphère ; le 17, Inuits.

MONTREUIL, Salle Berthelot (48-58-65-33), 21 h : L'enfant mort sur le trottoir.

LE VÉSINET, CAL (39-76-32-75), 21 h : les Petits Chanteurs du cèdre (Haydn, Gounod).

VERSAILLES, Palais du Grand Trianon (39-50-71-18), 21 h : le Cid.

VINCENNES, Théâtre D.-Sorano (43-74-73-74), 21 h : Abu Hassan.

Les festivals

FESTIVAL DE VILLE D'AVRAY (47-50-44-28)

Château, 21 h : F. Schmitt.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Séance inaugurale de la rétrospective INA Tour et Détour : 20 h 30, Alekan la lumière, de M. Dumoulin (en avant-première) ; Cinéma musique (sous réserve).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, Chtchors, de A. Dovjenkio (Vost angl.) ; 17 h, Passion juvénile, de Ko Nakahira (Vostf) ; 19 h, Rétrospective du cinéma argentin : la Maison de l'ange (Vostf).

SALLE GARANCE

Tlj à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yougoslave (Programmation détaillée au 42-78-37-29).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44 ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LES AVENTURIERS DE LA QUATRIÈME DIMENSION (A., v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BERLIN AFFAIR (*) (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

BIANCA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). — V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER SURVIVANT (Néo-Zélandais, v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Espace Gaîté (H. sp.), 14e (43-27-95-94).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches (H. sp.), 6e (46-33-10-82).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

ÉTATS D'AME (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

FINAL EXECUTOR (It., v.f.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

HAVRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

I LOVE YOU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MACARONI (It. v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Luxembourg, (H. sp.), 6e (46-33-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

NOMADS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; *Miramar, 14e (43-20-89-52)*.

PIRATES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (J., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-25-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) : 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paris-Ciné, 10e (47-70-21-71).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-It.), Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Reflet *Balzac, 8e (45-61-10-60) : Saint-Lazare* Pasquier, 8e (43-37-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-52-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-19-08).

ROSE BONBON (A.), Forum, 1er (42-97-53-74) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SACRIFICE (Franco-suédois) : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SALVADOR (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaité Boulevard, 2e (45-08-96-45).

LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08). — (V.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais, v.o.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).

SOUVENIRS SECRETS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC, Biarritz, 8e (45-62-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama 13e (47-07-28-04), h. sp.

SUBWAY (Fr.) : Lincoln, 8e (43-59-29-46) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

TOUBIC ACADEMY I (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ULTRAVIXENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : City *Triomphe, 8e (45-62-45-76)*.

UNE AMIE QUI VOUS VEUT DU BIEN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

UNE FEMME POUR MON FILS (Algérien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

UN HOMME ET UNE FEMME : 20 ANS DEJA (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

YOUNG BLOOD (A., v.o.) : Forum-*Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC* Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

Z 0 0 (Brit., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

Les grandes reprises

ANGEL (A., v.o.) : Action-Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LE BAL (Fr.-It.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE DE MOSCOU (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77), Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

LE BATEAU PHARE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA CAGE AUX FOLLES II (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CARMEN (Rosi) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33), Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; (v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40).

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-92-52).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23). — V.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

GLORIA (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

GOLDFINGER (A. v.o.) : Danton, 6e (42-35-10-30) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21) ; v.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

INFERNO (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LADY EVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LOLA MONTES (Fra.-all.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Epée de Bois (Hsp), 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-80-00).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NATTY GANN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

NEW-YORK 2 HEURES DU MATIN (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

NOBLESSE OBLIGE (Ang., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

NOSFERATU (All., v.o.) (h. sp.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

POURQUOI PAS (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

QUERELLE (All., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34), Grand Pavois, 15e (h.sp.) (45-54-46-85).

LA ROUTE DES INDES (Ang., v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

TOP SECRET (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE 3e HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34), Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

UN, DEUX, TROIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.f.) : *Gaîté Rochechouart*, 9e (48-78-81-77).

LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (42-97-53-74), Quintette, 5e (46-33-79-38), Marignan, 8e (43-59-92-82), Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93), Français, 9e (47-70-33-88), Bastille, 11e (43-07-54-40), Fauvette, 13e (43-31-56-86), Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50), Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06), Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27), Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).

YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMANT MAGNIFIQUE (*), film français d'Aline Issermann : Forum, 1er (42-97-53-75) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

FLAGRANT DÉSIR, film français de Claude Faraldo : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-35-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-26-10-30) ; *Saint-Lazare-Pasquier*, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUI TROP EMBRASSE, film français de Jacques Davila : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Studio 43 (47-70-63-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 17 JUIN

« L'Opéra de Paris », 12 h 15, vestibule (Mme Duhesme).

« Le Musée de la serrure », 15 heures, 1, rue de la Perle (Mme Allaz).

« La folie de Bagatelle », 15 heures, entrée Bagatelle (Mme Bachelier).

« Liszt au musée Renan-Scheffer », 15 heures, 16, rue Chaptal (Mme Chapuis).

« L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, tél. le matin 48-87-24-14.

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant grilles (Ch. Merle).

« Versailles : le potager du Roy et le *jardin de la comtesse de Balbi* », 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office du tourisme).

« Le Vieux Belleville et ses jardins », 14 h 30, métro Belleville (G. Leblanc).

« Chefs-d'œuvre des tapisseries du XVIe au XVIIIe siècle », 12 h 45 Petit Palais (G. Cancri).

« L'Opéra », 13 h 30, haut des marches gauche (AICT).

« Les multiples jardins secrets du *quartier Mouffetard* », *14 h 30*, métro Censier-Daubenton (M. Banassat).

« Les ruelles du village de Passy : les caves des « Bonshommes », l'hôtel de Lamballe, la maison de Balzac », 15 heures, métro Passy (P.-Y. Jaslet).

« De la haute galanterie à la basse finance du quartier Breda », 14 h 45, métro Pigalle (V. de Langlade).

« Couvents et jardins cachés de Denfert. Une ferme, un verger, un parc, la vie monastique jusqu'à la Révolution », 15 heures, 79, avenue Denfert-Rochereau (I. Hauller).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant entrée (Paris et son histoire).

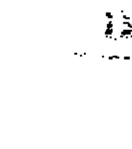
« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« Le vieux village de Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 heures, métro Louvre.

CONFÉRENCES

MARDI 17 JUIN

26, rue Bergère, 19 h 30 : « La supraconscience (Colette Trehel sophrologue, mathématicienne).



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Obligation de réserve

Il est un genre qui est particulièrement difficile à réussir à la télévision : l'interview. L'animation d'un débat est certes hasardeuse. N'est pas Bernard Pivot qui veut, et la joyeuse pagaille qui règne le plus souvent sur le plateau de «Droit de réponse» est sans doute la rançon qu'il faut payer pour la polémique polacienne. L'entretien en tête à tête, plus intimiste, peut paraître d'un maniement autrement facile. Il n'en est rien. Surtout en France, où sévit un verbiage endémique.

Lorsque l'interview est menée avec un étranger, par l'entremise d'un interprète, les dégâts sont limités. Ce fut le cas au journal télévisé de TF 1, dimanche midi, lorsque Jean-Claude Bourret interrogeait M. Olivier Tambo, responsable en exil de l'opposition sud-africaine (ANC). Les questions directes et précises sur la situation explosive en Afrique du Sud étaient d'une concision exemplaire, et l'attention du téléspectateur portait naturellement sur les réponses du militant noir.

Tout autre, en revanche, était l'impression laissée par l'interview de Mme Simone Rozès, premier président de la Cour de cassation. Invitée dimanche soir sur Antenne 2 à l'émission « Projection privée », elle a eu du mal à en placer une ! Le premier magistrat de France est certes plus habituée à écouter qu'à parler — que ce soit les inculpés, les témoins ou ces grands bavards que sont les avocats. Mais là elle était venue témoigner en tant que juge et en tant que femme !

Intarissable, Marcel Jullian lui posait de longues questions, sous forme de méditations personnelles sur la justice, avant de s'empresser d'y répondre lui-même. Ou bien il lui montrait des extraits de film, qu'il commentait ensuite... Glissant une phrase par-ci, par-là, Mme Rozès était trop bien élevée pour lui faire remarquer que l'obligation de réserve, à laquelle elle est habituellement astreinte, est aussi la première qualité requise pour un bon interviewer.

ALAIN WOODROW.

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 16 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h 50 Football : Coupe du monde.
Brésil-Pologne, en mondovision, de Guadalajara.

21 h 50 Cinéma : Hécate.
Film franco-suisse de Daniel Schmid (1982). Avec B. Giraudeau, L. Hutton, J. Bouise, J.-P. Kalfon.
Dans les années 30, en Afrique du Nord, un jeune diplomate s'éprend d'une femme mystérieuse qui devient à ses yeux Hécate, déesse de l'Antiquité, maléfique. D'après un roman de Paul Morand, un univers d'esthète baudelairien, des pays transfigurés par l'imaginaire, les jeux de la passion, du désir, de la sensualité, en transes oniriques. De quoi être envoûtés.

23 h 35 Journal.

23 h 50 Football : Coupe du monde.
Argentine-Uruguay, en mondovision, de Puebla.

En cas de prolongations du match de Coupe du monde, le programme serait ainsi modifié : 22 h 35 Série : Arsène Lupin, l'Homme au chapeau noir (rediff.) ; 23 h 35 Journal ; 23 h 50 Football : Coupe du monde en direct de Puebla.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes : Nadine.
Réal. : P. Joulia, avec J. Debary, J. Balutin, J. Alric, H. Ginoux (rediff.).
Un juge échappe à son assassin mais son fils est tué à sa place. L'inspecteur Cabrol enquête dans une entreprise de ferraille qui emploie d'anciens délinquants.

22 h 5 Documentaire : Islam 86.
1. – L'islam derrière l'étendard du prophète, de Pierre Demond et Gérard Mury.
L'équipe de Pascale Breugnot présente, deux lundis de suite, les deux faces de l'Islam, le rapport d'attraction et de répulsion entre l'islam et l'Occident.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Tueur.
Film français de Denys de La Patellière (1971). Avec Jean Gabin, F. Testi, U. Glas, B. Blier. (N. - Rediff.)
Un commissaire de police chargé d'arrêter un criminel évadé d'un hôpital psychiatrique emploie des méthodes – immorales – personnelles pour y arriver. Toutes les conventions de la « série noire » française et une idéologie détestable. Numéro de routine de Gabin.

22 h 5 Journal.

22 h 35 Boîte aux lettres : Michel Polac, recto-verso.
Magazine de Jérôme Garcin.
L'animateur de « Droit de réponse » est aussi un écrivain. Le voici donc à son tour sur la sellette...

23 h 30 La clef des nombres et des tarots.

23 h 35 Prélude à la nuit.
Sonatine pour guitare, *de F. Moreno Torroba, par Valérie Duchateau.*

CANAL PLUS

20 h 35, les Trois Mousquetaires, film de R. Lester ; 22 h 25, Boxe ; 23 h, Hockey ; 0 h, Zombie, film de G. Romero ; 1 h 50, Les branchés débranchés ; 2 h 25, Superstars.

LA « 5 »

20 h 30, téléfilm : le Chant du bourreau (2e partie) ; 22 h 15, série : la Cinquième Dimension ; 23 h 15 à 3 h, rediffusions.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le TGV de 21 h 50, de Béatrice Audry, avec Judith Magre, Chrys Vergey, Henry Courseaux...
21 h 30 Latitudes : musique traditionnelle (musique religieuse et profane des Beta).
22 h 30 La nuit sur un plateau : avec Serge Daney.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de l'Espace de projection de l'IRCAM) : *Epigenèse*, de Jean-Baptiste Barrière, et *Trajettoria*, de Marco Stroppa, par l'Ensemble intercontemporain, dir. Denis Cohen, sol. Pierre-Laurent Aimard.
23 h Les soirées de France-Musique : Beniamino Gigli ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Mardi 17 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Premières neiges.
D'après Guy de Maupassant, réalisation C. Santelli. Avec M. Chevallier, N. Nell, P. Barge (rediff.).
L'incommunicabilité entre deux jeunes époux : lui, gentilhomme normand, elle, Parisienne, à peine sortie du pensionnat. Frileuse et puérile, celle-ci ne parviendra pas à s'adapter à sa nouvelle vie, la solitude va l'envahir... Maupassant revisité par Santelli, c'est toujours magique.

22 h 25 Le magasin littéraire.
Emission de Pierre Dumayet.
Au sommaire : un hommage à Roland Barthes, avec des images d'archives et des fragments d'émissions ; Jean Botero évoque la langue acadienne ; Jacques Nassif, coauteur d'une curieuse correspondance, à propos de « Martin l'archange ».

23 h 40 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de Michel Cardoze.

0 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



19 h 55 Football : Coupe du monde.
France-Italie, en direct de Mexico.

21 h 55 Magazine : Cinéma, cinémas.
De Michel Boujut, Claude Ventura et Anne Andreu.
Roger Corman, Sterling Hayden, Maruschka Detmers, Yves Afonso ; tournage de Jean-Pierre Melville. Le magazine de luxe du cinéma fait par des fous maniaques de la magie des salles obscures.

23 h 5 Série : Johnny Staccato.
John Cassavetes dans de nouvelles aventures ! Ambiance polar américain. Un feuilleton cult' à regarder bien calé au fond d'un canapé.

23 h 30 Journal.

23 h 55 Football : Coupe du monde.
Maroc-Allemagne, en direct de Mont—

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Fils prodigue.
Film américain de Richard Thorpe (1955), avec L. Turner, E. Purdom, L. Calhern, J. Mitchell.
En 70 avant Jésus-Christ, un Israélite pieux s'éprend d'une grande prêtresse d'Astarté, et gaspille, pour elle, sa part d'héritage. Un épisode de la Bible selon Hollywood : reconstitution fastueuse et imagerie kitsch.

22 h 30 Journal.

23 h 5 Emissions régionales.
Chaque région propose son propre programme.

23 h 50 La clef des nombres et des tarots.

23 h 55 Prélude à la nuit.
Harmonie du soir, *de F. Liszt, par D. Gourdon au piano.*

CANAL PLUS

20 h 35, Josey Wales, hors-la-loi, film de C. Eastwood ; 22 h 55, Tais-toi quand tu parles !, film de P. Clair ; 0 h 20, Répulsion, film de R. Polanski ; 2 h, Feuilleton : Lili, petit à petit.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21 h 25, Série : Arabesque ; 22 h 20, Magazine : Jonathan ; 23 h à 3 h 30, rediffusions.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : revue de presse médicale.
21 h 30 Diagonales : actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; profession témoin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (enregistré le 9 juin en l'église Saint-Gervais) : *Chaconne en sol mineur, Passacaille en sol mineur*, de Louis Couperin ; *Messe pour les couvents*, extraits ; *Messe à l'usage des paroisses*, de François Couperin ; extraits du *Livre d'orgue* de Louis Marchand ; *Hymne Veni Creator*, de Nicolas de Grigny ; le *Livre d'orgue* de Pierre Dumage, par Philippe Lefebvre, orgue.
23 h Les soirées de France-Musique : Beniamino Gigli et à 0 h, Poissons d'or.

RECTIFICATIF. – Dans la rubrique « Les rendez-vous du soir » de notre dernier supplément Radio-Télévision-Communication (paru avec *le Monde* daté 15-16 juin), les programmes de Canal Plus et de la « 5 » ont été malencontreusement intervertis dans certaines de nos éditions. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

INFORMATIONS « SERVICES »

BREF

CONCOURS

UNE TOUR DANS LES NUAGES. – La Société d'exploitation de la tour Eiffel lance un concours européen à l'occasion du centenaire de la sélection du projet de Gustave Eiffel pour l'Exposition universelle de 1889.

Il s'agit d'imaginer une nouvelle tour Eiffel, placée dans l'espace, et visible à l'œil nu depuis la Terre. A l'époque d'Ariane, des stations orbitales, du futur avion spatial Ermès, des miroirs solaires, remarque M. Guy Pignolet du Centre national d'études spatiales (CNES), conseiller technique pour le projet, pourquoi ne pas mener une réalisation artistique dans l'espace ? Les participants devront proposer des idées originales et des estimations budgétaires précises. Les critères de sélection seront la qualité artistique, l'effet symbolique, les utilisations scientifiques possibles, la visibilité depuis la Terre et, bien sûr, que le projet soit réalisable en l'état actuel de la science. Un prix de 10 000 ECU sera versé à chacun des trois nominés, 20 000 ECU au gagnant (un ECU vaut actuellement 6,85 F). Date limite d'inscription, le 30 juillet, désignation du lauréat en octobre.

★ **CNES, 2, place Maurice-Quentin, 75001 Paris. Tél. : 45-08-75-00.**

PERCEPTEUR. – La direction générale des impôts informera sur les concours ouverts aux candidats de nationalité française et prendra les inscriptions du 16 au 21 juin, de 10 heures à 18 heures, au Centre d'information et documentation jeunesse. Emplois proposés : agent de constatation ou d'assiette, agent de constatation informatique, technicien géomètre du cadastre, programmeur, contrôleur, inspecteur élève, programmeur du système d'exploitation.

★ **CIDJ, 101, quai Branly, 75015 Paris.**

FORMATION

GRAINE DE VIOLENCE. – Le Centre de documentation recherche organise, du 7 au 10 juillet un stage « *violence, conflit, transgression* » pour mieux analyser le problème de la violence des jeunes et comprendre les conflits sociaux et les manifestations de violence dans la vie quotidienne et le monde du travail.

★ **Centre documentation recherche, 108 *bis*, rue de Vaugirard, 75006 Paris, 42-22-07-48.**

PÊCHE ET CHASSE

LE GAME FAIR SE TIENDRA A CHATEAU GISCOURS. – Le désormais traditionnel rendez-vous des chasseurs et des pêcheurs, dont l'appellation d'origine britannique est Game Fair, aura lieu cette année à Château-Giscours en Gironde, les 20, 21 et 22 juin.

Comme à l'accoutumée, des concours de tir et de pêche se dérouleront dans l'enceinte de cette foire haute en couleurs où la majorité des entreprises françaises et étrangères, spécialisées dans le matériel ou les voyages de chasse et de pêche, sont représentées. Bien sûr des démonstrations de dressage (chevaux, chiens) et des présentations d'équipages auront lieu. Cette année, en outre, le Game Fair accueillera les honneurs Laurent Perrier de la chasse qui récompensent « les meilleurs gestionnaires de la chasse ».

RENCONTRE

DEUX ETATS, UNE NATION ? – La renaissance et la transformation du problème allemand en Europe feront l'objet du colloque qu'organise le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) le 18 juin.

★ **Renseignements et inscriptions : CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris. Tél. : 42-60-39-60, poste 3834.**

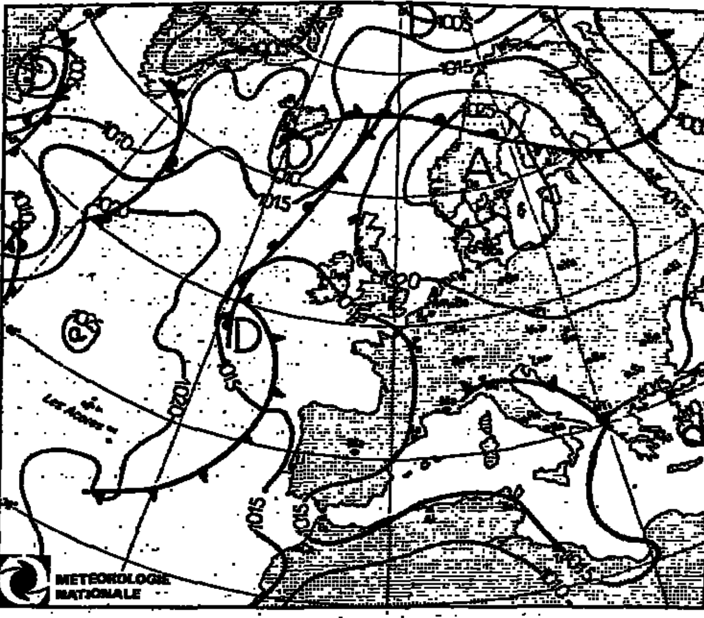
SÉMINAIRE

EXPATRIATION. – ORC (Organisation Ressources Counselors) et HSD juridique et fiscal (membre d'Arthur Young International) organisent, le jeudi 19 juin, une journée de formation sur les politiques de rémunération et les problèmes juridiques et fiscaux liés à l'expatriation. Parmi les thèmes abordés : les différentiels d'expatriation, indices et salaires de référence, techniques de protection ou d'égalisation sociales et fiscales, planning fiscal.

★ **Renseignements et inscriptions, ORC, 36, rue des Petits-Champs, 75007 Paris. Tél. : 42-61-67-09, ou HSD juridique et fiscal, Tour Manhattan Cedex 21, 92095 Paris-La Défense 2. Tél. : 47-73-38-01.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JUIN 1986 A 0 HEURE UTC



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 juin à 0 heure et le mardi 17 juin à minuit :

De l'air chaud et instable recouvre la France et des foyers orageux d'évolution diurne seront observés d'une part à l'avant d'un front froid atlantique peu actif, et d'autre part sur les régions du Sud-Est où le champ de pression reste dépressionnaire.

Mardi matin, un temps lourd et nuageux prédominera de la Bretagne à l'Aquitaine, ainsi que du Massif Central à la Méditerranée, et aux Alpes où quelques petites averses orageuses se produiront.

Sur les autres régions, le soleil sera présent. Au cours de la journée, les éclaircies se généraliseront, mais le temps redeviendra lourd de la Normandie aux Pyrénées, sur le Massif Central, les Alpes et près de la Méditerranée ; sur toutes ces régions, des orages se formeront par place en fin de journée, et pourront être forts.

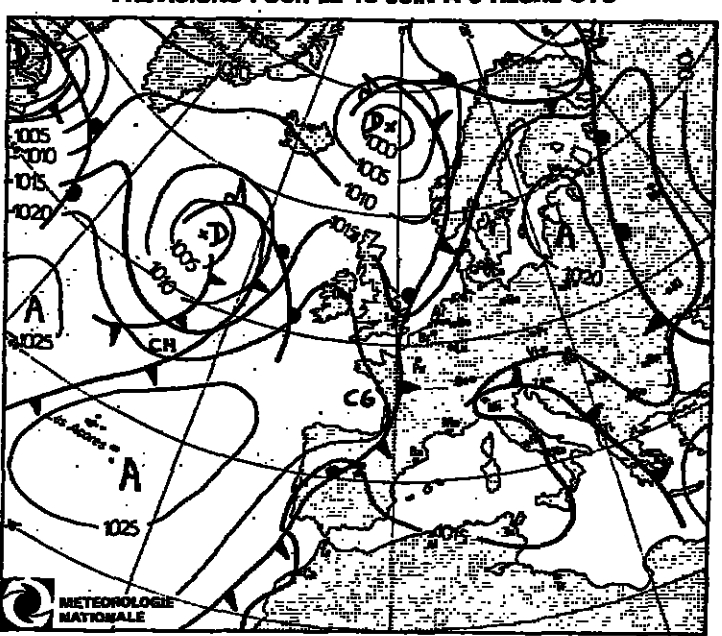
Plus au nord-est, maintien du beau temps chaud, mais on ne peut exclure la formation de foyers orageux très isolés.

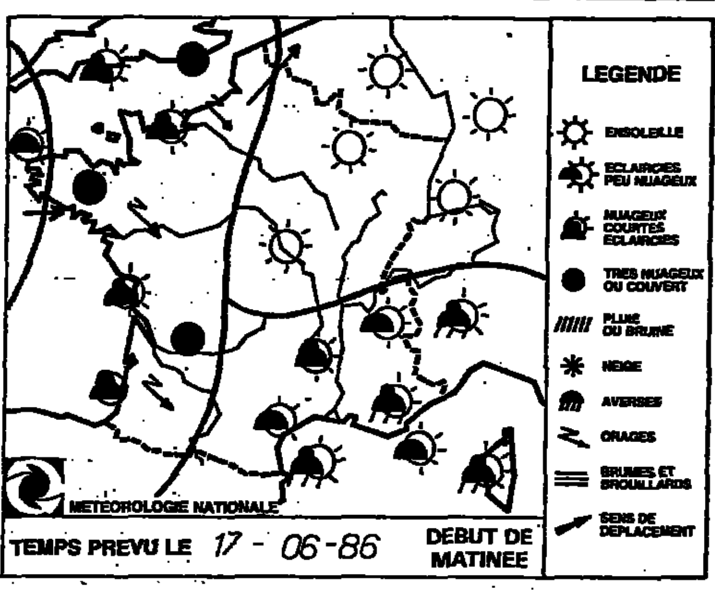
Sur la Bretagne, retour en soirée à un temps légèrement plus frais, mais plus ensoleillé.

Les vents seront faibles (sauf rafales d'orage).

Les températures, élevées dès le matin, dépasseront l'après-midi 25 degrés, et même 30 degrés sur l'Aquitaine, le Nord et le Nord-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 18 JUIN A 0 HEURE UTC





TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE

	maxima	minima	temps observé
AJACCIO	22	14	A
BIARRITZ	29	17	S
BORDEAUX	30	17	S
BOURGES	26	14	S
BREST	25	17	S
CAEN	23	14	B
CHERBOURG	20	15	S
CLERMONT-FERR.	26	13	N
DIJON	22	12	B
GRENOBLE-S-M-H	26	25	C
LILLE	30	16	S
LIMOGES	26	14	S
LYON	26	13	C
MARSEILLE-MAR.	23	16	A
NANCY	27	14	S
NANTES	28	18	S
NICE	24	17	N
PARIS-MONTS.	25	17	P
PAU	29	14	S
PERPIGNAN	25	14	N
RENNES	27	17	S
ST-ÉTIENNE	27	14	N
STRASBOURG	29	16	S
TOURS	26	15	S
TOULOUSE	29	14	S
POINTE-A-PITRE			

ÉTRANGER

	maxima	minima	temps observé
ALGER	25	14	S
AMSTERDAM	27	17	S
ATHÈNES	32	24	S
BANGKOK	34	28	C
BARCELONE	22	14	N
BELGRADE	28	17	S
BERLIN	27	15	S
BRUXELLES	27	16	S
LE CAIRE	34	23	S
COPENHAGUE	22	12	S
DAKAR	26	22	N
DELHI	42	30	S
DJERBA	29	19	O
GENÈVE	24	13	N
HONGKONG	32	28	N
ISTANBUL	28	20	S
JÉRUSALEM	25	15	S
LISBONNE	28	17	C
LONDRES	26	16	S
LOS ANGELES	23	15	S
LUXEMBOURG	27	18	S
MADRID	33	15	S
MARRAKECH	30	15	S
MEXICO	25	12	B
MILAN	26	17	C
MONTRÉAL	25	14	C
MOSCOU	23	15	S
NAIROBI	25	15	S
NEW-YORK	31	20	S
OSLO	28	13	S
PALMA-DE-MAJ.	26	15	C
PÉKIN	22	18	N
RIO-DE-JANEIRO	30	20	S
ROME	24	13	B
SINGAPOUR	28	26	C
STOCKHOLM	27	10	S
SYDNEY	18	13	C
TOKYO	26	21	A
TUNIS	27	17	O
VARSOVIE	25	15	S
VENISE	27	19	N
VIENNE	28	18	O

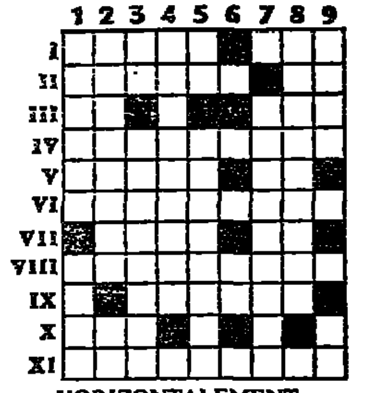
A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4248



HORIZONTALEMENT

I. Peut servir à remonter ou à descendre. Poisson rouge. — II. Un type ou un animal. Préposition. — III. Patron de la Manche. Ne veut rien savoir. — IV. Homme de confiance. — V. Sur le chef d'un chef. Personnel. — VI. Le vieux fusil. — VII. Ne sont jamais très loin du club. Morceau de poulet. — VIII. Une manière de récupérer. — IX. Avec lui, le jeu vaut souvent la chandelle. — X. Belle, en Bretagne. — XI. Des personnes qui travaillent pour la peau.

VERTICALEMENT

1. Ne tient qu'à un fil. Guide de la SNCF. — 2. Homme de rêves. Jalon. — 3. Premier avertissement. Instrument à percussion. — 4. Trou du bois. — 5. Cri d'indignation. Peut être pieux mais jamais fidèle. — 6. Tête de liste. — 7. Pleinement satisfaites. — 8. Travaux qui se font de jour en jour. — 9. Prince de légende. Sont durs et moelleux en même temps.

Solution du problème nº 4247

Horizontalement

I. Non-fumeur. Rames. — II. Araire. Nageoire. — III. Batterie. Or. — IV. Ut. Pintade. — V. Ce. Galurin. Aven. — VI. Humérus. Set. Râ. — VII. Or. Rônier. Psi. — VIII. Amétrope. Ope. — IX. Oh! Le Tellier. — X. Nard. Alc. Anar. — XI. On. Ternira. Ino. — XII. Usagers. Ecu. — XIII. Obèse. Séries. Hé! — XIV. Roturier. Emet. — XV. Spirale. Ardeurs.

Verticalement

1. Nabuchodonosors. — 2. Orateur. Han! Bop. — 3. Nat. Meti. — 4. Fitzgerald. Sûr. — 5. Ure. Arôme. Tuera. — 6. Mer. Lunettes. Il. — 7. Inusité. Rasée. — 8. Une. Erlanger. — 9. Râ. Pi. Rollier. — 10. Gains. Pierrier. — 11. Ré. Epée. Ase. — 12. Aoûtats. Râ. Sée. — 13. Mi. Av. Io. Nie. Mu. — 14. Eroder. Plancher. — 15. Sérénade. Rouets.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 15 juin 1986 :

DES ARRÊTÉS

• Du 28 mai 1986 relatif aux modèles des certificats d'inscription et des autorisations dont doivent être munis les véhicules assurant des transports routiers de marchandises ;

• Du 29 mai 1986 portant création du brevet de technicien équipement technique-énergie (bâtiment-industrie) et portant règlement d'examen pour son obtention.

SOLIDARITÉ

ABBÉ VOLE... — L'abbé Simon est appelé « l'abbé volant » parce que ce prêtre effectue de spectaculaires plongeons de haut vol au profit de l'enfance inadaptée et des handicapés physiques. Le vendredi 20 juin, à 19 heures, il fêtera ses soixante-quatorze ans en plongeant du rocher de l'Ange à Cassis (presqu'île de Port-Miou) avec son émule, Jean-Michel Beaujon, « le cassidain volant », et une équipe de plongeurs.

★ M. Jean-Michel Beaujon, 2, allée Paul-Bérard, 13260 Cassis. Tél. : (16-42) 01-70-81.

COMMUNICATION

LE FESTIVAL DE L'AUDIOVISUEL D'ENTREPRISE

4 milliards pour séduire

De notre envoyée spéciale

Biarritz. — La vingt-neuvième édition du Festival de l'audiovisuel d'entreprise, qui vient de se tenir *pour la quinzième année consécutive* à Biarritz, témoigne du succès grandissant de cette manifestation. Trois cents participants en 1971, près de trois mille cette année : c'est dire l'intérêt suscité aujourd'hui par ces rencontres entre responsables de la communication d'entreprise, réalisateurs et producteurs audiovisuels. Durant quatre jours, du 10 au 14 juin, quelque trois cents films, vidéogrammes et diaporamas, sélectionnés pour la compétition, ont été présentés. Les participants n'ont eu que l'embarras du choix devant ces « *outils* » de communication où la vidéo continue sa percée spectaculaire (cent cinquante vidéogrammes étaient en course).

Foisonnement d'images, colloques, programmes de formation (pour la première fois en compétition) et présentation d'un Salon abritant les plus récentes techniques d'audiovisuel : tout était mis au service de la « *communication* » au sens le plus large du terme. Pourtant, de l'avis de nombreux participants, cette version 1986 du Festival, après les nets progrès de ces dernières années, a marqué un palier. On a pu regretter, comme le faisait remarquer une réalisatrice, que la communication d'entreprise, « *avec les moyens audiovisuels dont elle dispose, manque d'audace sur le fond, reste aussi pyramidale et linéaire* ».

Dans le même temps, les professionnels se sont accordés à dire que la forme des produits audiovisuels « *se révèle de plus en plus sophistiquée, les scénarios plus élaborés et que l'on fait plus souvent appel à des acteurs connus* ». Mais cette élaboration plus poussée prend fréquemment le pas sur le message que l'on veut transmettre. Il s'agit avant tout de séduire à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise en recourant aux techniques les plus avancées (nouvelles images assistées par ordinateur...) et en y mettant les moyens.

Un budget de film d'entreprise (maximum vingt minutes) s'élève facilement, aujourd'hui, à 1 million de francs en moyenne, contre moitié moins il y a trois ans. Même la réalisation d'un vidéogramme peut dépasser les 500 000 F, et les diaporamas ne coûtent, en général, pas moins de 100 000 F.

Au total, selon M. Michel Frois, président du Festival, on estime que les sommes dépensées en 1985 pour les audiovisuels d'entreprises (y compris publicitaires) ont été d'environ 4 milliards de francs, soit autant que les sommes consacrées aux *longs métrages produits* en France. De tels budgets favorisent les commanditaires les plus puissants. Les résultats du palmarès en témoignent : sur soixante-quinze prix attribués, plus de soixante sont allés aux grandes entreprises. Ainsi, le Grand Prix du Festival, décerné par un jury présidé par le cinéaste Georges Lautner, a été attribué à la société Bull pour un film destiné à promouvoir auprès des chefs de PME et de PMI l'ordinateur « *Bull DPS4* ».

Le grand favori des festivaliers a été, toutefois, un vidéogramme, *Y a-t-il un Martien dans le frigo ?*, présenté hors catégorie pour CETELEM, une filiale de la Compagnie bancaire. Signé Jean-Hugues Giorgi, un des jeunes réalisateurs les plus talentueux du genre, ce morceau choisi offre en dix petites minutes un mélange corrosif, d'humour, d'originalité à un rythme d'enfer. Destiné à être diffusé devant des étudiants pour les inciter à venir travailler chez CETELEM, ce vidéogramme a été considéré comme exemplaire, ne serait-ce que parce qu'il a été conçu pour « *viser une cible précise* » en évitant de dresser les louanges de la société concernée.

« *Un spectacle désacralisant l'entreprise, voilà ce qui ferait évoluer son image institutionnelle* », a déclaré M. Thierry Lefébure, *chargé des relations extérieures de* Roussel Uclaf avant d'entrer au cabinet de M. Edouard Balladur, ministre d'Etat et des finances. En s'exprimant ainsi, il a dit à haute voix ce que beaucoup d'autres pensent tout bas. Car pour M. Lefébure l'erreur des chefs d'entreprise est de « *toujours vouloir montrer leur société comme étant la meilleure* ». Une attitude « *frileuse* » qu'il assimile même à de la « *propagande* » et *qu'il estime dépassée à l'heure où* l'opinion publique ne s'en laisse plus conter.

ANITA RIND.

« Ne faites pas de complexes »

Il faut bien se rendre à l'évidence : l'entreprise n'est plus seulement une machine à produire des biens et des services mais un espace social, un nœud de relations, peut-être même le lieu d'un projet culturel. Yvon Gattaz, président du CNPF, a tout de suite donné le ton lors d'un débat organisé au Festival de Biarritz : « *L'entreprise, aujourd'hui, ne peut se permettre de lever le pont-levis et de s'enfermer dans sa forteresse.* » Et Pierre Jullien, *secrétaire général du groupe sidérurgique lorrain* Sacilor, d'expliquer : « *Quand on est comme nous à ce point intégré au paysage et au destin lorrains, l'environnement nous impose des évolutions, tout comme notre évolution propre détermine l'environnement immédiat. C'est cette osmose qui explique que Sacilor ait poussé très loin le souci de reconversion, en lançant l'opération du parc de loisirs des Schtroumpfs.* »

Une entreprise peut donc « patronner » une opération de *loisirs qui veut aller dans le sens* d'une conversion économique intelligente. Une autre choisira de pousser les feux de la communication par le sponsoring sportif (Pernod, par exemple), une troisième (Cartier) par le mécénat artistique.

Bref, l'entreprise — mais comment faire pour ne pas laisser à l'écart du mouvement les PME ? — loin de se cantonner dans la seule logique du profit et de la conquête des marchés, peut et doit véhiculer ou fomenter des projets socioculturels. Dans une tirade très libérale, Mme Alliot-Marie, secrétaire d'Etat aux universités, s'est adressée aux chefs d'entreprise en ces termes : « *Ne faites pas de complexes ; l'entreprise peut fort bien faire autre chose dans notre pays que de produire des biens.* »

« *Il ne faut pas, en effet, que l'Etat garde le monopole des choix culturels et artistiques* », lui a rétorqué M. Alain Perrin, président de Cartier, à qui M. Léotard, ministre de la culture, a confié *une mission de réflexion sur le* mécénat. Mais il a précisé sans ambages : « *Une entreprise n'a pas le droit d'être philanthrope. Que ce soit par la publicité, l'information, le mécénat ou le sponsoring, elle recherche ou attend une retombée médiatique.* » Même si, selon le joli mot de M. Jacques Rigaud, président de l'Association pour le mécénat industriel, « *dans le mécénat, il faut savoir succomber aux coups de cœur* » de l'entreprise pour l'artiste, et vice versa.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

LE CARNET DU Monde

Adoptions

— *Danièle VOLDMAN*
et Gérard POGOREL
ont la joie d'annoncer la venue de

Juliette,
née le 19 décembre 1985.

57, rue de Charenton,
75012 Paris.

Décès

— Mme le docteur Renée Carruzzo,
M. et Mme Serge Barthélemy,
Mme Pierre Barthélemy,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie-Louise BARTHÉLEMY,

survenu en sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Wandrille, Le Pecq (Yvelines).

15, avenue Charles-de-Gaulle,
78230 Le Pecq.
24, rue Chaptal,
75009 Paris.

— La Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique PREFON

a le regret de faire part du décès de

Raymond CABARET,
membre fondateur
et président de la PREFON
de 1979 à 1983.

95, rue de Courcelles,
75017 Paris.

— Mme Kerhoas,
ses enfants et sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves KERHOAS,

survenu le vendredi 13 juin 1986.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Lubin de Rambouillet, le mardi 17 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Lasterade de Chavigny,
ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean LASTERADE de CHAVIGNY.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 16 juin 1986, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20e.

14, avenue Berlioz,
93100 Montreuil.

— Souk Ahras. Ambérieu. Bordeaux.

Dominique Mimouni,
sa fille,
Patrick Mimouni,
son fils,
Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Albert-Henri MIMOUNI,

survenu à Bordeaux, le 28 mai 1986, à l'âge de cinquante-huit ans.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Anne et Youri Souvorof,
ses parents,
Agathe et Camille,
ses sœurs,
Les familles Souvorof, Cavanna, Raëber, Grandemange, Trevidy, Keel,

ont l'immense douleur d'annoncer la disparition de

Marie SOUVOROF,

morte le 10 juin 1986, à dix-huit ans, d'une overdose.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 juin, à 14 heures, en l'église apostolique arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-8e.

3, rue Guillaume-Coustou,
78160 Marly-le-Roi.

— Mme Hélène Van Den Daelen,
son épouse,
M. et Mme Didier Van Den Daelen,
ses enfants,
Romain et Marion,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
Ainsi que ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand VAN DEN DAELEN,

survenu le 12 juin 1986, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue de la Rochette,
36250 Saint-Maur.

Remerciements

— François Taburet,
ses enfants et leurs proches,

remercient tous ceux qui par leur présence ou par la pensée se sont associés à leur chagrin dû à la mort de

Marie-Claire PHILIPPON-TABURET,

le 5 juin 1986.

7, rue Victor-Hugo,
92300 Levallois-Perret.

Avis de messes

— L'Association des Français libres fera célébrer le mercredi 18 juin 1986, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe (portes ouvertes) pour commémorer l'appel du général de Gaulle et honorer sa mémoire ainsi que celle des combattants de la France libre morts au champ d'honneur.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et de déléguer leur porte-drapeau à cette cérémonie.

JEU GAGNANT Nº 42 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			
1	MEXIQUE	PARAGUAY	1	X	2
2	ESPAGNE	IRLANDE DU NORD	X	N	2
3	POLOGNE	PORTUGAL	X	N	2
4	R.F.A.	ÉCOSSE	X	N	2
5	URUGUAY	DANEMARK	1	N	X
6	FRANCE	HONGRIE	X	N	2
7	CANADA	URSS	1	N	X
8	BULGARIE	ARGENTINE	1	N	X
9	MEXIQUE	IRAK	X	N	2
10	BELGIQUE	PARAGUAY	1	X	2
11	POLOGNE	ANGLETERRE	1	N	X
12	MAROC	PORTUGAL	X	N	2
13	BRÉSIL	IRLANDE DU NORD	X	N	2
14	ESPAGNE	ALGÉRIE	X	N	2
15	R.F.A.	DANEMARK	1	N	X
16	URUGUAY	ÉCOSSE	1	X	2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 15 Juin 1986 : 1 3 6 7 9 11 14

A LA RÉUNION DES MINISTRES DE LA CULTURE DE LA CEE

M. Léotard propose la création d'une fondation européenne pour les programmes

De notre envoyé spécial

Amsterdam. — Au dire même de M. François Léotard, dont c'était le premier rendez-vous communautaire, ce fut un échange de vues bien imprécis que, faute de préparation ou de motivation suffisante, les ministres de la culture des Douze ont eu vendredi à Amsterdam.

L'idée préconisé et par la Commission de Bruxelles d'action commune visant à aider l'industrie audiovisuelle européenne a été plutôt bien accueillie par les ministres, sans avoir au stade actuel des conséquences financières.

L'an passé, la Commission avait recommandé la création d'un Fonds de soutien à la coproduction cinématographique et audiovisuelle, qui aurait fonctionné grâce à un système d'avances sur recettes. Le conseil des ministres de la CEE, en particulier sous l'influence des Britanniques et des Allemands, avait écarté cette proposition.

La Commission, échaudée, a préconisé une approche plus pragmatique. Son intention, une fois que la concertation avec les professionnels aura permis de dégager un certain nombre de priorités, est de lancer quelques actions pilotes, puis de mettre en place un mécanisme de soutien.

M. Léotard, qui souligne que « *la première priorité est la bataille des programmes* », approuve la démarche de la Commission. Pour lui, la promotion de l'audiovisuel européen passe par un soutien à la production conçu dans un cadre européen, un effort pour drainer l'épargne publique et privée vers le secteur, une incitation au développement de la production indépendante et un soutien aux nouvelles technologies. Il propose, dans la foulée, de confier ces rôles à la Fondation européenne, dont la création a été prévue par un traité que les gouvernements membres ont signé en 1982.

M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire compétent qui, au cours de la conférence de presse suivant la réunion, a tenu à saluer la « *continuité* » des efforts français — ceux de M. Jack Lang ainsi que de M. Léotard, a-t-il voulu préciser, — s'est néanmoins prononcé contre cette initiative. Outre le fait que la fondation n'a pas encore d'existence réelle (le traité n'a pas été ratifié par les Pays-Bas, dont le Parlement est hostile à l'opération), il a fait valoir qu'elle ne pourrait, compte tenu de son statut, s'occuper que de l'aspect culturel de la future politique européenne alors que cette politique constitue un tout, que ses volets juridiques, à savoir la libre circulation des émissions et technologies, ne pourraient être gérés de façon séparée.

PHILIPPE LEMAITRE.

POLÉMIQUES AUTOUR DES NOMINATIONS A FR 3

Répondant à l'intersyndicale CFDT-CGT-SNJ de FR 3, qui devait se réunir ce lundi 16 juin pour examiner ce qu'elle qualifie de la « *dérive à droite* » de la chaîne à la suite du remplacement de cinq des douze directeurs régionaux (*le Monde* du 14 juin), Mme Janine Langlois-Glandier, PDG de FR 3, a fait savoir que son choix a été fait « *sur des critères purement professionnels et dans l'intérêt de l'entreprise* », tout en déplorant les interprétations « *systématiquement politiques* » de ces nominations. « *Mon souci a notamment été de mettre des gens jeunes dans les centres lourds de production,* a-t-elle ajouté. *J'ai choisi des hommes qui avaient exploité au mieux les potentiels humains et techniques des centres moins importants qu'ils avaient dirigés auparavant.* »

Les syndicats estiment, pour leur part, que les directeurs qui ont été écartés étaient d'« *une sensibilité marquée, qui ne cadre pas forcément avec l'esprit qui est en train de s'installer à FR 3* ». Ils redoutent, par ailleurs, un autre découpage régional, avec d'éventuelles fusions de directions, et prévoient un prochain mouvement à la tête des bureaux régionaux d'information. Le PDG a répondu, sur ce point, qu'un mouvement de rédacteurs en chef n'est pas d'actualité.

Le Collectif de défense du service public de l'audiovisuel de Midi-Pyrénées a dénoncé, de son côté, « *une reprise en main de l'audiovisuel par et pour le pouvoir politique* », alors que M. Georges Fillioud, ancien ministre de la communication, a très vivement critiqué ce mouvement de directeurs régionaux. « *Le gouvernement répète qu'il ne fait pas de chasse aux sorcières*, a-t-il dit. *Pourquoi le ferait-il puisqu'il peut la faire faire à sa place ?* »



Nº 24 — TIRAGE DU SAMEDI 14 JUIN 1986

6 19 32 43 47 48 — 15 NUMERO COMPLEMENTAIRE

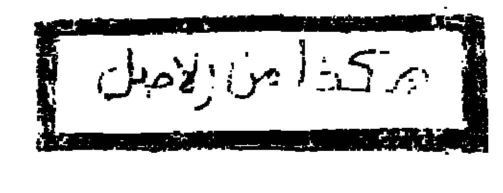
PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 18 JUIN 1986 ET SAMEDI 21 JUIN 1986

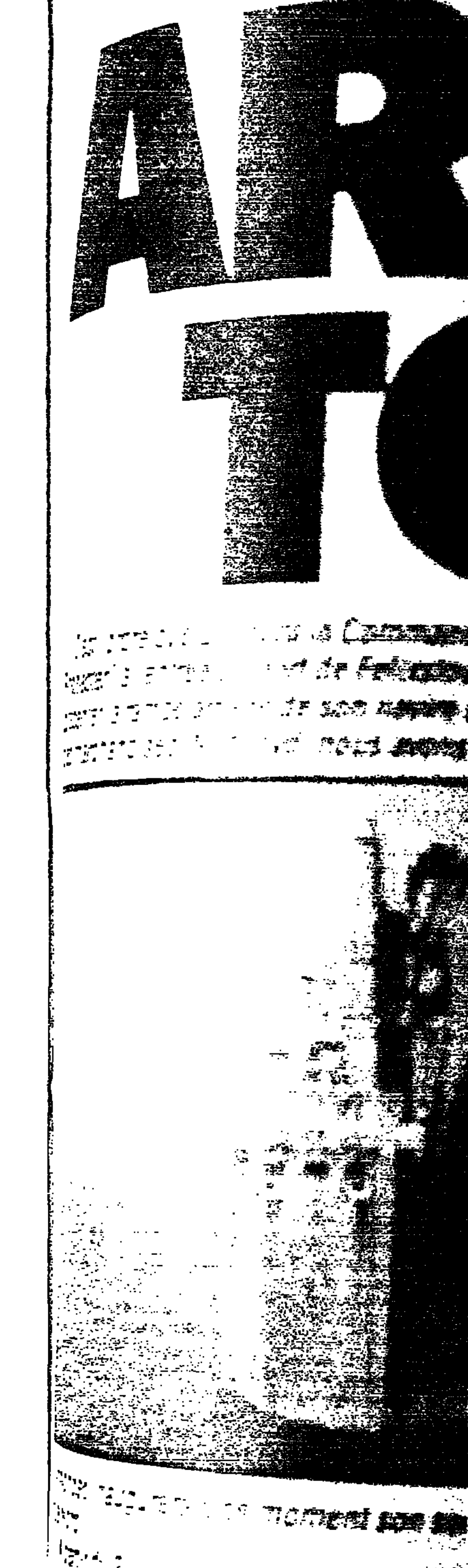
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	3	2 562 345,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	19	188 800,00 F
5 BONS Nos	788	14 305,00 F
4 BONS Nos	60 725	185,00 F
3 BONS Nos	1 393 836	11,00 F

BONUS DU SAMEDI 109 124

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 11,00 F X 2 = 22,00 F





Le Monde

CADRES

Débutant et déjà le goût d'entreprendre

Diplômés d'Etudes Supérieures : ESC, Maîtrise de Sciences Economiques, Droit...

Votre objectif immédial : donner toute votre mesure dans un poste opérationnel, autonome et formateur. Représentant SODEXHO auprès des clients, vous serez responsable, **au terme d'une formation**, de plusieurs contrats : relations avec les clients, animation des équipes sur les restaurants, gestion.

- Si vous êtes ambitieux, disponible et mobile,
- Si la croissance d'un grand groupe et un poste avec beaucoup de responsabilités vous motivent,

Ecrivez à SODEXHO - Service Recrutement sous réf. LM 167 - B.P. 36 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

Groupe International N° 1 français de la Restauration collective. Effectif : 31 000 pers. CA : 4,3 milliards de francs.

SODEXHO

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS

CONSULTANTS DIPLOMES GRANDES ECOLES

Vous avez plusieurs années d'expérience acquises au sein d'une banque ou d'une SSII dans l'informatisation des fonctions :

- Valeurs Mobilières,
- Financements Internationaux,
- Trésorerie franc, devises et change, futures,
- Comptabilité bancaire.

Vous participerez au développement de nos logiciels d'application et conduirez d'importantes missions d'assistance et de conseil auprès des plus grands établissements financiers.

Relevez notre défi :
Partagez notre réussite; devenez un professionnel *des systèmes d'information.*

Rejoignez notre Trajectoire.
Envoyez C.V. et photo sous Réf. MD 345 à la Direction des Ressources Humaines de McDonnell Douglas Information Systems, 106 bureaux de la Colline 92213 St-Cloud

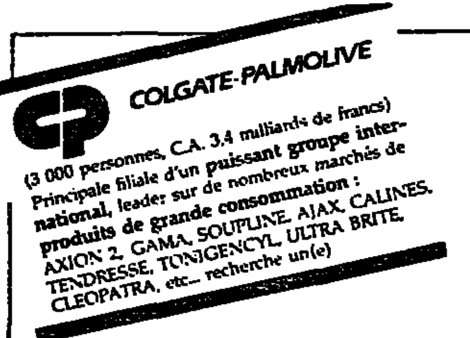
PUISSANCE. *Nous sommes un grand groupe de haute technologie, représentant dans le monde près de 100.000 personnes et 11 milliards de $ de chiffre d'affaires, dans l'aéronautique, les systèmes d'armes, l'espace et l'informatique.*

CONQUÊTE. *Proposer des systèmes d'informations spécialisés, efficaces et rentables, c'est la stratégie de McDonnell Douglas Information Systems. Nous sommes concepteurs, créateurs, industriels et ensembliers. Nous repoussons les frontières entre les industries des ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.*

AMBITION. *Aujourd'hui nous réalisons près d'un milliard de $ de chiffre d'affaires avec 12.000 personnes dans le monde. Nous avons décidé d'être, d'ici 1990, l'un des tous premiers fournisseurs-mondiaux de systèmes d'information destinés soit à des secteurs économiques (banque, assurance...) soit à des grandes fonctions dans les entreprises (commercial, production...).*

AVENTURE. *Nous, filiale française, participons à cette grande aventure. Notre croissance est de 40 % : nous lançons une activité nouvelle par an. Nous réussirons sur la nouvelle trajectoire tracée dans l'univers informatique, celle des systèmes d'information.*

Nous sommes McDonnell Douglas.



(3 000 personnes, C.A. 3,4 milliards de francs) Principale filiale d'un puissant groupe international, leader sur de nombreux marchés de **produits de grande consommation** : AXION 2, GAMA, SOUPLINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, TONIGENCYL, ULTRA BRITE, CLEOPATRA, etc... recherche un(e)

Ingénieur Chimiste Confirmé

POUR SON LABORATOIRE DE DEVELOPPEMENT

Produits de lavage, de nettoyage et d'hygiène à usages professionnels et industriels

Sa mission :

- Développer de nouveaux produits, assurer des travaux de laboratoire : mise au point de nouvelles **formulation, analyse** de *produits et* **évaluation** de leurs performances,
- Etudier les mécanismes gouvernant l'aptitude à l'emploi des produits,
- Prendre en charge des **essais en clientèle** et des contacts avec des partenaires extérieurs (fournisseurs, laboratoires, etc...).

Son profil :

- Ingénieur chimiste justifiant impérativement d'une expérience de la formulation, de l'analyse et de l'évaluation des produits de préférence de même nature,
- Aptitude pour les **relations** avec les **responsables commerciaux,**
- Bonne connaissance de **l'anglais.**

Poste à pourvoir de suite à Courbevoie-La-Défense.

Merci d'adresser dossier de candidature et rémunération actuelle, sous réf. LM 16-6, au service de l'Emploi et des Carrières, 55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

Ingénieur généraliste à dominante THERMIQUE

POUR VOUS... DES PROJETS D'ENVERGURE

Quand on parle Agro-alimentaire, notre nom "BRIDEL" s'impose : 2.200 personnes, 11 usines, 4 milliards de CA. Pour nous l'avenir a un sens : avancer et consolider notre position déjà privilegiée, investir pour soutenir notre croissance. Aujourd'hui, nous sommes conduits à renforcer notre DEPARTEMENT EQUIPEMENTS TRAVAUX NEUFS. C'est un jeune ingénieur, la trentaine, que nous voulons incorporer à cette équipe. **Un homme capable de prendre en charge tous les problèmes d'énergie de l'ensemble de nos usines** (l'agro-alimentaire est "énergivorace", vous le saviez... !). Il gérera des projets très complets : études et réalisations en réseaux de chaleur, chaudières, génie climatique, économies d'énergie... Tout d'abord homme de génie thermique, il saura valoriser sa maîtrise des techniques énergétiques sophistiquées. Mais, également ingénieur généraliste, il saura s'adapter aux besoins et aux compétences requises au sein d'une direction E.T.N. La taille de notre groupe et l'intérêt que nous portons à sa fonction lui ouvrira des opportunités de carrière à la hauteur de son potentiel. Nous lui demandons d'ores et déjà une expérience de 2 à 3 ans dans le **SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE ou bien MARINE MARCHANDE.**

Adressez C.V., lettre manuscrite, prétentions à GROUPE BRIDEL - Direction du Personnel B.P. 5 - 35240 RETIERS

Bridel — Les bonnes carrières ont un nom — Emile Bridel

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
dans le cadre de son développement recherche

- ***Chefs de mission***
  3 à 4 ans d'expérience
- ***Réviseurs confirmés***
  certificat supérieur juridique et fiscal
- ***Assistants réviseurs***
  débutants ou ayant connu une première expérience - DECS complet

HF

- Ces postes impliquent d'être diplômés de l'enseignement supérieur.
- Vous vous intégrerez dans une structure souple et évolutive.
- Vous participerez à des missions variées axées essentiellement sur la Région parisienne.
- Vous bénéficierez d'une formation diversifiée et adaptée à la préparation du diplôme d'E.C.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 1886 à : FRANCACIP - 17, rue de la Banque - 75002 PARIS



CROCHET S.A.

En pleine expansion, notre PME (CA : 230 millions de francs) est aujourd'hui spécialisée dans la distribution de produits laitiers et la prestation de services logistiques pour produits surgelés. Nous imaginons déjà d'autres créneaux de développement et recherchons pour cela notre

Adjoint de Direction Générale

capable de seconder notre PDG et d'évoluer ensuite vers un poste de Direction Générale.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous possédez déjà une expérience professionnelle d'environ 10 ans qui vous a permis d'aborder plusieurs fonctions au sein d'une unité performante et à taille humaine, dans le domaine agro-alimentaire. Vous êtes particulièrement rompu aux méthodes de gestion et d'organisation. *Vous connaissez, et dans l'idéal,* vous l'avez pratiqué, l'univers de la distribution moderne.

Enfin, vous êtes moteur et savez dynamiser vos équipes.

Pour ce poste de haut niveau, situé à CHARTRES, une résidence dans la région chartraine ou à mi-chemin de Paris sera souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 8620 M à notre conseil.

JEAN-PAUL BRIAUMONT
4, rue Martel · 75010 Paris

Membre de la chambre syndicale des conseils en recrutement

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ARMENTIERES
recherche pour son **INSTITUT DE FORMATION A LA TELEMATIQUE**

UN CONSEILLER EN FORMATION

MISSION :
Sous la direction d'un Chef de Centre de Formation :

- Informer, sensibiliser, conseiller les entreprises industrielles et de service sur les possibilités de la Télématique, dans le cadre d'un Institut de Formation à l'usage de la Télématique, Institut en cours de mise en place ;
- Informer, sensibiliser les prestataires et organismes à la démarche IFTEL ;
- Recueillir, analyser les demandes en terme de Formation ;
- S'appuyer sur les formateurs en place pour les réalisations.

PROFIL :

- 35 ans minimum ;
- Formation type ESC accompagnée d'une bonne connaissance de l'outil informatique ;
- Expérience professionnelle acquise en milieu industriel ;
- Excellent contact humain et esprit d'initiative.

Adresser votre dossier (CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 743

APRODI — 87-89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

MEDECIN

Le service ESSAIS CLINIQUES phase IV de notre département médical recherche un médecin.

Il sera chargé de concevoir, mettre en oeuvre et analyser les essais cliniques de phase IV concernant des psychotropes.

Le médecin recherché possède une bonne compétence en psychiatrie, il est ancien interne ou chef de clinique, il connaît si possible la méthodologie des essais cliniques. Il n'a pas nécessairement d'expérience dans l'industrie mais doit posséder de réelles facilités de contact, l'esprit d'initiative, beaucoup de rigueur. L'anglais est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 2741 à Madame C. Monteil, CIBA-GEIGY, 2 et 4 rue Lionel Terray, 92506 Rueil-Malmaison.

CIBA-GEIGY



Rowntree Mackintosh

CA : 1,2 milliard 1 500 personnes

Lion — Nuts — Kit.Kat — Smarties — After Eight — Quality Street — Rêve Noir — Lanvin — Menier...

LEADER FRANCAIS DU CHOCOLAT recherche

COORDINATEUR PROJETS H/F

CHARGE D'ORGANISER :

- les études de faisabilité et de délais concernant la fabrication de produits de grande consommation répondant à la demande de nos sociétés étrangères
- l'optimisation de la mise en œuvre des projets en découlant et/ou touchant au lancement de références promotionnelles ou de produits nouveaux.

S'appuyant sur les compétences et intégrant les contraintes de départements aussi divers que R et D, marketing, production, ingénierie, achats, finances, ordonnancement... Il mettra en œuvre ses talents en matière de communication, rigueur et jugement.
L'anglais parlé est indispensable.
Une première expérience est souhaitée, de préférence packaging ou impression, achats, logistique, etc...
Une formation supérieure ESC ou Ecole d'Ingénieur (avec compléments en gestion) est requise.

Merci d'adresser (lettre, CV, photo et prétentions) à Michel DASSE, Rowntree Mackintosh S.A., Noisiel, 77422 MARNE LA VALLEE Cedex 2



ADJOINT

Responsable recrutement

Vous êtes un jeune candidat (licence ou maîtrise de psychologie) bénéficiant de trois ans d'expérience dans la fonction personnel et/ou une première approche concrète du recrutement des commerciaux.

Avec un grand sens des relations entre cadres et d'esprit d'équipe qui vous anime, vous participerez au sein d'un groupe puissant, de dimension nationale à notre effort de recrutement. Basé à Cambrai, de fréquents déplacements en région sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) à Jean-François DUFORT - SECTEUR DIFFUS - MAISON FAMILIALE CONSTRUCTEUR - 1461, avenue du Cateau - 59342 CAMBRAI Cedex.

Groupe Maison Familiale

هكذا من الأصل





Notre client l'Imprimerie HERISSEY à ÉVREUX (Groupe arts graphiques, leader dans sa profession, activité : photocomposition, impression, brochage, routage et colisage, effectif total 1 000 personnes) recherche pour son unité d'ÉVREUX son

DIRECTEUR TECHNIQUE

En coordination avec la Direction générale, il participera à l'élaboration de la politique de l'Entreprise et aux perspectives de son développement.

Il sera responsable de la production, de l'organisation, de l'entretien, des études d'investissements et du budget de la fabrication.

Il coordonnera 300 personnes.

Formation : Arts et Métiers, ENIM ou équivalent.

Adr. c.v., photo, salaire et disponibilité à Marc HEDAN, A.S.I.E. (réf. 60 526), B.P. 581, 27005 ÉVREUX Cedex. Discrétion et réponse assurées.

A.S.I.E.

---

aerospatiale
Toulouse

Chef de Service Informatique

Au sein de la Direction Après-Vente, il aura pour mission de diriger la conception, la mise en place, la maintenance et l'exploitation des systèmes informatiques (gestion, réseaux, postes graphiques pour CFAO...) dont les utilisateurs sont répartis dans le Monde.
Il contrôlera un budget annuel d'environ 20 Millions de Francs.
Il animera une équipe de chefs de projets et d'analystes (60 personnes).
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Rémunération : environ 280 KF.

Merci d'adresser C.V., photo.
Service Ressources Humaines.
316 Route de Bayonne - 31060 Toulouse Cédex 03.

Jonction

DIRECTEUR H.F.

Pour sa Filiale SECOIA (Branche d'Activité : Assurances), le Groupement recherche un

DIRECTEUR.

- Vous avez 28 ans minimum, BAC + 4, une formation supérieure (Droit, Sciences ECO, Ecole de Commerce).
- 5 années d'expérience à un poste à responsabilités chez un courtier ou gestionnaire de risques dans une grosse Entreprise Industrielle ou Commerciale.
- Vous êtes équilibré, réfléchi, rigoureux et méthodique.
- Vous avez le sens des responsabilités et du commandement.
- Vous êtes apte à diriger une petite équipe (8 à 10 personnes).
- Enfin, vous devrez mettre en œuvre les directives en matière d'assurances, réaliser les études techniques et négocier avec le marché.
- Lieu de Travail : PARIS (15e). DISPONIBILITE/VEHICULE INDISPENSABLE.

De réelles possibilités de promotion sont offertes au sein du Groupement pouvant déboucher sur la création de votre propre Entreprise.



REF. 06228/SR

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (exigée), salaire actuel + prétentions à U.N.M. Service Recrutement : Avenue Georges Boillot - 91310 LINAS-MONTLHERY

RÉGIEX PUBLICITÉ – BC CORNER 74 B 311

Directeurs de filiale

Nous sommes une société en expansion, rattachée à un groupe leader européen. Notre société comprend actuellement 23 filiales et nous pratiquons largement la délégation et la décentralisation.

Notre activité se situe dans le domaine des services et implique l'animation d'effectifs nombreux et la mise en œuvre de parcs de matériels importants.

Nous recherchons **deux Directeurs :**
- **pour filiale 300 personnes - Normandie**
- **pour filiale 80 personnes - Est France**

La réussite dans ces postes implique :
- une formation grande école (d'ingénieurs ou de gestion),
- 5 à 10 ans de vie professionnelle selon la filiale à diriger,
- l'expérience de la direction d'un centre de profits,
- des compétences de gestionnaire, un sens aigu de la négociation, de solides qualités d'animateur, la capacité d'initier des progrès et d'en organiser la réalisation.

Poste Normandie — **référence EM 491 AM**
Poste Est France — **référence FN 492 AM**

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Secrétaire général

Une importante société, 3 000 personnes, rattachée à un groupe leader, recherche son Secrétaire Général.

Membre du Comité de Direction, il assumera des responsabilités importantes et polyvalentes, couvrant les domaines :
- comptabilité, finances, gestion,
- organisation, informatique,
- achats,
- juridique et assurances.

Il animera une équipe étoffée de cadres.

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur, HEC, ESSEC, ESCP... ayant 10 à 15 ans d'expérience professionnelle lui ayant donné de solides compétences en particulier en comptabilité, gestion et informatique (une connaissance de la fonction personnel serait un atout supplémentaire).
La réussite dans ce poste implique les qualités d'un généraliste rigoureux, une ouverture au dialogue et une autorité naturelle.
Poste à Lyon.

Ecrire sous réf. IY 546 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



AERONAUTIQUE

HEC, ESSEC, ESC fort potentiel

Organisation comptable et consolidation

Une société aéronautique française, 35.000 personnes, recherche pour l'intégrer à la Direction Financière, un candidat de valeur.

Au sein d'une petite équipe, il participera au développement des procédures comptables (étude, mise en œuvre, informatisation) ainsi qu'à des travaux de consolidation.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école de gestion, ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise soit dans un cabinet d'audit ou d'expertise, soit dans un grand groupe, familiarisé avec l'informatique (et, si possible la micro-informatique).
Son envergure personnelle, ses qualités de créativité et de contact lui permettront d'être reconnu, comme un interlocuteur avisé, auprès des différents établissements.
Larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. EU 542 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN

Responsable de la communication

Un grand groupe industriel français ayant une implantation internationale et réalisant des équipements destinés aux industries de haute technologie, recherche son Responsable de la Communication.

Ce poste clef implique un large champ d'intervention :
- communications internes et externes,
- maintien et diffusion de l'image de la société, à l'intérieur du groupe et à l'extérieur au niveau international,
- harmonisation et coordination des actions publicitaires et promotionnelles réalisées par les divisions opérationnelles et leurs services de marketing,
- exploitation et développement des "outils" de communication, vidéo, photothèque...

La réussite dans ces fonctions nécessite une formation supérieure (HEC, Sciences Po...), une bonne maîtrise de l'une des facettes de la fonction, une solide expérience dans un grand groupe ou dans une agence professionnelle de premier plan, une parfaite connaissance de l'anglais, des qualités de créativité et de contact, la capacité d'animer une équipe.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 340.000 F.

Ecrire sous réf. YP 537 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Chez un leader mondial

Chef de zone exportation

MOYEN-ORIENT

Société française de biens d'équipements électrotechniques, filiale d'un groupe de tout premier plan, recherche un Chef de Zone Exportation pour le Moyen-Orient.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans la vente de biens d'équipements (dont une expérience à l'exportation, si possible au Moyen-Orient).
Il sera capable d'animer un réseau, de négocier des contrats importants avec une clientèle de haut niveau.
Poste comportant des déplacements d'environ 30 à 40 % du temps de travail.
Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. GW 544 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

Chef de service marketing et ventes

Une société à taille humaine (300 personnes), filiale d'un groupe leader européen (services destinés au grand public) recherche son Chef de Service Marketing et Ventes.

A la tête de ce service de 8 personnes, il assumera sous le contrôle direct du Directeur de la société, des responsabilités complètes de conception et de mise en œuvre de la politique commerciale :
- études des marchés,
- définition des produits,
- commercialisation,
- relations extérieures.

La réussite dans ce poste implique :
- une formation HEC, ESSEC, ESC ou école équivalente,
- 5 ans au moins d'expérience en marketing opérationnel,
- de solides qualités de dynamisme, de contact, d'imagination et de réalisme.

Poste situé dans une grande ville universitaire du sud de la France.

Ecrire sous réf. HX 545 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

TAT EXPRESS
VOS COLIS DE DOMICILE A DOMICILE EN MOINS DE 24 H.

JEUNES DIPLOMES

COMMERCE - GESTION - SCIENTIFIQUE

Dix années d'expérience du frêt express de domicile à domicile nous permettent de desservir aujourd'hui 36.000 communes du territoire national en moins de 24 heures. Cette performance quotidienne exige une organisation rigoureuse et des moyens parfaitement adaptés. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons de jeunes cadres qui, après une période de formation, se verront confier les responsabilités de :

CHEF D'EXPLOITATION - PARIS - (Réf. C.E.)

Ingénieur/Ecole commerce - Expérience transport - 25/30 ans, chargé de l'organisation, la gestion et le contrôle d'un centre important en Région Parisienne.

CHEFS DE CENTRE - PROVINCE - (Réf. C.C.)

Débutants ou première expérience. Hommes de terrain chargés du développement commercial et de l'exploitation des nouveaux centres.

ATTACHES D'EXPLOITATION - PARIS et PROVINCE - (Réf. A.E.)

Débutants ou première expérience. Chargés du suivi quotidien et de la bonne marche d'un centre de frêt express. Ils auront pour mission de seconder le chef de centre.

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de valeur qui sauront prouver leur volonté de réussir.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions (en précisant la référence du poste choisi) à **T.A.T. EXPRESS** Service du Personnel - B.P. 0237 - 37002 TOURS Cedex.

POUR NOTRE NOTORIETE ET NOTRE IMAGE : UN PRO DE LA COMMUNICATION.

Groupe d'assurance occupant une place prépondérante sur notre secteur, soucieux de développer notre image tant interne qu'externe, nous recherchons notre **Responsable de la Communication et des Relations Extérieures.**

A 30/40 ans, professionnel de la communication, vous possédez 5 à 10 ans d'expérience, soit en Agence de Publicité, soit dans les Relations Publiques. Vous connaissez parfaitement le monde de la communication (outils, relation presse et R.P. ...) et en particulier **le milieu de la presse économique et financière.** Aujourd'hui, vous êtes prêt à prendre de réelles responsabilités afin d'exploiter votre savoir-faire et développer votre potentiel dans une société aux moyens importants... Notre groupe est à la hauteur de vos ambitions.

Directement rattaché au Directeur Général Adjoint, garant de notre image, vous concevrez et mettrez en place des actions de communication interne et externe (relations presse, relations publiques, communication institutionnelle), ceci dans le respect de notre projet d'entreprise.
La connaissance de l'assurance et de l'anglais seront des atouts appréciés, mais non indispensables.
Alors, si au travers de cette annonce, vous vous sentez déjà impliqué dans notre communication, rencontrons-nous.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4926, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

Le Monde
CADRES

Chef des ventes Hi-Fi



Nous sommes la filiale française de distribution du groupe international Amstrad, réputé pour ses produits micro-informatique et Hi-Fi. En trois ans, nous sommes devenus le N° 1 de la micro-informatique familiale et détenons 60% du marché français. Nous voulons, aujourd'hui, développer notre activité Hi-Fi en France et recherchons le responsable de ce nouveau département. Bénéficiant de notre très forte notoriété, et dans le cadre d'une large autonomie, il conduira le lancement des produits Hi-Fi dans les circuits modernes de la grande distribution. Il participera à la réflexion stratégique et assurera personnellement les contacts commerciaux à tous niveaux avec les grandes centrales, les grands distributeurs et l'ensemble des points de vente. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, d'un niveau de formation commerciale supérieure, connaissant bien la distribution moderne et fortement motivé pour réussir, au sein d'une structure très légère et particulièrement performante. Très opérationnel, il aura de bonnes capacités d'analyse. La rémunération, essentiellement fonction du potentiel et des performances, pourra se situer aux environs de 250.000 F par an. Le poste est situé en proche banlieue Sud et suppose de fréquents déplacements. *Ecrire en précisant la référence S/8093M.*

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs d'affaires

Ouest



Le Froid Industriel York S.A. - Société d'ingéniérie, traite les problèmes du froid dans tous les secteurs - chimie, pétrole, nucléaire, agro-alimentaire, marine, loisirs. - L'expansion de son Département Neige automatique en France et à l'étranger entraîne la création de deux nouveaux postes d'ingénieurs d'affaires basés à Nantes. Une période de formation à l'occasion de mises en route et suivi sur sites, leur permettra de devenir des spécialistes de l'enneigement artificiel des stations de sports d'hiver. Ils se verront ensuite confier, en position fonctionnelle, la coordination de l'activité des exécutants -planning, coûts, cahier des charges - En relation avec les ingénieurs commerciaux et les autres services, ils seront responsables des affaires aux plans technique, financier, commercial, contractuel. Cette opportunité s'adresse à des ingénieurs généralistes - Arts et Métiers, INSA, IDN... - âgés d'au moins 28 ans. Ils auront exercé des responsabilités comparables sur des contrats de plusieurs millions de francs et apporteront une solide expérience en automatique. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Ces postes comportent une possibilité d'évolution rapide au sein de la société. Ecrire à Serge BAQUEDANO en précisant la référence A/1404M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

1, rue Dugesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Fédération internationale des Vins et Spiritueux

CET ORGANISME PROFESSIONNEL groupant 54 ASSOCIATIONS DE 24 PAYS recrute pour son Siège (structure légère) à PARIS - Saint Lazare

SECRETAIRE GENERAL

Sur les directives du Délégué Général et avec une grande autonomie d'organisation, il est le «permanent» qui, avec une Secrétaire bilingue, a la charge de tâches administratives variées : recueil et diffusion des informations réglementaires aux adhérents, réponse à leurs questions, contacts avec instances internationales, organisation des symposiums, A.G.,... Budget de la Fédération et son suivi.

- **H ou F, nationalité indifférente mais vraiment BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS**
- **Formation universitaire (droit, Sc. Eco, lettres) ou IEP, ESC.**
- **EXPÉRIENCE (2 ans mini) en S.G., Service admin. ou juridique, de préf. dans Entreprise à contacts internationaux.**
- **JEUNE (moins de 30 ans) OU LA CINQUANTAINE**

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8465 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Chargée de recherche

PA Conseil en recrutement, filiale française du groupe PA (2300 personnes dans le monde, 77 bureaux dans 22 pays), développe ses activités dans le domaine de l'approche directe de cadres et dirigeants, ce qui implique l'intégration d'une nouvelle "researcher" ou chargée de recherche. Travaillant en liaison permanente avec des consultants, elle participera aux différentes étapes des missions de recherche, depuis l'étude du poste à pourvoir jusqu'à l'identification des candidats potentiels correspondant au profil recherché. Ce poste de jeune cadre ne peut convenir qu'à une diplômée de l'enseignement supérieur, ayant déjà exercé des fonctions similaires ou dotée d'une première expérience professionnelle lui ayant permis de développer des qualités de rigueur et de contact, notamment une grande aisance au téléphone, et motivée par un travail très autonome au sein d'une petite équipe. Ecrire en précisant la référence O62M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Un important Groupe de dimension internationale, comprenant une centaine de filiales, recherche pour son siège de Paris un

Cadre juridique

Vous avez entre 25 et 30 ans. Titulaire d'une Maîtrise de Droit des Affaires, vous êtes spécialisé en Droit des Affaires et des Sociétés. Bilingue français/anglais, vous connaissez bien la fiscalité et la comptabilité.
Vous avez acquis votre expérience depuis plus de 2 ans, au sein du service juridique d'un groupe ou chez un Conseil Juridique spécialisé «Droit des Sociétés».
Nous vous proposons d'intégrer notre service droit des sociétés, dans la division juridique et fiscale comprenant une quinzaine de personnes.
Vous serez directement rattaché au Responsable de ce service.
Progressivement, vous assurerez, en relation avec les Directions opérationnelles et fonctionnelles, *le suivi de la vie juridique* (créations, fusions, restructurations de sociétés de toutes formes) d'une partie de nos filiales relevant principalement du droit français.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. + photo en précisant sur l'enveloppe la référence 6249 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



recherche :

– dans le cadre de son expansion (banque, informatique,...)

CONSULTANT EN RECRUTEMENT
première expérience exigée. (réf. TA-8)

– pour ses clients (cabinets conseils, banques,...)

CONSULTANTS SPECIALISES BANQUES, BOURSE (réf. SC-7)

CONSULTANTS SPECIALISES INFORMATIQUE (réf. SF-1)

– Pour l'ensemble de ces postes, il existe des perspectives d'évolution réelle pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions, et références en précisant le poste choisi à :

FOCALE - Mme D. JAMMES
74, rue du Faubourg Saint-Antoine - 75012 PARIS

Consultant en développement MKG/CIAL (secteur services)

Bernard Julhiet Conseils est la plus importante société du Groupe Bernard Julhiet. Structurée par marché, elle intervient souvent avec l'appui des sociétés du Groupe (recrutement, markéting téléphonique, communication directe, informatique, vidéo communication, merchandising).

Bernard Julhiet Conseils professionnalise et spécialise en permanence une approche du conseil bâtie sur un acquis exceptionnel de 35 années d'interventions en développement, commercialisation, marketing et management. Très proches des entreprises dont ils sont issus, les trente consultants de Bernard Julhiet Conseils sont pour la plupart diplômés d'études supérieures commerciales. Leur âge moyen : environ 35 ans. Leurs interventions s'axent principalement autour : d'études en amont des décisions commerciales accompagnées de recommandations ; de diagnostics du commercial et du marketing également suivis de recommandations ; de conception et de mise en œuvre des politiques commerciales et marketing incluant le management ; d'actions de formation à tous niveaux.

Le département spécialisé dans l'univers des services (banques, assurances, communication informatique, transports, loisirs, sécurité, etc...) en situation de net développement recherche deux nouveaux consultants.

Si notre métier vous tente, si notre conception large, opérationnelle, impliquée du conseil vous séduit, merci d'écrire sous réf. BES/86 M à Bernard Julhiet Conseils, 28 bd Belle-Rive, 92500 Rueil-Malmaison.

BERNARD JULHIET CONSEILS

SOURCES

Chefs du personnel.

Alsace - Normandie - Pays de Loire.

GROUPE INDUSTRIEL décentralisé sur le territoire national recherche pour ses Etablissements situés en ALSACE, en NORMANDIE et en PAYS DE LOIRE, trois CHEFS DE PERSONNEL de formation supérieure ayant une expérience réussie de la Fonction Personnel acquise dans des unités autonomes (environ 1000 pers.).

Ces postes regroupent les responsabilités administratives, sociales et humaines classiques de la fonction.
Par ailleurs, la taille de notre Groupe ainsi que son développement permettent à tout candidat de valeur d'atteindre des objectifs de développement de carrière intéressants.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 1532 M (en précisant la région choisie) ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

C.V. PLUS
(1) 43.59.40.25

12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

AFCOREM

ETAS
DAT

Implanté à **ANGERS : Etablissement d'Etudes et d'Expérimentations, dépendant du Ministère de la Défense** recherche

INGENIEUR AUTOMATICIEN *HF*

Au sein du service « Techniques des Composants de Base » cet ingénieur :
- Assistera les responsables de programmes d'amont pour les dispositifs de commande et contrôles de composants, sous systèmes et systèmes.
- Conduira des études sur l'intégration à l'intérieur des systèmes complexes des dispositifs :
  - de commande, • de surveillance,
  - de sécurité, • de testabilité,
  - de transmissions de données.

INGENIEUR MECANICIEN *HF*

Mission :
Au sein du service « Véhicules de Combat Chenillés », cet ingénieur sera responsable de la Cellule « Suspensions ».

Il animera cette cellule chargée des études d'amont, et assistera les responsables de programmes concernant l'aspect suspension des véhicules complexes.

Profil :
Agés 25-35 ans, ingénieurs issus d'une grande école ou équivalent.
La nationalité française est exigée.

Si cette offre vous intéresse, faites-vous connaître rapidement en écrivant à :
Monsieur le Directeur de l'E.T.A.S. - BP 4107 - 49041 ANGERS Cedex.
(joindre C.V. + photo + prétentions).

Pierre Lichau S.A.

Nous sommes un groupe international de services en pleine expansion, situé parc Monceau, et employons 60 personnes.
nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et COMPTABLE
(30 ANS, DECS OU ÉQUIVALENCE, 5 ANS EXPÉRIENCE.)

Aidé d'une personne, celui-ci aura principalement la responsabilité de la comptabilité, du reporting, de la paie, de l'informatique et de la trésorerie.

Merci d'envoyer c.v., photo et prétentions sous n° 7 357 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CABINET FRANÇAIS D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE

(PARIS-CHAMBÉRY)

recherche

AUDITEURS DÉBUTANTS

Formation : ESC + DECS ou équivalent
(débutant ou un an d'expérience)

Activités proposées :
AUDIT – COMMISSARIAT AUX COMPTES
EXPERTISE – RÉVISION COMPTABLE
CONSEIL – CONSOLIDATION – ÉVALUATION

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo, rémunération souhaitée sous n° 7 362 LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

FERRAZ

Notre Société, implantée en région lyonnaise, filiale d'un important groupe industriel, fabrique et commercialise du matériel électrique d'un haut niveau technologique.

Nous recrutons un

INGENIEUR METHODES INDUSTRIALISATION

ST BONNET DE MURE (15 km Est de Lyon)

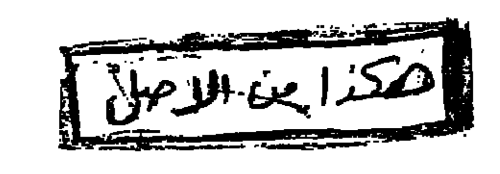
Il pilote les études et la réalisation d'un projet d'entreprise.

Il anime et coordonne une équipe de 4 à 5 techniciens. Outre une formation supérieure type Arts et Métiers, il est souhaitable qu'il possède de bonnes notions en gestion de production, acquises au cours d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et une formation complémentaire en organisation scientifique du travail (BTE, MTM).

Pour ce poste à pourvoir rapidement, des congés pourront être pris durant l'été.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo, salaire actuel) sous la réf. 327 à : A2M Martine CORNILLET, Conseil en Recrutement, 361 rue Garibaldi, 69007 LYON







Le Monde
CADRES

amri

SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENT

Pour sa Direction Recherche et Développement implantée prochainement dans la région Bordelaise (Gradignan) recherche

Jeune Ingénieur d'Études

- Débutant ou 2 ans d'expérience. Formation mécanicien (ENI- INSA AM).
- Il aura la responsabilité du développement de l'intégration de la CFAO, prendra ensuite en charge la conduite de projets et l'encadrement d'une équipe.

Anglais indispensable, compétences en informatique exigées.

Ingénieur Industrialisation méthodes

- Rattaché au Directeur technique, il participera activement aux actions analyse de la valeur, proposera la mise en place de nouvelles solutions d'industrialisation adaptées à l'évoluton des technologies, animera une équipe de techniciens.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé AM ou équivalent.
- Une première expérience dans un service méthodes est souhaitable.
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel Société AMRI
Les Tours Mercuriales
40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

VILLE D'ORLÉANS (Loiret)

105 000 HABITANTS

recherche par concours sur titres, avancement de grade, mutation ou détachement,

DEUX DIRECTEURS DE SERVICES ADMINISTRATIFS

ou

ATTACHÉS PRINCIPAUX

1) A la direction des finances.
2) A la direction des affaires sportives de la jeunesse et des loisirs.

Compléments de rémunération importants soumis au titre de l'article 111 de la loi du 26-1-1984.

Adresser candidature manuscrite + c.v., avant le 4 juillet 1986 à Monsieur le Maire, Direction du Personnel, 45032 Orléans Cedex.

Chef de projet études générales

conception et réalisation adjoint à chef de service

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE 1.200 personnes, filiale d'un groupe leader de 12.000 personnes, mettant en œuvre des techniques diversifiées, offre un poste très formateur à un **jeune ingénieur** ECP, Mines, AM, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle pour seconder le Chef de Service Etudes Générales.

Intégré à une équipe performante de bon niveau, elle-même rattachée au Directeur Général de la Société, il mènera des projets jusqu'à leur réalisation, touchant des domaines variés : introduction de nouvelles techniques, réalisation d'équipements, études économiques, informatique et méthodes.
La réussite dans ce poste implique : une grande curiosité intellectuelle, la capacité à s'adapter rapidement à des activités diversifiées, de bonnes capacités de contact et de pédagogie, un tempérament de réalisateur.
Réelles perspectives d'évolution ultérieure dans la société ou le Groupe à des postes fonctionnels ou opérationnels.
Poste à Lille.

Ecrire sous réf. MU 498 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Gérer un important portefeuille d'obligations

dépassant 6 milliards de francs

Un puissant groupe de sociétés d'assurances à forme mutualiste poursuit sa forte expansion et sa diversification.

Le Département Financier assure la gestion de fonds importants, tant en actions qu'en obligations diversifiées géographiquement.
Afin de renforcer les structures de ce département, nous recherchons un Cadre Financier fort potentiel, chargé de la gestion d'un important portefeuille essentiellement en placements obligataires France.
HEC, Sciences PO, ENSAE, ACTUAIRE, le titulaire du poste devra disposer d'une expérience de deux ans minimum acquise au sein d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou auprès d'un agent de change.

L'importance et le développement du groupe peuvent favoriser une intéressante évolution de carrière.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AI 395 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Un véritable professionnel

Chef de service achats-approvisionnements

Pour une importante usine d'une société, leader mondial dans sa branche et elle-même rattachée à un des premiers groupes industriels français, nous recherchons un Chef de Service Achats-Approvisionnements.

En liaison étroite avec le Directeur des approvisionnements du siège, il aura la responsabilité de créer un service, de le structurer, de l'animer et il gérera un CA achats d'environ 200 millions.

Sa réussite dans ce poste clef implique :
- une formation supérieure : ESC, ingénieur (DES de management des approvisionnements apprécié),
- environ 15 ans d'expérience professionnelle dont minimum 5 ans dans la fonction achats, en milieu industriel, avec une réelle prise de responsabilité et l'habitude de mettre en œuvre des méthodes modernes s'appuyant sur des moyens informatiques dont il devra avoir une expérience prouvée,
- une personnalité affirmée, et en particulier, d'excellentes capacités de gestionnaire et de contact,
- la pratique de l'anglais courant est indispensable.

Poste : ville agréable du centre.
Ordre de grandeur de rémunération : 260.000 F. +

Ecrire sous réf. FV 543 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Jeune ingénieur de développement

une carrière évolutive chez un premier mondial

Une société française renommée, rattachée à un groupe multinational, premier mondial dans son domaine, offre un poste formateur et évolutif au sein de son service développement.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, diplômé d'une grande école généraliste, ECP, AM, INSA... débutant, ayant de bonnes connaissances en résistance des matériaux.
Il sera capable de mener des projets complètement, en liaison avec les clients, les fournisseurs et la fabrication, dans le domaine de la mise en œuvre de matériaux (y compris matériaux composites).
Il aura le goût de la technique et le sens des réalités économiques.

Sa réussite lui ouvrira de larges perspectives d'évolution soit dans les services développement, soit en production, soit en technico-commercial, en fonction de ses aspirations et de ses aptitudes.
Connaissance de l'anglais appréciée.
Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. ZP 538 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Importante Société d'Ingénierie de Systèmes Informatiques,
filiale d'un grand groupe industriel recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

Renforçant notre équipe commerciale, nous souhaitons confier à de jeunes commerciaux (3 ans minimum d'expérience en environnement informatique : SSII, constructeurs...) la vente de nos systèmes « clés en main » dans les domaines mini-micro temps réel.

Ces postes s'adressent à des candidats possédant de bonnes connaissances techniques Soft/Hard, pour pouvoir dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau. La connaissance des marchés de l'Administration serait un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais est indispensable.

Postes basés : 1/Banlieue Sud - 2/Région Méditerranéenne.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo à **PIERRE LICHAU S.A.** s/réf. 10779 - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Pierre Lichau S.A.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Si vous saviez quelle cie d'assurances recrute vous ne manqueriez pas l'occasion....

Jeunes Universitaires

(ou école supérieure de commerce), devenez nos inspecteurs d'assurance IARD

- Vous avez envie de bouger sur plusieurs départements,
- Vous avez du «PUNCH» commercial pour animer notre réseau,
- Vous aimerez recruter nos agents généraux, les former, les conseiller,
- Vous avez de l'imagination et de la créativité.

Nous vous proposons un métier, dix mois de formation interne avant de vous confier une circonscription, si le challenge vous dit...., alors,
adressez lettre manuscrite et C.V. sous référence 5612M à notre Conseil.

impact développement

IMPACT DEVELOPPEMENT 26 Rue Brunel 75017 PARIS

PUBLIVAL

Aérazur Groupe Zodiac

Usine de COGNAC

INGENIEUR RESPONSABLE METHODES

AM, ENI, INSA, ou équivalent.

Plus de 28 ans, 1ère expérience acquise en usine.

Vous serez chargé de l'industrialisation des produits et de l'optimisation de l'outil de production.
Avec de l'ascendant, de la volonté, de la créativité et le goût de la communication, vous pourrez accéder à ce poste évolutif rattaché au Directeur de l'usine.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 44 à notre Conseil :

multicibles
4, rue Carnot
16000 ANGOULEME

Jeune Diplômé

Le Service Fiscalité et Assurances du Groupe 3M, intégré à son département financier, recherche un JEUNE DIPLOME désirant se former à tous les aspects de la fiscalité d'entreprise, des assurances des biens et des personnes, des régimes de retraite et de prévoyance.

Le candidat devra avoir une FORMATION SUPERIEURE (DROIT + SCIENCES PO ou ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE) et une bonne connaissance de l'Anglais.
Le DECS serait un atout supplémentaire.
Il aura un jugement rapide, le sens des contacts et le goût des responsabilités.
Le poste est basé à CERGY-PONTOISE.
Adresser C.V., photo et prétentions à Monique Genot, 3M FRANCE Division des Ressources Humaines, Boulevard de l'Oise, 95006 Cergy-Pontoise Cédex.

3M

média-system

PME
Constructeur micro-électronique et télématique recherche pour son siège à Paris-Nation (55 p, 30 MF)

INGÉNIEUR COMMERCIAL TEST

VOUS AVEZ une formation technique (min. BTS électronique), et l'expérience de la vente des produits pour l'émulation et le développement des microprocesseurs.

PROFIL : autonomie, goût du terrain, capacités relationnelles, dynamisme, tels seront vos atouts.

NOUS OFFRONS une expérience enrichissante, des perspectives intéressantes et une rémunération attractive (fixe + prime selon expérience).

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. FAGEBAUME
75, rue de la Plaine, 75020 Paris

PA Informatique

400 personnes. 200 millions de chiffres d'affaires, nous sommes leaders en France dans notre domaine particulier de la fabrication d'appareils destinés principalement à l'agriculture. Fiers de notre réputation de qualité qui, depuis 30 ans nous a permis de développer notre activité, notamment à l'export, nous recherchons pour compléter notre structure :

Ingénieur chef du services "méthodes" 160

Animateur d'une équipe de 5 personnes, vous exercez, d'une part une fonction de chef de service et, d'autre part un rôle important d'interface avec nos unités de production. Responsable de l'animation de notre productivité, vous connaissez concrètement la fonction pour avoir déjà été aux méthodes ou à l'assemblage dans le domaine de la mécanique. La trentaine, vous êtes de préférence ingénieur.

Ingénieur chef d'une unité de production 160

Programmes de fabrication, ordonnancement, contrôle de l'ensemble des opérations de montage, respect de la qualité et des délais, animation de 50 personnes, définissent votre responsabilité. La trentaine, vous venez impérativement de la production, plutôt d'une petite unité où vous aviez soudure et peinture.
Vous êtes bien sûr, ingénieur AM - ENSI - INSA...

Ces deux postes sont basés en région rémoise. Nous apprécions, par dessus tout, votre implication, votre honnêteté professionnelle, et votre sens du concret et des autres. Ces fonctions impliquent d'être très près des réalités du terrain.

Merci de nous nous adresser lettre manuscrite, CV, photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Réf. 2830 UN.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

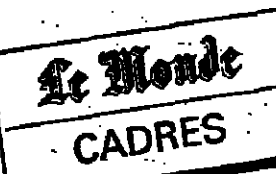
Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES


Le Monde
CADRES

هكذا من الأصل



SON SECCUS TNORES SEL SERTOV*

*Vous avez et nous avons la tête bien droite vous valez et nous valons beaucoup mieux que cette accroche publicitaire écrite à l'envers...

LA QUALITÉ DES PRESTATIONS D'ORGANIMAR DANS LA CONCEPTION, L'INSTALLATION ET LA MISE EN OEUVRE DES RÉSEAUX DE COMMUNICATION INFORMATIQUES A PERMIS UNE PROGRESSION DE + DE 100 % L'AN DEPUIS 5 ANS. RÉSOLUMENT TOURNÉS VERS LA CROISSANCE, NOUS DEVONS RENFORCER NOS ÉQUIPES ET NOUS SOUHAITONS RENCONTRER :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

PARIS — MARSEILLE — LYON

D'abord animateur de votre équipe, vos attributions comprennent l'activité commerciale, la responsabilité technique des solutions mises en œuvre, les relations avec les prescripteurs. De formation ingénieur, vous souhaitez concrétiser une première expérience réussie. Des candidats particulièrement entreprenants peuvent postuler pour des créations d'agence. Après formation et période d'adaptation, des ingénieurs débutants pourront occuper les mêmes fonctions.

INGÉNIEURS PRODUITS

"RÉSEAUX LOCAUX" — "FIBRES OPTIQUES"

Ces postes sont hautement stratégiques et concernent de jeunes ingénieurs ayant 2-3 ans d'expérience sur les produits et marchés concernés.
En étroite relation avec la DG, vous participerez au choix et à l'introduction des nouveaux produits. Vous aurez l'entière responsabilité du positionnement de ces produits. Votre activité se fera aussi bien en interne que chez nos clients. La fonction localisée au siège à Marseille offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat créatif et entreprenant.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste et la ville choisis à Éric J. MARGNAT, ORGANIMAR 1A, rue Cougit 13015 MARSEILLE



PARIS MARSEILLE LYON

Debs



Filiale d'un groupe multinational DOUWE EGBERTS FRANCE s'affirme comme l'un des tout premiers torréfacteurs du marché français et recherche, dans le cadre de son développement

Responsable Marketing

Division Marques Privées — *réf. H 634 M*

... Agé d'environ 30 ans, dynamique et créatif, vous disposez d'une première expérience de responsabilité Marketing / Ventes en PGC.

Dans le contexte en forte évolution des marques de distributeurs, vous devrez :
- *élaborer et mettre en place le plan marketing par client*
- *renforcer nos relations commerciales avec les centrales d'achat*
- *contribuer à la réussite de la division, par votre gestion des groupes de produits :*
  - *Cafés torréfiés • Cafés solubles • Chicorée café solubles*

Chef de Produits

Maison du Café — *réf. H 635 M*

De formation HEC, ESSEC ou Sup de Co, ... vous justifiez d'une expérience marketing réussie sur une marque performante.

Actif et disponible, vous avez le goût du challenge et la volonté de gagner avec nous.

Merci d'adresser votre courrier avec CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à notre Conseil KRENO Consultants - 32, rue de Ponthieu 75008 PARIS.





Réputée pour son développement et son dynamisme, CARDIF l'une des premières Sociétés d'Assurance-vie et de Capitalisation du secteur privé (300 collaborateurs dont 40 % sont des cadres) recherche un

Chargé d'études "fonction personnel"

Vous possédez une première expérience en gestion de personnel ainsi que de bonnes connaissances en microinformatique. De plus votre formation Grande Ecole (d'Ingénieurs ou de Commerce) complétée par un cycle spécialisé en gestion de personnel vous permet de traiter avec aisance l'ensemble des études sur le personnel (analyses de postes, évolution de carrières, rémunération...) et à proposer des politiques au sein d'une équipe très professionnelle et enthousiaste.
Vous pourrez vous appuyer sur les outils informatiques existants que vous compléterez vous-même par des applications sur microinformatique touchant les ressources humaines et les évolutions individuelles.
De très fortes possibilités d'évolution existent pour un candidat jeune, efficace, disponible, qui saura s'adapter à la forte croissance de la société.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre lettre, CV, sous réf. 354 à
Madame Barjolin - Compagnie bancaire - Service Orientation-Recrutement
5 avenue Kléber - 75116 Paris.

CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

Vous êtes intéressé par une société de services à très forte expansion opérant sur des marchés extrêmement concurrencés, spécialisée dans la



Nous recherchons notre :

DIRECTEUR D'EXPLOITATION ADJOINT

Le candidat (35 ans), de formation supérieure et apportant la preuve de sa réussite dans sa ou ses précédentes expériences professionnelles, assistera notre directeur d'exploitation.
Il sera en un premier temps plus particulièrement chargé d'organiser le réseau de transport, d'en analyser les coûts et d'en assurer le développement, par la mise en place de moyens supplémentaires, tout en contrôlant le maintien de l'excellente qualité de service offerte à notre clientèle.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous n° 7 353 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Direction organisation et informatique

L'Immobilier - Nous gérons un parc de 30 000 logements locatifs, créons de nombreux équipements publics, réhabilitons l'ancien et réalisons 670 MF de CA. Nous sommes aux toutes premières places de la profession.
Il faut maintenant, impérativement adapter nos structures à notre développement, revoir nos systèmes d'information pour améliorer encore la fiabilité de nos services (quittancement, comptabilité,...), rechercher partout la performance accrue.
Voulez-vous prendre la responsabilité de cette mission ?
Optimiser les outils actuels - soft et hard (5 HP 3 000 en réseau, 15 micro) - assurer leur évolution, animer les études informatiques, superviser la maintenance, garantir le fonctionnement de l'ensemble. Auprès de vous, une dizaine de collaborateurs.
Vous proposez des mesures d'organisation - la décentralisation en fait partie - et suivez l'évolution des moyens mis en œuvre.
Tout ceci, c'est sûr, vous l'avez déjà vécu en entreprise (industrielle ou de services). Vous avez une formation supérieure (HEC, ESC, Sc. Po,...).
Vous avez dirigé des applications informatiques d'ensemble comme chef de projet. Vous visez maintenant une responsabilité plus large : votre compétence technique conforte votre détermination.
Rencontrons nous.
SEFOP, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous réf. RV 671.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. — MEMBRE DE SYNTEC



Grindlays Bank s.a.

a member of the A.N.Z. Group
implanté dans 45 pays

dans le cadre de ses activités à PARIS
recherche

POUR GÉRER ET DÉVELOPPER NOTRE CLIENTÈLE PRIVÉE

1 EXPLOITANT CLIENTÈLE PRIVÉE H./F.

Si vous êtes :
- De formation supérieure ;
- Bilingue anglais/français ;
- Mobile.

Si vous avez :
- Le goût de la démarche ;
- Une bonne connaissance des titres ;
- Une expérience réussie de 3/4 ans dans la fonction ;
- 28 ans minimum.

Si vous souhaitez :
- Développer vos connaissances ;
- Rentabiliser votre investissement ;
- Rejoindre une équipe dynamique.

Nous offrons :
- De réelles possibilités d'évolution aux Professionnels motivés.

Adresser lettre manuscrite et c.v. détaillé, photo et prétentions à :
Annie CAMUS, GRINDLAYS BANK S.A., 7, rue Meyerbeer, 75009 PARIS.

Ville de Saumur (49)

recherche
Pour le 1er septembre

DIRECTEUR OFFICE DE TOURISME

Niveau études approprié souhaité

C.V. + photo à adresser en urgence à :
Président Office de tourisme
Hôtel de Ville, 49400 Saumur.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMMERCIAL recherche



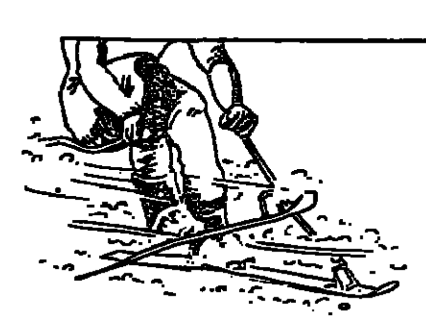
Vous avez du goût pour la communication, l'organisation, vous possédez une formation supérieure commerciale (ESC option marketing ou équivalent) - Débutant ou 1re expérience -
Devenez l'assistant de la Direction qui vous confiera des missions administratives, pédagogiques ainsi que les relations publiques.
Merci d'adresser courrier, CV et prétentions à notre Conseil
P.G. CONSULTANTS, 21 rue Emile Zola 37000 Tours.
Référence RDE 634.

PG CONSULTANTS

média-system

Le Monde

CADRES



...SALOMON... Une équipe... Une passion...

Leader mondial des sports d'hiver (2,2 Mds de F. dont 90 % à l'export) et en pleine diversification, nous préparons activement l'avenir et recherchons un(e)

CHARGE(E) D'ETUDES MARKETING

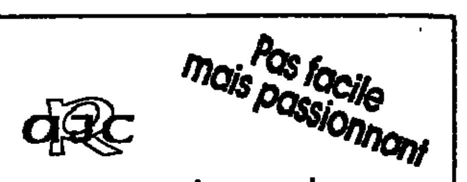
Au sein du Service Etudes Marketing, vous aurez la responsabilité entière de projets d'études (produits, distribution, communication) en France et surtout à l'étranger.
Vous avez si possible une expérience etudes de 2 ans environ et une formation Sup. de Co ou Universitaire.
Vous parlez couramment l'Anglais et l'Allemand.
Nous vous offrons en retour une évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - METZ-TESSY - B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex

ANNECY
SALOMON

Organisation et Publicité





Gestion des ressources humaines
Conseil. Formation. Recrutement

Dans le domaine de la politique **sociale** et **humaine** des Entreprises, nous intervenons en **conseil, formation** et **recrutement**. Notre image de marque est fondée sur le **professionnalisme, l'implication personnelle, l'efficacité.**
Notre bureau d'origine est à **Marseille**, et nous intervenons sur tout le territoire national.
Nous souhaitons continuer notre expansion en créant des antennes en : **Région Parisienne, Rhône-Alpes, Sud-Ouest.**
Les **consultants** qui nous rejoindront, ont **obligatoirement** une formation supérieure et une expérience significative de **l'entreprise.**
Ils bénéficieront d'une large **autonomie** d'action pour développer notre clientèle dans leur région, enrichir notre catalogue, intervenir personnellement sur le terrain. Ce qui les attend n'est pas facile, mais est toujours **passionnant.**
Nous souhaitons recevoir, en plus des habituels C.V., lettre, niveau de rémunération et photo, **des propositions personnelles**, sur la manière de pouvoir **participer** à notre projet. Il esdt important pour nous d'avoir envie de travailler avec quelqu'un qui ait envie de travailler avec nous.
André Jassaud et Nicole Guldner répondront rapidement à toutes les propositions qui leur seront adressées à AJCR sous réf. AJ 6.109.

AJCR
44 La Canebière
13001 Marseille

Nous sommes un des premiers noms de l'immobilier. En chiffres cela veut dire : 1 800 personnes occupées à gérer 75 000 logements. Nous avons aujourd'hui une volonté confortée de mener une politique active de **Développement Social**. Et donc de renforcer nos structures par 2 fonctions-clé :

La Gestion Prévisionnelle des Ressources Humaines — Réf. GP 675 M

Vous créez cette activité. Vous en définissez les objectifs et les moyens. Vous lui donnez sa vraie dimension opérationnelle et stratégique.
C'est un beau chantier en perspective.
Votre expérience de plusieurs années en recrutement, qualifications, formation, systèmes d'appréciation et de rémunération,... vous a préparé à l'autonomie et à l'action "innovatrice" que requiert cette responsabilité.

Les Relations Sociales — Réf. SC 676 M

Au sein du département "Gestion Générale du Personnel" vous prenez en charge les relations avec les partenaires sociaux en termes d'innovation sociale, ce qui signifie communication, amélioration des conditions de travail, flexibilité dans l'organisation du travail (sujet sur lequel vous disposez d'une bonne expérience).
Votre formation en Droit Social et votre premier parcours professionnel vous ont donné le désir de vous épanouir dans un cadre plus vaste pour des actions d'envergure.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre conseil, sous référence correspondante.



SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. — MEMBRE DE SYNTEC



BANQUE NATIONALE
recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DES CREDITS FINANCIERS INTERNATIONAUX

CLASSE IV ou V

Conviendrait à candidat de formation supérieure (Bac + 3) ayant quelques années d'expérience bancaire comportant montage et gestion de crédits internationaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 218-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.



l'informatique au crédit foncier de france

PROGRAMMEURS

- De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première expérience.
- Nous vous proposons de travailler au sein d'une équipe de projet de taille limitée.
Vous disposerez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en matériels comme en logiciels (TSO/ISPF...).
Outre le COBOL, vous utiliserez des langages de 4me génération (AS, FOCUS) et un générateur de programmes PACBASE.
- Poste évolutif, rémunération motivante et nombreux avantages.
- Comment nous rejoindre ?
En passant le concours organisé les 18 et 19 septembre 1986 (clôture des inscriptions le 6 août).

Demandez notre documentation complète au
CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau des Concours
48, rue Cambon, B.P. 65, 75050 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

Si vous êtes jeune, juriste et dynamique...

PARIS Ces 3 ou 4 années passées dans le service juridique d'une entreprise internationale vous ont apporté la maturité et la polyvalence nécessaires à votre métier.
Cette compétence, vous allez la mettre à profit dans la mise au point de contrats français et internationnaux ainsi que dans la gestion des contentieux, assurances, brevets et marques.
Nous sommes la filiale d'un groupe chimique et pharmaceutique mondial et nous considérons notre service juridique comme un facteur de performance de l'entreprise.
Nous attendons beaucoup de votre esprit d'initiative, de votre autonomie et de votre rigueur... synonymes de votre très prochaine réussite.
Une parfaite maîtrise de l'anglais juridique est indispensable.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 3808 à **RSCG CARRIERES** - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT ET DE CONSEIL
recherche

INFORMATICIENS

pour participer au développement de son activité

AUDIT INFORMATIQUE

Particulièrement intéressés par le domaine de la fiabilité et de la sécurité lié au développement et à l'exploitation des systèmes d'information, ils sont diplômés de l'Enseignement supérieur avec une expérience de plusieurs années acquise de préférence en SSII sur des configurations importantes.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone, sous réf. 4705-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrégies
3 RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
SPÉCIALISÉE DANS L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
(BUREAUX ET LOCAUX D'ACTIVITÉS)

recherche
POUR SON DÉPARTEMENT
ÉTUDES ET RÉALISATIONS

UN JEUNE INGÉNIEUR

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Cet ingénieur, diplômé ESTP ENSAIS ou équivalent, éventuellement complété par l'ICH, aura une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, acquise en entreprise ou dans la promotion.

Adr. c.v. manus. et prétentions à : Monsieur le Directeur technique C.G.I., 31, bd des Bouvets, 92000 Nanterre.

La holding d'un important groupe de services
recherche un

AUDITEUR CONFIRME *HF*

Au sein d'une petite équipe, rattachée à la Présidence du groupe, venez assister le responsable dans la supervision des contrôles et la rédaction des rapports, et mener personnellement des missions d'audit opérationnel dans l'ensemble des filiales.

Votre formation supérieure (école de commerce, DECS...), votre expérience de l'audit (3 ans environ), votre diplomatie et vos capacités d'organisation et d'innovation doivent vous permettre de réussir et d'évoluer dans notre groupe.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 770 M à
VALENS CONSEIL, - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

Institution Financière en rapide expansion, située à Paris, travaillant avec des Agents de Change,
recherche

adjoint (e) du responsable du service valeurs mobilières

« Pour s'occuper de la comptabilité des titres et espèces, virements aux clients, établissement des avis relevés et documents fiscaux.
Ce poste conviendrait à une personne ayant des connaissances de la Bourse. Niveau de formation : BAC, IUT, ou expérience équivalente.

Merci d'envoyer votre C.V., photo, salaire actuel, sous réf. 4715-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrégies
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Grande entreprise

recherche

CADRE DÉBUTANT

(ESCAE, MAITRISE SCIENCES ÉCONOMIQUES ou GESTION)

Le candidat est appelé à s'intégrer à une équipe chargée de la gestion ou de l'organisation des circuits de la trésorerie « francs ». Il devra faire preuve de dynamisme, de sens pratique ainsi que d'esprit d'équipe et d'organisation. Il devra également avoir des notions d'informatique et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser c.v. + photo sous nº 7 358
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JEUNES DIPLOMÉS D'ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE

DEVENEZ AUDITEURS

NOUS SOMMES un cabinet d'audit international en pleine expansion.

NOUS RECHERCHONS des candidats à fort potentiel.
- Motivés et prêts à prendre rapidement des responsabilités.
- Désireux de travailler au sein d'une équipe de professionnels dynamiques.
- Maîtrisant la langue anglaise.

NOUS LEUR OFFRONS
- Un travail diversifié en contact permanent avec l'étranger.
- Un programme de formation intensif ayant trait tant aux techniques d'audit qu'aux technologies nouvelles.
- Une promotion rapide allant de pair avec une rémunération évolutive.

Nous étudierons avec soin votre candidature que vous adresserez sous nº 7 361
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Le Monde
CADRES

ENSEIGNEMENT PRIVE PARIS

A la suite d'un élargissement de structures, une école privée d'enseignement technique supérieur - 400 élèves - préparant au BTS (secteur tertiaire), recherche un

DIRECTEUR DES ETUDES

Poursuivre la dynamique engagée, décider des options pédagogiques, conduire et animer une équipe d'enseignants et d'administratifs d'environ 50 personnes, valoriser l'image de l'école, telles sont les missions.

Pour tenir ces objectifs, nous recherchons un homme 30/40 ans environ, niveau Maîtrise, ayant enseigné 5 ans minimum.

La fonction dynamique et enthousiasmante offre un excellent terrain de développement des compétences et des qualités personnelles.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et lettre de motivation manuscrite s/réf. 255/LM à



CCSP
9, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

Pierre Lichau S.A.



recrute

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Maintenir et développer un système de localisation en temps réel des autobus.

Technicien haut niveau électronique et informatique, secteur de pointe à l'échelon mondial.

Expérience 3 ans, voire moins.

Envoyer L.M., c.v., photo, prétentions.
S.T.G.A., 554, route de Bordeaux, 16000 ANGOULÊME.



Comment percevoir ce que d'autres ne voient pas.

La curiosité, la volonté de comprendre, d'aller plus loin, est un trait commun aux hommes de Télésystèmes. Pour développer cette capacité à voir plus large, à percevoir ce que d'autres ne voient pas, nous offrons à ceux qui rejoignent Télésystèmes un parcours que les autres n'ont pas.

Un voyage qui aiguise l'esprit
Entrer chez Télésystèmes, c'est avoir l'opportunité d'aiguiser votre esprit, d'échapper au quotidien au contact des métiers que nous maîtrisons : ingénierie de systèmes et réseaux, banque de données, télématique, centres informatiques, conseil-assistance et développement de logiciels.

Voyager au sein de Télésystèmes sur des projets de pointe en France comme dans le monde, c'est aussi l'opportunité d'acquérir un ensemble de connaissances qui vous permet de bâtir une carrière.

Les grands moyens
Télésystèmes, une des premières SSII françaises, forte de ses compétences, de son assise financière et de ses moyens de développement, poursuit sa croissance en intégrant, en 1986, 250 ingénieurs :
ingénieurs d'application - chefs de projet
ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux
ingénieurs d'affaires
dans des environnements Bull, DPS6, DPS7, DPS8, IBM gros systèmes, DEC...
Si vous êtes de ceux qui veulent percevoir ce que les autres ne voient pas, rejoignez-nous.

Envoyez CV et lettre manuscrite à :
Télésystèmes, Direction du personnel.
115, rue du Bac. 75007 Paris.
Tél.: (1)45.44.38.98.



Gagnons ensemble.

Succès oblige la DAF Olivetti recrute

Premier constructeur européen d'informatique et bureautique, nos succès notamment dans notre activité nouvelle de la micro-informatique nous conduisent à rechercher pour notre département Approvisionnement Distribution, un DIPLOMÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) pouvant justifier si possible une première expérience réussie dans les fonctions :
DISTRIBUTION, CONTROLE DE GESTION, INFORMATIQUE, ADMINISTRATION des VENTES...

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, au sein d'une équipe en constante évolution, vous saisirez cette opportunité pouvant devenir un tremplin pour votre avenir.

Donnez-nous envie de vous rencontrer en nous adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence DF à

Olivetti France/DPRH - 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.
Olivetti : la liberté d'entreprendre

olivetti

Responsable méthodes/qualité instrumentation

L'entreprise, filiale d'un groupe international, conçoit et fabrique des ensembles d'instrumentation. Sa technologie de pointe, son dynamisme lui permettent d'être le "partenaire" apprécié par de nombreux constructeurs. Pour l'une de ses usines (1 500 personnes) nous recherchons un Ingénieur Méthodes/Qualité.

Il prend la direction conjointe de la Métrologie et des Méthodes Qualité. Avec son équipe (techniciens et ouvriers) il effectue les contrôles des premières pièces, définit les procédures (pièces et chaines d'assemblage), les cahiers des charges, les outillages et enfin suggère les améliorations possibles.

Ce poste peut être tenu par un un jeune Ingénieur Electromécanicien connaissant bien les matériels de mesure, de contrôle et de métrologie, bénéficiant d'une expérience dans un service Méthodes et souhaitant tenir une réelle responsabilité dans un contexte évolutif.

Lieu de travail : la Picardie.

SEFOP remercie les personnes intéréssées d'adresser leur dossier sous réf. MQ 674 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

DISTRIBUTION

Assister les directions dans leurs affaires juridiques

• Vous avez 10 à 15 ans d'expériences juridiques acquises en entreprise dans le droit des sociétés, le droit civil et le droit commercial.
• Vous êtes un bon généraliste, vous avez le sens rédactionnel et votre connaissance de la fiscalité et de la comptabilité est un atout.
• Nous sommes un groupe multispécialisé, leader dans la distribution (18 milliards FF, 23000 personnes). Le lieu de travail est Paris.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez vote CV sous référence 828.33, à notre conseil

ONOMA 26 rue de Berri 75008 Paris.

Société industrielle filiale d'un important groupe américain, recherche pour sa principale unité de production en moyennes et grandes séries, région COMPIEGNE

JEUNE INGENIEUR

Diplômé Arts et Métiers, ICAM, INSA... débutant ou doté d'une première expérience en organisation de production.

Après une formation à nos techniques spécifiques et sous la responsabilité du Directeur de production, il procédera à un certain nombre d'études et d'audit techniques sur les moyens de production, les coûts et les procédés de fabrication.
Il recommandera et participera à la mise en place de nouvelles technologies. Cette expérience lui permettra d'évoluer vers des fonctions très opérationnelles.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle ou souhaitée s/réf. 723 M à Denis JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Mission d'envergure pour responsable service et système paie

BANLIEUE NORD

Dans une entreprise dynamique en pleine mutation, vous devrez, à la tête d'une équipe de 30 personnes :

• Superviser la préparation et la réalisation de paies diversifiées et des statistiques en découlant.

• Concevoir les améliorations à apporter au système paie informatisée notamment par la mise en place d'un progiciel adapté et préparer les évolutions.

Votre formation supérieure (grandes écoles, DESS ou équivalent), votre expérience de la fonction (5 ans minimum), votre mobilité intellectuelle et votre ouverture d'esprit vous permettront d'exercer cette mission d'envergure.

Ecrire sous référence 47526 à COFAP
39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

Un des premiers groupes industriels français d'implantation mondiale recherche pour ses services fiscaux

un jeune cadre fiscaliste

de formation Ecole Nationale des Impôts de préférence, et disposant d'une expérience de quelques années en entreprise industrielle.
La pratique de la langue anglaise est souhaitée.
Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 166 M à

Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

Emplois et Entreprises

GS INFORMATIQUE

Société de services informatiques, recherche dans le cadre de son expansion.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DÉBUTANTS

Formation : analystes-programmeurs dans le domaine du temps réel.
Connaissances souhaitées : MP 68000 SOX86, mini-calculateurs, HP 1000/RTE, VAX/VMS...

Adresser lettre + c.v. à GS INFORMATIQUE
47, bd du Colonel-Fabien, 94200 IVRY-SUR-SEINE.

SOFRES

recherche
personne ayant parfaite connaissances langues roumaine, polonaise, pour interviews touristes. Se présenter mardi 17 juin à 14 h au 16, r. Barbès, MONTROUGE (métro Porte-d'Orléans).

Association recherche RESPONSABLES de circuits, itinérants en Grèce pour enfants en AOUT et RESPONSABLES de séj. linguistiques en Angleterre juillet ou août, 45-00-51-28.

GROUPE DE FORMATION MELUN RECHERCHE SEPT. 86 PROFESSEUR ACTION COMMERCIALE, DIPLOMÉS SUP. + EXP., C.V. + PHOTO S/Nº 855, HAVAS 77007 MELUN CEDEX.

BANQUE DE DONNÉES recherche

PHARMACIEN-DOCUM.

expér. de la fonction exigée. Adresser lettre manus. + c.v. + photo à Bleu s/nº 08 212. 17, rue Lebel. 94307 VINCENNES Cedex qui transm.

CONSULTANT (H ou F)

PARIS

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines, mais aussi écouter, informer et conseiller les candidats pour leur permettre de mieux gérer leur carrière. C'est ainsi que les Consultants de G.R.H. Conseils conçoivent leurs interventions dans la recherche de cadres et équipes dirigeantes (par annonce ou approche directe), qu'ils entreprennent pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activité très diversifiés. Notre développement constant depuis dix ans rend nécessaire l'intégration d'un nouveau Consultant pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et de sélection des cadres, et participer aux actions commerciales et de conseils du Cabinet. Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure - Ecole d'Ingénieurs, E.S.C. ou Sciences Humaines - et possédant quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou en cabinet.
Ecrire sous référence 826/M à Monsieur J. BLIN, qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

AFCOREM

Le Monde CADRES



UNIVERS DE LA GESTION



Price Waterhouse

L'un des premiers cabinets mondiaux d'audit et de conseil

Consultant en Recherche de Cadres Financiers

Notre activité de recherche de Cadres et Dirigeants, en expansion régulière, compte parmi nos domaines d'interventions privilégiés. Conduit par les consultants du Cabinet TEG, notre succès repose sur une éthique rigoureuse et les hauts standards de qualité et de conseil auxquels nos clients sont habitués.
Compte tenu de cette notoriété et des perspectives du marché, le consultant que nous recherchons aura l'occasion de donner une dimension toute particulière à sa carrière : développer notre activité de recherche de Cadres dans les domaines Finance, Gestion-Comptabilité. A condition d'avoir été formé au départ dans une des meilleures écoles de Gestion française ou américaine, de posséder une expérience significative acquise au sein d'une Direction Financière, en Cabinet d'audit ou de Search.
Les structures souples de TEG, son appartenance à Price Waterhouse vous feront connaître l'émulation que procure un grand groupe international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence RVR 55206 à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group

DESSEIN

Une importante Société de Transports à vocation internationale, leader sur son marché, cherche pour son siège à la Défense un



CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à la Direction du Contrôle de Gestion central il sera chargé de :
- organiser et faire fonctionner le système d'information lors de l'établissement des comptes prévisionnels et dans le suivi et l'analyse des résultats du groupe et de ses filiales.
- participer à l'établissement des plans et des budgets.
- Mener à bien diverses études pour contribuer à la décision opérationnelle et commerciale.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (écoles de commerce, d'ingénieur ou équivalent).
Débutant ou possédant une première expérience d'un ou deux ans, le candidat devra allier un goût pour la gestion à de réelles aptitudes à convaincre et communiquer. Une parfaite maîtrise de l'anglais et éventuellement d'une autre langue est requise. Une bonne connaissance de l'informatique de gestion est nécessaire.

Veuillez adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 8889 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

Organisation, méthode... et créativité.

Notre société, filiale d'un Groupe français de renommée nationale, exerce ses activités dans le secteur immobilier. Nous intervenons sur l'ensemble du territoire dans les domaines de la construction et de la gestion d'ensembles immobiliers. Placé sous l'autorité du Directeur Financier de la Société, nous recherchons notre

Chef Comptable

Basé à Paris — **200 000 F +**

qui, à la tête d'une équipe de 16 collaborateurs, aura pour mission d'organiser et de planifier la centralisation des informations émanant de nos différents établissements, pour en effectuer l'analyse avant de les consolider lors de l'élaboration du bilan de fin d'exercice. Il sera le garant de l'exhaustivité et de la fiabilité des informations comptables produites par son service.

Nous recherchons un excellent professionnel de la comptabilité, âgé de 28 à 35 ans, ayant de réelles qualités de Manager et le goût du challenge pour mener à bien une mission difficile dans un environnement extrêmement informatisé. Votre succès à ce poste et votre potentiel vous permettront d'évoluer au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous réf. CO611 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil



A LA MESURE... de vos ambitions

Depuis plus de trente ans, nous cultivons avec soin notre image de marque : produits de pointe et qualité du service.
Spécialistes du crédit, aux professionnels comme aux particuliers, nous prenons une place toujours grandissante sur les marchés financiers.
Nous recherchons aujourd'hui de jeunes "personnalités", plusieurs cadres à fort potentiel, dotés d'une grande capacité d'analyse et qui soient... à la hauteur de leur ambition.

CARRIÈRES COMMERCIALES

HEC, ESSEC, Sup de Co, débutants dotés d'un sens réel du contact. Pour le siège et pour le réseau.

CARRIÈRES FINANCIERES

Sup. de Co + DECS pour la comptabilité, ou BAC + 4 et spécialisation mathématiques financières pour la finance pure et les études, débutants dans les deux cas.

CARRIÈRES INFORMATIQUES

Ingénieurs ou E.S.C., possédant 3 ans d'expérience en exploitation informatique.

Banque La Hénin - Service Recrutement
16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS

LA HENIN Banque COGEFIMO

BANQUE LA HENIN
La Banque-orchestre de l'immobilier

Organisation et Publicité



ESC DIJON :
avec les 12 Chambres de Commerce et d'Industrie de Bourgogne Franche-Comté, dans un contexte vivant et nombreux de PME et grosses entreprises, nous recrutons le :

DIRECTEUR DE L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DIJON

Parmi les premières écoles supérieures de gestion en France, nous formons des dirigeants, cadres d'entreprises, des spécialistes des relations internationales et des techniciens de distribution-vente.

La mission :
en collaboration avec la CCI de Dijon :
- la gestion de l'ensemble du groupe, soit 5 centres de formation de 600 élèves, auprès de 150 professeurs dont 20 permanents (gestion des hommes, gestion financière, gestion des équipements),
- la coordination des projets et actions des différents services du groupe,
- la promotion et le développement des activités du groupe,
- les relations publiques dans le domaine consulaire et extra-consulaire dans les régions Bourgogne Franche-Comté.

La formation :
- issu d'une grande école de gestion,
- compréhension de l'anglais et de l'allemand.

Le profil :
- homme d'action de haut niveau,
- possède de manière [illegible] une expérience de direction.

C.V. + lettre manuscrite sous référence 8661 à :
CERH
26, avenue de Montrapon
25000 BESANCON.

Nous sommes un important Groupe français dans le domaine des spiritueux et réalisons un C.A. de 1,5 milliard à travers nos différentes sociétés en France et à l'étranger.
Rattaché au Directeur Financier du Groupe, le Responsable de la Trésorerie que nous recherchons prend en charge la gestion courante, assure les relations avec les Banques et optimise les opérations de placement. Mais il remplit également une mission d'organisation et de coordination en matière de gestion de trésorerie au niveau du Groupe : définition et mise en place de procédures harmonisées ainsi qu'assistance et conseil aux responsables financiers des filiales.

Organiser et animer notre gestion de trésorerie

A 28 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et parlez l'anglais. Votre expérience professionnelle d'au moins 2 ou 3 ans vous a permis de bien connaître les opérations de Trésorerie, en Entreprise ou dans une Banque.

Votre fonction vous permettra de bien connaître notre Groupe et d'évoluer ensuite vers des responsabilités opérationnelles dans nos filiales.

COFROR étudiera votre dossier en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser sous la référence 575/30 à Georges KRASNOVSKY, en précisant votre niveau de rémunération actuel.

COFROR
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense



Organisme para-public renforce son service d'audit nouvellement créé

recherche **CHEFS DE MISSION**
REVISEURS CONFIRMES
DÉBUTANTS

Les deux premiers postes requièrent impérativement une expérience d'audit.
Les débutants seront diplômés d'études supérieures (HEC, ESSEC, Sciences PO, Dauphine, ESC,...)
Discrétion assurée.
Adresser lettre man., C.V., ph. et rémunération souhaitée, s/réf. 4170/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA P.A.

CREDIT CHIMIQUE
BANQUE NATIONALE
recherche

ADJOINT DU RESPONSABLE REGIONAL DE SON DEPARTEMENT IMMOBILIER (SUD-EST)

Position Cadre.
Conviendrait à candidat de formation supérieure (Bac + 3) ou pouvant faire état d'une expérience confirmée dans l'IMMOBILIER.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 219-M à CREDIT CHIMIQUE, 28, rue de la République - 69002 Lyon

---

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
FILIALE D'UN IMPORTANT
GROUPE AMERICAIN
recherche pour son siège situé à
BORDEAUX

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE

Position cadre.

Responsable d'une équipe de 6 personnes.
Sera chargé de la supervision de la comptabilité et de l'établissement des documents comptables jusqu'au bilan sous la forme française et anglo-saxonne. Une expérience de 5 ans et une connaissance du plan comptable sont nécessaires.
Une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit est indispensable.

Le candidat devra être titulaire du D.E.C.S. ou niveau d'étude correspondant, ou aura acquis une expérience sur un poste équivalent.

Adresser C.V., photo et prétentions
sous référence 11150 à COMMUNICO
54, cours du Chapeau Rouge
33075 BORDEAUX.



COMMUNICO

GROUPE FRANCAIS

Spécialisé dans la prestation de services aux transports internationaux, recherche pour une de ses filiales en Afrique Occidentale un

CHEF COMPTABLE

Ce poste s'adresse à un candidat d'environ 35 ans, responsable, entreprenant, pouvant justifier d'une solide formation (DECS ou équivalent) consolidée par une expérience réussie d'au moins 10 ans si possible en Afrique.

Priorité d'intérêt aux candidats ayant de bonnes connaissances de l'IBM 34.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 8488 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 9me
recherche

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

Classe V/VI

Profil du candidat :
- Etudes Supérieures,
- 5 ans au minimum d'expérience en exploitation,
- bonne connaissance des opérations de crédit et du risque PME.

Le candidat devra être un homme de contact, rompu à la négociation à haut niveau.

Merci d'adresser CV, photo et prét. sous réf. 9211 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

Conseillers Grande Clientèle Privée dans une banque au rayonnement mondial.

Notre image est celle d'une banque professionnelle et performante. Il y a de bonnes raisons, parmi lesquelles : une implantation exceptionnelle à l'étranger, un savoir-faire reconnu en matière de marchés financiers, de gestion de patrimoines, d'opérations de haut de bilan.

Nous souhaitons renforcer les équipes de notre département Clientèle Privée, notamment à Paris et dans le Midi. Leur mission ? Conseiller et développer la clientèle privée à hauts revenus ou patrimoine important dans le choix de ses investissements. Un conseil financier à pratiquer en généraliste averti et fin relationnel, en sachant utiliser les sources d'informations internes.

Les consultants du cabinet SIRCA, en charge de cette recherche, étudieront avec attention votre candidature si, diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous exercez déjà cette fonction depuis 3 à 5 années. La réussite dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives : la province, l'étranger, les investisseurs institutionnels, les grandes entreprises, etc. Merci d'écrire sous référence 545 517 à SIRCA, 64 rue La Boétie 75008 Paris, en précisant votre rémunératon actuelle.

Sirca

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Jeune controleur de gestion

Ville agréable de Savoie

Filiale en fort développement (3 milliards de CA) d'un grand groupe multinational, nous recherchons pour notre siège

L'assistant du directeur contrôle de gestion H/F

Il le secondera à différents niveaux : contrôle de gestion des divisions françaises et étrangères ; coordination financière, administrative, informatique ; réalisation d'études de rentabilité diverses.

Il prendra directement en charge l'édition des tableaux de bord et rapports mensuels, l'informatique micro, la gestion administrative et le contrôle de gestion du siège...

Débutant ou première expérience, il sera issu d'une grande Ecole de gestion ou de l'Université (maîtrise de gestion + DESS Finance), devra être parfaitement **bilingue anglais.** Une seconde langue ainsi que la pratique de la micro informatique seront appréciées.

Des déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir. Un candidat motivé et à bon potentiel trouvera au sein de notre groupe des opportunités intéressantes pour faire évoluer sa carrière.

Merci d'adresser vos candidatures à Annie CHABERT, sous la référence 509 M, qui traitera confidentiellement chaque dossier.

KEY MEN
2 rue Childebert
69002 LYON

KEY MEN – PARIS-LILLE-LYON-NANTES-ORLEANS STRASBOURG-NEW YORK

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES 2

PRENDRE CONTACT, TROUVER LA SOLUTION, REAGIR VITE, C'EST ÇA L'INITIATIVE !

Nos 2 800 collaborateurs interviennent ainsi quotidiennement des Vosges à Paris, à travers 180 agences auprès de nos 300 000 clients. C'est vrai, l'initiative a sa banque.

Jeunes Diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce ou d'Universités : DEA, DESS (options bancaires)

venez partager notre métier de partenaire bancaire des entreprises et des particuliers en devenant après une période de formation et d'intégration

Directeurs d'agences

Fortement impliqué dans tous les aspects de la vie des régions, véritable patron de votre unité, vous prospecterez, développerez une clientèle diversifiée et managerez votre équipe, dans le cadre d'un réel pouvoir d'initiative et d'action. Votre compétence et votre mobilité géographique vous permettront d'accéder à moyen terme à d'autres responsabilités dans l'exploitation bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo, à Bernard TRICOIRE, SNVB, Direction des Relations Humaines, 2X, 54017 Nancy Cédex.

SNVB – LA BANQUE D'INITIATIVES

Fiscaliste confirmé

LILLE

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés du secteur tertiaire en France. Notre expansion continue et notre diversification nous amènent à renforcer notre service Juridique et Fiscal au niveau du Groupe.

Le fiscaliste que nous recherchons, âgé d'au moins 32 ans, titulaire d'une maîtrise de droit complétée par une formation fiscale approfondie (ENI), devra posséder une solide expérience dans tous les domaines de la fiscalité de l'entreprise. En effet, il collaborera à l'audit fiscal des sociétés du Groupe et apportera son concours dans les réflexions sur nos opérations juridiques.

S'il a, en plus de ses connaissances, de réelles capacités relationnelles et l'esprit de décision, il connaîtra un développement de carrière prometteur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 2288/M à D. LANDEAU, notre Conseil pour cette recherche, qui vous garantit une totale discrétion.



NORD

HAY Managers
50, bd Gal-de-Gaulle
59100 ROUBAIX
T. 20.73.71.70

Contrôle et organisation mission stratégique pour un jeune cadre financier

Société du secteur pharmaceutique, nous sommes filiale d'un important Groupe anglais. En France, nous réalisons un chiffre d'affaires de 300 millions de F. et employons 320 personnes.

Notre Directeur Administratif et Financier cherche aujourd'hui un collaborateur pour lui confier la responsabilité du contrôle interne et des systèmes d'information.

En contact avec l'ensemble des services de la Société, votre mission sera de définir les procédures internes, concevoir nos systèmes d'information et de communication, et également d'assurer le contrôle interne, la mise en place et le suivi de ces systèmes et procédures.

A 28 ans au moins, après une formation supérieure (ESC, DECS, Maîtrise de Gestion), vous avez acquis une expérience de 3 ou 4 ans dans des fonctions comptables et financières vous ayant permis d'utiliser l'informatique et vous parlez couramment l'anglais.

La fonction que nous vous proposons vous permettra de travailler avec l'ensemble des équipes de la Direction Financière et d'exercer à la fois un rôle de réflexion et de stratégie et un rôle opérationnel.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Georges KRASNOVSKY sous la référence 008/31 M en indiquant votre rémunération actuelle.

COFROR
Tour Fiat Cedex 16 92084 Paris la Defense

SOURCES

BANQUE PRIVÉE, FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER À PARIS, NOUS DÉVELOPPONS DE FAÇON SOUTENUE NOS ACTIVITÉS TITRES ET BOURSE

Le Directeur de notre Département Financier cherche

SON RESPONSABLE BOURSE CLASSE V

pour gérer l'activité et, particulièrement, les relations avec l'étranger,

L'ADJOINT DU RESPONSABLE BOURSE CLASSE IV

bras droit de son patron, il se concentre sur la Bourse de Paris,

UN GRADÉ TITRES CLASSE III

ayant une bonne spécialisation coupons (France et Etranger).

Le service travaille sur une chaîne informatique récente.

Nous demandons à des professionnels ayant 5 à 10 ans d'expérience Banque/Bourse, une solide pratique informatique, parlant bien anglais d'écrire ou de téléphoner à notre Conseil :

J.E. LEYMARIE – CHATELIER CONSEILS
40 ter, avenue de Suffren, 75015 PARIS 47.83.59 45

HAVAS CONTACT

Cadres comptables, vos compétences pour la performance de nos comptabilités.

• COMPTABILITES DU GROUPE.
Campenon Bernard Construction, groupe français du bâtiment centralise à Boulogne les procédures comptables et de contrôle de toutes ses filiales et met en place un logiciel de consolidation. Adjoint du directeur des comptabilités, il vous sera confié l'étude et la documentation comptable et fiscale, l'établissement du bilan consolidé, la simulation et les prévisions des différentes situation de l'exercice.
Vous interviendrez ponctuellement auprès des filiales pour le contrôle de leurs états financiers et fiscaux. Vous participerez au développement de l'informatique dans le groupe. Réf. 534

• CBC BOULOGNE.
Second du Chef Comptable de Boulogne, vous encadrerez et animerez l'équipe comptable, vous superviserez les fonctions comptables clients, fournisseurs, la trésorerie et participerez à l'élaboration des déclarations fiscales et au montage du bilan. En outre, vous participerez au développement des tâches informatiques. Réf. 535

Ces deux postes s'adressent à de jeunes cadres motivés de formation supérieure + DECS, dont les capacités à écouter, informer, encadrer et évoluer sont certaines et qui sauront saisir les opportunités qu'offre un groupe tel que CBC pour y construire leur carrière

Merci d'adresser votre dossier, en précisant la réf. choisie, à A. PICOT, Direction des Ressources Humaines, CBC, 29-31 rue de l'Abreuvoir 92100 Boulogne.





CBC

média-system

I.C.I-Pharma

Filiale pharmaceutique française de l'un des tout premiers groupes chimiques mondiaux, 480 MF, 500 p., 1 usine, 1 centre de recherche, siège à Cergy Pontoise

Contrôleur de gestion

Assumer la fonction en améliorant, dans un premier temps, les procédures de contrôle budgétaire. Développer notre système de gestion prévisionnelle (plans, procédures, construction budgétaire..) Effectuer le reporting mensuel, analyser les écarts et apporter les commentaires correspondants, gérer la trésorerie et optimiser les placements. Faire vivre et perfectionner les outils de contrôle de gestion qui permettront de déclencher les actions correctrices auprès des services et hiérarchies concernées. En un mot, jouer un rôle moteur dans la maîtrise de notre croissance

Jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, votre expérience des sociétés anglo-saxonnes, acquise soit en cabinet d'audit international, soit comme Contrôleur Budgétaire au sein d'une direction financière, vous a maintenant préparé à assumer la globalité de la fonction. Vous intégrerez une société de très grande qualité.

Merci d'adresser dossier de candidature à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS, en précisant la réf. NLB 55406 M

The Executive Group France Management

DESSEIN

BANQUE NATIONALE

recherche pour son

DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

JURISTE EXPÉRIMENTÉ H/F

pour assurer la gestion juridique des sociétés du groupe et collaborer progressivement à l'assistance juridique de son réseau d'exploitation.

Une formation supérieure en Droit et une expérience d'au moins 5 années acquise dans une activité similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier sont indispensables pour permettre au candidat que nous recherchons d'être operationnel et efficace dans les domaines suivants :

- droit des sociétés (constitution, secrétariat des conseils et assemblées, augmentations de capital, ainsi que toutes opérations de la vie juridique des sociétés) ;
- droit bancaire (contentieux, montages juridiques des opérations, réglementation professionnelle) ;
- rédaction de tous actes juridiques.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous ref. 1737 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

UNIVERS DE LA GESTION

Au sein de l'un des tous premiers cabinets d'avocats de Paris, notre équipe de 10 juristes se consacre essentiellement au service de deux groupes industriels composés d'importantes entreprises.

Le nombre de plus en plus élevé des affaires à suivre et la variété des sujets traités requièrent un renforcement de l'organisation des interventions.
Ceci nous conduit à rechercher un(e)

Coordinateur juridique

Rattaché(e) à l'associé responsable, vous l'assisterez dans le suivi des affaires, la répartition et la coordination des activités des avocats, l'information des clients et la prise en charge de leurs besoins.
Cette fonction exige une formation juridique suffisante pour la compréhension des missions mais surtout une grande disponibilité et des qualités d'organisation et d'animation. Une expérience professionnelle en milieu juridique est indispensable et le candidat retenu aura 32 ans minimum.
La rémunération sera en rapport avec l'importance que nous attachons à cette fonction.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. : 403 RT à

SCOTI 8 avenue Delcassé 75384 Paris Cédex 08.
Discrétion assurée.

Surcalibré ? Peut-être, mais pas pour longtemps !

Filiale d'un puissant groupe americain (plus de 10 milliards de $), nous intervenons en France dans la vente de materiels et la prestation de services liés au secteur informatique. Notre chiffre d'affaires, 250 M de F actuellement, progresse de 30 à 40% chaque annee. Selon nos estimations, nos effectifs devraient tripler d'ici 4 à 5 ans. Auprès de notre Directeur Administratif et Financier, nous recherchons un

Chef Comptable à fort potentiel

Très proche banlieue Ouest — **250/300 000 F**

pour diriger notre service de comptabilité générale (environ 10 pers.), établir le bilan, gerer la trésorerie courante et la fiscalité. Très vite, ses responsabilites devront s'étendre à la comptabilité analytique et aux relations comptables avec notre siège international.

Le candidat, âgé de 30 à 40 ans, après une formation superieure du type ESC + DECS, justifiera d'une experience professionnelle d'environ 10 ans, acquise pour partie au sein d'un grand cabinet d'audit, puis à un poste similaire dans la filiale d'un groupe international. L'aptitude à diriger une équipe, la maîtrise de l'anglais et une certaine creativité permettront a cet excellent professionnel d'évoluer au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre man. + CV) sous réf. CO621 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8e
recherche

Organisateur Informaticien

- Chargé de missions d'organisation administrative.
- Responsable de projets informatiques dans le cadre du schéma directeur
- Connaissances base de données et système temps réel appréciées
- Capable de s'insérer dans une petite équipe dynamique au sein de laquelle la polyvalence est importante
- Expérience requise de 3 à 5 ans dans le milieu bancaire.

Adresser C.V., prétentions et photo sous référence 1024 à
LTA Antenne Saint-Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris, qui transmettra.

Adjoint au Directeur du Personnel

Nous sommes filiale d'un grand Groupe, dans le cadre d'une politique humaine où nous souhaitons valoriser la mobilisation des hommes et des équipes, nous recherchons cet Adjoint.
Vous avez une formation supérieure, vos premières expériences (5 à 10 ans) vous ont permis d'être opérationnel dans le domaine des relations humaines et sociales plus spécialement en usine.
L'Entreprise étant très décentralisée, sous l'autorité du Directeur des Relations Humaines, dans le cadre d'une vraie délégation, vous aurez à coordonner les actions entre les diverses unités, agir quand il le faut, vous occuper tout particulièrement des problèmes de l'emploi.
Merci, si vous sentez concerné par un tel projet où les possibilités d'évolution sont réelles, d'envoyer votre candidature, sous référence 60512 M, à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI **centor** 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

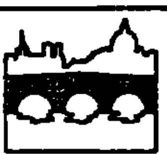
AFCOREM

COMPTABLE ANALYTIQUE — PARIS

Une Société française (CA 3 Milliards Francs - Effectif 2900 personnes) filiale d'un groupe industriel allemand, recherche UN COMPTABLE ANALYTIQUE pour sa direction Contrôle de Gestion. Au sein d'une équipe, il sera chargé de préparer les situations comptables périodiques ainsi que la partie analytique du bilan. En liaison avec les services Comptabilité Générale et Informatique, il participera à l'amélioration des méthodes et procédures comptables et il veillera à leur application. Il assurera le suivi des investissements (budgets, calculs de rentabilité, amortissements...) et participera à la gestion des immobilisations. Une relation permanente avec la maison-mère exige une connaissance suffisante de la langue allemande. Le candidat retenu, âgé d'environ 30 ans, de formation DUT, BTS option comptabilité, ou DECS, possèdera au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise au sein d'un service comptabilité analytique d'une société industrielle et commerciale mettant en oeuvre des moyens informatiques. Ecrire sous référence 850/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM



Union de Banques à Paris

recherche pour PARIS 8ème

Responsable audit interne

Il dirigera une équipe de 4 personnes. Son champ d'application s'étendra à toute la Banque dans les domaines administratif, comptable, financier et informatique.

Nous recherchons un Auditeur de métier ayant une expérience bancaire et des capacités d'encadrement. Les perspectives de carrière sont attrayantes.

Adresser CV, photo et prétentions à
Philippe VALDIGUIE - D.R.H. -
1, Rond Point des Champs Elysées 75008 Paris.
Chaque candidature sera traitée confidentiellement.

GROUPE BANCAIRE

(LA DEFENSE)
recherche pour son DEPARTEMENT JURIDIQUE

UN REDACTEUR CONTENTIEUX HF

Le candidat retenu de formation maitrise en droit privé et ayant de bonnes connaissances pratiques en comptabilité, aura une expérience de 5 ans acquise au sein d'un établissement de crédit dans un service contentieux.
Des déplacements en province de courte durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétent.N.5340 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire- 75011 Paris q.t.

BANQUE NATIONALE
recherche pour son
SERVICE INSPECTION

CHEF DE MISSION

Diplômé d'études supérieures et/ou bancaires, vous avez une expérience bancaire d'au minimum 2 ans, acquise de préférence dans un service Inspection.

Votre esprit d'analyse, de synthese, votre rigueur de raisonnement, votre sens de la diplomatie viennent completer vos competences techniques pour mener à bien les missions qui vous seront confiées :
– inspection des engagements dans les agences ;
– audit opérationnel dans les services centraux et filiales.

Ce poste nécessite une certaine disponibilité pour des déplacements en province (2 mois par an environ).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 7375 - *LE MONDE PUBLICITÉ* - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Bahlsen

La filiale française du **GROUPE BAHLSEN**, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits surgelés recherche pour son siège à **RUEIL MALMAISON (92)**

CONTROLEUR DE GESTION

Dans cette jeune filiale (100 personnes - CA 65 MF) il est directement rattaché au Directeur Général, supervise la comptabilité générale et analytique.
Il assure la gestion de trésorerie, les relations avec les banques, le reporting à la maison mère.
Il adapte les procédures et le système de gestion informatisé à l'évolution rapide de la société.
Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique des techniques comptables et financières, une autonomie et une polyvalence adaptées aux P.M.E.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle à Denis JOUSSET sous réf. 721 M



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Notre Société **MULTINATIONALE** est l'un des leaders mondiaux du secteur électronique professionnel et grand public.
Le renforcement de structure de sa Direction Comptable la conduit à rechercher deux

CADRES COMPTABLES HF

Profil : titulaire du **DECS**, vous avez une première expérience d'environ 5 ans en comptabilité générale ou analytique et êtes un utilisateur averti de l'informatique. La pratique de l'anglais favorisera votre évolution de carrière.

Mission : selon votre expérience et vos centres d'intérêt, vous intégrerez l'une des équipes « consolidation », « comptabilité analytique »...

Vous encadrerez environ 10 collaborateurs.

Poste basé en région parisienne.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence PS/LM1, à

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

Jeune ingénieur pour contrôle de gestion

Pour ce groupe industriel (14 usines) le contrôle de gestion n'est pas un vain mot : un service, au siège, en assure la définition et le suivi. Pour rejoindre ce service, nous cherchons un jeune ingénieur.

Au sein de l'équipe il participe à l'établissement et au suivi des budgets, à l'analyse des résultats. De plus il procède à des études économiques et statistiques.

L'importante structure de production nous amène à souhaiter pour ce poste un jeune ingénieur bénéficiant d'une expérience industrielle, même brève, et possédant de solides notions de gestion (IAE, ICG...).

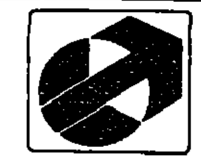
La fonction suppose rigueur et méthode ainsi qu'une bonne aptitude relationnelle. La connaissance de l'Anglais est souhaitée.

Le poste se situe à Paris.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence JI 670 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

FOURCES



Construire Aménager Rénover

PINAULT

(5.600 personnes - 85 filiales)

recherche pour ses nouvelles filiales industrielles

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Diplômé de l'enseignement supérieur (titulaire du D.E.C.S ou équivalent), vous êtes un excellent technicien et êtes parfaitement à l'aise avec la comptabilité générale et analytique, la gestion de trésorerie, la fiscalité, la production de situations mensuelles et l'utilisation de moyens informatiques.

Votre expérience d'au moins cinq ans vous permettra de PARTICIPER ACTIVEMENT A LA GESTION de l'entreprise.

Adresser C.V. et prétentions à :
PINAULT S.A. - *6, Avenue Marceau - 75008 PARIS*

Bleu Publicité

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



UNIVERS DE LA GESTION

Organisateurs conseils

Rattachée à la Direction de la gestion technique, la Division Organisation participe à l'effort d'amélioration de l'efficacité et de la production de nos services centraux et de notre réseau.

Elle facilite leur adaptation à un environnement économique et technologique en constante évolution.

Pour renforcer nos équipes dans ce domaine, nous recherchons des Ingénieurs ou Diplômés de l'Enseignement Supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans l'Organisation.

Il leur sera confié des missions complexes faisant appel à leur expérience mais aussi à leur autonomie et leur goût pour les contacts humains.

Leur connaissance du milieu bancaire constituerait un plus indéniable.

Votre motivation et votre réussite à ce poste vous permettront d'évoluer au sein de notre équipe ou de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. A5, à M. Paul-Henry VIELLE - SOCIETE GENERALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

MEDIA PA

Un homme d'avenir pour nos projets à venir

CONTROLEUR DE GESTION

FINANCIERE STRAFOR est la holding d'un groupe aux activités diversifiées et largement ouvert à l'international. Son chiffre d'affaires est de 3,5 milliards de Frs.

Rattaché au directeur du contrôle de gestion "holding", le candidat évolue au sein d'une équipe chargée d'analyser les performances de diverses entreprises en vue de la poursuite du redéploiement du groupe ; il sera responsable de missions d'audit opérationnel visant à l'évaluation de projets et d'opportunités de reprises d'entreprises.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'au moins 30 ans, expérimenté en contrôle de gestion et si possible en comptabilité analytique industrielle. Une formation HEC, ESSEC, ESCP ou école d'ingénieurs + MBA serait idéale. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand serait appréciée.

Le poste est basé à Strasbourg au sein d'un groupe performant coté en bourse. Des responsabilités opérationnelles au sein d'unités existantes ou à reprendre seront offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 30/1329 E à:

EGOR REGION EST

18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

Chez un AGENT de CHANGE...

Optimiser l'Organisation des Services...

Une CHARGE d'AGENTS de CHANGE connue et réputée, où tradition et modernisme s'allient, ressent le besoin de confier à un

Auditeur senior

l'analyse et le diagnostic d'une situation que « l'explosion » des Marchés financiers rend particulièrement évolutive.

Dépendant directement de la DIRECTION GENERALE, vous devrez lui présenter des solutions concrètes et fiables où le pragmatisme sera de rigueur. Mais votre rôle ne se bornera pas à un constat, fût-il bien argumenté ; il vous sera demandé de mettre en place, une fois les décisions prises, les améliorations que vous aurez suggérées, et ce, en liaison étroite avec les Chefs de Service. Un équilibre donc entre conception et réalisation.

Jeune diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (option finances-compta), justifiant d'une expérience professionnelle dans l'audit ou dans la comptabilité de haut niveau, vous souhaitez, à présent, mener une action suivie au sein d'une seule et même entreprise, qui devrait vous conduire à prendre, par la suite, la responsabilité du CONTROLE GENERAL. A bientôt...

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence V/AS/LM.

AFCOREM   Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 8me

recherche pour son **SERVICE CREDITS IMMOBILIERS**

ATTACHE DE CLIENTELE

H/F

Ayant une bonne expérience (5 ans minimum) du financement des opérations immobilières dans une Banque.

Il aura la responsabilité :
- des contacts avec les clients ;
- de l'étude des opérations ;
- de la gestion administrative des dossiers ;
- de la surveillance des risques.

Ce poste requiert de solides connaissances juridiques et une bonne pratique de l'Anglais, parlé et écrit.

Merci d'adresser C.V., photo et prét. s/ réf. 8420 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Grande Banque Etrangère Succursale de Paris (Champs-Elysées) recherche plusieurs postes dans le cadre de son expansion :

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT H/F

Responsable de la promotion des opérations bancaires. Expérience similaire nécessaire.
Agé de 35-45 ans environ, formation de type grandes écoles. Réf. DGA

SERVICE OPERATIONS IMPORT-EXPORT ET ADMINISTRATION DE CREDIT

— ASSISTANT DU CHEF DE CREDITS DOCUMENTAIRES H/F : expérience des opérations accréditives, des remises documentaires. Connaissance parfaite de la réglementation relative à l'import/export. Position cadre. Réf. ACD

— EMPLOYE GESTION CREDIT H/F : chargé du contrôle des échéances, des saisies et des pièces comptables, et d'assurer également le secrétariat du Directeur Général Adjoint (dactylo). Réf. EGC

SERVICE TRESORERIE ET CHANGES

— CHEF TRESORERIE FRANCS DOMESTIQUES H/F : bonne expérience du marché Francs Domestiques. Connaissance professionnelle nécessaire. Réf. CTF

— EMPLOYE TRESORERIE SERVICES H/F : assistant de trésorerie en devises. Anglais nécessaire. Réf. ETS

— EMPLOYE, GRADE GESTION TRESORERIE H/F : avec expérience dans le Back-Office des trésoreries et des changes. Réf. EGT

SERVICE COMPTABILITE

— EXPERT COMPTABLE FISCAL H/F : responsable du contrôle des comptes bancaires. Diplômé HEC, ESSEC, ou formation similaire avec minimum 2-3 ans d'expérience professionnelle. Possibilités d'évolution. Réf. ECF

L'anglais est souhaité pour l'ensemble de ces postes.
Pour un premier contact nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. du poste choisi à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

PECHINEY

recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION
- Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité.
- Ces responsables qui sont de véritables généralistes évalueront les différentes fonctions de l'entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.

LE PROFIL
- Formation grande Ecole d'ingénieurs ou commerciale, débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.
- Le candidat démontrera de véritables dispositions pour les relations humaines.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux méthodes d'audit et aux techniques de gestion pratiquées dans le Groupe est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe.
Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 704 à :



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

La société de gestion d'une des plus importantes charge d'agents de change de PARIS recherche son :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

Pour prendre en main, après les avoir regroupé, la totalité des opérations administrative et comptable concernant ses FCP.

De formation BTS/DUT comptabilité - gestion minimum, d'esprit vif et précis, organisé et autonome, il possède une expérience d'au moins 3 ans dans la gestion comptable et administrative de FCP ou SICAV.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 7749 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

BANQUE FRANCAISE

PARIS

Afin de développer la gamme de ses produits et services (bancaires et financiers), de ses activités dans le secteur des opérations de Haut de Bilan recherche un jeune

Juriste d'Entreprise H/F

Titulaire au minimum d'une Maîtrise de Droit des Affaires ou de Droit Commercial, très au fait de la fiscalité concernant les personnes physiques et les sociétés, il pourra justifier d'une première expérience professionnelle en entreprise (une banque ou un établissement financier constituera un plus).
La définition du profil recherché doit s'entendre de façon très stricte.
De réelles perspectives d'avenir seront offertes au candidat retenu.
Nous vous garantissons le plus strict anonymat.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. CT 562/08 à FRANCE CADRES 22, rue St-Augustin 75002 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Grand Groupe International

Pour une nouvelle conception de l'AUDIT...

Deux Jeunes Auditeurs Internes (H/F)

La remise en question au sein d'un grand groupe n'est pas chose facile. C'est pourtant ce que vient de réaliser la Présidence de ce groupe de notoriété mondiale en créant une direction de l'audit qui lui est rattachée.

Cette nouvelle équipe mobile et pluridisciplinaire composée de jeunes ingénieurs, comptables, financiers, est destinée à intervenir en assistance et conseil auprès des directions des filiales, afin d'améliorer la gestion, l'organisation, et bien sûr les résultats.

La volonté de ce groupe est de faire de vous des professionnels de valeur et de vous proposer à terme des opportunités très concrètes au sein de ses 150 filiales, chiffre d'affaire consolidé : 45 milliards de Francs.

A 25 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion et titulaire du DECS, vous possédez une expérience de 1 à 2 ans, acquise en cabinet de type anglo-saxon. Aujourd'hui, vous préférez développer cette expérience au sein d'un groupe international qui pourra satisfaire votre ambition.

Envoyez votre dossier de candidature à TEG, 113 rue de l'Université 75007 PARIS, en précisant la référence NLB 54806 M. Notre consultant sera heureux de vous présenter ce projet d'entreprise et la fonction.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

PMI, filiale d'un groupe international recherche

FONTAINEBLEAU

CHEF COMPTABLE

De formation supérieure (DECS), le candidat aura une expérience réussie de 5 ans dans un poste similaire, des capacités d'organisation et des connaissances en mini-informatique.

Rattaché au Directeur Financier, il devra diriger une équipe de 5 personnes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 9209 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SECRÉTAIRES

Holding, filiale d'une grande entreprise multinationale recherche une

SECRETAIRE TRILINGUE

Auprès de sa Direction Administrative Centrale.
20-30 ans, langue maternelle hollandaise.
Français, anglais, parlés et écrits couramment.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 6320 à Média-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

Agence Conseil en Publicité recherche

JEUNE SECRÉTAIRE HAUT NIVEAU

Légères connaissances en informatique souhaitées.

Demander M. Richard à partir de 15 heures au 42-08-35-65.

Société commerce international (Brésil) recherche

SECRÉTAIRE DIRECTION

Vocation devenir assistante direction, très haut niveau, bilingue portugais, anglais souhaité, 3 ans d'expérience.
Envoyer C.V. à Média-System, 2, rue de la Tour-des-Dames, 76009 PARIS sous réf. 9995 (mention sur l'enveloppe).

Important groupe financier quartier Saint-Lazare recherche pour son service Contentieux-Emprunteurs

SECRÉTAIRE JURIDIQUE

Après 2 à 3 mois de travaux de secrétariat pur, cette personne prendra en charge la responsabilité complète de dossiers et de relations clients.

Le poste nécessite :
- Une licence en droit ;
- Une excellente qualité de dactylographie ;
- Une pratique du traitement de textes ;
- Une personnalité affirmée et dynamique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prét.) s/réf. 2 731 à la Direction des relations humaines SOCIÉTÉ CENTRALE DE CRÉDIT IMMOBILIER, 63, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Vacances - Tourisme - Loisirs

LA FRANCE EN DOUCE

SEJOUR DE RELAXATION DANS LE VERCORS	*2086 F**
CIRCUIT VELO ET ART NAIF EN MAYENNE	*1590 F**
VACANCES MULTILOISIRS EN ARIEGE	*1255 F**

PRIX DEMI-PENSION. ACTIVITES COMPRISES

ET CENT AUTRES IDEES DE VACANCES DIFFERENTES
S'ADRESSER A V.V.T. Tél. : 43 20 13 66
ET DANS TOUS LES BUREAUX DU CREDIT AGRICOLE
CORRESPONDANT AGREE DE VOYAGE CONSEIL



FORMATION PROFESSIONNELLE

UNIVERSITÉ PARIS-VII, ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

THERMIQUE ET RÉGULATION
appliquées à la gestion de l'énergie dans le bâtiment

- Diplôme national de 3e cycle : D.E.S.S.
- Formation très professionnalisée, intégrant les technologies nouvelles (instrumentation, télégestion, informatique); s'adressant simultanément à :
  - Des professionnels (minimum BTS + 3 ans d'expérience) désireux de se perfectionner :
  - Des jeunes diplômés scientifiques (BAC + 4) à la recherche d'une spécialisation dans un créneau porteur.
- Durée : 10 mois à temps plein (début : 6-10-1986) :
  - 2 mois à l'université, puis alternance de périodes en entreprise et de sessions universitaires. Au total : 19 semaines à l'université et 24 semaines en entreprise.
- Statuts : rémunération par la formation professionnelle, congé individuel de formation, étudiant.

Information et dossier de candidature sur demande écrite à :
UNIVERSITÉ PARIS-VII, département d'éducation permanente
Irène ARDITI, 2, place Jussieu, 75251 Paris, cedex 05.

Langues des affaires

COURS INDIVIDUELS. COLLECTIFS. SPECIFIQUES

avec la garantie d'une grande école de management

groupe escp
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'Ecole Supérieure de Commerce de Paris
Centre de Formation Permanente 79, avenue de la Republique
75543 PARIS Cedex 11 Martine LAINE (1) 43 55 39 08

Jeunes diplômés, Cadres, Ingénieurs débutants, demandeurs d'emploi

IBIA
VOUS PROPOSE UN STAGE DE

Formation à la micro-informatique pour cadres

Objectif :
- Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.

Durée du stage : 3 mois (dont un stage en entreprise).
Participation aux frais : 4.800 F.
Début du stage : 30Juin 1986 - **Recrutement immédiat**
Renseignements : IBIA Pascale AUBERY-DUCLOS- 33, Bl. Gouvion Saint-Cyr, 75017 PARIS
Tél. : **45.72.02.08**

IAE
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne - 162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

SYSTÈMES D'INFORMATION

SALARIÉS DEMANDEURS D'EMPLOI

FORMATIONS DE 3e CYCLE

SIPEMO	MISSIL
Systèmes d'Information dans les PME-PMI, à forte dominante micro-informatique	Forme des spécialistes des Systèmes d'Information dans les Grandes Organisations
☎ Patricia BORGES 45.57.28.41	☎ Karin RIPOCHE 45.58.02.28

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

ENSEMBLE CONSTRUISONS L'AVENIR !

DEVENEZ ANALYSTE PROGRAMMEUR

STAGE sur IBM 38 & périphéries

NIVEAU REQUIS : BAC GESTION SCIENTIFIQUE OU EQUIVALENT

Meilleure garantie : notre image de marque auprès des employeurs

Un exceptionnel parc disponible pour la formation + 70% de pratique. Durée + 742h. Credit étudiant.
Cours du jour et du soir - Gestion Comptable
Anglais informatique - PARIS - NANTES - LYON

INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
65, rue de Turbigo - 75003 Paris - Tél. 16(1)42.74.33.28

Cfd LES METIERS DE L'INFORMATION

Session intensive continue
du 6 octobre au 12 décembre 1986 (300 h)

SECRETAIRE DE REDACTION
Une qualification recherchée

- *du rewriting à la maquette*
- *mise en page sur écran*

animée par des journalistes professionnels

Cfd : 6, rue du Dahomey - 75011 Paris - (1) 43.56.76.05

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR AFFAIRES SOCIALES

40 ans, formation supérieure

Expérience diversifiée (ensemble de la fonction dans importantes sociétés secteurs tertiaire et industriel, responsabilités développement ressources humaines dans très grand groupe international) axée sur dynamisation et ouverture au changement.

Cherche responsabilités motivantes Paris-R.P.

Ecrire sous le nº 6 900
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Monsieur le Directeur,

Souhaiteriez-vous avoir dans votre société, le concours d'une personne polyvalente, avec l'expérience de la publicité en Agence et chez l'Editeur ?

SON PROFIL :
Maquettiste de carrière, responsable de produit (la reliure), pendant onze ans, au sein d'une société leader en V.P.C. de livres.

SA DÉMARCHE :
La coordination avec la création, le suivi de votre production, le rapport qualité/prix avec vos fournisseurs. L'étude des devis, le respect des délais, l'assurance d'un travail rigoureux.

SON OBJECTIF :
Concrétiser par un « plus » votre savoir-faire.

Rencontrons-nous. Nous en discuterons ensemble !

Ecrire sous le nº 6 896
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JURISTE D'AFFAIRES

Ingénieur diplômé CAAE/MBA, DESS de droit.
Longue expérience négociation contrats internationaux.
Déplacements, discrétion.
Temps partiel ou action ponctuelle possible.

Faire offre sous chiffre 22-115 157.
Publicitas - 1002 Lausanne - Suisse.

Homme 42 ans, responsable relations sociales (CNAM + IFOCOP), 16 ans expérience dans sociétés à activités et implantations multiples (commerce et industrie) généraliste conf. dans la fonction (recrutement, paies informatisées) application législation contentieux prud'homale, communication interne et externe, relations partenaires sociaux, formation), expérience du management participatif (mise en place de cercles de qualité et de progrès), recherche poste équivalent. Grande mobilité géographique, disponible immédiatement. Ecr. à GUERRIER, 40, r. Vauvenargues, 75018 PARIS.

J.H. possédant BEP télécom. cts faibles + 1 an électronique, titulaire permis de conduire, cherche premier emploi.
Tél. : 48-73-40-69.

PETROLEUM EXPLORATIONIST
H. 49 ans, docteur ing., ing. ENSPM, 19 ans exp., acquisition, traitement, interprét. données sismiques : préparation et négociation contrats explor. : formation des ingén. et techniciens ; nombreux contacts internationaux haut niveau. Etud. toutes propos. motivantes de poste à responsabilités.
Ecrire sous le nº 7 360
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 29 ans, juriste droit des affaires, DESS assurances, 4 ans expér. prof. dans Société de 1er plan. Etudie toutes propositions, poste cadre dans Compagnie ou cabinet de courtage, toutes Stés hors assurances.
Ecrire sous le nº 225
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

cours et leçons

F. 50 ans, lic. en droit, ancien régime, CAPET théorique Sc. et techniques éco., DESS-IAE, exp. pédagog. et administrative ch. qques heures de cours un jour par sem. ou le soir.
Ecrire sous nº 7 374 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplômes. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

ASSISTANTE SOCIALE D.E.
Origine latino-américaine, 4 ans d'expérience professionnelle.
CHERCHE POSTE
milieu coopération internationale, immigration. Etudierait toutes propositions. Monica Percovich, 33, rue de l'Amiral-Mouchez, 13e, 45-81-29-36.

J.F. 28 ans, 7 ans expérience cadre entreprise, assistante parlementaire, rédactrice journal ministériel se passionnerait pour activité rédactionnelle, relations publiques, communication. Tél. prof. 45-58-32-18.

DIRECTEUR FINANCIER
49 ans, expérience de 15 ans dans la distribution, magasins à succursales multiples. Etudie toutes propositions à haut niveau de responsabilités.
Ecrire sous nº 7 370 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

MERCENAIRE EXPORT
trilingue, disponible.
Tél. : 45-42-93-01.

J.F. 23 ans dynamique et courageuse, BEP comptable BAC G3 + BTS commercial, exp. acquise à confirmer. Cherche emploi stable dans grande distribution. Libre de suite. Carole MINERBO. Tél. : 48-86-50-26.

F. 44 ans CAPES d'anglais, exp. réussie de vente de produits culturels, accept. à Bordeaux responsabilités secteur éducatif, culturel ou similaire.
Tél. : 56-92-83-45.

---

28 ans, docteur en physique atom. et moléc. spécialiste laser ch. poste ingénieur de rech. expér. 3 ans secteur laser et applications (rech. fond. ou appl., chim., anal., bioméd., nucl., etc.). Dispon. immédiat. T. 43-33-09-74/34-10-02-17.

J.F. 32 ans, DEA Sc. Eco., maîtrise Sc. pol., exp. 7 ans PME (gestion, marketing), anglais.
Tél. : 43-80-87-45.

JAPON
Etudiant 3e cycle gestion, exp. ccieles à l'étranger remplirait mission importante, études de marché, prospections de marchés, suivi commercial au Japon et Corée du Sud, automne 86. Tél. : (1) 43-27-82-63.

DESIGNER INDUSTRIEL
H. 30 ans, diplômé ENSAD, 4 ans expée. cadre : Sté produits gde diffusion cherche poste dyn. Paris, R.P. ou création de service dans Sté ind. à produits gd public : création produits : conception notices, catalogues, conditionnements.
Ecrire sous le nº 7 363
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. ch. poste étude et rech. INFORMATIQUE/BIOLOGIE CNAM DESS (assembleur, Basic, Algol, Pascal, Fortran, lisq. prolong.), intelligence artificielle. Libre 1er septembre.
Ecrire sous nº 7 364
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INDÉPENDANT IBM PC CONSEIL-FORMATION DÉVELOPPEMENT
anglais courant, très mobile, Basic, Pascal, Multiplan, D Base III, Word, Lotus. M. Pinheiro, 32 bis, avenue René-Coty, 75014 Paris. Téléph. : 43-27-50-79 (matin).

Directeur financier administratif, allem. 40 ans, française, anglais courant, ayant travaillé dans sociétés multinationales, cherche emploi Paris/banl. Ecrire s/nº 7 368
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ing. méc. de fab. (ENI), 33 ans, célib., 3 ans Afrique noire (2 ans dir. PME), ch. poste étranger (ou France), fab., entretien, dir. PME, enseignement. Tous pays (éventuel. ass. caritatives, humanitaires, organisme international), disponible immédiatement. URGENT.
Ecrire sous le nº 7 367
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Homme, formation universitaire supérieure, licence droit public + DES hist.-éco., solide exp. journalisme et enseignement. Etud. ttes prop., 86-46-84-10.

J.F. traductrice et interprète trilingue (arabe, français, anglais), DEA lettres arabes, maîtrise et lettres françaises, longue exp. dans la presse et la traduction, cherche un emploi à mi-temps.
Ecrire sous nº 7 376
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e

ENTREPRISES RÉGION NANTAISE !
Vous cherchez J.F. dynamique, diplômée ESC, marketing, publicité, RP, possédant expérience, libre de suite. Ecrivez-moi sous réf. 8 457 à Contessa Publicité, 20, av. Opéra, Paris Cedex 01 qui tr.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

Prox. PL. DES VOSGES
grand appartement dans immeuble classé
MONUMENT HISTOR.
possibilité mezzanine-jardin.
TÉL. : 48-78-22-42.

15e arrdt

XVe MONTPARNASSE
Beau living + 3 chambres, 2 bains, 100 m² jardin privé + patio. REFAIT NEUF.
GARBI 45-67-22-88.

16e arrdt

RUE HENRI-HEINE
TRÈS SYMPATHIQUE 2/3 P. cft, petit balcon, asc., 1 300 000 F. 45-88-75-61 soir ou 45-77-96-85 hres bur.

20, AVENUE MOZART
S/JDIN et avenue, entrée, dble liv., 2 ch., cuisine, salle de bains, w.-c., rangements, cave, 2 300 000 F, 4e étage gauche, asc. Lun., mar., mer., 15/18 h.

92 Hauts-de-Seine

Bour-la-Reine centre, séj. + 3 chbres, cuis. équipée, bains. 1.050.000 F. 46-61-32-11.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN
(400 m) vue imprenable résidentiel, 10e et dernier étage,
2 p., 54 m² + balc. 320 000
4 p., 85 m² + balc. 550 000
6 p., 139 m² + balc. 820 000
PPTAIRE : 42-60-29-61.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travx. PAIE CPT chez not., 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Rue de VOUILLE, très agréable studio cft, balcon, imm. moderne, 8e ét., asc. Très clair, 2 200 F + charges. Tél. matin SEGECO 45-22-69-92.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de sociétés multinationales.
TÉL. : 45-62-78-99.

Pour cadres supérieurs et employés GDE STÉ FRANÇAISE ÉLECTRONIQUE déplacés Paris et env., rech. divers appts 2 à 7 p., studios, villas Paris et banl. courte et longue durée, 45-03-30-33 à partir 10 h.

Région parisienne

Etude ch. pour cadres villas ttes banlieues. Loyer garanti. (1) 48-89-89-66 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris

Correspondant pour 3 ans d'un quotidien norvégien, journaliste, cherche APPT 150 m², préf. 6e, 7e, 8e, 16e, 17e arrondissement, loyer 15 000 F env.
Ecrire sous nº 6 904
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction bx appts de standing, 4 pièces et plus, 45-26-18-95.

viagers

28 000 cpt + 1 200 par mois, 2 p. cuis., s. de bains, 2e ét., box, imm. près gare de l'Est. Viagers F. Cruz 42-66-19-00.

KLÉBER MAGNIFIQUE 5 PIÈCES, 150 m² occupé, 74 ans, 980 000 + 8 500 F. LAPOUS 45-54-28-66.

LIBRE DE SUITE, petit 2 p., cuis., s. d'eau, w.-c., 6e ét. sans asc., bon imm. r. Patay. 148 000 + 1 750, fme 87 ans. Viagers F. Cruz 42-66-19-00.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 Paris.
APPEL GRATUIT 05-07-09-11.

bureaux

Locations

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRÉTARIAT - TÉLEX
TÉL. : (1) 47-27-15-59.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs.
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-91

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 250 M2 STANDING
OUVERT 24 h/24 h
Loc. courte ou longue durée. Tous services : Tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél., personnalisé.
ACTE 43-80-90-10.

NEUILLY MÉTRO
Loue directement 1 bureau ou + ds imm. neuf, 47-58-12-40.

SIÈGE SOCIAL PARIS-8e
TÉLEX/SECRÉTARIAT
AGECO 42-94-95-28
(stationnement aisé).

DOMICILIATION DEPUIS 90 F ms
SAINT-HONORÉ, 42-85-84-91.
PARIS-12e. 43-40-68-50.
CONSTITUTION SARL 2 000 F/ht.

propriétés

20' PORTE BERCY
VILLECRESNES
RER Boissy-St-Léger, superbe mais. bourg., parc 2 113 m², triple séj. 90 m², 4 ch., cuis., tt cft, 240 m² hab. terrasse, salle billard ss-sol complet, grenier aménageable. Px 1 985 000 F. MAS IMMOB. 43-45-86-53.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
45-55-91-82

Le Monde

ECONOMIE

LE CHOMAGE DES JEUNES

Avoir vingt ans dans la détresse

AVEC l'arrivée au pouvoir du gouvernement de M. Jacques Chirac, une priorité a été réaffirmée, celle de l'emploi des jeunes. Très vite, dès le 17 avril, le conseil des ministres adoptait un nouveau plan d'urgence, présenté par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. Le 4 juin, Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, annonçait une série de mesures qui devraient compléter le dispositif, à défaut d'être totalement cohérente avec lui.

Pourquoi tant de précipitation ? A n'en pas douter, le chômage des jeunes est devenu l'un des phénomènes majeurs de la crise. On serait même tenté de dire que ce sont les moins de vingt-cinq ans qui ont fait les frais de la chute de l'emploi, l'intervention des pouvoirs publics visant soit à préserver le travail de ceux qui en possédaient un soit à organiser la sortie prématurée de la vie active pour les plus âgés.

Pour autant, les gouvernements précédents, à commencer par ceux de la gauche, n'avaient ni ignoré le sujet ni démérité. Différentes formules avaient été imaginées sous M. Pierre Mauroy, et de vastes programmes lancés avec les ministres communistes, MM. Jack Ralite et Marcel Rigout. De là datent les stages 16-18 ans ou 18-25 ans, qui ont, au moins, eu pour mérite de faire émerger dans l'opinion la désastreuse situation des jeunes en difficulté, démontrée en son temps dans un rapport de M. Bertrand Schwartz. De là proviennent les missions locales et les PAIO (permanences d'accueil, d'information et d'orientation), souvent soutenues par les élus locaux de toutes tendances, qui se sont attachées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des plus démunis.

Plus tard, avec le gouvernement de M. Laurent Fabius, ce travail avait été approfondi, amplifié et très certainement orienté dans un sens plus pragmatique. De cette période, on retiendra le développement des TUC (travaux d'utilité collective), souvent critiqués, mais qui sont vite apparus comme une solution immédiate à une difficulté concrète. De cette période, également, provient la mise en place de la formation en alternance, elle-même issue d'un accord paritaire signé entre les organisations syndicales – sauf la CGT – et le patronat. Même si les résultats de cette dernière ne sont pas à la hauteur des promesses du CNPF – qui avait prévu trois cent mille stages par an, – une révolution s'accomplit, l'entreprise étant enfin reconnue comme un lieu de formation.

Un traitement social

En arrivant Rue de Grenelle, M. Philippe Séguin n'a pu que constater une évolution positive. Le chômage des jeunes, après avoir longtemps augmenté, avait sensiblement diminué (– 6 % en un an en avril dernier), même si ces résultats avaient été obtenus par ce qu'il est convenu d'appeler, de façon péjorative, le traitement social du chômage.

Toutefois, le nouveau ministre a voulu montrer qu'il rompait avec les attitudes antérieures et que, pour sa part, il se préoccupait de l'emploi des jeunes. D'où l'annonce immédiate de mesures qui, liées à l'adoption de la loi d'habilitation pour les ordonnances, ne sont pas encore entrées en application et devraient le faire d'ici l'été. D'où, également, l'importance des efforts consentis.

Quatre milliards, sur six mois, ont été dégagés dans le collectif budgétaire pour permettre les exonérations des charges sociales en faveur des entreprises qui embaucheraient des jeunes ou les accepteraient en stage. Il fut même précisé que tout recrutement pour au moins trois mois bénéficierait d'un abattement de 25 % avec effet rétroactif à compter du 1er mai.

Si l'on discute encore, ici ou là, pour savoir si ces dispositions sont une véritable aide à l'emploi des jeunes, ou ne sont que des aides à l'entreprise, il n'empêche que l'effort est important. Toutefois, personne ne se fait trop d'illusion sur les conséquences sur l'emploi du plan, qui, en tout état de cause, n'enregistrera ses premiers résultats qu'à l'automne, au mieux. Entre-temps, et aussi parce qu'on a répété partout que le traitement social ne valait pas l'intérêt qu'on lui portait, les dispositifs existants perdent de leur efficacité. Un moment jugulé, le chômage retrouve une courbe ascendante qui, même si on l'observe avec sang-froid, inquiète la classe politique. Il devient donc nécessaire de faire quelque chose.

C'est ainsi que, depuis quelques semaines, on assiste à une modification des attitudes. Les TUC, si décriés, pourraient être renouvelés et même augmentés en nombre, pourvu qu'on les accompagne d'une vraie formation. Les stages 16-18, si ce n'est les stages 18-25, pourraient être sauvés. Il n'est pas jusqu'aux missions locales qui ne bénéficieraient d'un sursis, au moins pour la fonction remplie.

De fait, le réalisme commence à imposer ses choix. Tous les jeunes au chômage ne peuvent être accueillis dans l'entreprise, aux missions philanthropiques limitées. Entre les rappels vers le système scolaire des jeunes en situation d'échec souhaités par Mme Catala et les intégrations dans le monde du travail préconisées à l'origine par M. Séguin, il reste malheureusement une frange de jeunes exclus de toutes parts.

Or ils sont nombreux, ceux pour qui le retour à l'école, discréditée, est psychologiquement impossible pendant un certain temps, comme leur est inaccessible une intégration immédiate dans la vie active. Pour eux, il faut imaginer des solutions, sauf à prendre le risque du pire.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire les reportages en Lozère et en Seine-Maritime pages 38 et 39.)

UNE COOPÉRATION INDUSTRIELLE

Sarre : l'acier sous fusion française

Vers la création du plus grand groupe sidérurgique européen.

VIEIL enjeu, s'il en est, des rivalités franco-allemandes d'antan, la sidérurgie sarroise devrait prochainement passer tout entière sous contrôle du groupe français Sacilor. Ce serait chose faite si la fusion entre les deux groupes sidérurgiques sarrois – Dillinger Hütte, détenu à 56 % par Sacilor, et Arbed Saarstahl, jusqu'ici partie du groupe luxembourgeois Arbed – était menée comme prévu à son terme et si le gouvernement français ne venait pas tout remettre en cause en décidant de fusionner Sacilor et Usinor, privilégiant ainsi une solution nationale pour résoudre les problèmes de la sidérurgie française. « *Nous n'aurions plus aucune place dans un tel groupe* », prévient le président de Dillinger Hütte, M. Jean Lang.

Tel qu'il est actuellement conçu, le projet de fusion, auquel le gouvernement fédéral vient de donner son feu vert, aboutirait à la constitution du premier grand groupe sidérurgique européen. Il permettrait à Sacilor, qui exigeait au départ 51 % au moins de la nouvelle société à créer pour que l'opération se fasse, de consolider sa position sur le marché ouest-allemand et de se poser en rival sérieux pour les grands de la sidérurgie de la Ruhr : Krupp, Thyssen, Kloeckner.

Cette opération serait en soi une petite révolution si l'on s'en rapporte à un passé qui n'est encore guère lointain. C'est pourtant tout juste si elle a eu droit à quelques entrefilets dans la presse des deux pays, preuve que quarante ans de réconciliation franco-allemande et de construction européenne ont imprégné les esprits plus que certaines querelles pourraient le laisser croire.

Sans doute la sidérurgie ne représente-t-elle plus de nos jours pour les pays occidentaux l'enjeu stratégique qu'elle a longtemps été. La compétition économique internationale se joue sur d'autres terrains, l'électronique ou la microbiologie. Il faut croire néanmoins que les traditions ont la vie dure. De longue date, les gouvernements européens continuent de consacrer chaque année des milliards de francs en subventions pour maintenir à flot leurs industries sidérurgiques.

Ni la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) ni l'Union européenne des industries du fer et de l'acier n'ont empêché que toutes ces restructurations soient faites sur une base nationale. La seule exception à la règle était jusqu'ici le groupe Arbed Saarstahl lui-même, issu dans les années 70 d'une fusion entre la branche sarroise d'Arbed et les deux anciens groupes sarrois de Volklingen et de Neunkirchen. Un autre projet de fusion entre les groupes ouest-allemand et néerlandais Hoesch et Hooghovens avait échoué en 1977.

La nouvelle fusion envisagée sous parrainage français doit d'ailleurs davantage aux circonstances qu'à une volonté déterminée au départ de jouer la carte européenne. Dillinger Hütte et Arbed Saarstahl, l'un spécialisé dans les produits plats, l'autre dans les produits longs, n'ont *a priori* rien en commun si ce n'est d'être installés au même endroit et d'avoir fait construire, ensemble, ces dernières années, une cokerie et un haut fourneau à fonte ultra-modernes.

A la gorge

Il aura fallu pour y parvenir que les autorités sarroises soient prises à la gorge par l'effondrement du groupe Saarstahl. La compagnie luxembourgeoise, qui avait déjà réuni ses activités sarroises au début des années 70 avec les aciéries de Volklingen pour créer le groupe Röchling-Burbach (qu'elle détenait à 50 %), s'était fait forcer la main en 1978 pour reprendre l'autre moitié et fusionner le tout avec les aciéries de Neunkirchen. Les péchés de naissance du nouveau groupe n'ont jamais pu être surmontés : Arbed avait dû accepter des garanties d'emploi draconiennes exigées par le syndicat IG Metall, qui sont apparues comme un important facteur de paralysie.

Le groupe, qui réalise un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de deutschemarks – sensiblement équivalent à celui de Dillinger Hütte, – emploie deux fois plus de monde (treize mille employés contre cinq mille cinq cents). Il s'est en outre lancé dans un programme d'investissements qui lui a permis de disposer du tout dernier cri de la technique, mais qui s'est révélé beaucoup trop lourd, compte tenu de l'état du marché sur son créneau de production. Il ne survivait plus, ces dernières années, que grâce aux subventions publiques, ce qui devenait à la longue insupportable pour Bonn et carrément catastrophique pour la Sarre elle-même. Déjà obligée de maintenir à bout de bras son industrie minière, celle-ci n'est pas loin elle-même de la banqueroute, avec un endettement de 8 milliards de deutschemarks pour un budget à peine supérieur à 4 milliards.

C'est plus qu'il n'en fallait pour convaincre le nouveau ministre président de Sarre, M. Oskar Lafontaine, élu en mars 1985 après trois décennies de domination chrétienne-démocrate, de trouver rapidement une solution. Ce « gauchiste » social-démocrate a l'instinct du pouvoir et des talents de gestionnaire qui ont déjà fait merveille à la mairie de Sarrebrück. Il est assisté par un ministre de l'économie, M. Hayo Hoffmann, qui s'est montré un habile négociateur. Sous la menace de fermer purement et simplement Saarstahl, les deux hommes ont mis tout le monde au pied du mur : les banques, le gouvernement fédéral, mais aussi le syndicat IG Metall, qui constituait jusqu'à présent un obstacle quasi insurmontable.

Un atout que l'ancien ministre de l'économie, le libéral Rehberger, aujourd'hui porte-parole de l'opposition au Landtag, aurait sans doute bien voulu avoir lorsque l'idée de confier le bébé aux forges de Dilling commençait à faire son chemin. Celles-ci exigeaient en effet, pour s'intéresser au projet, non seulement l'apurement des créances détenues par l'Etat et les banques (soit environ 1,8 milliard de deutschemarks), mais également l'abrogation des accords antérieurs passés avec le Syndicat de la métallurgie. Le plan d'assainissement qui doit être mis en place prévoit la réduction des effectifs de Saarstahl de treize mille environ à huit mille cinq cents personnes.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 38.)

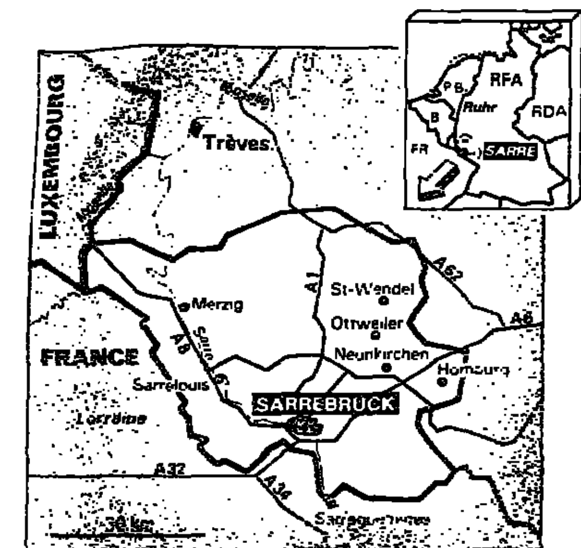
UNE COOPÉRATION INDUSTRIELLE

Sarre : l'acier sous fusion française

(Suite de la page 37.)

Malgré certaines réticences à confier l'avenir de la sidérurgie sarroise à un groupe nationalisé français, ce mariage de raison s'est peu à peu imposé comme la plus « sarroise » des solutions possibles. On doit surtout y voir la reconnaissance, par les dirigeants politiques et économiques sarrois, des mérites d'une entreprise qui, après trois cents ans d'une existence jalonnée par toute l'histoire des relations franco-allemandes, apparaît aujourd'hui comme un modèle de gestion, sans avoir jamais perdu sa double spécificité française et sarroise.

Sorties détruites à 65 % de la seconde guerre mondiale, qui repose une nouvelle fois la question du statut de la Sarre, elles s'associent, en 1949, à plusieurs autres sociétés françaises pour fonder la Société lorraine de laminage continu (Sollac), dont elle prend 25 % du capital.



Spécialisation

C'est le début d'une coopération qui l'oblige sur le coup à sacrifier un certain nombre de ses activités dans le secteur du laminage, mais lui permet de jouer à la fois la carte de la spécialisation (les tôles fines à Sollac et les tôles fortes à Dilling) et du double marché français et allemand (ventes de fonte et d'acier à Sollac ; commercialisation des produits Sollac en RFA). Placées sur un secteur porteur, elles traversent sans encombres la crise de la sidérurgie qui sévit dans tous les pays européens, et dépassent, pour la première fois en 1984, le chiffre d'affaires de tout le groupe Arbed Saarstahl.

Cette réussite est largement due à une équipe dirigeante, qui, bien qu'à majorité française, est profondément ancrée dans le terroir sarrois. Elle lui vaut, aussi bien en RFA qu'au siège de Sacilor, un respect et une indépendance qui expliquent en grande partie le choix fait par les dirigeants sarrois pour tenter de résoudre leurs problèmes. La grande crainte de ces derniers était de tomber sur un acquéreur dont le plus pressant besoin aurait été de liquider un concurrent encombrant en période de vaches maigres. D'où le refus des propositions faites, sans beaucoup d'enthousiasme il est vrai, par les groupes de la Ruhr.

Une chance pour Sacilor

Pour se garder de toute mauvaise surprise avec Sacilor, les dirigeants sarrois qui, au départ, souhaitaient partager le capital du nouveau groupe à constituer à 50/50 entre la RFA et la France, ont exigé une minorité de blocage de 25 % pour le gouvernement de la Sarre, qui, après avoir fait jouer ses droits d'option, détient actuellement 76 % du capital de Saarstahl.

Cette minorité lui conférerait une position relativement forte, compte tenu de la législation allemande sur la cogestion dans les entreprises minières et sidérurgiques, qui prévoit une représentation paritaire du personnel et du capital dans les conseils d'administration, la voix déterminante étant détenue par une personne neutre.

Entrés l'un et l'autre, il y a trente ans, dans l'entreprise, le président, M. Jean Lang, et son directeur financier, M. de Bonneville, n'en restent pas moins convaincus que l'opération qui leur est proposée sans bourse délier offre à bon compte au groupe Sacilor une chance de se donner une dimension européenne.

La fusion envisagée entre Dillinger Hütte et Saarstahl n'a de sens, selon eux, que si elle aboutit à une rationalisation au niveau du tonnage et de la commercialisation au sein du groupe Sacilor lui-même. « *Pour que l'opération réussisse*, souligne M. Lang, *il faut qu'elle dépasse la frontière.* »

HENRI DE BRESSON.

Par autorisation du roi

LES Dillinger Hütte, de leur nom français Forges de Dilling, ont été créées en 1685. Le marquis de Lénoncourt, seigneur local et représentant de la Lorraine à la cour de Versailles, avait obtenu du roi Louis XIV l'autorisation d'établir à Dilling des « *forges à fer, aciéries et fondoirs* ». La Sarre et la Lorraine venaient alors d'être rattachées au royaume de France ; la construction de la place forte de Sarrelouis par Vauban offrait des débouchés et Dilling possédait du minerai de fer et des forêts en abondance.

Cette situation privilégiée ne durera cependant pas, car il n'est pas facile de s'établir sur des frontières mouvantes. Dix ans plus tard, la région, qui n'échappe pas à l'insécurité des temps, passait à nouveau sous l'autorité de l'empire d'Autriche. Puis, les Forges connaissent au cours des ans des fortunes diverses, sans jamais toutefois cesser leurs activités. Repassées sous la souveraineté française en 1766, elles s'assurent une certaine prospérité en devenant fournisseurs de la marine royale.

La clientèle des armées françaises devient, sous la Révolution, puis sous l'Empire, une spécialité de l'entreprise, qui, en 1787, a eu comme jeune employé de bureau un certain Michel Ney, plus tard maréchal de France et prince de la Moskova, natif de Sarrelouis. Cela ne lui vaut pas toujours que des agréments. Ses installations sont une première fois détruites en 1794 par une incursion de l'armée autrichienne. Profitant du nouveau code de commerce napoléonien, les Forges se transforment en 1809 en société anonyme par actions, probablement la plus ancienne de nos jours en Allemagne fédérale.

La chute de l'Empire et le traité de Paris en 1815 voient la Sarre passer sous le contrôle cette fois de la Prusse. Les Forges doivent une nouvelle fois réorienter leurs activités, ce qu'elles font avec succès, s'ouvrant à plein à l'ère industrielle. Le dix-neuvième siècle est une période d'expansion. Malgré l'achat par la famille Stumm, en 1818, des deux cinquièmes de son capital, puis la conversion de celui-ci en thalers prussiens, elles restent néanmoins en majorité propriété d'intérêts français, ce qui ne les empêchera pas de servir de cantonnement aux troupes allemandes pendant la guerre de 1870.

La germanisation du capital, qui passe à 60 % entre les mains allemandes, coïncide avec une nouvelle période où les fournitures militaires, pour la marine de guerre allemande cette fois, constituent son activité principale. Ses plaques de blindage sont alors mondialement connues. Placée momentanément sous séquestre en 1917, l'entreprise, qui repasse à 60 % sous le contrôle de capitaux français (Wendel/Pont-à-Mousson), n'en poursuit pas moins son chemin à l'ombre des nouveaux géants de la sidérurgie sarroise, lorraine et de la Ruhr.

En 1928, elle produit 28 781 tonnes d'acier, employant près de 9 000 personnes. Le retour de la Sarre dans le giron allemand, en 1935, la voit fêter deux cent cinquante ans d'« *activités ininterrompues, de coopération loyale et confiante entre des hommes venus de pays différents* ».

H. de B.

LE CHOMAGE DES JEUNES :

Lozère : une lourde obsession

40 % des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans.

PARMI les records qui s'attachent au département de la Lozère, il en est certains qu'on peut ranger parmi les poncifs ou sur les tablettes folkloriques : le département le moins peuplé de France (soixante-quatorze mille habitants), la plus petite préfecture, Mende – où l'on ne compte qu'un seul feu rouge – et la plus « lilliputienne » sous-préfecture, Florac (avec Castellanne dans les Alpes-de-Haute-Provence), une seule voiture de plus de seize chevaux fiscaux recensée..., mais aussi quinze fois moins de risques de se faire cambrioler qu'à Paris, et quinze fois plus de chances de jouer au tennis !

Toutefois, il existe un autre record, dont le département se passerait bien : le plus fort taux de chômage des jeunes en France par rapport au total des sans-emploi. D'après l'INSEE, en effet, quarante et un chômeurs sur cent étaient, en février dernier à Mende, Marvejols ou Saint-Chély-d'Apcher, des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans.

« *C'était encore bien pis l'an dernier où l'on a dépassé 50 %* », corrige M. Gérard Guillaumin, qui fait fonction de directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre, car la Lozère, trop petite pour avoir un directeur à part entière, dépend de Nîmes et du Gard pour les services extérieurs du ministère de M. Séguin. « *Et de mois en mois*, ajoute-il, *le niveau baisse sensiblement grâce notamment aux TUC et à diverses mesures spécifiques prises en leur faveur, par exemple une convention globale de formation mise en place en septembre 1985.* »

Microcosme

Il reste que, dans ce département rural handicapé par le relief, le climat et l'éloignement – et qui est, à lui seul, un microcosme politique et économique, la situation de l'emploi prend des allures des plus paradoxales. Si l'on adopte comme référence la population active occupée, le taux de chômage général est faible (6,97 %), par rapport à la France (9,92 %) et à la région Languedoc-Roussillon (13,48 %) dont fait partie la Lozère. Et pourtant, la question de l'emploi des jeunes est ici « *particulièrement obsessionnelle* », comme dirait M. Gattaz.

Pourquoi ? Pour trois raisons toutes simples qu'on retrouve d'ailleurs, identiques, dans les régions rurales similaires :

- les jeunes, même s'ils sont ici moins nombreux en termes absolus que dans d'autres départements, veulent trouver du travail sur place et, à défaut, préfèrent « chômer au pays » ;
- les entreprises, petites et peu nombreuses, offrent peu d'embauches ;
- l'agriculture se modernise, ce qui ne crée pas d'emplois à court terme, bien au contraire, tandis que le tourisme ne suscite qu'un courant d'affaires saisonnier (ski de fond, promenades dans les gorges du Tarn).

Résultat : les offres d'emplois enregistrées à l'ANPE ne représentent que 4,55 % du nombre des demandes d'emploi.

Les services administratifs font ce qu'ils peuvent, inventent, avec souplesse et souvent à la limite de la légalité, des procédures empiriques, essayent de faire converger la multitude de financements et d'incitations d'origines diverses, tentent de cerner les souhaits des jeunes et les besoins des entreprises. Mais l'émiettement des efforts des uns, la passivité des autres, les mauvaises habitudes d'un département qui a longtemps cultivé l'assistanat, qui est passé maître dans l'art de tirer les sonnettes (parisiennes, régionales et européennes) et d'émarger aux guichets à interventions les plus divers, expliquent que, jusqu'à ce jour, les mesures gouvernementales annoncées pour l'emploi des jeunes ne soient arrivées qu'en écho assourdi au fond des canyons du Tarn ou sur les étendues désertes du causse de Sauveterre.

M. Jean Laquerbe, secrétaire général du Comité d'expansion, a fait faire une étude sur cent sept jeunes, du niveau bac technique et économique, originaires du département, qui occupent un emploi dans l'industrie. Soixante-huit ont pu être embauchés dans le Languedoc-Roussillon, dont quarante-huit en Lozère, ce qui tend à prouver leur attachement pour leur terre d'origine en dépit de la maigreur des offres d'emplois et de la fragilité (travaux publics, bâtiment, scierie, un peu d'électronique, une usine métallurgie) du tissu industriel. Pour une quinzaine de jeunes, il a créé un stage de formation à l'électronique en utilisant les locaux du lycée Chaptal.

« *L'artisanat occupe 20 % de la population active alors que la moyenne française tourne autour de 10 %*, indique quant à lui le président de la chambre de métiers, M. Henry Giral, tailleur. *Nous avons deux mille cent entreprises et deux cent quarante jeunes en apprentissage.* » Il attend avec impatience les mesures que M. Jacques Chirac annoncera, le 25 juin, devant l'assemblée générale des chambres de métiers. « *Les artisans sont beaucoup plus sensibles aux exonérations de charges qu'aux subventions* », prévient-il.

Pour sa part, le président de la chambre de commerce, M. Pierre Dhombres, entrepreneur de travaux publics – dont les milieux politiques et économiques locaux apprécient le dynamisme, – n'y va pas par quatre chemins. « *Si j'ai des marchés, j'embauche. Et c'est ce que j'ai fait depuis quelques mois en créant vingt emplois parce que nous avons 25 kilomètres de la nationale 88 à aménager.* » Mais il s'agit d'emplois de faible qualification.

Un préciput

Comment, d'ailleurs, en serait-il autrement puisque, dans le département, aucun établissement public d'enseignement ne propose aux jeunes des formations allant au-delà du bac. Qui veut entrer dans un IUT, préparer une grande école ou accéder à l'université doit descendre à Montpellier ou à Nîmes. Devant cette lacune, l'enseignement privé se secoue. Le Frère Gibelin, à Saint-Chély, est en train de mettre sur pied une école hôtelière qui aura vocation de fournir du personnel à tout le Languedoc-Roussillon, y compris bien sûr la frange littorale et les stations en vogue.

M. Jacques Blanc, député (PR) qui, depuis qu'il a conquis la présidence du conseil régional du Languedoc, a plus que jamais la haute main sur les destinées de la Lozère, a fait venir dans son département le haut fonctionnaire de la CEE qui s'occupe du dossier des Programmes intégrés méditerranéens (PIM). Il espère – si le casse-tête budgétaire européen actuel trouve une solution – lui arracher quelques crédits pour les routes, le tourisme, la petite industrie, et faire admettre l'idée que la Lozère, étant donnés ses handicaps profonds que personne ne conteste, devrait pouvoir bénéficier d'un préciput financier avant le partage des sommes entre les différentes régions bénéficiaires des PIM.

Le 5 juin, à la tête d'une forte délégation lozérienne, dans laquelle figurait Mme Jeanine Bardou, présidente (PR) du conseil général – la seule femme à présider un conseil général : « *Vous voyez que la Lozère n'est pas conservatrice* », lance-t-elle, – M. Blanc a parcouru les ministères (agriculture, équipement, collectivités locales). « *Tout le monde comprend nos problèmes, mais les caisses sont vides* », annonce-t-il. Mme Bardou, quant à elle, affirme que, pour les petits départements, les réformes de décentralisation se sont conclues par des marchés de dupes.

Peu de moyens

La dotation globale d'équipement versée par l'Etat à la Lozère a baissé de 46 % en 1986. Le déneigement aura coûté 6 millions de francs de plus que prévu. Comment un département ayant si peu de moyens pourrait-il avoir une politique significative d'aide à l'emploi ? Pourtant, Mme Bardou songe pour l'an prochain à créer un fonds d'industrialisation. Mais, pour le moment, il faudra bien que l'Etat bouche les trous « *car on ne peut imaginer de laisser couler un département* », note avec philosophie M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales.

Du coup, les heures passées par le personnel d'État pour les opérations de déneigement ne seront exceptionnellement pas facturées au département. De même, la DATAR financera les routes nécessaires pour ouvrir une nouvelle mine d'uranium près du parc des Cévennes et maintenir vaille que vaille une petite centaine d'emplois.

Le ministre qui devrait se pencher le plus attentivement sur la Lozère n'est autre que M. Séguin. Non seulement parce qu'il « pilote » la politique de l'emploi, notamment à l'égard des jeunes, mais aussi parce qu'il est responsable de l'ensemble de la politique sanitaire et sociale. Or la principale « industrie » du département est précisément constituée par les instituts médico-pédagogiques, les centres d'aide par le travail, les établissements pour jeunes et adultes handicapés, les maisons de soins. Des « pensionnaires » de tous les départements de France y séjournent.

Si dorénavant – comme c'est envisagé – chaque région se dote d'établissements pour ses propres ressortissants, la Lozère verra disparaître, dans les foyers pour personnes âgées ou dans les instituts spécialisés, l'une de ses principales sources d'emplois. Et comme les maternités ne sont pas, dans ce département qui vieillit, un secteur en expansion, l'embauche des jeunes restera longtemps encore un casse-tête, voire une impasse...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

AVOIR VINGT ANS DANS LA DÉTRESSE

Seine-Maritime : des chances gaspillées

Les barons de la politique sont engourdis.

APRÈS des années d'abondance, le département de la Seine-Maritime se réveille en crise. Longtemps épargnés – le choc pétrolier ayant fait subir ses effets, ici, trois ans après tout le monde, – les Haut-Normands, dégrisés, découvrent ce que leur situation pouvait avoir de factice. Avec 65 000 personnes sans emploi, le taux de chômage (12,1 % pour la région) est supérieur à la moyenne nationale.

Mais ce sont les jeunes qui en souffrent le plus. Près de 26 000, ayant moins de vingt-cinq ans, sont à la recherche d'un emploi. Après la Lozère, la Seine-Maritime réalise le plus mauvais score de l'Hexagone, les jeunes chômeurs représentant 39,5 % des inscriptions à l'ANPE.

Tristes records, donc, qui ont provoqué, disent les Rouennais, une prise de conscience *« tardive et lente »*, mais n'ont pas, pour autant, entraîné de sursauts. Dans ce département divisé et morcelé à l'extrême, les responsables politiques, économiques et sociaux savent faire preuve de la même lucidité dans l'analyse ; mais ils n'entendent pas s'allier pour organiser la reprise en main. Tout vient de trop loin.

Rares sont ceux qui tentent de dépasser les clivages et lorsqu'ils prennent des risques, comme l'Observatoire de prospective créé en 1982 à l'initiative d'une chambre syndicale patronale, redoutent de se faire broyer, à leur tour, après tant d'autres, par la mécanique du soupçon. On ne défie pas impunément des équilibres presque ancestraux, et, en observateur averti de la vie locale, M. Bertrand Tierce, rédacteur en chef *la Lettre de Haute-Normandie*, n'en finit pas d'égrener la liste de ceux qui, un moment, ont cru pouvoir agir sur le cours de choses. Espoirs vite déçus de petits groupes enhardis et systématiquement laminés, voire piégés.

L'impasse

Tel haut fonctionnaire, qui se lamente, raconte qu'on lui réplique : *« Ne vous en faites pas, ça va s'arranger avec le temps. »* Un autre explique, confondu, que le choix inconscient est *« de faire l'impasse sur l'immédiat, de donner rendez-vous dans cinq ans et, d'ici là, de gérer 90 000 inadaptés »*. Et c'est Bertrand Tierce qui, dans un éditorial déflagrant du 14 mai dernier, constate désabusé qu'il *« est urgent de ne rien faire »*.

« La Haute-Normandie est en train de rater quelques uns des rendez-vous », victime d'un *« gel cérébral »*, d'un *« engourdissement de l'esprit »*, écrit-il. Elle ne peut même pas compter sur ses vedettes locales, MM. Jean Lecanuet, et Laurent Fabius. Ces barons, maîtres de leurs fiefs respectifs, *« ne sont pas porteurs d'un projet pour la Haute-Normandie »*, affirme-t-il.

Toute cette zone géographique, comprise entre Paris et la Manche, appuyée sur la Seine, dispose pourtant d'atouts que d'autres seraient en droit de lui jalouser. Mais, note M. Jean-Serge Seiler, délégué général adjoint de la chambre syndicale des industries chimiques de Normandie, tout le mal vient peut-être de là. *« Depuis le milieu des années 50, le discours veut qu'elle s'auto-industrialise, qu'elle devienne la deuxième vallée de la Ruhr. »*

De fait, riche et grasse naturellement, la région semblait promise à un bel avenir économique et recueillait, avec une insolente facilité, les fruits de l'expansion. *« De tout temps, la région s'est développée par l'apport extérieur »*, remarque M. Dominique Gambier, universitaire, directeur de l'IRED (Institut régional d'études démographiques) et conseiller régional PS, qui *« ne voit pas de germe d'un développement endogène »*.

Ce furent les Alsaciens, après la guerre de 1870, qui implantèrent l'industrie du textile, notamment à Elbeuf. Puis les ports avec un trafic de transit, exacerbé aujourd'hui par le poids des céréales à Rouen, du pétrole au Havre, entretinrent l'activité à un niveau élevé, mais parfois artificiel. Enfin la décentralisation aux portes de la capitale apporta les grands établissements de production, surtout l'automobile.

« Personne n'a été clairvoyant et il n'y avait pas besoin de l'être », poursuit M. Gambier. Résultat, il n'y *« a pas de bourgeoisie industrielle dynamique »*. *« Qui est le patron normand qui a du poids, qui exerce une influence, joue un rôle phare ? »* s'interroge-t-il.

La conséquence, et de longue date, a été que la tentation des *« emplois faciles »* l'a emporté sur l'effort de formation. Alors que la Haute-Normandie se classe onzième parmi les régions européennes pour sa richesse ou, encore, qu'avec 3 % de la population française, elle produit 4,1 % de la valeur ajoutée nationale, tous déplorent cette pauvreté des capacités humaines, menaçante depuis vingt ans et maintenant cause du marasme.

Un retard de la scolarisation qui n'a jamais été comblé, malgré des améliorations, continue de produire ses effets.

Animateurs d'une petite revue de micro-économie, *Repères*, MM. Gérard Orange et Jean-Pierre Testenoire signalent que, entre la grande agglomération rouennaise et l'agglomération havraise, il n'y a pas de lycée public (un cours privé de trois cents élèves à Yvetot). Entre Le Havre et Rouen, il n'existe pas d'établissement permettant de préparer un BTS (brevet de technicien supérieur).

Le pourcentage des jeunes en situation scolaire au *« niveau de la seconde »*, y compris un cycle court, est inférieur de 7,5 points à la moyenne nationale. Le taux d'échec scolaire à l'âge de dix-sept ans est, lui, supérieur de 13 points.

Tout se tient. Ayant bénéficié de conditions avantageuses, le département s'est laissé aller au point de ne pas se rendre compte qu'il s'industrialisait avec de grandes unités de production de masse exigeant une main-d'œuvre peu qualifiée. En outre, relève M. Tierce, en citant une enquête récente qui a fait du bruit, *« le comportement des chefs d'entreprise n'a pas évolué d'un pouce. Ils ne se sont pas approprié la richesse produite par l'appareil de formation régional »*.

Les plus formés sont partis ou s'en vont, ruinant ainsi les chances de l'avenir, notamment dans tous les domaines du tertiaire. *« Nous souffrons de graves lacunes de ce point de vue,* admet M. Tierce. *Nous en sommes au tertiaire d'exécution, alors que nous aurions pu développer le tertiaire d'échange en rapport avec nos activités. »*

Un piège

Paris, là encore, a profité des carences, et il est sans doute vain d'espérer que des activités de service de haut niveau soient normandes. C'est d'ailleurs ce que pensent MM. Gambier et Seiler. Quant à M. Alain Kokosowski, président du CREDIJ (Centre régional du dispositif d'insertion des jeunes), un homme qui ne manque pourtant pas d'idées ou de projets novateurs, il est catégorique. *« On ne peut pas rêver de tertiaire en Haute-Normandie, sauf pour le tourisme de proximité,* affirme-t-il. *Les gîtes d'accueil normands détiennent le taux record d'occupation avec 23 semaines par an. »*

Cette région, qui s'est obstinée à gâcher toutes ses chances, se trouve désormais enfermée dans un piège. L'activité industrielle stagne ou régresse, et l'on s'aperçoit maintenant que 70 % de la valeur ajoutée provient d'entreprises dépendant soit d'un groupe extérieur à la région, soit d'un groupe nationalisé, soit encore d'une société étrangère. Le degré d'autonomie industrielle, le plus faible de France, est évalué à un emploi sur trois.

« Ce sont les jeunes qui font les frais de l'opération », observe M. Chéguillaume, directeur régional du travail. Conduits dans une impasse, ceux-ci apparaissent les plus démunis, et, au CREDIJ, on fait des bilans catastrophiques. Plus de 30 % des jeunes au chômage ont atteint la fin de leur scolarité sans obtenir de diplôme ou achever un cycle (niveau VI). Plus de 15 % devraient recevoir une formation d'un an pour espérer un certificat d'études professionnelles (niveau V bis), inférieur au CAP par exemple.

Chaque année, 7 000 jeunes sortent du système scolaire sans formation. Issus *« des classes de relégation »*, ils ne peuvent accéder à des stages de qualification. La moitié d'entre eux, selon une pédagogue, *« ne savent pas lire deux pages conçues pour eux »*. En 1985, 3 000 sont passés par des stages 16-18 ans du dispositif jeunes ; mais, malgré tous les efforts, l'équipe du CREDIJ avoue que, *« en vingt mois, on ne pallie pas dix ans de carence »*.

A ce point, il faudrait déployer une énergie fantastique ou mobiliser tous les talents pour sortir de l'ornière. C'est ce que tente de faire M. Kokosowski, qui tient un discours volontairement provocateur. *« Il faut se demander comment faire pour que les jeunes croient à l'école,* propose-t-il. *Il faut offrir un apprentissage de vie. »* Ensuite ? *« Puisque la prise de conscience n'existe pas, bousculons. Réalisons un Tsukuba rouennais qui devienne un espace permanent de sensibilisation. Créons l'équivalent du projet de La Villette. »*

Comme tant d'autres, M. Kokosowski redoute les tensions, les désastres psychologiques, l'opposition de groupes sociaux qui fonctionnent *« à deux, trois, quatre vitesses différentes »*. M. Chéguillaume fait la même analyse. Sur la région d'Elbeuf, par exemple, la grande entreprise dominatrice – le textile autrefois, l'usine Renault de Cléon aujourd'hui, – *« supprime les structures intermédiaires »* du marché du travail comme l'artisanat. Le bassin d'emploi voisin (Rouen) aspire les plus dynamiques.

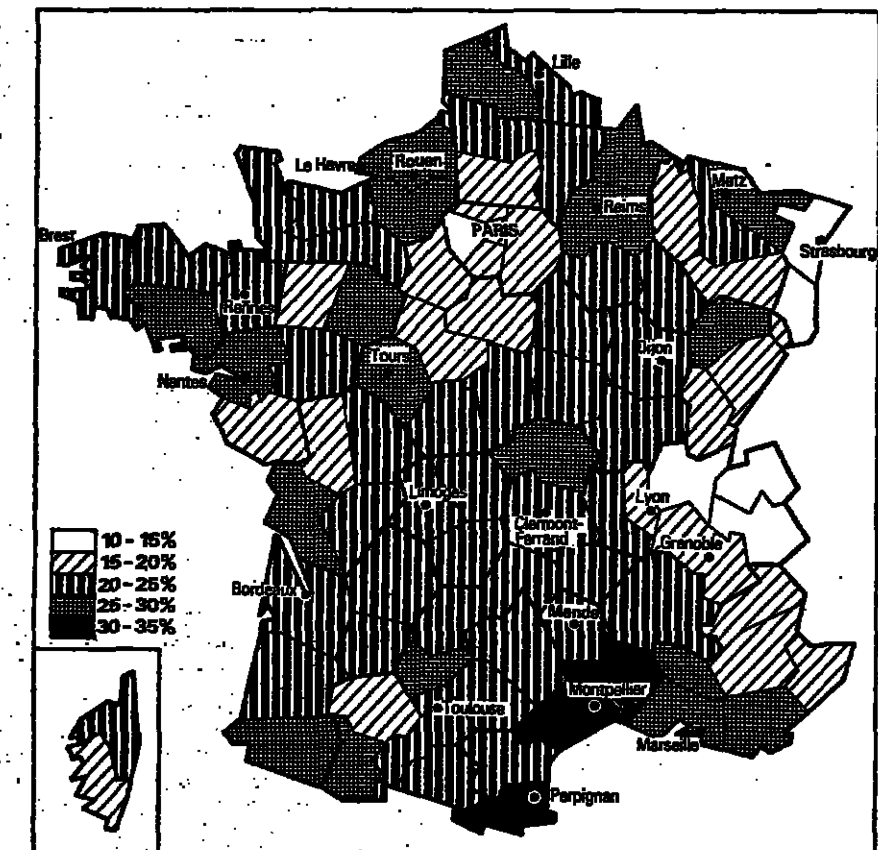
« Restent les plus difficiles à insérer, ceux qui se marginalisent » et, prévoit-il, à l'échelon du département, *« on va se trouver sur des parts dures de chômage, dans des secteurs d'origine ouvrière qui n'ont pas évolué »* et se seraient *« fossilisés »* selon d'autres.

C'est alors que, nourrissant le pessimisme de chaque interlocuteur, reviennent de lancinantes questions. Où est le projet régional ? Quel est l'identité régionale ? Que souhaite la région pour son avenir économique ? A chaque fois, également, se répètent les mêmes jugements. Disposant d'une *« surabondance de pouvoirs locaux »*, selon l'expression de M. Tierce, toutes les tentatives, politiques ou économiques, se bloquent mutuellement et s'annulent.

« C'est une région qui a manqué de caractères, et les Parisiens l'ont vue comme un appendice, explique un autre, plus diplomate. *Les élus locaux n'ont rien fait contre. »* En quelques décennies, les conséquences sont là. La Haute-Normandie - la Seine-Maritime particulièrement – vit douloureusement derrière une façade bien présentable.

A. Lo.

PLUS D'UN JEUNE FRANÇAIS SUR CINQ SANS EMPLOI



Il s'agit du taux de chômage des jeunes par rapport à la population active des moins de vingt-cinq ans.

(Source : Agence nationale pour l'emploi.)

Dure France

DÉCOUVRIR la vie active par le chômage, c'est, déjà, être privé de toutes ses chances. Or, avec la dégradation de la situation de l'emploi, quantité de jeunes, âgés de moins de vingt-cinq ans, commencent ainsi, sans espoir de lendemain. Il en est particulièrement ainsi en France, où l'on comptait, à la fin du mois d'avril, huit cent mille jeunes inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), et parfois depuis de longs mois (18,5 % depuis plus d'un an).

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui publie régulièrement des analyses sur la situation économique et sociale des vingt-quatre pays membres, ne rate jamais une occasion d'attirer l'attention sur la gravité de cette situation, chaque année plus préoccupante. Ses rapports établissent que, sous l'apparente stabilité (10,25 millions de jeunes chômeurs en 1986 représentant 16,75 % de la population active de cet âge) se dissimule en réalité une forte hausse en Europe.

Près de 23 % des jeunes seront au chômage dans les quatre grands pays européens, soit 4,5 millions de personnes. A chaque fois, outre les raisons démographiques, favorables aux Etats-Unis ou au Japon, défavorables en Italie ou en France, l'OCDE met en avant des causes convergentes, par exemple, l'état du système de formation.

Encore récemment, à l'occasion de la publication d'un rapport très nuancé sur la flexibilité (*le Monde* du 29 mai) les experts ont souligné que *« les rigidités du système éducatif et les contraintes budgétaires sont très certainement des obstacles au changement plus redoutables que les rigidités des marchés du travail »*. Afin de réaliser une *société de flexibilité*, ils accordaient une grande importance à l'éducation permanente et concluaient que l'enseignement et la formation *« demandent à être réexaminés »*.

Contrasté, le palmarès permet effectivement d'imaginer quelques explications générales du chômage des jeunes. Par rapport à la population des quinze-vingt-quatre ans, l'Espagne arrive en tête (46 %), suivie de l'Italie (35 %), de la France (25 %), de la Grande-Bretagne (21,5 %), puis, à une bonne longueur, du Canada (17,5 %), des Etats-Unis (12,5 %), de l'Allemagne fédérale (10 %) et, enfin, du Japon (4,7 %).

Si l'on se réfère à la proportion des jeunes parmi les chômeurs déclarés, les résultats en décembre dernier différaient quelque peu. L'Italie (60 %) se classe devant l'Espagne (47,9 %). La France (39,5 % et 33,7 % en avril), les Etats-Unis (38,6 %) et la Grande-Bretagne (38 %) forment un peloton. Derrière, on trouve le Canada (34,9 %), la RFA (23 %) et le Japon (21,6 %).

La plupart des pays, notamment européens, ont essayé de mettre en place des politiques pour réduire ce fléau, parfois avec des méthodes semblables. Les programmmes belges ou britanniques, par exemple, ne sont pas tellement éloignés des dispositifs français, dont les travaux d'utilité collective (TUC). Des variantes existent en Suède ou en RFA.

Parfois, on invente des solutions qui paraissent très attrayantes et qui, pourtant, à l'usage, se révèlent décevantes. C'est le cas d'une expérience espagnole dont on devrait retenir la leçon. L'embauche de jeunes y est favorisée par le versement d'une aide publique, l'Etat prenant, en outre, à sa charge 80 % du salaire pendant une période donnée. Or, après une année de fonctionnement, le bilan est si maigre qu'on ne compte finalement que quinze mille bénéficiaires de ces largesses. Ainsi les subventions, y compris généreuses, ne peuvent venir à bout de la justification économique d'un emploi...

A. Lo.

La chronique de Paul Fabra

De plus en plus de faillites

PARMI les informations publiées par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) qui, dans la phase actuelle de la conjoncture, méritent une attention particulière figure certainement, et malheureusement, la « Statistique mensuelle des défaillances d'entreprises ». Le dépôt de bilan peut être considéré comme la forme extrême, et dramatique, que revêt le phénomène probablement le plus caractéristique des années 80, en France et dans le monde.

Après l'orgie de crédits, et donc d'inflation, qui eut lieu pendant la précédente décennie dans la plupart des pays – il n'y a pas de fatalité internationale en la matière : une petite minorité d'entre eux ont su réagir suffisamment tôt pour y échapper – est venu le temps de la lourde digestion, si l'on peut dire, des dettes accumulées. Pour un certain nombre d'entreprises, la potion absorbée a été trop forte. Elle les voue à la mort économique et juridique.

C'est que, à notre époque, les entreprises meurent le plus souvent sous le poids des charges financières, devenues démesurées par rapport à leur capacité bénéficiaire, quand celle-ci a pu être préservée. En d'autres termes, la faillite est la pathologie de la désinflation. Celle-ci est le résultat d'ensemble d'un immense effort auquel se livrent industriels, commerçants, agriculteurs, membres des professions libérales, sans parler des administrations publiques, en vue, économiquement, de diminuer leurs coûts et, financièrement, d'assainir leurs bilans par réduction des dettes (l'assainissement en question supposant bien entendu l'amélioration du rendement économique). Cependant, celles des entreprises qui avaient laissé leur situation se dégrader trop gravement ne peuvent pas faire face à leurs échéances. Elles n'ont plus d'autre solution que de mettre la clef sous la porte.

L'INSEE, dans ses « Informations rapides » en date du 3 juin dernier, qui fait état d'un nombre élevé de *« défaillances d'entreprises pour le mois d'avril »* (voir *le Monde* du 6 juin), estime que *« la tendance de la série demeure croissante »*. La courbe établie à cette occasion par l'Institut montre que cette croissance s'est poursuivie pratiquement sans désemparer au cours des neuf dernières années. Au début de 1977, le nombre des faillites mensuelles était de l'ordre de mille. Le chiffre correspondant est actuellement environ trois fois supérieur. La proportion des entreprises qui ont fait l'objet d'une procédure est la plus élevée dans l'industrie (2,2 % des entreprises du secteur) et les services aux entreprises (2,4 %).

Sur la période considérée, la tendance ne s'est très provisoirement infléchie que deux fois : en 1979 (année, soulignons-le, qui fut marquée par un redressement des profits) et de l'été 1981 au printemps 1982 (la relance Mauroy-Delors, accompagnée par une aide accrue aux « canards boiteux »).

ON ne doit évidemment pas isoler ces indications chiffrées de leur contexte. Si les faillites s'étaient multipliées dans une économie en forte expansion, caractérisée par un bourgeonnement de nouvelles unités de production et de services, on pourrait en conclure qu'on se trouve en présence d'un processus sain de « destruction créatrice ». La stagnation et la progression continue du chômage témoignent que tel n'est pas, il s'en faut hélas ! de beaucoup, le cas. C'est seulement depuis 1981 que l'INSEE décompte les créations de nouvelles entreprises. Le nombre en a sensiblement régressé jusqu'au milieu de 1984. Il se retrouvait, en 1985, un peu au-dessus de son niveau de départ (surtout si l'on tient compte que la proportion des « reprises » est plus faible qu'en 1981).

Le mouvement de désinflation qui s'analyse comme un mouvement de liquidation, volontaire ou forcé (règlement par les tribunaux), des dettes, doit être bien fort, car tout semble indiquer que les précautions juridiques prises pour en atténuer la virulence et les effets ne parviennent ni à le ralentir ni à rendre ses conséquences moins brutales. Par peur des mots, et comme pour exorciser, en guise de condamnation posthume du dix-neuvième siècle, les réalités qu'ils représentent toujours, les Français ont banni depuis 1967 du vocabulaire du droit le mot faillite. Les Américains n'ont pas ces scrupules, qui ont intitulé leur plus récente loi en la matière Bankrupcy Reform Act (ainsi l'anglais conserve une clarté et une vigueur qui commencent à faire défaut au français).

La nouvelle loi sur le redressement judiciaire (relative « aux difficultés d'entreprises ») promulguée en janvier 1985, et due à Robert Badinter, a beau être dans son esprit défavorable aux créanciers et favorable (ce qui, en soi, est une bonne chose) au sauvetage des entreprises quand celles-ci peuvent être sauvées, il est loin d'être sûr, si l'on en croit les spécialistes, qu'elle soit capable de masquer la dureté du processus.

Pierre Le Besnerais, président de chambre au tribunal de commerce de Paris, déclarait, il y a quelques jours, devant l'Association française des banques, que, la législation de 1985 ayant rendu impossible dans presque tous les cas la location-gérance des sociétés en mal de paiement (pratique qui, il faut le dire, recouvrait maints abus), *« on va maintenant, avec la liquidation immédiate de 72 % des affaires, voire davantage, licencier beaucoup plus et beaucoup plus rapidement les salariés, avec toutes les conséquences sociales ou politiques que vous pouvez imaginer »*. Selon certains, c'est précisément à cause de l'autorisation administrative de licenciement, ou plutôt des délais qu'elle occasionne, que beaucoup d'employeurs, contraints de maintenir des effectifs en surnombre, sont finalement acculés au dépôt de bilan.

Entre 29 % et 35 % – les évaluations encore basées sur des extrapolations en attendant les résultats définitifs varient – des quelque 438 600 personnes licenciées l'an dernier « pour cause économique » ont perdu leur emploi par suite de la faillite de leur entreprise. Il s'agit donc au bas mot de 131 000 hommes et femmes qui, pour cette raison, se sont trouvés privés, parfois définitivement, d'activité.

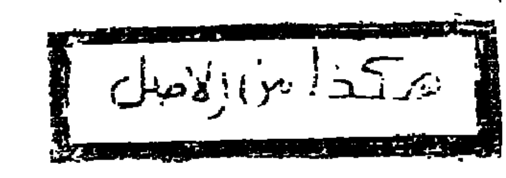
LE lien entre, d'une part, le lancinant chômage et, de l'autre, la crise de l'endettement, dont la persistance explique le maintien de taux d'intérêt encore trop élevés par rapport à la rentabilité attendue des investissements, apparaît ainsi indirectement mais de façon très concrète. Encore faut-il bien voir que la faillite n'est que le cas limite d'un phénomène général qui, pour les autres entreprises, soit la grande majorité d'entre elles, se traduit pas des mesures restrictives pouvant aller de la diminution des embauches aux réductions draconiennes de personnel.

La loi Badinter sur le redressement judiciaire, votée sans opposition (les partis de droite s'étaient abstenus), ne vise certainement pas à maintenir coûte que coûte des entreprises condamnées : *« Pas d'acharnement thérapeutique »*, a plusieurs fois répété l'ancien garde des sceaux. Il n'empêche que l'esprit dans lequel elle a été conçue est bien de donner corps au principe, du reste difficile à saisir, de « continuation de l'entreprise » (au-delà des vicissitudes de sa gestion). Il est trop tôt pour porter un jugement sur son application, étant entendu que son auteur avait pris soin, en présentant son texte, de dire qu'il serait bon au bout d'un an ou deux de sa mise en vigueur d'en revoir telle ou telle disposition.

LES premiers chiffres montrent en tout cas que le pourcentage des liquidations, par rapport au nombre total des ouvertures de procédure, n'a pratiquement pas diminué ; que, passé une première période de flottement, on assiste présentement à un « rattrapage » noté par l'INSEE du nombre des défaillances publiées ; que, paradoxalement, la survie est dans certaines circonstances rendue plus difficile.

Certains seront tentés de soutenir qu'aujourd'hui comme hier les faillites, même si on ne les appelle plus par leur nom, ne font pas autre chose que sanctionner les mauvaises gestions ; que la multiplication de leur nombre traduit simplement le fait qu'au fil des ans on a dû renoncer aux béquilles que, sur instruction des pouvoirs publics ou pour d'autres motifs, les banques tendaient (sous menace de les retirer à tout moment) aux entreprises déficitaires ; que la loi ne pourra sans doute rien contre cet inévitable retour aux dures mais somme toutes salutaires disciplines du marché.

Sans tomber dans l'hypocrisie contraire à celle d'un long passé où l'on voyait dans tout failli un coupable, on ne peut se contenter de telles explications. S'il est vrai en gros, mais pas en détail – il arrive plus d'une fois que des entreprises saines soient obligées d'abandonner, – que les plus touchées sont les plus fragiles, c'est un fait avéré que l'atmosphère générale créée par la désinflation ambiante a considérablement abaissé le seuil de vulnérabilité.





Les ingénieurs de Télésystèmes perçoivent ce que d'autres ne voient pas.

Ils ne sont pas venus d'un autre monde. Ils ont, au contraire, les pieds bien sur terre. Pourtant, ils sont dotés d'un sixième sens, celui d'une vision plus large et plus prospective. Eux, les ingénieurs de Télésystèmes, perçoivent ce que d'autres ne voient pas, parce qu'ils ont, au sein de Télésystèmes, un parcours que les autres n'ont pas. Un parcours qui aiguise l'esprit au contact des différents métiers de leur entreprise (télématique, banques de données, logiciels, ingénierie centres informatiques) et sur des chantiers de pointe, en France et dans le monde.

Les ingénieurs de Télésystèmes ont donc acquis un ensemble de compétences qui leur permet chaque fois qu'il le faut, de dépasser le problème que vous leur posez, en l'intégrant dans un devenir. Devenir qu'ils maîtrisent d'autant mieux qu'ils sont au cœur d'une structure constamment au fait des possibilités de la télématique. Dans le monde, comme à l'intérieur de votre entreprise.

Les ingénieurs de Télésystèmes conçoivent et réalisent des applications qui sont à même de répondre à vos besoins immédiats comme à ceux qui seront les vôtres demain, lorsque les nouveaux réseaux à valeur ajoutée vous offriront des possibilités nouvelles.

Un dernier mot : ne croyez surtout pas que ce sixième sens dont ces hommes sont dotés leur enlève celui de la mesure. Mesure de la qualité des rapports qu'ils ont avec vous. Et qu'ils entretiennent chaque jour avec passion.

Télésystèmes – 115, rue du Bac 75007 Paris – Tél. : (1) 45.44.38.98



Gagnons ensemble.

Télématique - Banques de données - Logiciels - Ingénierie - Centres informatiques



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Le banc des accusés

Les entraîneurs des équipes de ce Mundial ne sont pas assis sur des bancs de touche mais sur des sièges éjectables. Pour avoir traité l'arbitre français Joel Quiniou de *« meurtrier »*, l'entraîneur uruguayen Omar Borras a été suspendu par la FIFA et contraint de suivre Uruguay-Argentine dans l'anonymat de la tribune. Même motif, même punition pour le Paraguayen Cayetano Re, expulsé de son banc au cours du match Belgique-Paraguay. *« C'est parce que je suis Noir et entraîneur d'une petite équipe qu'ils m'ont expulsé »*, avait-il estimé, ne s'attirant pas ainsi la clémence de la commission de discipline.

Mais les entraîneurs dont les équipes sont déjà éliminées ont des malheurs autrement plus graves. Le Hongrois Georges Mezzey n'a pas attendu d'atterrir à Budapest pour *« cesser ses fonctions »*. Quelques minutes après la défaite bulgare face au Mexique, Ivan Vutsov déclarait lui aussi : *« Je vais sans doute me retirer de la sélection. »* Le Portugais José Torres, contesté par ses joueurs et sa fédération, vient d'annoncer sa démission. Son confrère algérien Rabah Saadane, interrogé sur son avenir, déclare : *« Je ne me fais aucune illusion. De toute façon, je suis usé, très fatigué. »*

La lassitude s'est aussi emparée de Tony Waiters, l'entaîneur britannique du Canada qui, malgré la bonne prestation de son équipe, n'est pas candidat à sa propre succession. De son côté, l'Allemand Franz Beckenbauer ne cache à personne qu'il regrette d'avoir accepté le poste en 1984.

Enfin, même s'ils ne sont pas fatigués de tenir ce rôle visiblement éprouvant, le Brésilien Tele Santana et l'Argentin Carlos Bilardo ne résisteront pas à un échec prématuré de leur équipe. Critiqués avant même le coup d'envoi du Mundial par l'ensemble de la presse de leurs pays respectifs, ils s'étaient embarqués pour le Mexique avec un aller simple.

BELGIQUE BAT URSS (4-3) A LEON

Les deux oreilles du taureau ukrainien

De notre envoyé spécial

Leon. – Le Dynamo a grillé un fusible. Derrière ce langage vaguement codé et qui pourrait faire croire à une prise de maquis intempestive – Ici Leon, les Belges causent aux Belges – surgit une délicieuse association d'idées. C'était à Guadalajara, samedi, dans les arènes de la ville construite de brique rose comme un estaminet du plat pays. Un torero, Jabier Bernaldo, d'une certaine maestria mais d'un courage indéniable avait fini par dominer la bête. Alors, la foule lui fit fête. Pendant son tour d'honneur, le beau Jabier reçut en hommage tout ce qu'il est possible de recevoir : des chapeaux de vaquero, des sombreros, des casquettes Coca-Cola, des programmes et même une chaussure. A charge pour lui de renvoyer les objets touchés de sa main et donc, déjà, imprégnés de son courage. On n'avait rien à lancer aux Belges. Enfin rien qui n'ait encore à servir. Mais l'intention y fut.

Quel courage ! Et quel joli match, quel beau moment passé avec les rudes gaillards, les cousins des Flandres et de Wallonie ! Le public mexicain qui fontionne volontiers à la cerveza – la cervoise en somme – crut y reconnaître les siens. De ce match plutôt machiste les Belges seront sortis avec un brevet mexicain de bonne et stricte virilité.

Car l'important n'est pas qu'ils aient battu, abattu même, le brave taureau ukrainien (4-3). L'important fut dans la manière : le football jusqu'à la muerte, jusqu'à plus soif, jusqu'à la fin finale des prolongations, jusqu'à cet orage apocalyptique venu saluer l'événement.

Bluff

Ils ont refait le coup de Séville. A cette petite nuance près que ce coup de Leon, classique désormais, s'est mieux terminé pour eux. Tant mieux. Car s'il faut remercier l'équipe belge ce n'est pas tant d'avoir inversé le pronostic ou ridiculisé la logique que d'avoir su, ce dimanche, tuer l'ennui né d'une compétition quadrillée comme une manifestation autorisée. Battus d'avance, vainqueurs surprise, voilà un joli coup d'Etat.

Autant le préciser, pourtant, à leur entrée sur le terrain, les joueurs belges avaient une bonne grosse peur du loup. Cela se voyait, cela se sentait de manière presque palpable. Le trouillomètre à zéro à l'idée de servir tout cru les appétits soviétiques. L'équipe d'URSS avait impressionné. Son système de jeu tourbillonnant, physique et technique, simple et efficace comme l'addition, trois plus trois, les six buts marqués aux Hongrois, semblait incontrôlable.

La démonstration avait bluffé tout le monde. Y compris ses auteurs, peut-être enivrés par leur propre réussite, la marche sur les sommets. L'équipe du Dynamo de Kiev, car c'est d'elle qu'il s'agissait cette fois, à deux exceptions près, aura cru que l'on peut jouer à 100 à l'heure, impunément, à 1 700 mètres d'altitude. Sans s'y brûler les ailes, sans y dévorer allègrement ce qui fait marcher la machine, l'oxygène. Ce fut son triomphe d'un jour. Cela aura été sa perte, dimanche. L'incendie s'est éteint de lui-même pour l'équipe des pompiers pyromanes.

Les Belges avaient peur, répétons-le. Cette équipe a une force essentielle. Plutôt qu'aux talents individuels, elle tient à l'esprit de groupe soigneusement entretenu par l'affable Guy This. Lui au moins ne prend ses joueurs ni pour des enfants ni pour des bidasses. La Belgique était venue avec de réelles intentions défensives. Former le carré, relever le pont-levis et voir venir. Guy This avait placé du monde aux créneaux et même rappelé, après un colloque de presse la vieille garde, Michel Renquin, au centre du dispositif. Un joueur un peu lent peut-être, mais pas romantique.

La peur n'évite pas le but. A la 28e minute, le trio d'attaque soviétique, machine à donner le tournis, trouvait l'ouverture. Igor Belanov, un vrai poison sous son allure de greffier et sa démarche de papy, envoyait un tir croisé terrible. Jean-Marie Pfaff, le gardien belge, une figure aussi que ce gitan fantasque et efficace, n'y put rien.

L'URSS, première du groupe C, menait 1-0. Et pourtant, la Belgique, troisième du groupe B difficilement qualifiée, n'avait plus peur. C'est ainsi : le but contre soi peut être vécu comme une libération ou comme la fin d'un risque. La Belgique, peu à peu, sortait de ses craintes. Battue pour battue, elle se lançait. Et elle allait se montrer adroite. Surtout, elle soulignait par ses coups de griffe l'imperfection du système adverse : une équipe d'URSS à la défense un peu figée et dotée de plus de jambe que d'esprit.

A la 55e minute, sur une faute énorme des arrières soviétiques, Enzo Scifo, le Sicilien de Wallonie, sorte de canard surdoué chez les Flamands, donnait le premier coup de pied vers la surface (1-1). C'était le premier accroc non le dernier, au palmarès du grand Dassaev. C'était aussi l'occasion du premier et non ultime coup de gueule de l'entraîneur Valeri Lobanovski, lui plutôt du genre adjudant-chef. Igor Belanov, notre greffier, veillait. Une grosse erreur de la défense belge, et un deuxième but à la 69e minute (2-1). Cela plus deux tirs sur la barre, d'autres auraient capitulé.

Pas les Belges. Et pas leur capitaine Jan Ceulemans, marathonien d'honneur à Leon. Il faut dire qu'il fut aidé. A la 75e minute, le capitaine belge se trouvait seul en plein centre devant Dassaev. Hors jeu ?



Les Belges Ceulemans et Scifo se congratulent après le premier des quatre buts contre l'URSS.

AFP.

L'arbitre de touche espagnol qui dit oui qui dit non, leva puis baissa le drapeau jaune en gare de Leon. Les Soviétiques s'étaient arrêtés de jouer. Pas Ceulemans. Deuxième accroc à la tunique d'or de Dassaev.

« Cielito lindo »

Deuxième énorme colère de Lobanovski. Le coup était injuste pour les Soviétiques, mais il était. Et les Belges, eux, sentirent « la gagne ». Comment perdre désormais si le ciel et les drapeaux jaunes étaient avec eux ? On en plaisante bien sûr. Encore fallait-il gagner.

Les prolongations furent ce qu'elles sont en pareil cas. Trente minutes de folie, plus de jambes, plus de tête, une seule idée : marquer. Dans le stade, le public mexicain avait fait son choix. Il chantait un vieil air mariachi *Cielito Lindo* « le ciel est dégagé », pour les Belges.

Le ciel était sombre, plein de fureur et d'orage. Il était dit que les rouges ne pouvaient plus perdre, il était clair que la défense blanche, si sûre d'elle-même en début de match, se lézardait. A la 101e et à la 108e minute, Demol et Claessen s'offraient les deux oreilles soviétiques (4-2). Les Russes qui avaient reçu ce ciel de Leon sur la tête essayèrent tout pour n'obtenir que le minimum : un penalty, une sorte de compensation, à la 110e minute, une faute sur notre greffier sanctionné évidemment par lui (4-3).

Belanov avait mis trois buts. Dassaev en avait encaissé quatre, ce qui ne doit pas lui arriver à tous les Mundial. Les Belges joueront donc les quarts de finale, ce qui ne leur est jamais arrivé à eux non plus. Ils joueront contre les vainqueurs du match Danemark-Espagne.

Valeri Lobanovski a piqué une énorme, somptueuse dernière colère. Contre l'arbitre, contre ses joueurs, contre le ciel, contre lui-même. On revenait ainsi à Guadalajara samedi. Dans les coulisses des arènes, une dizaine d'hommes assis dans un entrepôt bavardaient entre les courses, jouaient aux cartes, affûtaient les couteaux. C'étaient les bouchers, patients et impavides. Ils savent bien, eux, qu'on finit toujours par leur amener la bête.

PIERRE GEORGES.

SANCTIONS

« L'équipe de l'Uruguay risque d'être exclue du reste de la Coupe du monde si ses joueurs renouvellent leur conduite lors du match contre l'Ecosse. » Cette menace est sévère. Elle a été formulée par M. Hermann Neuberger, vice-président de la Fédération internationale de football, qui annonçait, samedi 14 juin, les sanctions décidées par la FIFA à l'encontre de la Fédération urugayenne : amende de 25 000 francs suisses (environ 95 000 francs français) et interdiction pour l'entraîneur d'assister au banc de touche au match de son équipe contre l'Argentine.

Les dirigeants de la FIFA ont infligé une amende d'un montant semblable à la Fédération espagnole. L'un des joueurs, Ramon Caldere, ayant été convaincu de dopage lors d'un contrôle après le match Espagne-Irlande du Nord du 7 juin. Le joueur avait été hospitalisé quelques jours auparavant en raison d'une salmonellose, et avait été soigné avec des médicaments dont l'usage est proscrit par les lois sur le dopage.

MEXIQUE BAT BULGARIE (2-0) A MEXICO

Dimanche au Temple

De notre envoyé spécial

Mexico. – Dans son « histoire véridique de la conquête de la nouvelle Espagne », Bernal Diaz del Castillo, chroniqueur et compagnon d'armes de Fernand. Cortez, raconte l'étonnement et l'émerveillement de ce dernier et de ses soldats en arrivant sur le Tlatelulco, la place principale de Tenochtitlan (Mexico), pour sa première visite du Grand Temple de Huichilobos, où l'attendait le roi Montezuma.

Ces soldats, qui, pour certains, avaient déjà *« parcouru le monde »*, de… Rome à Constantinople, *« n'avaient jamais vu nulle part une place si bien alignée, si vaste, ordonnée avec tant d'art et couverte de tant de monde. (…) Il était absolument impossible de tout observer en un jour »*.

Cent quatorze degrés permettaient d'accéder au sommet du Temple à la plate-forme sur laquelle les Indiens étaient sacrifiés aux idoles. Là, dans une tour, se trouvaient deux autels surmontés de deux statues de *« géants avec des corps obèses »*. Le premier, Hichilobos, était le dieu de la guerre. Le deuxième, Tezcatepuca, le dieu des enfers. D'autres petites idoles entouraient les deux géants pour assurer aux Aztèques la clémence du temps ou de bonnes récoltes.

Quatre cent soixante ans plus tard, Hugo Sanchez, la nouvelle idole proposée à la vénération des foules mexicaines tour à tour portée au pinacle et vouée aux gémonies, revient, par un curieux hasard, d'Espagne où il porte haut les couleurs du Real Madrid. Si l'or figure dans son surnom (Nino de Oro), seules ses chevilles sont assurées au prix du précieux métal. Autour du stade, les marchands ne proposent plus que des objets de pacotille, misérables gadgets aux couleurs vert-blanc-rouge. Mais une fascination sans doute comparable à celle de Cortez et de ses hommes, saisit encore le visiteur qui pénètre dans le nouveau temple aztèque consacré à cet autre culte païen du football.

Bâti pour l'éternité

L'Aztèque n'a pas le gigantisme du Maracana du Rio, le passé chargé d'histoire de Wembley à Londres, le modernisme ultrasophistiqué du stade olympique de Montréal, mais il s'en dégage une chaleureuse atmosphère de fête que l'on ne ressent aussi intensément nulle part. D'ailleurs, imagine-t-on autre part qu'à l'Aztèque tous ces soleils, ces papillons géants, suspendus à la voûte, au milieu des *pinatas*, ces outres servant autrefois pour les offrandes aux dieux et qui déverseront le jour de la finale une pluie de confettis et de serpentins sur les spectateurs ?

« Le stade Aztèque sera conçu selon deux principes mexicains : résister aux chambardements de l'histoire et conserver la chaleur humaine qui transpire d'une foule », avait expliqué son architecte. Vingt ans après sa construction, l'Aztèque a mieux que répondu aux souhaits de Pedro Ramirez Vasquez puisqu'il est déjà entré dans la légende du football.

Construit pour la Coupe du monde de 1970, pouvait-on rêver de meilleurs augures pour son inauguration que le couronnement du roi Pelé, alors au sommet de son art, et le troisième triomphe en Coupe du monde de la sélection brésilienne, qui s'adjugeait ainsi à titre définitif la coupe Jules-Rimet, mise en jeu quarante ans plus tôt ? D'ailleurs, comme s'il devait être bâti pour l'éternité du football, n'a-t-il pas été totalement épargné par le terrible tremblement de terre de septembre dernier ?

Dimanche, le stade Aztèque avait encore rendez-vous avec l'histoire en accueillant l'équipe mexicaine de football en quête d'une première participation à des quarts de finale d'une coupe du monde. *« Le peuple de Mexico a besoin d'une victoire sur la Bulgarie »*, avait annoncé Velibor Milutinovic, le grand-prêtre sélectionneur.

Au matin de la grande cérémonie, ce soleil tant vénéré des Atzèques était bien au rendez-vous. Le peuple aussi, qui avait vidé les rues de Mexico et même les églises à l'heure de la grand-messe dominicale. La ferveur était cette fois dans les tribunes où plus de cent quatorze mille huit cents « croyants » avaient trouvé place, mais aussi sur le terrain, où on vit Felix Cruz, l'arrière central de la sélection se mettre à genoux et se signer au moment du coup d'envoi donné par les Bulgares.

Toujours à la recherche d'un premier succès en seize matches et cinq participations à des coupes du monde, les Bulgares ne pouvaient qu'être des victimes désignées et résignées, offertes aux nouvelles idoles aztèques. Quatre siècles après Bernal Diaz del Castillo, des centaines de chroniqueurs de l'éphémère ont pu rapporter que la cérémonie fut grandiose et qu'elle s'est déroulée comme espéré. Le premier coup, une reprise en ciseau de Manuel Negrete, fluet et propre comme un jeune communiant dans son maillot blanc à liseré vert, fut porté aux Bulgares à la trente-quatrième minute. C'est au moment où ces derniers tentaient enfin de réagir, en début de deuxième mi-temps, que Raoul Servin leur assena le coup fatal d'une reprise de la tête sur corner (61e minute).

Il ne restait plus au public en transes qu'à attendre la fin de la cérémonie pour aller célébrer dans les rues de Mexico la grandeur des nouvelles idoles aztèques, en attendant de faire partager cette ferveur à tout le pays. Samedi 21 juin, les Mexicains joueront, en effet, leur quart de finale à Monterrey, puis en cas de réussite, leur demi-finale, le 25 juin à Guadalajara. Ce n'est qu'après qu'ils pourraient retrouver le temple astèque pour la plus grandiose des cérémonies.

GÉRARD ALBOUY.

∴

La fête organisée, dimanche soir à Mexico, à l'occasion de la qualification du Mexique pour les quarts de finale du « Mundial » a mal tourné. Vers 23 heures, la liesse pacifique a dégénéré avec l'arrivée dans les rues de centre-ville de bordes de « chavos-bandas » (gamins des quartiers) excités par l'alcool. Un bilan officieux faisait état, ce lundi matin 16 juin, de plus d'une centaine de blessés. Selon l'agence mexicaine Notimex, un automobiliste aurait été tué par balle.

LES HUITIÈMES DE FINALE A LA TÉLÉVISION

LUNDI 16 JUIN

- Brésil-Pologne, TF 1 à 19 h 55.
- Argentine-Uruguay, TF 1 à 23 h 55.

MARDI 17 JUIN

- France-Italie, A 2 à 19 h 55.
- Maroc-RFA, A 2 à 23 h 55.

LES RÉSULTATS DU WEEK-END

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DU CANADA

Grâce à une deuxième place dans le Grand Prix du Canada de formule 1 disputé le 15 juin à Montréal, le Français Alain Prost (McLaren-TAG-Porsche) a repris la tête du classement provisoire du championnat du monde des pilotes avec 29 points. Il précède de 2 points le Britannique Nigel Mansel (Williams-Honda) qui s'est à nouveau imposé au Canada, trois semaines après avoir remporté le Grand Prix de Belgique, et le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault) qui a pris la cinquième place. Nelson Piquet, coéquipier brésilien de Mansell, a pris la troisième place de la course. Victime d'une sortie de route lors du tour d'échauffement, le Français Patrick Tambay (Lola-Ford) souffrait de simples contusions.

Cyclisme

GRAND PRIX DU « MIDI LIBRE »

Déjà vainqueur du tour de Roumanie, le Belge Criquelion a gagné, le 15 juin, le Grand Prix du Midi Libre *qui se terminait au sommet du mont Saint-Clair. Il a dû pour cela repousser les attaques de l'Espagnol Cabestany et du Français Bernaudeau. Laurent Fignon, qui ne semble pas encore avoir retrouvé tous ses moyens, a pris la troisième place de la dernière étape.*

Escrime

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FLEURET MASCULIN

Grièvement blessé lors des derniers championnats du monde à Barcelone, le racingman Philippe Conscience est devenu, le 4 juin au stade Coubertin de Paris, champion de France de fleuret aux dépens de Philippe Omnès (Charenton), tenant du titre depuis 1984, par 10 touches à 7.

Golf

OPEN DES ÉTATS-UNIS

L'Américain Ray Floyd, âgé de quarante-trois ans, a gagné le 86e Open des Etats-Unis disputé à Southampton (Etat de New-York) grâce à une carte de 66 (4 sous le par) ramenée le 15 juin. Floyd est le seul joueur qui avec un total de 279 a terminé sous le par (280) en dépit de la difficulté du parcours de 6 308 mètres. Lanny Wadkins et Chip Beck avec des cartes de 65 dimanche se sont partagé la seconde place avec 281 coups.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE VITESSE DE YOUGOSLAVIE

L'Américain Eddie Lawson (Yamaha) a encore conforté sa position en tête du championnat du monde des 500 centimètres cubes en s'imposant le 15 juin dans le Grand Prix de Yougoslavie disputé à Rijeka, alors qu'il avait été devancé aux essais par son compatriote Randy Mamola (Yamaha). L'Australien Wayne Gardner (Honda) s'est classé troisième et le Français Christian Sarron (Yamaha) sixième. En 250 centimètres cubes l'Espagnol Alfonso Pons (Honda) a pris la tête devant les Français Jean-François Baldé (Honda) et Dominique Sarron (Honda).

Natation

RECORD DU MONDE

La Roumaine Tamara Costache, âgée de seize ans, a amélioré le 15 juin à Bucarest son propre record du monde du 50 mètres de 16 centièmes en couvrant la distance en 25 s 34.

Rugby

TOURNÉE FRANÇAISE EN AUSTRALIE

Une semaine avant le test contre les Wallabies, l'équipe de France a battu le 14 juin à Brisbane une sélection du Queensland (48-9)

Tennis

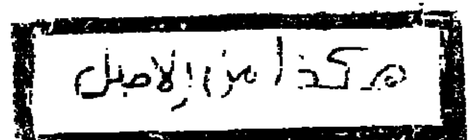
TOURNOI DU QUEEN'S

Ancien demi-finaliste de Wimbledon, l'Américain Tim Mayotte a gagné, le 15 juin, le tournoi du Queen's aux dépens de son compatriote Jimmy Connors qui a abandonné en finale, victime d'une élongation à la cuisse (6-4, 2-1).

COUPE DAVIS

En demi-finale de la zone européenne de la Coupe Davis, la France rencontrera la Bulgarie. L'équipe composée de Thierry Tulasne, Jean-Philippe Fleurian, Thierry Pham et Eric Winogradsky s'est qualifiée contre celle de Turquie par 5-0 à Istanbul lors de la rencontre qui s'est achevée le 15 juin.





économie

REPÈRES

Production industrielle : hausse record en Italie

La production industrielle a enregistré en avril une progression record de 8,5 % par rapport à avril 1985, annonce l'Institut national des statistiques (ISTAT). Cette poussée, la plus importante depuis six ans, a été quelque peu facilitée par le fait qu'avril 1986 a compté vingt et un jours contre vingt jours en avril 1985. Mais elle a été accueillie avec soulagement par le gouvernement italien dans la mesure où elle porte à 2,6 % la hausse de la production industrielle durant les quatre premiers mois de l'année.

SELON L'OCDE

Le succès de l'adhésion du Portugal à la CEE exige de rudes réformes

Le dernier rapport de l'OCDE confirme que pour réussir sa participation à la CEE le Portugal devra mettre rapidement en œuvre des mesures de redressement afin de corriger les déséquilibres les plus flagrants : l'inflation qui atteignait encore 19,8 % en 1985, un déficit public de 13,3 % du produit national brut, un chômage évalué officiellement à 8,5 % de la population active.

L'objectif est d'autant plus difficile à atteindre que l'action gouvernementale ne doit pas pour autant remettre en cause le redressement, *« obtenu à grands frais »*, du solde extérieur avec un léger excédent de 300 millions de dollars de la balance des paiements courants l'an dernier.

La chute des cours du pétrole, particulièrement sensible dans une économie aussi ouverte que celle du Portugal, ne doit pas, selon les auteurs du rapport, engager à un quelconque laisser-aller. pour revenir à des hausses de prix plus compatibles avec celles des autres pays de la Communauté européenne, l'OCDE préconise une modération des salaires plutôt que la poursuite du système de dévaluation glissante temporairement suspendu à la fin de 1985.

Les salaires portugais figurant parmi les plus bas d'Europe, et les salariés ayant déjà supporté en 1983 et 1984 une forte contraction de leur pouvoir d'achat, les experts du château de la Muette plaident surtout en faveur d'une meilleure productivité et de l'utilisation de l'arme fiscale. Ils proposent également, et cela revient tel un leitmotiv dans les derniers rapports de l'organisation, un assouplissement de la législation notamment sur les licenciements pour lutter contre les rigidités du marché de l'emploi, défavorables selon eux aux nouveaux venus sur le marché du travail.

En matière de rigueur budgétaire, les recommandations de l'OCDE ne sont guère plus faciles à mettre en œuvre et vont de la réduction du nombre de fonctionnaires, pléthorique dans certains secteurs, à une diminution des subventions dont bénéficient notamment les entreprises publiques, sans oublier la lutte contre la fraude fiscale et un élargissement de l'assiette de l'imposition venant compléter l'action bénéfique de l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée.

Ces appels à la réforme s'accompagnent de prévisions relativement encourageantes pour 1986. La croissance, de 2,8 % en 1985, devrait être portée à 3,5 % grâce à une reprise de 8 % des investissements – ils avaient encore baissé de 5,5 % l'an dernier. – et d'une consommation intérieure dopée par une progression des revenus salariaux réels de 3 à 4 %. La balance des paiements courants restera excédentaire, de l'ordre de 200 millions de dollars. Quant à l'inflation, elle devrait s'apaiser pour représenter 13,5 %, un taux encore incompatible avec la recherche d'une meilleure compétitivité.

AGRICULTURE

LES SYNDICATS MINORITAIRES SONT INVITÉS A UNE RÉUNION CONSACRÉE AUX QUESTIONS FONCIÈRES

Les syndicats agricoles minoritaires (FFA, CNSTP, FNSP et MODEF) ont été invités à participer à la prochaine réunion de la commission nationale des structures, au ministère de l'agriculture. Cette commission, qui a un rôle consultatif sur les questions foncières, a été mise en place en janvier 1985. Elle est, depuis, boycottée par les deux syndicats les plus représentatifs (FNSEA et CNJA) parce que les minoritaires y siègent. Leur participation avait été mise en cause par M. Rocard puis rétablie par M. Nallet.

Dès son arrivée Rue de Varenne, M. Guillaume avait indiqué qu'il ne consulterait pas les minoritaires.

SOCIAL

LE CONGRÈS DE LA CSMF

Les tarifs médicaux ne seront pas relevés dans l'immédiat *a annoncé M. Chirac*

Beaucoup d'éloges, un peu d'argent et quelques promesses pour l'avenir : c'est ce que le gouvernement a accordé aux médecins à l'occasion du premier congrès de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens (1), réuni à Paris le samedi 14 et le dimanche 15 juin. Ce résultat a laissé sur leur faim nombre des quatre cents congressistes, sensibles certes à l'opération de charme, mais aussi à la *« rigueur »* de la réponse faite par M. Chirac.

Le premier ministre, en effet, qui, comme maire de Paris, a reçu les congressistes à l'Hôtel de Ville, a certes affirmé que *« l'on peut mesurer le degré de liberté d'une société à la place qu'elle sait accorder à la médecine libérale »*, mais il a annoncé que le déficit prévisible de l'assurance-maladie – 6 milliards de francs en 1986, 15 sans doute en 1987, selon lui – et la nécessité *« impérative »* de diminuer les prélèvements obligatoires imposaient *« une extrême rigueur »*. Pas question, donc, d'accorder dans l'immédiat une revalorisation des honoraires, réclamée par les syndicats médicaux : *« Les augmentations déjà décidées sont supérieures à l'évolution prévisionnelle des prix, sauf à donner un coup à une relance générale. »*

Pour la fin de l'année 1986 et pour l'avenir, M. Chirac a subordonné toute revalorisation à une maîtrise de la croissance des dépenses de médecine de ville selon une formule qui rappelle l'*« enveloppe globale »* prévue par M. Barre en 1980 : *« Les taux de progression actuellement enregistrés n'ont pas été vus depuis 1979. S'ils devaient se maintenir, ils auraient pour inévitable conséquence une véritable implosion de notre système de Sécurité sociale. »* Et le premier ministre a renvoyé, pour parvenir à cette maîtrise, à une réflexion commune des médecins et des caisses d'assurance-maladie. De même, en ce qui concerne le *« desserrement »* des tarifs médicaux par rapport au remboursement ou à la réduction des cotisations sociales des médecins conventionnés autorisés à prendre des honoraires libres, réclamé par la CSMF, il a seulement accepté d'étudier des propositions communes des médecins et des caisses, à condition de *« maintenir l'équilibre »* prévu par la convention signée il y a un an.

M. Chirac a cependant accordé quelques consolations. D'abord, les consultations et les visites à domicile pratiquées pour les accidents du travail seront alignées sur les tarifs ordinaires, en supprimant l'abattement de 20 % appliqué actuellement, ce qui coûtera 80 millions de francs à la Caisse nationale d'assurance-maladie.

Ensuite, non moins symboliques, dans tous les sens du terme, quelques aménagements fiscaux : abattement supplémentaire de 3 % sur les recettes pendant un an pour les praticiens adhérant à une association de gestion agréée ; possibilité pour les collectivités locales d'exonérer de la taxe professionnelle pendant trois ans les jeunes médecins qui s'installent ; promesse d'étudier les avantages fiscaux pour les praticiens qui suivent une formation continue ; enfin, au chapitre des promesses plus importantes mais plus vagues, figurent la révision régulière de la nomenclature des actes médicaux, la rémunération des urgences (syndicats médicaux et caisses ont prévu une revalorisation importante des actes médicaux correspondants) ; l'étude du développement d'*« alternatives à l'hospitalisation »* faisant participer davantage les praticiens libéraux, notamment les généralistes.

Sur ce chapitre, Mme Barzach, ministre délégué à la santé, a été plus affirmative en annonçant au congrès que les innovations de la nomenclature en souffrance seront *« régularisées »*, et que les urgences seront prises en compte. Mais, pour le reste, elle a seulement mis plus de chaleur à l'égard de ses *« chers confrères »* assurés de son *« engagement en faveur de la médecine libérale »* et exhortés à une *« véritable croisade »* pour sauver à la fois le niveau de la protection sociale et la médecine libérale : le gouvernement, pour sa part, se contenterait de réviser les exonérations.

Une attente déçue

Mais, malgré les applaudissements recueillis par le ministre délégué à la santé, les décisions et les promesses n'ont satisfait ni les congressistes ni les responsables de la CSMF. Il est vrai que lors de la campagne électorale l'actuelle majorité avait laissé espérer davantage. Répondant samedi à M. Chirac, le président de la CSMF, le docteur Jacques Beaupère, a déclaré que les médecins *« subiraient »* l'absence de revalorisation tarifaire au 1er juillet, mais qu'il leur était *« difficile de tolérer que rien ne soit fait »* d'ici à la fin de l'année.

M. Beaupère a refusé le lien entre l'évolution des honoraires et celle des dépenses d'assurance-maladie (notamment les médicaments et les actes d'auxiliaires médicaux prescrits) : *« L'accroissement des dépenses a beaucoup de causes, les médecins n'ont pas le rôle principal »*, a affirmé le président de la CSMF, ajoutant : *« Nous ne pouvons intervenir que si une analyse précise est faite et si les problèmes sont posés en termes médicaux et non comptables. »* Il a réclamé en tout état de cause une réhabilitation des actes médicaux et menacé, comme il l'avait déjà fait, d'engager les médecins à passer dans le secteur conventionnel à honoraires libres.

Mais un accord ne sera pas facile avec les caisses. Pour l'heure, M. Derlin, président (Force ouvrière) de la caisse des salariés, qui avait récemment exprimé son inquiétude sur l'augmentation des prescriptions, a seulement invité les médecins au dialogue avec les caisses pour apporter ensemble *« la démonstration que nous voulons travailler à la maîtrise des coûts »*.

GUY HERZLICH.

(1) La CSMF a déclaré réunir quinze mille médecins.

RÉUNIS A NICE

Le Centre des jeunes dirigeants veut secouer le mouvement patronal

De notre envoyé spécial

Nice. – Faisant largement appel à la vidéo, Le Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui revendique trois mille adhérents (1), a placé résolument son congrès, qui a réuni près de mille deux cents congressistes, du jeudi 12 au samedi 14 juin, sous le signe de la modernité. Se voulant, selon la formule de M. Guy Jeanjean, président sortant, *« l'empêcheur de patroner en rond »*, le CDJ veut faire bouger les entreprises et secouer le mouvement patronal. Ainsi, M. Philippe Willaume, le nouveau président, a lancé : *« Nous souhaitons prendre part au débat actuel sur l'institution patronale. Cela nécessite des organisations patronales qu'elles-mêmes se transforment. »*

Pour préparer l'entreprise du XXIe siècle, le vingt et unième congrès du CJD a symboliquement adopté vingt et une propositions avec l'objectif d'*« anticiper le marché, ses besoins, ses désirs »*. Face aux nouvelles technologies, le CJD veut *« mettre en place des formations qui suscitent et développent les qualités d'ouverture et de créativité des acteurs de l'entreprise »*. Il préconise aussi de *« reconnaître la concertation dans l'entreprise, à travers une structure souple, le conseil d'entreprise »*. Ce conseil d'entreprise devrait se substituer aux diverses intitutions existantes – comité d'entreprise, délégués du personnel, délégués syndicaux etc. – et serait élu suivant une formule maintenant le « monopole » des syndicats représentatifs au premier tour des élections (*le Monde* du 7 juin). Le CJD propose également, de la part des salariés, *« une adhésion individuelle au projet d'entreprise* (élaboré à la suite d'une *« démarche participative »*), *dès la conclusion du contrat de travail »*.

Le CJD se présente un peu comme l'avant-garde sociale du patronat, mais sa démarche à l'égard des syndicats n'est pas totalement dénuée d'ambiguïté, du moins si l'on en croit les réactions d'une partie des congressistes de Nice. Samedi, il avait organisé un débat entre M. Yvon Chotard, membre du conseil exécutif du CNPF et ancien vice-président, M. André Bergeron, M. Paul Marchelli – qui voit dans la CGC et le CJD des *« cousins germains »* – et M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail.

Un certain malaise

M. Bergeron a surpris en évoquant sans hostilité le conseil d'entreprise du CJD, *« étant donné qu'au premier tour vous maintenez la représentation des candidats par les organisations syndicales »*. Des sifflets devaient accueillir les propos du secrétaire général de FO, montrant que le « monopole » syndical était loin de faire l'unanimité au CJD. Surenchérissant et provoquant son auditoire, M. Marchelli recueillit le même accueil, au point que c'est M. Chotard qui dut intervenir pour metre les choses au point. *« Il est exclu d'avoir une attitude antisyndicale, mais, en revanche, il est hors de question de laisser l'exclusivité de la politique sociale de l'entreprise aux organisations syndicales. »*

De longs applaudissements saluèrent la déclaration de M. Chotard, mais les syndicalistes les interprétèrent davantage comme un appui à la seconde proposition de M. Chotard qu'à la première, ce qui fit apparaître un certain malaise.

« S'il y a l'idée qu'on peut développer les relations contractuelles en se passant des organisations syndicales, je ne suis pas du tout d'accord », affirma M. Delebarre, visiblement surpris de déceler des réticences à l'égard des syndicats dans un auditoire qu'il croyait plus acquis à la présence syndicale dans l'entreprise.

Ce débat a été également l'occasion pour MM. Bergeron et Marchelli de se démarquer de l'attitude de la CFDT, qui n'entend pas participe à des négociations sur les procédures de licenciement avant septembre, attitude que le président de la CGC a qualifiée d'*« initiative négative »*. Les responsables de FO et de la CGC ont demandé au patronat d'engager immédiatement des négociations. M. Bergeron a exprimé son inquiétude face aux *« sérieux problèmes »* posés par la situation du patronat, et M. Marchelli, adepte, comme en juin 1983, d'un armistice social pour *« se mettre au travail »*, a porté des accusations contre M. Gattaz.

M. Chotard a ainsi dû voler au secours du président du CNPF. Au passage, l'ancien vice-président a assuré que si le protocole sur la flexibilité de l'emploi avait été signé en décembre 1984, il n'aurait pas été nécessaire de supprimer l'autorisation de licenciement. M. Delebarre ne l'a pas démenti.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le CJD affirme avoir gagné 30 % d'adhérents en deux ans, mais il n'a pas de section dans trente villes de plus de cinquante mille habitants. D'ici son congrès du cinquantième anniversaire à Grenoble en 1988, M. Willaume, lui, a assigné l'objectif de créer des sections dans vingt villes.

M. Balladur : les résultats apparaîtront avant peu

Après avoir reçu M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, pour l'ouverture de son congrès, le CJD avait invité M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances et de la privatisation, a prononcé, samedi 14 juin, le discours de clôture. Fidèle aux recommandations de M. Chirac, M. Balladur a voulu démontrer que la politique du gouvernement est *« avant tout une politique sociale »*, en ajoutant : *« Une vraie politique sociale ne peut être bâtie que sur une économie forte. »*

Rappelant les décisions prises pendant les trois premiers mois de l'action gouvernementale, M. Balladur a assuré que les prix seraient totalement libérés avant lee début de 1987. Il a annoncé que pour ce mois de juin les *« plages de liberté »* seraient accrues pour les prix des produits alimentaires frais (1) et la coiffure tandis que les honoraires des architectes seront totalement libérés. Le ministre a confirmé que le budget 1987 comporterait des premières mesures de réduction *« du fardeau que sont les impôts sur les personnes au travail »*. Il a également annoncé des projets de loi sur le droit de la concurrence et la charte des contribuables.

M. Balladur a affirmé que *« avant peu, les résultats apparaîtront aux yeux de tous »*. Et, à l'intention de son auditoire, qui l'a applaudi plus que courtoisement, il a conclu : *« Vous ne devez attendre de l'Etat que le droit de travailler sans contrainte et sans favoritisme. »*

M. N.

(1) *« Cette mesure concerne les fruits et les légumes*, précise le ministère, *dont le nombre de produits relevant d'un régime réglementé sera significativement réduit, ainsi que les produits relevant de la crèmerie, dont la majorité verront leurs prix libérés. »*

CONJONCTURE

La croissance dépassera à peine 2,1 % en 1987 *prévoit l'OFCE*

Le produit extérieur brut marchand croîtrait cette année de 2,7 % et de 2,1 % en 1987 après 1,3 % en 1985, prévoit l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) dans sa dernière étude sur les *perspectives de l'économie française*. Les prix de détail augmenteraient de 2,8 % cette année et de 4 % l'année prochaine (1).

Dans la prévision centrale faite par l'OFCE, *« les entreprises continuent à s'approprier une partie importante des progrès de productivité : le salaire réel augmente très peu, et les cotisations sociales employeurs sont stabilisées. A cela s'ajoute le fait qu'elles sont les principales bénéficiaires du « contre-choc pétrolier ». Il en résulte une forte augmentation des profits des entreprises, qui n'est que partiellement répercutée sur l'investissement en raison de la faiblesse des perspectives de la demande interne. La stagnation du salaire réel n'étant pas compensée, comme en 1985, par des réductions importantes d'impôts, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages* (+ 2,7 % en 1986 mais + 0,7 % en 1987) *et le volume de la consommation* (+ 2,9 % et + 1 %) *croissent faiblement en 1987. D'où la situation paradoxale suivante : alors que – toutes choses égales par ailleurs – la croissance des profits stimule l'investissement, un partage du revenu national trop favorable aux entreprises peut, en déprimant la demande des ménages, non seulement nuire à la consommation, mais du fait de l'influence de la demande sur l'investissement nuire également à l'investissement. »*

L'OFCE prévoit néanmoins une croissance de 4,5 % de l'investissement des entreprises cette année, puis de 5,5 % l'année prochaine. Le taux d'épargne continuerait de baisser : 12,4 % en 1985, 12,1 % cette année, 11,82 % en 1987.

Les exportations augmenteraient de 2,1 % en 1986 et de 4,9 % en 1987, tandis que les importations progresseraient de 3,1 % cette année et de 4 % l'année prochaine.

(1) En glissement, c'est-à-dire de janvier à décembre. En moyenne annuelle, l'OFCE prévoit + 2,9 % en 1986 et + 3,9 % en 1987.

AFFAIRES

La disparition des frontières à l'intérieur de la CEE va obliger les transitaires à revoir leurs activités

C'est à une petite révolution que la Fédération française des commissionnaires et auxiliaires de transports, commissionnaires en douanes, transitaires, agents maritimes et aériens (FFCAT) a convié ses membres, à l'occasion de son assemblée générale, réunie à Toulouse le jeudi 12 et le vendredi 13 juin. Cette profession, que l'on peut regrouper sous le vocable de transitaires, est méconnue du public. Elle rassemble des sociétés jouant en matière de marchandises le rôle des agents de voyages pour les individus.

L'Europe des transports, que la FFCAT appelle de ses vœux, peut être redoutable pour nombre des quatorze cents entreprises de la profession et risque de coûter leur emploi à certains de leurs cent six mille salariés. En effet, les transitaires assurent 85 % des opérations douanières à l'import comme à l'export et un quart de leur personnel s'y consacre. Voitures, parfums ou minerais n'ayant plus à se plier, à partir de 1992, à des formalités douanières aussi complexes qu'aujourd'hui, du fait de la réalisation d'un marché véritablement commun, le nombre annuel des opérations en douanes tombera de vingt-cinq millions à moins de dix millions. Pour éviter des catastrophes, la FFCAT a arrêté trois tactiques.

La première s'adresse aux autorités de Bruxelles, dont la fédération attend qu'elles libéralisent prudemment le monde des transports au rythme des harmonisations des conditions de concurrence. *« La commission de Bruxelles propose de permettre, par exemple, aux routiers, à l'occasion d'un transport international, d'effectuer deux transports intérieurs dans le pays où ils ont acheminé la marchandise,* explique M. Jean Chabrerie, délégué général de la FFCAT. *Cela veut dire qu'il ne sera plus nécessaire pour les étrangers de créer un établissement en France. Ils pourront travailler à la « cueillette » sans supporter la taxe professionnelle ni la taxe sur les salaires, ni les charges sociales appliquées en France. Ce qui serait impensable. Il convient donc de faire progresser de pair libéralisation et harmonisation. »*

Deuxième discours à destination des adhérents : attention ! l'évolution est irréversible. Vous devez trouver des activités de substitution pour compenser la disparition des opérations en douanes. Et il y a à faire. Conditionnement, emballage, stockage, marquage, ramassage, groupage, acheminement terrestre, transbordement, manutention, contrôle sanitaire, formalités fiscales ou bancaires, visas, transports, assurances : les tâches ne manquent pas où vous pourrez vous rendre indispensables.

Troisième démarche : persuader le client qu'il peut s'en remettre, encore plus que par le passé, aux transitaires pour acheminer sa marchandise intacte et dans les temps. Des contrats garantissant la responsabilité personnelle des transitaires ont été souscrits. Plus de fautes lourdes, irréparables. Finis les problèmes de responsabilités diluées. *Le chargeur est assuré que, dans le* monde entier, ses tuyaux ou ses arachides arriveront à bon port, ou bien qu'il sera dédommagé y compris pour les conséquences d'une exécution défectueuse de son contrat.

ALAIN FAUJAS.

CRÉATION A LYON DE « CLUB AGRI »
Le capital-risque aux champs

De notre correspondant régional

Lyon. — « Club agri » est né le 6 juin dernier à Lyon. C'est une structure « légère » et tripartite (industriels de l'agro-alimentaire ; organismes de recherche ; établissements bancaires) qui sera chargée de la mise en place de projets industriels appliqués à l'agriculture. Les sociétés Rhône-Poulenc-Agrochimie, Pernod-Ricard, le Centre national de la recherche scientifique et l'Institut national de recherche agronomique, la BANEXI — filiale de la Banque nationale de Paris — et la Société lyonnaise de banque se sont associés dans un projet original qui se donne pour objectif de *« permettre à des entreprises ou à des laboratoires de développer à partir de leurs idées des technologies nouvelles afin de percer sur le marché international »*.

Les domaines d'intervention du Club, qui tente de faire entrer la notion de « capital-risque » dans des domaines nouveaux, sont en priorité la production végétale, les biotechnologies appliquées au végétal et l'agro-alimentaire *« au sens large »*. La procédure choisie pour la sélection des projets est celle de l'*« appel d'offres »*. Le capital-risque sera de l'ordre de 20 millions de francs, soit 5 millions d'apport pour chaque sociétaire (hors CNRS et INRA donc, qui apportent essentiellement leur matière grise et leurs outils d'analyse). De quoi, espèrent les promoteurs de « Club agri », financer le lancement de *« cinq bons projets par an »*.

C. R.

« Club agri », 14-20, rue Pierre-Baiset, BP 9163, 69263 Lyon Cedex 09. Tél. : (72) 29-24-04 ou (72) 29-24-02.

ENTREPRISES

M. Refaat El-Sayed est réélu président de Fermenta

Le vendredi 13 a porté bonheur à M. Refaat El-Sayed. Ecarté en février dernier de la présidence de Fermenta, premier groupe pharmaceutique scandinave, à la suite du scandale déclenché par ses diplômes imaginaires (*le Monde* du 19 février), cet homme d'affaires égyptien naturalisé suédois a retrouvé son poste à l'occasion de l'assemblée générale du groupe, qui s'est tenue à la veille du week-end.

Il a été réélu à la quasi-unanimité. Les actionnaires avaient, il est vrai, de quoi se réjouir. Pour les quatre premiers mois de l'année, le bénéfice avant impôt du groupe a plus que doublé, atteignant 172 millions de couronnes (autant de francs) contre 82 millions au 30 avril 1985, pour un chiffre d'affaires de 1 241 millions de couronnes (contre 446 millions). Les prévisions de croissance rapide pour l'exercice en cours (700 millions de profits, 3 milliards de chiffre d'affaires) ont de bonnes chances de se réaliser. La possibilité d'un rapprochement avec Erbamont (division pharmaceutique du groupe italien Montedison), démentie à Milan, n'a pas été évoquée. M. El-Sayed s'est borné à indiquer qu'aucun accord n'ayant été conclu la recherche d'un partenaire industriel se poursuivait.

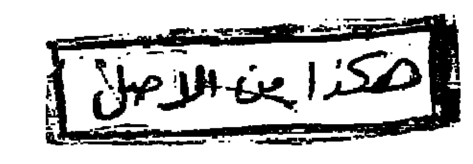
Le Crédit mutuel agricole et rural contre le monopole de la bonification

Le Crédit mutuel agricole et rural (CMAR), qui tenait jeudi 12 juin à Paris la convention annuelle de sa fédération centrale, a profité du projet de désétatisation de la Caisse nationale de crédit agricole pour critiquer à nouveau très vivement le monopole de distribution des prêts bonifiés dont bénéficie la « banque verte ». Le CMAR, qui présente en 1985 un bilan de 17 milliards de francs contre 12 milliards en 1984, avance que le ministère des finances est favorable à la suppression de ce monopole, contre l'avis du ministère de l'agriculture. M. Elie Jonnart, président du CMAR, a déclaré : *« Le monopole de distribution de prêts bonifiés a conduit le Crédit agricole à ne pas jouer son rôle, à devenir un bureau de distribution d'aides publiques et il a débouché sur un surendettement de nombreux agriculteurs. »*

Confirmation du mandataire de justice chez Rénix

La cour d'appel de Paris a confirmé le 10 juin la décision du tribunal de commerce de Paris prise au début du mois de mars, de nommer un mandataire de justice auprès de la société Rénix. Cette société, filiale de la régie Renault, avait été vendue à Bendix du groupe américain Allied. Jugeant cette *« dénationalisation »* illégale, le comité de groupe de la Régie avait porté plainte, et le tribunal commerce de Paris lui avait donné raison en s'appuyant sur l'absence de toute loi *« de respiration »* du secteur public qui autoriserait ces cessions. Un mandataire a été nommé pour empêcher *« tout acte de caractère irréversible »* *« rendant impossible une annulation de la cession »*. La cour d'appel a confirmé et prolongé la mission du mandataire de trois mois.

● **Baisse du taux d'intérêt des prêts du Fonds industriel de modernisation.** — Le taux d'intérêt des prêts participatifs technologiques du FIM (Fonds industriel de modernisation) vient d'être abaissé de 0,5 point, pour être désormais fixé à 8,25 %. Le FIM, financé par l'épargne des CODEVI (comptes pour le développement industriel), est chargé d'accorder des prêts à taux privilégiés pour la modernisation des entreprises.



هكذا من الاصل





GAZ DE FRANCE

Rapport annuel 1985

Pour le Gaz de France l'année 1985 aura été celle où s'est amorcé le redressement depuis longtemps recherché : l'exercice aura été bénéficiaire, la dette allégée, la situation commerciale maintenue. De grands efforts y ont conduit, d'heureuses conjonctions l'ont permis.

Les efforts ont été multiples. Tout d'abord vers une gestion rigoureuse : au plan interne mais aussi par une renégociation des contrats d'achat de gaz, qui en a prolongé la durée et en a amélioré les prix. En matière financière une gestion active de la dette a été développée qui grâce à l'emploi de techniques nouvelles et à l'émission de titres participatifs, a conduit à un substantiel allégement.

L'environnement a été favorable. D'une part, l'évolution des cours des changes et spécialement du cours du dollar contre franc, a diminué sensiblement les charges de l'exercice. D'autre part, une évolution capitale des esprits chez les fournisseurs d'approvisionnements en gaz leur a fait enfin accepter, pour la plupart d'entre eux, la prise en considération de la valeur du gaz rendu chez le consommateur. Enfin des variations tarifaires toujours mieux et plus vite adaptées ont permis de suivre la situation du marché tout en contribuant au rétablissement de l'équilibre financier.

Au sein de ces évolutions la situation commerciale du Gaz de France est demeurée satisfaisante.

Pour apprécier l'activité de l'établissement, il faut tout d'abord noter que la consommation totale d'énergie primaire en France, corrigée des effets climatiques, a augmenté en 1985 de 0,5 %; la part du gaz naturel dans le bilan énergétique national est demeurée stable au voisinage de 12 %.

Les ventes de l'établissement et celles des filiales ont atteint 307,7 milliards de kWh et les ventes totales de gaz en France, y compris celles de la SNEA (P) à des clients directs 314,2 milliards de kWh. La progression enregistrée est respectivement de 4,8 % et de 4,4 %.

La répartition par secteurs de l'ensemble des ventes de gaz est la suivante :

– secteurs résidentiel et tertiaire ..... 50,7 %
– secteur industriel .... 44,9 %
– centrales électriques .... 0,8 %
– autres ventes et cessions .... 3,6 %

L'activité propre du Gaz de France demeure satisfaisante puisque les ventes directes atteignent en 1985, 279,6 milliards de kWh, soit une augmentation de 6,7 % succédant à une progression de 7,8 % enregistrée en 1984.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 41,8 % des ventes directes; elles sont en augmentation de 9,5 % pour leur total, de 7,9 % pour les usages individuels, de 14,1 % pour les usages collectifs; corrigées des effets du climat ces variations sont de 0,1 % pour le total de ces ventes, de –0,9 % pour les usages individuels, de 3 % pour les usages collectifs.

Les ventes aux commerces et aux collectivités, dites ventes au secteur tertiaire, ont progressé de 10,9 % en valeurs réelles et de 2,7 % après correction climatique et représentent 15,1 % des ventes directes.

Les ventes au secteur industriel atteignent 40,4 % du total et sont en augmentation de 1,8 % par rapport à 1984.

Les achats totaux de gaz naturel et la production française ont augmenté de 5,8 % par rapport à l'année précédente et ont atteint 323 milliards de kWh.

La production française a fourni 17,6 % de ce total contre 22,1 % en 1984, les importations 23,8 % en provenance des Pays-Bas, 8,5 % de la mer du Nord norvégienne, 22,2 % en provenance d'URSS. Les livraisons algériennes ont représenté 27,7 % du total; elles ont légèrement diminué en 1985, atteignant 89,6 milliards de kWh. A ces fournitures s'ajoutent à hauteur de 0,2 % divers appoints.

Les quantités de gaz achetées par le Gaz de France ont été de 314,8 milliards de kWh contre 281,7 milliards en 1984; le gaz naturel ayant, avec 313 milliards de kWh, représenté, comme les années précédentes, la presque totalité de ces achats.

Les quantités de gaz achetées en France ont atteint 46,7 milliards de kWh; elles ont représenté 14,8 % des approvisionnements de l'établissement. Les achats de gaz naturel importé ont été de 266,3 milliards de kWh contre 238,4 en 1984, en augmentation de 11,7 %.

En 1985, les stocks de gaz ont été accrus de 3,4 milliards de kWh.

L'année 1985 a marqué des progrès essentiels en matière d'approvisionnements grâce à l'heureuse conclusion de renégociations des contrats d'achat auprès de la Hollande et l'Union soviétique.

Avec les Pays-Bas, les négociations commencées en 1984 se sont terminées en mars 1985 par un protocole qui porte tout d'abord sur une baisse du prix applicable rétroactivement à compter du 1er octobre 1984. Une modification de la formule d'indexation la rend parfaitement représentative des conditions de compétition sur le marché. Le protocole prévoit encore la livraison de 50 Gm^3 sur la période 1995-2005, à un rythme d'environ 5 Gm^3/an, au même prix de base que celui désormais applicable. Enfin, il stipule l'adoption de l'ECU comme monnaie de compte et de règlement.

Avec l'URSS, les négociations entamées en 1983 ont abouti, au cours du premier semestre 1985, d'une part à une réduction à compter du 1er janvier 1985 du prix du gaz des contrats n° 1 et n° 2 et à l'assouplissement de ses conditions d'enlèvement et de paiement, d'autre part à la réduction à compter du 1er octobre 1984 du prix du gaz du contrat n° 3, à la suppression du prix minimal et à l'étalement jusqu'en 1990 de la montée en régime des livraisons. Enfin, ces accords comprennent des formules d'indexation qui complètent et pérennisent le calage des prix du gaz en fonction de ceux de la concurrence chez le consommateur final.

Des arrangements temporaires allant dans le même sens ont par ailleurs été conclus pour certaines fournitures norvégiennes.

Le résultat global de ces renégociations sur l'exercice 1985 est de l'ordre de 2 milliards de francs.

D'autres négociations concernent un avenir plus lointain. En mer du Nord, après que le projet de développement du gisement de Sleipner a été ajourné, les promoteurs du projet Troll ont engagé avec le consortium constitué par les sociétés Distrigaz, Gasunie, Ruhrgas et le Gaz de France des négociations qui devraient aboutir dans le courant de 1986. Dans le golfe de Guinée, des contacts se poursuivent entre le consortium européen et la Société nationale des hydrocarbures du Cameroun ainsi qu'avec le Nigéria. Avec le Qatar enfin, des relations viennent d'être renouées.

Les effets financiers de la renégociation des contrats d'achat n'ont pas été contrariés par l'évolution des monnaies ni par celle du prix des produits pétroliers. Le cours moyen du dollar a été sur l'année très voisin du niveau prévu de 9 francs et son évolution au cours des douze mois a été favorable; de même, les prix des produits pétroliers ont été, en moyenne annuelle, un peu plus bas que la prévision.

La situation tarifaire a été fortement modifiée, tout d'abord par l'intervention dès le 1er janvier de hausses des tarifs de 4,5 % pour la clientèle domestique, de 6 % pour la clientèle industrielle, puis par la mise en liberté en avril des tarifs à souscription, qui permet désormais au Gaz de France de conduire la politique tarifaire vis-à-vis de la clientèle industrielle; ces tarifs ont été relevés de 6 % le 8 avril, puis abaissés de 3 % le 8 mai et de 6,5 % le 1er octobre. Les tarifs domestiques ont pu, de leur côté, être abaissés de 2 % le 10 octobre et à nouveau de 2 % le 6 décembre. Au total, cette politique tarifaire, qui témoigne d'une meilleure compréhension de la situation, a fortement contribué à l'amélioration des résultats.

Pour la première fois depuis 1980 ceux-ci sont positifs, un bénéfice de 485 millions de francs succédant à une perte de 3 milliards en 1984.

Dans cette amélioration l'évolution des contrats d'achat de gaz et celle des tarifs ont joué un rôle capital puisque la différence entre les recettes gaz et les charges d'achat de gaz passe d'une année à l'autre de 12 à 16 milliards. La valeur ajoutée progresse de 3,7 milliards soit 32,5 %, et l'excédent brut d'exploitation de 3,1 milliards, soit 67,5 %. Le chiffre d'affaires hors TVA s'élève à 56 milliards, en progression de 17,2 %.

La capacité d'autofinancement augmente de 1 383,8 millions de francs à 3 741,3 millions de francs. Elle représente 48,1 % de l'excédent brut d'exploitation contre 29,8 % en 1984. Elle couvre 47,8 % des besoins totaux de financement contre 24,2 % en 1984.

Le résultat enregistré influence bien entendu la structure du bilan qui, présenté selon le nouveau plan comptable, fait apparaître des capitaux propres négatifs de 3,2 milliards, en amélioration de 423 millions, un total de fonds propres positif de 12,9 milliards, en progression de 4,5 milliards, et un endettement financier et commercial de 40 milliards, soit 67,2 % du bilan au lieu de 74,3 %, le total des emprunts étant revenu de 31,6 à 26,3 milliards et la contre-valeur des emprunts en devises de 16 à 12,8 milliards.

Dans cette amélioration de la structure du bilan, l'émission de titres participatifs a joué un rôle capital dans la mesure où sont venus s'inscrire en augmentation des fonds propres 2 milliards de titres émis contre numéraire, puis 1,2 milliard de ces mêmes titres créés en échange d'obligations anciennes dont l'annulation a diminué la dette d'autant.

L'effort de gestion de la dette entrepris avec des techniques nouvelles en 1984 s'est poursuivi efficacement. Par rapport à la dette évaluée en francs et figurant au bilan, les opérations de gestion ont porté de 46,1 % à 68 % la part de la dette en francs et réduit de 12,8 à 7,1 milliards la contre-valeur de la dette en devises.

Au terme de l'année 1985, la situation du Gaz de France est, grâce aux circonstances et à l'effort de tous, en meilleure voie.

Des problèmes subsistent, propres à l'environnement où fluctuent les conditions climatiques, le cours des monnaies, les prix de l'énergie sans que toujours puissent s'adapter les tarifs.

Le début de l'année 1986 en porte témoignage. La baisse du cours du dollar et celle des prix du pétrole et des produits pétroliers sont des facteurs favorables à l'abaissement du prix de revient mais aussi à l'accroissement de la concurrence sur les marchés de consommation. Le résultat net de ces éléments contraires dépendra de la vitesse et de l'ampleur de leurs variations.

D'autres problèmes sont propres à l'entreprise. L'effort doit être poursuivi pour réduire l'endettement et rétablir une structure du bilan donnant une image fidèle du dynamisme du Gaz de France.

Le compromis nécessaire entre les impératifs financiers et les nécessités commerciales ne pourra s'établir au mieux que si la liberté de gestion et la capacité de réaction de l'entreprise ne se trouvent pas entravées par des contraintes externes.

L'établissement vient de démontrer sa pugnacité, sa robustesse, sa faculté d'adaptation, son aptitude à une gestion bénéficiaire. Le maintien de son dynamisme et l'effort des hommes qui soutiennent son activité devraient confirmer le succès de 1985.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMETAL-COGEMA

IMETAL et COGEMA viennent d'achever les négociations engagées entre elles en vue de l'acquisition par COGEMA de la participation d'IMETAL dans la Compagnie française de MOKTA.

Cette opération, qui devrait se traduire par un renforcement notable de la structure financière de la société, a été autorisée par le conseil d'administration d'IMETAL. Elle sera soumise aux autorités statutaires de COGEMA à la fin de ce mois.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 5 juin
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	421 333
dont :	
Or	210 163
Disponibilités à vue à l'étranger	128 593
ECU	65 290
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 285
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 620
dont :	
Concours au Trésor public	25 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	127 184
dont :	
Effets escomptés	78 188
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	64 537
5) DIVERS	11 550
Total	658 225

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	208 592
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 993
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	21 015
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	98 425
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	51 701
5) ECU A LIVRER AU FECOM	62 693
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	8 508
Total	658 225

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1984

	6 juin	13 juin
Valeurs franç. à rev. variable	126,3	127,3
Valeurs industrielles	123,5	126,2
Valeurs étrangères	107,4	105,7
Pétroles-Energie	129,7	132,3
Chimie	117,9	120,7
Métallurgie, mécanique	123,9	125,7
Electricité, électronique	121	123,5
Bâtiment et matériaux	138,1	142,9
Ind. de consommat. non alim.	123,1	126,6
Agro-alimentaire	118,5	119,8
Distribution	120	123,4
Transports, loisirs, services	124,9	131,1
Assurances	146,6	157,8
Crédit banque	149,4	158,9
Sicomi	117,1	121,1
Immobilier et foncier	127,8	130
Investissement et portefeuille	134,2	122,2
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	108,5	108,4
Emprunts d'Etat	105,3	108,1
Emprunts garantis et assimilés	109,7	109,4
Sociétés	108,3	108,1
Base 100 en 1949		
Val. franç. à rev. var.	2860,6	2893,3
Valeurs étrangères	3451,8	3397,1
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	412,7	416
Valeurs étrangères	466,9	459,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	124,7	124,6
Emprunt d'Etat	120,3	121,2
Emprunts garantis et assimilés	126,2	125,9
Sociétés	125,8	125,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	337,2	344,7
Produits de base	227,9	232,6
Construction	304,6	312,9
Biens d'équipement	309,9	311,1
Biens de consom. durables	404,7	411,5
Biens de consom. non durables	385,4	394,1
Biens de consom. alimentaires	331,6	336,4
Services	296,9	308,8
Sociétés financières	544	556,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	299	302,2
Valeurs industrielles	308,1	310,9
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	268,7	265,5

CHANGES

PARIS

Dollar : 7 F ⬇

Le dollar s'est replié lundi 16 juin dans la matinée, revenant de 7,08 F à 7 F environ, et, à Francfort, glissant sous la barre des 2,20 DM. Le score, meilleur que prévu, du chancelier Kohl aux élections de Basse-Saxe, a renforcé le DM, tandis qu'un espoir de baisse des taux déprimait le dollar.

FRANCFORT	13 juin	16 juin
Dollar (en DM)	2,2150	2,1925

TOKYO	13 juin	16 juin
Dollar (en yens)	165,85	165

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (13 juin) ...... 7 7/8 %
New-York (12 juin) . 6 13/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	12 juin	13 juin
Valeurs françaises	130,3	129,9
Valeurs étrangères	105,2	105,5

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	345,6	344,7

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

Industrielles	1 838,13	1 874,19

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

Industrielles	1 304,1	1 313,7
Mines d'or	192,3	194,9
Fonds d'Etat	90,63	91,07

TOKYO

	12 juin	13 juin
Nikkeï Dow Jones	17 131,20	17 205,97
Indice général	1 323,17	1 327,29

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 13 juin
Nombre de contrats : 4 445

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Juin 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	–	108,75	109,55	110	110,05
Précédent	–	108,05	108,85	109,15	109,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SAINT-LOUIS BOUCHON RENFORCE SA PARTICIPATION DANS LESIEUR. – Saint-Louis Bouchon, dont les actions ont progressé de 14 % la semaine précédente, vient de porter de 10 % à 14 % sa participation dans le groupe Lesieur. Conséquence de ce renforcement par le groupe sucrier : près de la moitié du capital de Lesieur est maintenant détenu par un ensemble composé de la famille fondatrice (près de 10 %), son allié historique, la Banex (Banque d'affaires de la BNP) avec 20 %, Saint-Louis Bouchon (14 %) et l'UAP (plus de 5 %).

L'INTRODUCTION DE DENIS JACOB REPORTÉE AU 19 JUIN. – L'introduction des actions de la société Publications Denis Jacob a été reportée au 19 juin sous forme d'offre publique de vente au prix de 235 F par action, en raison du déséquilibre constaté : 6,7 millions d'actions demandées entre 180 F et 400 F, face à 50 000 actions offertes au prix initial de 180 F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,0100	7,0150	+ 10	+ 25	+ 25	+ 55	+ 75	+ 175
$ can.	5,0669	5,0723	– 59	– 37	– 110	– 77	– 350	– 260
Yen (100)	4,2369	4,2425	+ 83	+ 105	+ 182	+ 214	+ 538	+ 629
DM	3,1875	3,1912	+ 71	+ 86	+ 145	+ 167	+ 411	+ 473
Florin	2,8289	2,8321	+ 27	+ 35	+ 58	+ 74	+ 207	+ 255
F.B. (100)	15,6020	15,6306	– 30	+ 56	– 31	+ 123	– 111	+ 285
F.S.	3,8559	3,8618	+ 56	+ 76	+ 135	+ 163	+ 410	+ 488
L (1 000)	4,6382	4,6446	– 230	– 198	– 409	– 360	– 1031	– 924
£	10,6938	10,7084	– 251	– 200	– 474	– 400	– 1170	– 985

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 7/8	7 1/8	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16
DM	4 1/8	4 3/8	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 5/8
Florin	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 7/8	6	5 5/8	5 3/4
F.B. (100)	6 3/4	7 3/4	7 3/16	7 9/16	7 3/16	7 9/16	7 1/4	7 5/8
F.S.	1 1/2	2	5	5 1/8	4 7/8	5	4 3/4	4 7/8
L (1 000)	11	13	12 1/8	12 7/8	12	12 1/2	11 1/2	11 7/8
£	10 1/8	10 3/8	9 7/8	10	9 13/16	9 15/16	9 1/2	9 5/8
F. franç.	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 7/16	7 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DE PARIS — 13 JUIN

Cours relevés à 17 h 29

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1510	4,5 % 1973	1590	1585	1580	− 1 88
....	C.N.E. 3%	....	....	....	....
1131	B.N.P. T.P.	1142	1142	1142	....
1276	C.C.F. T.P.	1150	1122	1130	− 1 73
2895	Electricité T.P.	2495	2510	2500	+ 0 20
1650	Renault T.P.	1575	1590	1590	+ 0 95
2271	Rhone-Poul. T.P.	2140	2170	2180	+ 1 86
1385	St-Gobain T.P.	1340	1340	1340	....
1275	Thomson T.P.	1350	1351	1351	+ 0 07
440	Accor	378	374	374	− 1 05
1780	Agence Havas	1430	1530	1500	+ 4 89
800	Air Liquide	738	735	735	− 0 40
2140	Alcatel	2045	2045	2050	+ 0 24
1600	Als. Superm.	1359	1395	1395	+ 2 64
480	A.L.S.P.I.	345	345	345	....
530	Alsthom	421	418	419	− 0 47
2000	Arjom. Prioux	1675	1685	1685	+ 0 59
220	Aussedat-Rey	187 80	189	189	+ 0 63
1340	Aux. Entrepr.	1294	1295	1298	+ 0 30
1600	Avions Dassault	1205	1222	1200	− 0 41
720	Bail-Equipem.	610	617	617	+ 1 14
1230	Bail-Investiss.	1100	1073	1073	− 2 45
1200	Cie Bancaire	1039	1018	1021	− 1 73
760	Bazar H.-V.	828	817	815	− 1 75
480	Béghin-Say	475	486	487	+ 2 52
350	Berger (Ms)	300	300	300	....
640	Bic	595	600	603	+ 1 34
1450	B.I.S.	1195	1175	1185	− 0 83
2285	Biscuit (Géné.)	2285	2285	2285	....
1890	Bongrain S.A.	1835	1820	1820	− 0 81
1200	Bouygues	1080	1090	1090	+ 0 92
3710	B.S.N.	3545	3550	3550	+ 0 14
1200	Carnaud	1095	1075	1075	− 1 82
3760	Carrefour	2680	2655	2653	− 1
1800	Casino	1550	1540	1540	− 0 64
1430	Casino A.D.P.	1300	1221	1220	− 6 15
1150	Cedis	890	900	902	+ 1 34
1700	Cetelem	1442	1431	1430	− 0 83
1700	C.F.A.O.	1525	1532	1543	+ 1 18
645	C.F.D.E.	485	480	462	− 4 74
1280	C.G.I.P.	1030	1048	1041	+ 1 06
1230	Chargeurs S.A.	1085	1069	1070	− 1 38
65	Chiers-Châtill.	52 90	55	55	+ 3 96
820	Ciments franç.	685	695	695	+ 1 45
500	Club Méditerr.	490 10	488	490	− 0 02
275	Codetel	236 10	235	235	− 0 46
460	Coflmeg	444	444	445	+ 0 22
880	Colas	750	768	768	+ 2 40
270	Compt. Entrepr.	242	246	246	+ 1 65
615	Compt. Mod.	539	540	540	+ 0 18
1910	Créd. Foncier	1435	1435	1435	....

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
805	Crédit F. Imm.	487	490	487	....
2380	Crédit Nat.	1810	1898	1889	+ 4 36
420	Creusot	334	339	341	+ 2 09
2050	Damart S.A.	1949	1949	1940	− 0 46
2400	Darty	3330	3395	3370	+ 1 20
310	Dév. R.d.C. (Li)	270	270	270	....
480	D.M.C.	428	425	425	− 0 70
2320	Docks-France	2010	1949	1949 c	− 0 95
1570	Dumez	1285	1300	1289	+ 0 31
1490	Eaux (Gén.)	1280	1299	1297	+ 1 32
3000	Ecco	2820	2800	2760	− 2 12
320	Elf-Aquitaine	297	295	295	− 0 67
310	— (certific.)	276 50	276	276	− 0 18
2100	Epeda-B-Faure	1755	1801	1801	+ 2 62
2840	Essilor	2595	2585	2575	− 0 77
520	Euro S.A.F.	448	441	442	− 1 33
3300	Eurafrance	2865	2820	2880	+ 0 18
1620	Eurocom	1345	1360	1370	+ 1 85
2200	Euromarché	1950	1925	1925	− 1 28
1540	Europe n° 1	1205	1265	1263	+ 4 81
1880	Facom	1370	1430	1420	+ 3 64
765	Fichet-Bauche	760	760	760	....
335	Finextel	290	289 90	290	....
580	Fives-Lille	476	....	....	....
51	Fonderie (Gén.)	43 50	....	....	....
192	Fraissinet (Ms)	187	187	187	....
330	Françarep	305	309	309	+ 1 31
1290	Fromageries Bel	1085	1085	1075	− 0 92
1420	Gal. Lafayette	1125	1149	1145	+ 1 77
400	Géophysique	371	370	370	− 0 26
1150	Gerland	1082	1061	1061	− 1 94
380	GTM-Entrepose	343 10	343	342	− 0 32
720	Guyenne-Gasc.	610	612	612	+ 0 32
3400	Hachette	2990	2970	2970	− 0 66
750	Hénin (La)	648	635	635	− 2
85	Imétal	74 60	73 10	73	− 2 14
780	Imm. Plaine-M.	835	828	823	− 1 43
3940	Inst. Mérieux	3448	3410	3420	− 0 81
780	Interbail	692	690	690	− 0 28
2120	Intertechnique	1902	1900	1900	− 0 10
700	J. Lefebvre	673	630	630	− 6 38
1480	Lab. Bellon	1384	1390	1390	+ 1 17
1450	Lafarge-Coppée	1258	1250	1242	− 1 27
1600	Labon	1425	1400	1400	− 1 75
3890	Legrand	3511	3585	3585	+ 2 10
1230	Lesieur	1015	1025	1030	+ 1 47
700	Locafrance	625	620	628	+ 0 48
1340	Locindus	1099	1085	1085	− 1 27
1190	L. Vuitton S.A.	1048	1060	1059	+ 1 04
730	Luchaire	664	658	658	− 0 90
1500	Lyonn. Eaux	1269	1255	1253	− 1 26
270	Mais. Phénix	220 20	220	220	− 0 09

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
740	Majorette (Ly)	661	650	650	− 1 66
123	Manurhin	106 20	106 30	106 50	+ 0 28
455	Mar. Wendel	356 50	369	368	+ 3 50
1750	Martell	1530	1562	1564	+ 2 22
2370	Matra	2001	2025	2021	+ 0 99
3300	Merlin-Gerin	2990	3088	3095	+ 3 51
2970	Michelin	2655	2615	2655	....
6410	Midi (Cie)	5380	5350	5320	− 1 11
515	Midland Bk S.A.	477	476	472	− 1 04
595	Min. Salsig. (Ms)	550	548	546	− 0 72
66	M.M. Penarroya	52	51 10	51 80	− 0 38
2360	Moët-Hennessy	1960	1960	1951	+ 0 05
1000	Mot. Leroy-S.	831	845	840	+ 1 08
92	Moulinex	87 50	87 80	87 80	+ 0 34
1140	Navig. Mixtes	972	932	928	− 4 52
215	Nord-Est	159	155 10	155 10	− 2 45
600	Nordon (Ny)	530	510	510	− 3 77
550	Nouvelles Gal.	458	482	482	+ 5 24
985	Occident. (Gén.)	919	930	930	+ 1 19
1800	Omn.F.Paris	1460	1510	1510	+ 3 42
270	Olida-Caby	200	200 10	209	+ 4 50
535	Opfi-Paribas	430	421	421	− 2 09
3380	Oréal (L')	3170	3150	3150	− 0 63
510	Paper. Gascogne	426	421	421	− 1 17
2020	Paris-Réescomp.	955	985	985	+ 3 14
1250	Pechelbronn	995	990	990	− 0 50
1820	Penhoet	1440	1366	1366	− 5 13
1100	Pernod-Ricard	993	985	988	− 0 50
161	Pétroles B.P.	125 30	122 50	122 80	− 1 99
1000	Peugeot S.A.	894	879	879	− 1 67
89	Poclain	80	77 05	77 05	− 3 68
1500	Poliet	1412	1425	1425	+ 0 92
720	P.M. Labinal	609	624	624	+ 2 46
2100	Presses Cité	1830	1870	1870	+ 2 18
1700	Prétabail Sic.	1580	1585	1585	+ 0 31
530	Primagaz	415	412	416	+ 0 24
670	Printemps	509	520	515	+ 1 17
1580	Promodès	1485	1498	1498	+ 0 87
305	Prouvost S.A.	254 90	257	257	+ 0 82
985	Radiotechn.	830	820	830	....
170	Raff. Dist. Total	164	167	167	+ 1 82
1900	Redoute (La)	1850	1880	1875	+ 1 35
1630	Roussel-Uclaf	1375	1369	1355	− 1 45
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
6000	R. Impériale (Ly)	4215	4330	4330	+ 2 72
300	Sade	269	260	260	− 3 34
3090	Sagem	2675	2669	2670	− 0 18
885	St-Louis B.	595	628	629	+ 5 71
2190	Salomon	1940	1906	1905	− 1 80
1430	Sahvepar	1120	1100	1100	− 1 78
730	Sanofi	688	700	699	+ 1 45
475	S.A.T.	462	454	454	− 1 73

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
820	Saupiquet (Ns)	740	745	745	+ 0 67
770	Schneider	656	663	658	+ 0 30
122	S.C.O.A.	105	103 80	105	....
82	S.C.R.E.G.	82 80	83 10	83 10	+ 0 36
570	Seb	515	510	510	− 0 97
530	Sefimeg	501	501	501	....
1900	S.F.I.M.	1800	1780	1785	− 0 83
91	S.G.E.	77	77 60	79	+ 2 59
540	Signaux Ent. El.	450	436	436	− 3 11
1101	Silic	989	981	980	− 0 92
870	Simco-U.P.H.	567	560	560	− 1 23
365	Simnor (L.)	350	359	359	+ 2 57
1380	Skis Rossignol	1210	1205	1205	− 0 41
1030	[illegible]	940	937	937	− 0 31
310	Sodero (Ns)	242	255	255	+ 5 37
2270	Sodexho	2115	2100	2100	− 0 70
505	Sogerap	440 50	440 50	440 50	....
1240	Sommer-Allib.	1100	1131	1135	+ 3 18
720	Source Perrier	676	667	668	− 1 18
1570	Sovac	1279	1285	1288	+ 0 70
570	Strafor	515	482	482	− 6 40
405	Synthelabo	361	357	357	− 1 10
610	Talcs Luzenac	548	545	545	− 0 54
3410	Tél. Elect.	2950	2880	2875	− 2 54
1250	Thomson-C.S.F.	1226	1235	1235	+ 0 73
390	Total (CFP)	380	387 80	385	+ 1 31
83	— (certific.)	90	90 50	90 50	+ 0 55
3050	T.R.T.	2860	2855	2855	− 0 18
1010	U.F.B.	890	830	839	− 5 73
1100	U.I.S.	1080	1080	1049	− 2 87
710	U.C.B.	649	620	628	− 3 23
515	Valéo	480	515	515	+ 7 29
150	Vallourec	104 20	....	....	....
4000	V. Clicquot-P.	3920	4000	4030	+ 2 80
965	Via Banque	810	810	806	− 0 49
	Étrangères				
880	Elf-Gabon	845	839	839	− 0 71
100	Amax Inc.	102	99 80	102	....
420	Amer. Express	417	420	420	+ 0 71
174	Amer. Teleph.	171	170 50	170 50	− 0 29
87	Anglo Amer. C.	70	70 50	70 50	+ 0 71
445	Amgold	418	405	405	− 2 64
905	BASF (Akt)	898	910	910	+ 1 33
970	Bayer	970	980	991	+ 2 16
143	Buffelsfont.	130	129 20	129 20	− 0 61
25	Charter	24 60	24 20	24 20	− 1 62
300	Chase Manh.	298	295	296	− 0 67
225	Cie Pétr. Imp.	197	200	200	+ 1 52
49	De Beers	42 70	43	43	+ 0 70
2620	Deutsche Bank	2590	2634	2610	+ 0 77
44	Dome Mines	45 80	46 40	46 70	+ 1 96

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
101	Driefontein Cd	90	87 70	87 70	− 2 55
575	Du Pont-Nem.	611	607	607	− 0 65
420	Eastman Kodak	426	425	425	− 0 23
30	East Rand	24 65	23 50	23 80	− 3 44
300	Electrolux	269 90	268	268	− 0 66
255	Ericsson	257 50	262	255	− 0 97
425	Exxon Corp.	416	420	420	+ 0 96
565	Ford Motors	374 50	379 50	379 50	+ 1 33
73	Freegold	58 70	51	53 c	− 9 71
92	Gencor	66 50	69 30	69 10	+ 3 90
580	Gén. Electr.	570	573	573	+ 0 52
475	Gén. Belgique	430	433	433	+ 0 69
665	Gen. Motors	549	544	544	− 0 91
46	Goldfields	47	44 50	44	− 6 38
43	Gd Metropolitain	41 60	42 70	42 70	+ 2 88
62	Harmony	53 70	52	52 90	− 1 48
38	Hitachi	36 90	36 75	36 90	....
905	Hoechst Akt.	881	885	885	+ 0 46
100	Imp. Chemical	97 70	98 50	98 50	+ 0 81
92	Inco. Limited	97 40	98 70	98 50	+ 1 12
1050	IBM	1057	1057	1057	....
330	ITT	318 90	322	322	+ 1
165	Ito-Yokado	165	165 80	165 50	+ 0 30
63	Matsushita	62 80	63 70	63 70	+ 1 43
1340	Merck	687	680	678	− 1 31
730	Minnesota M.	759	756	756	− 0 39
220	Mobil Corp.	215 50	214 50	214 50	− 0 46
32250	Nestlé	31850	32150	32150	+ 0 94
135	Norsk Hydro	148	148	148	....
173	Ofsil	134	124	124 c	− 7 46
1290	Petrofina	1240	1240	1240	....
480	Philip Morris	488	480	480	− 1 63
187	Philips	155 90	156	156 50	+ 0 38
580	Quilmès	518	504	510	− 1 54
495	Randfontein	423	417	420	− 0 70
550	Royal Dutch	545	547	547	+ 0 36
71	Rio Tinto Zinc	68 20	66 80	66 80	− 2 05
85	St Helena Co	72 80	72 80	72 80	....
220	Schlumberger	219 80	218 90	219 50	− 0 13
88	Shell transp.	82 50	82 55	82 55	+ 0 06
1970	Siemens A.G.	2003	2088	2070	+ 3 34
160	Sony	148	145 80	148 10	+ 0 06
173	T.D.K.	162 90	162 50	162 50	− 0 24
17 50	Toshiba Corp.	17 40	17 30	17 30	− 0 57
1360	Unilever	1331	1325	1325	− 0 45
360	Unit. Techn.	341	343	343	+ 0 58
430	Vaal Reefs	376	374	374	− 0 26
400	Volvo	401	391	305	− 23 94
210	West Deep	176 60	174	174	− 1 41
425	Xerox Corp.	412 20	406 60	406 50	− 1 35
1 33	Zambia Corp.	1 29	1 26	1 26	− 2 32

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 7 % 1973	7830	..
Emp. 8,80 % 77	123	0 530
9,80 % 78/93	103 85	9 048
8,80 % 78/86	100 85	4 436
10,80 % 79/94	108 15	8 374
13,25 % 80/90	110 40	0 399
13,80 % 80/87	107 55	9 112
13,80 % 81/89	113 30	5 671
16,75 % 81/87	110 45	12 712
16,20 % 82/90	123 40	6 749
16 % juin 82	125 95	0 219
Ch. France 3 %	182	..
CNB Bques janv. 82	103 10	4 846
CNB Paribas	104	4 846
CNB Suez	104 30	4 846
CNI janv. 82	103 20	4 846
14,80% févr.83	....	..
13,40% déc.83	....	..
12,20% oct.84	....	..
11% févr.85	....	..
10,26% mar.86	....	..
ORT 12,75% 83	....	..
OAT 10% 2000	....	..
OAT 9,90% 1997	....	..
OAT 9,80% 1996	....	..
PTT 11,20% 85	114 10	5 551
CFF 10,30% 86	115	0 581
CNE 11,50% 85	113 40	0 312
CNT 9% 86	102 20	1 508
CRH 10,90% déc. 85	112 70	4 462

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Aciers Peugeot	400	390
A.G.F. (St Cent.)	7780	7700
André Roudière	261	260
Applic. Hydraul.	550	547
Arbel	125	129 50
Astorg	250	260
Avenir Publicité	1830	1890
Bain C. Monaco	432	445
Banque Hypoth. Eur.	480	470
B.G.L.	371	380
Blanzy-Ouest	505	510
B.N.P. Intercontin.	440	....
Bénédictine	4280	4260
Bon-Marché	401	429 50
Calf	1010	1002
Cambodge	325	....
C.A.M.E.	250	260 d
Campenon Bern.	267 30	262 80 e
Carbone-Lorraine	801	815
C.E.G.Frig.	580	548
Centen. Blanzy	1850	1900
Centrest (Ny)	258 50	245
Cerabati	79 80	72 80 e
Chambourcy (M.)	1150	1000 o
Champex (Ny)	158	158
C.I.C. (Financ. de)	270	289
C.I. Maritime	390	400
Ciram (B)	267 80	270 d
Clause	819	820
Cofradel (Ly)	1089	1100
Cogifi	550	559
Comiphos	385	401
Cie Industrielle	3350	3400
Comp. Lyon-Alem.	424	420
Concorde (La)	1330	1320

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.M.P.	25	26
Crédit (C.F.B.)	625	625
Créd. Gén. Ind.	1400	1376
Cr. Universel (Cie)	864	841
Créditel	194 10	202
Darblay S.A.	419	418
Darty Act. d. p.	2480	2500
De Dietrich	1415	1472 d
Delalande S.A.	1060	1061
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1126	1170
Didot-Bottin	570	550
Drag. Trav. Pub.	35	38
Eaux Bass. Vichy	1620	1620
Eaux Vittel	1080	1088
Economats Centre	549	549
Electro-Banque	448 20	435
Electro-Financ.	1000	982
Elf-Antargaz	315	320
E.L.M. Leblanc	575	552
Ensil-Bretagne	278 70	278 70
Entrepôts Paris	610	587
Epargne (B)	2099	2100
Europ. Accumul.	98 50	102
Eternit	2455	2455
Exor	3390	3390
Finalens	250	260
FIPP	178	185
Focep	985	985
Foncière (Cie)	460	460
Fonc. Agache-W.	675	750
Fonc. Lyonnaise	3800	3790
Foncina	460	460
Forinter	1190	1180
Fougerolle	130 10	131 50
France I.A.R.D.	353	....
France (La)	6240	6490
From. Paul Renard	441	443
GAN	14020	13480
Gaumont	491	502
Gaz et Eaux	2380	2480
Gévelot	296	291
Gr. Fin. Constr.	571	571
Gds Moul. Paris	394	378 30
Groupe Victoire	3760	3790
G. Transp. Ind.	413	424
Hutchinson	800	800
Immindo S.A.	485	495
Immoinvest	328 10	328
Immobail	522	534
Immobanque	801	789
Immob. Marseille	6930	7220
Immofice	600	609
Invest. (Sté Cent.)	3190	3280
Jaeger	279 50	....
Lafitte-Bail	652	637
Lambert Frères	110	110
Lille-Bonnières	894	....
Locabail Immob.	870	869
Loca-Expansion	380	348
Locafinancière	520	520
Locatel	342	335
Louvre (Sté)	1800	1915
Machines Bull	58	56 50
Magasins Uniprix	198	....
Magnant S.A.	146	139 20
Maritimes Part.	300	305
M. H.	....	....
Métal Déployé	455	455
Mors	169 80	176 60
Naval Worms	120	115
Navig. (Nat. de)	137	142 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
OPB Paribas	391	380
Optorg	190	186
Origny-Desvroise	253	255
Palais Nouveauté	930	949
Parfin-CIP	989	989
Paris-France	278	285
Paris-Orléans	300	320
Part. Fin. Gest. Im.	1498	1428
Pathé-Cinéma	298	297
Pechiney (cert. inv.)	217	217
Piles Wonder	1050	1050
Piper-Heidsieck	719	706
P.L.M.	205	210
Porcher	284 10	290
Providence S.A.	1536	1536
Publicis	1500	1500
Raff. Souf. R.	215	208 40
Rhône-Poul. (c. inv.)	418	428
Rosario-Zan	135	135
Rochefortaise S.A.	187 20	194 70
Rochette-Cenpa	65 90	68 55
Rosario (Fin.)	197	202
Rougier et Fils	70	71 60
Sacer	189	181 50
Sacilor	18 50	18
SAFAA	530	568 d
Safic-Alcan	620	620
SAFT	1498	1435
Saga	298	291
Salins du Midi	510	510
Santa-Fé	180	180
Satam	122	123
Saulnes	66	67
Saunier-Duval	41 10	42 75 d
Savoisienne (M)	145	....
SCAC	345	358
Sendle Maubeuge	500	510
S.E.P. (M)	240	240
Serv. Equip. Véh.	72	72
Siéf	88 40	88 80
Sicotel	460	480
Sintra-Alcatel	930	....
Sinvim	318 30	331
Siph (Plant. Hévéas)	342	....
SMAC Acieroïd	75	78 d
Sté Générale-CIP	1040	1010
Sofal financière	1980	2040
Soffo	322 40	325
Soficomi	861	883
S.O.F.I.P. (M)	135	....
Sofragi	1051	1095
Souchon Autog.	456 80	476
Sovabail	790	785
Speichim	128	125
S.P.I.	650	669
Spie Batignolles	588	587
Suez (Fin. de)-CIP	1165	1198
Sterni	587	588
Taittinger	1800	1850
Testut-Aquitaine	482	467 o
Tour Eiffel	500	520
Ulmer S.M.D.	531	552
Unibail	860	868
U.A.P.	2914	2825
Un. Imm. France	610	617
Un. Ind. Crédit	1138	1150
Unisor	6	5 90
U.T.A.	1870	1900
Vicat	586	585
Virax	179 50	186 60 d
Waterman S.A.	437	....
Bras. du Maroc	130	130

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Étrangères		
A.E.G.	945	1003
Alco	468	....
Alcan Alum.	206	208
Algemene Bank	1680	1699
American Brands	576	583
Am. Petrofina	330	....
Arbed	450	....
Asturienne Mines	135	133
Bco Pop Espanol	255	249
Banque Morgan	607	611
Banque Ottomane	940	....
B. Régl. Internat.	28000	29050
Br. Lambert	524	521
Canadian-Pacific	87	90
Commerzbank	1011	1080
Dart. and Kraft	410	420
De Beers (port.)	45 70	....
Dow Chemical	401	415
Dresdner Bank	1373	1409
Gén. Belgique	430	433
Gevaert	900	....
Glaxo	118	....
Goodyear	220	216
Grace and Co	390	389
Gulf Oil Canada	78 30	76
Honeywell Inc.	550	569
I.C. Industries	318	320
Int. Min. Chem.	222	....
Johannesburg	570	520
Kubota	14	14 20
Latonia	273	273
Mannesmann	700	....
Midland Bank Plc	58 80	58 80
Mineral-Ressourc.	58	58 05
Noranda	94 40	92 55
Olivetti	43 50	46
Pakhoed Holding	145	141
Pfizer Inc.	488	470
Procter Gamble	541	550
Ricoh Cy Ltd	36 50	36 50
Robeco	242 60	237 40
Rolinco	260	260 20
Rodamco	382	389 50
Saipem	35 80	35 90
Shell fr. (port.)	82	....
S.K.F. Aktiebolag	301	301
Sperry Rand	512	515
Steel Cy of Can.	125	....
Stilfontein	35 80	....
Swedish Match	364	....
Tenneco	278 50	250 50
Thorn EMI	46	....
Thyssen c. 1 000	538	....
Toray Indust. inc	23 10	23
Vieille Montagne	811	....
Wagons-Lits	825	860
West Rand	16 50	16
A.G.P. S.A.	1635	1525
Hors-cote		
Amrep	17	....
C.E.M.	....	....
Cochery	61 10	....
Copanex	425	410
Dubois Inv. (Canto.)	680	680
Hydro-Energie	318	....
Hoogovens	250	....
Nicolas	522	483
Révillon	324	....
Rorento N.V.	139 50	140 20
Sopalem	212	180 o
S.P.R.	250	265 d
Ufinex	427	....
Union Brasseries	139 80	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alain Manoukian	870	870
Asystel	309 80	322 20
BAFIP	850	880
B.I.P.	1231	1260
Bolloré Technologies	773	742
Brijacel	518	520
Calberson	544	508
Cardif	1760	1701
Cap Gemini Sogeti	1850	1900
C.D.M.E.	790	790
C. Equip. Elect.	239	245
C.G.I. Informatique	494	494
C. Occid. Forestière	137	137
Dalse	200 10	200 10
Dauphin O.T.A.	1755	1759
Desmaisy	1300	1340
Deville	916	950
Drouot-Assurances	522	535
Editions Belfond	270 40	275
Elect. S. Dassault	910	874
Expand	411	407
Filipacchi	832	800
Guy Degrenne	950	963
I.C.C.	287	288
IN Informatique	505	498
Loca-Investissement	402	405
Manutan	516	500
Marlin Immobilier	520	535
Métallurg. Minière	197 90	195 80
M.M.B.	589	590
Molex	325	350
Navale-Delmas	670	668
Om. Gest. Fin.	358	365
Paternelle-R.D.	3550	3600
Petit Bateau	215	206
Petroligaz	838	805
Rexel	910	940
St-Gobain Emballage	1260	1260
S.C.G.P.M.	194	190
Sema-Metra	816	831
S.E.P.	1138	1185
S.E.P.R.	1310	1311
S.M.T. Goupil	385	390
Sofibus	354 80	368
Sopra	800	800
Valeurs de France	331 50	332

SICAV (sélection) — 13/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	660 25	644 15
Actions France	428 18	408 78
Actions sélectives	571 80	545 87
Aedificandi	635 53	606 71
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1107 09	1080 09
A.G.F. 5000	502 28	480 01
A.G.F. ECU	1131 72	1120 51
A.G.F. Interfonds	435 42	424 80
A.G.F. OBLIG.	1168 09	1162 28
Agfimo	640 50	624 86
Altefi	221 39	211 35
ALTO	199 13	190 10
America-Valor	778 17	740 97
Amérique Gestion	425 02	405 75
Argonautes	383 08	365 69
Associc	1210 13	1210 13
[illegible]	1206 10	1170 97
Bourse-Investiss.	433 19	413 55
Bred Associations	2644 86	2636 95
Capital Plus	1606 54	1606 54
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbia (ex W.I.)	836 15	798 23
Convertimmo	385 50	370 67
Cortal court terme	11793 33	11793 33
Cortexa	948 51	905 50
Credinter	439 33	426 53
Croiss. France	255 58	255 08
Croiss. Mercure	2648 86	2474 61
Croiss. Immobil.	610 74	583 06
Croiss. Prestige	333 50	318 38
Démeter	12685 24	12665 24
Drouot-France	573 07	547 08 ◆
Drouot-Investiss.	1013 77	967 80 ◆
Drouot-Sécurité	235 30	224 63 ◆
Drouot-Sélection	149 24	142 47 ◆
Ecuric	1161 74	1144 57
Elicoop Sicav	10834	10806 98
Energie	233 81	223 21 ◆
Epacic	2778 37	2772 82
Epacourt Sicav	7905 66	7886 94
Epargne Associations	24462 81	24416 19
Epargne-Capital	7768 89	7709 79
Epargne-Croiss.	1514 87	1446 18
Epargne-Industr.	692 88	661 46
Epargne-Inter	641 94	612 83
Epargne-Long-Terme	1702 77	1657 20
Epargne-Oblig.	196 82	191 38
Epargne-Unie	1152 27	1100 02
Epargne-Valeur	407 66	389 17
Eparoblig	1291 13	1289 56
Eurocic	8659 05	8516 31
Euro-Croissance	525 87	502 02
Eurodyn	945 37	945 37
Francfine Plus	26100 24	25841 82
Fond Placement	61684 42	61377 53
Fond Trimestriel	1145 73	1128 80
Fond Valorisation	13008 85	12758 77
Foncier Investiss.	1074 23	1048 03
Fonciel	269 91	257 57
France-Garantie	305 38	304 75
France-Investiss.	546 16	521 38
France-Net	122 17	120 98
France-Obligations	464 91	450 41
Francic	370 18	359 40

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	1259 74	1259 74
Fructicapi	298 49	294 08
Fructidor	254 49	250 73
Fructifrance	708 25	690 98
Fructivar	78318 46	78123 15
Fructi ECU	558 60	548 37
Fructi-Première	13068 58	12875 56
Fructoblig	1067 48	1066 39
Gestion	64042 21	63882 50
Gestion Associations	146 55	143 33
Gestion Mobilière	684 19	653 16
Gest. Rendement	482 23	460 38
Gest. Sél. France	710 30	678 09
Haussmann Associat.	1244 33	1244 33
Haussmann court terme	1106 93	1106 93 ◆
Haussmann Epargne	1341 76	1341 76
Haussmann Europe	1799 51	1717 91
Haussmann Oblicourt	1266 17	1266 17
Haussmann Obligations	1611 08	1442 56
Horizon	1178 79	1142 51
I.M.S.I.	597 06	569 99
Indo-Suez Valeurs	742 92	709 23
Ind. française	13908 44	13833 76 ◆
Interoblig	12128 59	11892 10
Intersélect France	427 95	408 54
Intervaleurs Indust.	617 13	589 15
Invest. net	14395 96	14367 23
Invest. Obligataire	17269 98	17235 49
Japacic	152	147 57
Jeunépargne	215 44	212 26
Laffitte-crt-terme	59807 58	59807 58
Laffitte-Expansion	808 20	771 56
Laffitte-France	317 17	302 79
Laffitte-Japon	311 23	297 12
Laffitte-Oblig.	151 22	144 36
Laffitte-Rend.	208 87	199 40
Laffitte-Tokyo	1166 89	1114 07
Lion-Associations	11847 87	11847 87
Lion-Institutionnels	24615 56	24554 17
Lionplus	72308 72	71587 84
Livret portefeuille	571 90	555 24
Méditerranée	156 79	149 68 ◆
Mondiale Investissem.	449 86	429 80
Monocic	5928 55	5928 55
Mond J.	60314 44	60314 44
Multi-Obligations	450 51	430 08
Mutuelle Unie Sél.	153 06	146 12 ◆
Natio-Assoc.	6686 32	6672 97
Natio-Epargne	13487 09	13353 55
Natio-Inter.	1078 25	1049 39
Natio-Obligations	538 37	523 96
Natio-Patrimoine	1343 69	1307 73
Natio-Placements	63680 95	63680 95
Natio-Revenus	1108 52	1087 54
Natio-Sécurité	52116 21	52116 21
Natio-Valeurs	596 78	566 19
Nord-Sud Développ.	1176 74	1174 39
Oblicoop Sicav	1428 46	1400 44
Oblifion	1112 11	1082 35
Opdiavalor	564 84	539 64
Orient-Gestion	155 21	148 17
Paramérique	508 57	485 51
Paneurope	813 46	776 56
Paribas Epargne	15138 47	15108 26
Paribas Gestion	620 29	596

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Pasmonde-Valor	1080 49	1089 40
Patrimoine-Retraite	1616 50	1584 80
Pluris Placements	286 60	285 27
Pierre Investiss.	722 28	689 53
Placement ct-terme	69318 79	69318 79
Placement J	52449 93	52449 93
Priv'Association	22274 95	22274 95
Province Investiss.	484 58	462 61
Rentacic	169 55	167 04
Revenus Trimestriels	6040 27	5980 47
Revenu Vert	1190 31	1189 12
St-Honoré Assoc.	13828 60	13759 80
St-Honoré Bio-aliment.	686 06	654 95
St-Honoré Pacifique	481 01	459 20
St-Honoré P.M.E.	397 97	379 92
St-Honoré Réel	11170 63	11126 13
St-Honoré Rendement	11968 68	11899 18
St-Honoré Technol.	710 13	677 93
St-Honoré Valor	12075 31	11979 47
Sécuricic	10820 98	10810 07
Sécur. Mobilière	427 51	408 12
Sél. court terme	11909 19	11820 54
Sélection (Crédit BP)	778 90	765 42
Sicav-Associations	1321 98	1319 24
S.F.I. fr. et étr.	550 28	534 25
Sicavimmo	785 84	760 21
Sicav 5000	318 10	309 59
Slivafrance	498 93	495 48
Slivam	382 78	382 27
Slivarente	231 25	225 06
Slivinter	391 27	380 80
S.I.-Est	1265 02	1207 66
S.I.G.	896 14	855 11
S.N.I.	1131 07	1098 13
Solinvest	528 66	507 30
Sogepargne	401 47	386 96
Sogevar	1005 76	960 15
Sogister	1252 36	1195 58
Soleil Investiss.	509 52	495 46 ◆
Technocic	1183 91	1149 43
U.A.P. Investiss.	392 16	374 38
Uni-Associations	110 23	110 23
Unifrance	419 79	400 75
Unifoncier	1237 18	1181 08
Uni-Garantie	1393 23	1365 88
Unigestion	850 61	811 94 ◆
Uni-Japon	1392 71	1320 01
Uni-Régions	2446 07	2335 15
Uniroute	2212 94	2140 17
Univer	169 59	166 59
Univers-Obligations	1596 96	1515 44
Valorem	475 47	453 97
Valoblig	59975 76	59391 84
Valorg	1416 74	1416 32
Valrel	76078 02	76003 02

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Agence Havas	....	....
Inst. Mérieux	455	....
Presses Cité	356	380
Souscription		
Crédit F. Imm.	3	3
Sade	30	....
Simco	3	3 20

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/6	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 058	7 079	6 750	7 300
ECU	6 852	6 850	....	....
Allemagne (100 DM)	318 670	318 850	309	328
Belgique (100 F)	15 605	15 608	15	15 850
Pays-Bas (100 fl.)	282 920	283 160	274 500	291 500
Danemark (100 krd)	86 030	86 020	82 500	90
Norvège (100 k)	93 550	93 550	91 500	97
Grande-Bretagne (£ 1)	10 775	10 730	10 450	11 150
Grèce (100 drachmes)	5 058	5 073	4 300	5 700
Italie (1 000 lires)	4 640	4 640	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	386 200	385 520	375	395
Suède (100 krs)	98 590	98 850	97	102 500
Autriche (100 sch)	45 400	45 410	44 500	46 450
Espagne (100 pes.)	4 986	4 987	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 739	4 723	4 500	5 400
Canada ($ can 1)	5 085	5 102	4 850	5 300
Japon (100 yens)	4 240	4 255	4 080	4 250

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/6
Or fin (kilo en barre)	79200	79350
Or fin (en lingot)	79300	79500
Pièce française (20 fr)	531	550
Pièce française (10 fr)	385	....
Pièce suisse (20 fr)	520	521
Pièce latine (20 fr)	453	461
Souverain	595	585
Pièce de 20 dollars	3080	3040
Pièce de 10 dollars	1450	1520
Pièce de 5 dollars	900	....
Pièce de 50 pesos	3050	3045
Pièce de 10 florins	475	480
Or Londres	347 65	....
Or Zurich	348 50	347 50
Or Hongkong	348 80	347 20
Argent Londres	5 42	....

Le Monde

LES NÉGOCIATIONS SUR LES PROCÉDURES DE LICENCIEMENT

Les syndicats et le CNPF devraient se réunir début juillet

Le CNPF et les cinq confédérations syndicales devraient se réunir début juillet pour, selon la proposition de M. Yvon Gattaz, président du CNPF, au « Club de la presse » d'Europe n° 1, le dimanche 15 juin, négocier l'élaboration de *« certaines garanties nouvelles pour les salariés en cas d'ajustement d'effectifs »*. En acceptant de négocier sur les procédures de licenciement *« par anticipation sur la promulgation »* de la loi, M. Gattaz a fait une mini-ouverture, qui ne satisfait pas les syndicats les plus réticents, de la CGT à la CFTC en passant par la CFDT. Réunion *« exploratoire »* pour les uns, coup d'envoi des négociations pour les autres, ce tour de table de juillet, en vue duquel M. Achille, président de la commission sociale, avait déjà pris des rendez-vous informels la semaine dernière, laisse entières les divergences d'approche.

Pour M. Gattaz, qui avait arrêté sa position avant que la CFDT n'annonce qu'elle ne souhaitait pas négocier avant septembre, il s'agit de montrer que le CNPF ne renonce pas à la politique contractuelle et qu'il est prêt à répondre aux sollicitations, qui se faisaient de plus en plus pressantes, de FO et de la CGC. C'est aussi un moyen d'affirmer, en pleine bataille interne, que, comme il l'a souligné lui-même, *« le CNPF fonctionne normalement »* et qu'il y a *« dans l'ensemble un consensus »*. Mais il reste à définir le contenu du *« mandat »*, pour l'instant flou, qu'aura M. Achille. L'assemblée permanente du CNPF devrait en débattre mardi.

Or, du coté des syndicats, de nouveau divisés, trois camps apparaissent. Il y a d'abord celui des *« impatients »* : FO et la CGC. Tout en déplorant qu'elle arrive si tard, M. Marchelli a accepté immédiatement la proposition de M. Gattaz, avec, a-t-il indiqué, lundi à Antenne 2, *« un certain nombre de points d'interrogation »*. M. Bergeron a adopté la même attitude, car, nous a-t-il dit, *« ce n'est pas la peine de traîner »*. Il y a ensuite le camp des *« pas pressés »*, parmi lesquels se rangent, avec des nuances, la CFTC et la CFDT. La CFTC qui parle, à propos de la liberté de licenciement, de *« coup de force contre les travailleurs »*, n'a pas demandé de renvoi à septembre et elle ira à la réunion de juillet, mais, comme nous l'a dit son président, M. Jean Bornard, *« c'est au patronat de montrer sa bonne volonté effective en mettant des propositions concrètes sur la table pour que les discussions soient sérieuses »*.

La CFDT se trouve au centre du dispositif. Elle souhaitait attendre septembre estimant que, du fait de ses divisions, le CNPF n'est pas en état de négocier. Elle met en avant l'absence de *« mandat »* patronal clair. Enfin, elle compte sur une relative mobilisation de ses militants et sur une dégradation de l'emploi qui placeraient les syndicats dans une position plus favorable pour obtenir des *« contreparties »*. Mais la majorité des syndicats étant décidés à aller aux discussions en juillet, la CFDT – M. Maire l'a confirmé le 16 juin sur Europe 1 – ne pratiquera pas la politique de la chaise vide. Totalement hostile à cette discussion car *« il n'y aura plus rien à négocier »*, la CGT ira aussi, à défaut d'un refus de tous les syndicats, mais laissait-elle entendre le 16 juin, pour *« casser la baraque »*...

MICHEL NOBLECOURT.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 16 JUIN

Indicateur de séance (%) : + 1 16

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	
Accor	374	376	378	
Agence Havas	1500	1510	1530	
Air Liquide (L')	735	740	740	c
Alsthom	419	421	421	
Bancaire (Cie)	1021	1060	1045	
Bongrain	1820	1830	1830	
Bouygues	1090	1100	1101	
B.S.N.	3550	3610	3615	
Carrefour	2653	2655	2650	
Chargeurs S.A.	1070	1075	1075	
Club Méditerranée	490	495	495	
Dumez	1289	1300	1310	
ELF-Aquitaine	295	297	298	
Essilor	2575	2575	2580	
Lafarge-Coppée	1242	1260	1257	
L. Vuitton S.A.	1059	1060	1055	
Michelin	2655	2666	2670	
Midi (Cie)	5320	5320	5350	
Moët-Hennessy	1951	1955	1970	
Navig. Mixtes	928	945	954	
Oréal (L')	3150	3150	3148	
Pernod-Ricard	988	1032	1038	
Peugeot S.A.	879	882	885	
Sanofi	699	694	694	
Source Perrier	668	680	682	
Télémécanique	2875	2900	2930	
Thomson-C.S.F.	1235	1240	1240	c
Total-C.F.P.	385	385	384	
T.R.T.	2656	2655	2655	
Valéo	515	521	527	

● *M. Jean Méo, président de l'IFP.* – Le conseil d'administration de l'Institut français du pétrole (IFP) a élu, le 13 juin, comme président, M. Jean Méo, ingénieur général des mines.

[M. Jean Méo est né à Vosne-*Romanée (Côte-d'Or)* le 26 avril 1927. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris et de l'Institut d'études politiques de Paris, il a fait partie de plusieurs cabinets ministériels, notamment de celui du général de Gaulle (1958). Il a participé ensuite à la création du groupe Elf-Aquitaine avant de faire un détour par la presse et la publicité : il a été président directeur général de l'Agence Havas (1974-1978), d'Avenir-Publicité (1974-1976). Depuis 1983, il est conseiller pour les affaires économiques et sociales du RPR, et conseiller de Paris.]

● *Le FNLKS appelle à manifester.* – Le FLNKS appelle à des manifestations pacifiques, jeudi prochain 19 juin, dans l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie, à l'occasion de l'ouverture du procès en cour d'assises de dix-sept Mélanésiens de la tribu de Koindé (130 km de Nouméa) inculpés d'assassinat pour l'un d'entre eux et de participation à un attroupement armé pour les autres.

Un appel de quatorze organisations contre les lois sur la sécurité

Le syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat national des journalistes et onze autres associations (1) viennent de rendre public le texte suivant :

« Le gouvernement, qui veut faire voter rapidement des lois sur la sécurité, propose des mesures qui n'auront même pas l'effet espéré. Au contraire, d'une société libre on va passer à un projet de société où tout citoyen, et d'abord les jeunes, est présumé suspect, où tout étranger est présumé clandestin, où la police prend le pas sur la justice. Les droits des citoyens à circuler librement, à vivre en paix, à être défendus sont diminués. Les dangers de tension sociale, de conflit entre les communautés, d'explosion dans les prisons sont aggravés. Pour les signataires, ceux qui vivent en France valent mieux que la peur et la démission. La sagesse et la dignité,aujourd'hui, c'est refuser ces lois.

La lutte contre le terrorisme et le souci de la sécurité publique ne peuvent servir d'alibi pour justifier des *atteintes aux libertés* démocratiques. Ces textes remettent en cause tous les résultats déjà obtenus par les politiques de prévention et de réinsertion. En outre, ils menacent gravement nos libertés individuelles, et dérogent aux règles essentielles du droit pénal, ainsi qu'aux principes constitutionnels.

Le contrôle d'identité désormais possible en toute circonstance porte gravement et inutilement atteinte à la liberté même d'aller et venir. L'obligation pour les étrangers de présenter à chaque contrôle les documents les autorisant à séjourner en France fait de l'étranger un suspect permanent et légalise le délit de faciès. La suppression des garanties judiciaires sur les opérations de vérification d'identité laisse aux forces de police toute latitude, notamment celle de constituer des fichiers avec empreintes et photographies. Il suffira que la polcice estime constitué le délit de refus de se prêter aux opérations de vérification d'identité pour pouvoir mettre en mémoire ces fiches sans limitation de durée.

Ce recul des libertés fondamentales, pour quel résultat ? L'illusion de luttes contre l'insécurité, des bavures sûrement, la suspicion à l'égard des étrangers élevée au rang de loi.

Le projet relatif à la répression du terrorisme relève de la même duperie. Devant l'impossibilité de définir juridiquement le terrorisme, on propose, sur la base de critères flous, des procédures d'exception d'autant plus graves qu'elles échapperont à tout contrôle judiciaire véritable. La centralisation des poursuites à Paris, conjuguée aux dispositions d'exception sur la garde à vue de quatre jours ou la généralisation des perquisitions sans l'assentiment des personnes concernées en est un exemple.

Notion subjective et médiatique, la qualification de terrorisme laissera tout pouvoir d'appréciation à la police et au parquet. L'alibi antiterroriste peut être utilisé pour interdire aux associations dirigées par des étrangers, qui relèvent pourtant de la loi de 1901, toute action ou expression en faveur de la liberté dans leur propre pays. Peut-on admettre cette remise en cause des garanties légales de la sûreté individuelle et de l'égalité devant la loi lorsqu'elle se fonde sur des critères aussi incertains ?

Sous prétexte d'efficacité, on veut généraliser la procédure accélérée de comparution immédiate devant les tribunaux correctionnels, en dehors même des cas de flagrance. Ainsi, dans la plupart des cas, l'information judiciaire sera remplacée par la seule enquête policière. Cette procédure privera les juges de toute possibilité réelle d'adapter la sanction à la personnalité du délinquant et favorisera le recours systématique à l'emprisonnement. Le jugement accéléré d'un nombre important d'affaire, y compris dans des cas complexes, rendra illusoire l'exercice normal des droits de la défense.

La politique pénale à l'œuvre dans ces projets cède à la démagogie la plus simpliste et nous prépare à coup sûr des révoltes et du désespoir. La période de sûreté de trente ans instituée pour les longues peines ôte tout espoir aux condamnés. On limite l'érosion des peines sans créer de tribunal d'application des peines, sans prévoir d'autre incitation à la réinsertion. On instaure un droit de recours des décisions du juge d'application des peines au profit du seul procureur de la République. La défense sera absente. La notion même de procès équitable prévue par la Convention européenne des droits de l'homme est ici mise en cause.

Dangereux pour les libertés, inefficaces pour assurer la sûreté des personnes, ces quatre projets de loi sont inacceptables. C'est pourquoi les signataires appellent : leurs concitoyens à se mobiliser contre ces atteintes portées à leurs libertés individuelles ; les associations, syndicats et organisations démocratiques à protester publiquement contre la remise en cause de garanties fondamentales ; les parlementaires à ne pas voter des projets qui méconnaissent les exigences d'une justice sereine et équitable ; le président de la République à user de son autorité morale et de ses prérogatives pour éviter à la France une législation contraire à ses traditions d'attachement aux droits de l'homme.

(1) CGT chancelleries – cours – tribunaux – conseils de prud'hommes, CFDT-Justice, Syndicat des travailleurs enseignants CFDT, Syndicat des personnels de l'éducation surveillée – FEN, MRAP, Comité des associations d'immigrés en France, PSU, LCR, les Verts, Association nationale des élus écologistes, Groupe multiprofessionnel des prisons, SAF Libertés, tél. : 42-82-01-26.

● *Meurtre d'une vieille dame dans le quatorzième arrondissement.* – Une vieille dame, de nationalité américaine, âgée de quatre-vingt-cinq ans, Mme Ludmila Lamon, a été découverte assassinée, samedi 14 juin vers 20 heures, dans son appartement de l'avenue du Général-Leclerc à Paris (14e). Selon les premiers éléments de l'enquête confiée à la brigade criminelle, Mme Lamon a été étranglée.

Sur le vif

Y a plus de vieux

J'ai une vieille copine, du reste vous la connaissez, si, si, je vous l'ai présentée. Elle habite chez sa fille ou chez son fils. Ils pratiquent le système de la garde alternée. Ça se fait de plus en plus. Ils ne se disputent pas trop à son sujet. Enfin, ça va à peu près. Et puis là, elle est très embêtée. Elle a un petit ami. Elle l'a rencontré au square. Un type adorable, ridé comme une pomme, tout rose, tout bleu, tout blanc. Vous les verriez ! Ils se mangent des yeux, ils se tiennent la main. Le septième ciel ! Seulement, voilà, ils sont obligés de se voir en cachette des enfants. C'est la galère. Hier, elle me téléphone :

– Fais gaffe, m'appelle pas chez ma fille pendant le week-end, j'ai dit que je partais avec toi, jusqu'à lundi matin, à Etretat.

– Bon, OK, d'accord, mais quand même, elle exagère. T'as plus douze ans.

– Non, justement, bientôt soixante-douze, c'est pas l'âge de sortir avec un garçon.

– Ecoute, il a deux ans de plus que toi. Il est sérieux, il veut t'épouser... Qu'est-ce qu'on peut souhaiter de mieux ? Est-ce que tu lui en a seulement parlé, à ta fille, de Lucien ?

– Oui, elle m'a interdit de sortir avec lui. Du coup, elle arrête pas de me surveiller, de m'attraper, t'as vu l'heure qu'il est, d'où tu viens, où tu vas... Elle a peur que je fugue.

– Si c'est à cause de tes cours à l'université du troisième âge...

– Non, c'est pas ça, c'est une question d'argent.

– Pour la noce ? C'est à qui de la payer ? Aux enfants de la mariée ?

– Possible, mais nous, tu sais, les réceptions, les lunches, les tralalas, on n'y tient pas. On veut vivre ensemble d'abord, voir si on se plaît vraiment, après on verra.

– Alors, où est le problème ?

– Ben, elle m'a prévenue, elle m'a dit : on s'est saigné aux quatre veines pour toi. On t'a bien soignée. On avait l'intention de t'offrir une belle cérémonie, le plus tard possible, d'accord, mais bon... Si tu pars avec lui, compte plus sur nous. T'auras pas un pot de chrysanthèmes. Tu connais ton fils, il te le pardonnera jamais. Alors, réfléchis, toi qui aimes tant les fleurs !...

CLAUDE SARRAUTE.

M. Iakov Riabov futur ambassadeur d'URSS à Paris

Nous apprenons que Moscou a désigné son ambassadeur à Paris en remplacement de M. Vorontsov, récemment nommé premier vice-ministre des affaires étrangères. Il s'agit de M. Iakov Riabov, pour lequel une demande d'agrément a été adressée au gouvernement français il y a une dizaine de jours.

Un spécialiste de l'industrie

Né en 1928, M. Iakov Riabov a fait toute sa carrière à Sverdlovsk, grand centre industriel de l'Oural, notamment dans une usine de turbines, dont il dirige l'organisation du parti en 1958, après avoir terminé l'institut polytechnique de la ville en cours du soir. A partir de 1960, il gravit les échelons de l'organisation régionale du parti, sous la houlette de celui qui va bientôt accéder au politburo et devenir l'un des « dauphins » de Brejnev, Andrei Kirilenko. Deuxième, puis premier secrétaire de la région de Sverdlovsk entre 1966 et 1976, M. Riabov est promu cette année-là secrétaire du comité central à Moscou, chargé des affaires industrielles.

Toutefois, comme pas mal d'amis de M. Kirilenko, il subit une éclipse lorsque ce dernier est évincé par Tchernenko du poste de numéro deux du parti et candidat à la succession de Brejnev. En février 1979, M. Riabov est rétrogradé au poste de premier vice-président du comité d'Etat au plan (Gosplan). Quatre ans plus tard, peu après l'échec de Tchernenko et la désignation d'Andropov au poste de secrétaire général, il remonte un peu dans la hiérarchie en devenant, en mai 1983, président du comité d'Etat pour les relations économiques extérieures. En septembre 1984, il avait quitté ce poste pour prendre celui de vice-président du gouvernement, tout en supervisant ce même secteur.

Sa nomination en France – où il est déjà venu en avril 1985 notamment, en tant que coprésident d'une session de la « grande commission » franco-soviétique – semble avoir été envisagée dès le mois de mai, lorsque commença le grand remue-ménage au ministère soviétique des affaires étrangères et dans les ambassades à l'étranger. C'est en effet M. Riabov qui avait été chargé d'accueillir à Novossibirsk MM. Mitterrand et Chirac lors des escales qu'y firent les deux dirigeants français *à leur retour du sommet de* Tokyo, le 7 mai dernier.

Comme tous ses prédécesseurs en France depuis 1965, M. Riabov est membre titulaire du comité central du PC soviétique, où il occupe un siège depuis 1971.

Le numéro du « Monde » daté 15-16 juin 1986 a été tiré à 478 960 exemplaires

A B C D E F G